

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

DU
SURSIS CONDITIONNEL

A L'EXÉCUTION DE LA PEINE

(LOI DU 26 MARS 1891)

ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

(LOI DU 14 AOÛT 1885)

ÉTUDE DE DROIT FRANÇAIS & DE DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

LUCIEN GEORGE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE NANCY
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1895



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT

Doyen : M. LEDERLIN, *, I 🌿.

Doyen honoraire : M. JALABERT, *, I 🌿.

Professeur honoraire : M. LOMBARD (Ad.) *, I 🌿.

MM. LEDERLIN, *, I 🌿, Professeur de Droit romain, Chargé du cours de Pandectes, et Chargé du Cours de Droit français étudié dans ses origines féodales et coutumières.

LIÉGEOIS, I 🌿, Professeur de Droit administratif, et Chargé du cours de Législation industrielle.

BLONDEL, I 🌿, Professeur de Code civil, et Chargé du cours de Droit constitutionnel (Doctorat).

BINET, I 🌿, Professeur de Code civil, et Chargé du cours d'Enregistrement

LOMBARD (P.), I 🌿, Professeur de Code civil.

GARNIER, I 🌿, Professeur d'Économie politique, et Chargé du cours de Législation financière.

MAY, I 🌿, Professeur de Droit romain, Chargé du cours de Pandectes, et Chargé d'un cours de Droit international public (Droit des gens).

GARDEIL, I 🌿, Professeur de Droit criminel.

BEAUCHET, I 🌿, Professeur de Procédure civile, et Chargé du cours de Procédure civile (Voies d'exécution).

BOURCART, I 🌿, Professeur de Droit commercial.

GAVET, I 🌿, Professeur d'Histoire du Droit.

CHRÉTIEN, A 🌿, Professeur de Droit international public et privé.

CARRÉ de MALBERG, Agrégé, Chargé du cours d'Éléments de Droit constitutionnel et organisation des pouvoirs publics et du cours de Droit administratif (matières spéciales).

LACHASSE, I 🌿, Docteur en Droit, Secrétaire honoraire.

VALEGEAS, Docteur en Droit, Secrétaire.

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

DU
SURSIS CONDITIONNEL

A L'EXÉCUTION DE LA PEINE

(LOI DU 26 MARS 1891)

ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

(LOI DU 14 AOUT 1885)

ÉTUDE DE DROIT FRANÇAIS & DE DROIT COMPARÉ

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 11 Juillet 1895, à 4 heures

PAR

LUCIEN GEORGE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE NANCY

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. GARDEIL, professeur.

Suffragants : { MM. LEDERLIN, professeur-doyen.
 { LOMBARD, { professeurs.
 { GARNIER, {

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1895

A MON PÈRE. — A MA MÈRE

A MA GRAND'MÈRE

A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

A MA FAMILLE

BIBLIOGRAPHIE

Actes du premier Congrès international d'anthropologie criminelle.
Rome, 1885.

Actes du deuxième Congrès international d'anthropologie criminelle.
Paris, 1889.

Actes du troisième Congrès d'anthropologie criminelle. Bruxelles, 1892.

Annuaire de législation étrangère, passim et spécialement années 1872, 1888, 1889, 1891.

André. — *La récidive.* 1 vol. in-8°, Paris, 1892.

Bernard. — La loi du pardon : étude sur le projet de loi relatif aux condamnations conditionnelles (Discours de rentrée, *Gazette des tribunaux* du 11 octobre 1891).

Blache. — La libération conditionnelle. Discours de rentrée à la Cour de Besançon (*Revue pénitentiaire*, 1889, p. 318).

Bonneville de Marsangy. — *Traité des diverses institutions complémentaires du régime pénitentiaire.* 1 vol. in-8°, Paris, 1847.

Brégeault. — *Commentaire de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.* 1 broch. Paris, 1891.

Brocard. — *La loi Béranger.* Discours de rentrée, prononcé à la Cour d'Alger. Alger, 1891.

Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière criminelle, passim et spécialement années 1890 et 1893.

Bulletin de l'Union internationale de droit pénal, années 1889 à 1895, 5 vol in-8°, Berlin.

Bulletin de la Société de législation comparée, passim et spécialement années 1877, 1889, 1892.

Camoin de Vence. — Les erreurs et les dangers de l'anthropologie criminelle (*Revue pénitentiaire*, 1892, p. 298).

— Les nouvelles évolutions de l'anthropologie criminelle (*Revue pénitentiaire*, 1894, p. 474).

Capitant. — La loi du 26 mars 1891 (*Revue critique*, 1891, p. 368).

- Chauveau (Adolphe) et Faustin-Hélie.** — *Théorie du Code pénal*, 6^e édition, revue par Villey, 6 vol. in-8°, Paris, 1887.
- Code pénal d'Italie*, traduit et annoté par J. Lacointa. Paris, 1890, 1 vol. in-8°.
- Code pénal des Pays-Bas*, traduit par Wintgens. Paris, 1882, 1 vol. in-8°.
- Code pénitentiaire. Recueil des actes et documents officiels intéressant les établissements pénitentiaires*, t. VIII, Melun, 1887.
- Corre.** — *Les criminels*. 1 vol. in-8°, Paris, 1889.
- Cuche.** — L'avenir de l'intimidation (*Revue pénitentiaire*, 1894, p. 786).
- Cresson.** — *Usages et règles de la profession d'avocat*. 2 vol. in-8°, Paris, 1888.
- Daguin.** — La libération et la condamnation conditionnelles d'après la nouvelle législation portugaise (*Revue pénitentiaire*, 1894, p. 406).
- Dalloz.** — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*. 44 vol. in-4°, Paris, 1846-1864, et *Supplément* (en cours de publication), V^{ie} Admonition, Blâme, Peine, nos 245 et suiv.
- *Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine*. Chaque année, 1 vol. gr. in-8°.
- Delalande.** — *Etude théorique et pratique sur la loi du 26 mars 1891*. 1 vol. in-8°, Havre, 1893.
- Desjardins.** — *La méthode expérimentale appliquée au droit criminel en Italie*. 1 vol. in-8°, Paris, 1892.
- Desportes et Lefébure.** — *La science pénitentiaire au Congrès de Stockholm*. 1 vol. in-8°, Paris, 1880.
- Droit** (Journal le), nos des 16, 19, 24 et 26 juillet 1891.
- Drucker.** — *La protection des enfants maltraités et moralement abandonnés*. 1 vol. in-8°, Paris, 1894.
- Fabreguettes.** — *De la responsabilité des criminels*. 1 vol. in-8°, Paris, 1892.
- Féré.** — *Dégénérescence et criminalité*. 1 vol., Paris, 1888.
- Ferri.** — Du remords chez les criminels (*Revue pénitentiaire*, 1886, p. 24).
- *La sociologie criminelle*, traduction de l'auteur sur la 3^e édition italienne, 1 vol. in-8°, Paris, 1893.

- Forcrand (de).** — Commentaire de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines (*Journal du Ministère public*, 1893, p. 3, 29, 61, 85, 113).
- Franck.** — *Philosophie du droit pénal*. 1 vol. in-8°, Paris, 1888.
- Gardeil.** — Examen doctrinal de la jurisprudence criminelle (*Revue critique*, 1892, p. 1-26).
- Garin.** — L'anthropologie criminelle en France (*France judiciaire*, 1885, p. 244 et suiv.).
- Garofalo.** — *La criminologie*. 2^e édition, 1 vol. in-8°, Paris, 1890.
- Garraud.** — *Le problème moderne de la pénalité*, 1 vol. in-8°. Paris, 1888.
- Rapports du droit pénal et de la sociologie criminelle (*Archives de l'anthropologie criminelle*, 1886, p. 9 à 23).
- *Traité théorique et pratique du droit pénal français*. 5 vol. in-8°, Paris, 1888-1894.
- *Précis de droit criminel*, 4^e édition, 1 vol. in-8°, Paris, 1892.
- Gautier.** — A propos de la condamnation conditionnelle. Berne, 1890 (Extrait de la *Revue pénale suisse*, 3^e année).
- Deux projets : la réforme pénale en France et en Suisse. Berne, 1894 (Extrait de la *Revue pénale suisse*, 7^e année).
- Note sur le sursis à l'exécution de la peine d'après quelques lois et projets récents (*Bull. de l'Union internationale de droit pénal*, 1895, p. 26 à 45).
- Guyot.** — *Répertoire de jurisprudence*, 64 vol. in-8°, Paris, 1775-1783.
- Joly.** — *La France criminelle*. 1 vol. in-8°, Paris, 1889.
- *Le crime*, 1 vol. in-8°, Paris, 1889.
- Journal officiel*, années 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1890, 1891 et nos des 14 octobre 1894, 19 février et 16 mai 1895.
- Laborde.** — Questions pratiques sur la loi du 26 mars 1891 (*Lois nouvelles analysées et expliquées*, 1891, p. 401).
- Lacassagne, Garraud et Coutagne.** — *Archives de l'anthropologie criminelle et des sciences pénales*. 1 vol. in-8° par an. Paris et Lyon.
- Lajoie.** — *La loi du Pardon*. 1 vol. in-8°, Paris, 1882.
- Laurent.** — *L'anthropologie criminelle et les nouvelles théories du crime*. 1 vol. in-8°, Paris, 1891.
- Legrain.** — *L'anthropologie criminelle au Congrès de Bruxelles en 1892*. 1 vol. in-8°, Paris, 1892.

- Leloir.** — Etude sur le nouveau Code pénal du canton de Neuchâtel (*Bull. de la Société de législation comparée*, 1892, t. 24, p. 537).
La législation pénale comparée (Droit criminel des peuples européens), publié par l'Union internationale de droit pénal. Berlin, Lisbonne, Rome, Paris, 1894.
- Locard.** — *Commentaire de la loi du 26 mars 1891*. 1 vol. in-8°, Paris, 1891.
- Lombroso.** — *L'homme criminel*, traduit sur la 4^e édition italienne par MM. Regnier et Bournet, Paris, 1887.
 — *Les applications de l'anthropologie criminelle*. Paris, 1892, Alcan.
- Luighi Lucchini.** — *Le droit pénal et les nouvelles théories*, traduit par H. Prudhomme avec une introduction de M. J. Lacoïnta. 1 vol. in-8°, Paris, 1892.
- Merlin.** — *Répertoire universel de jurisprudence*, 4^e édit., Paris, 1812.
- Mabille du Chêne.** — *De l'atténuation et de l'aggravation des peines* (Commentaire de la loi du 26 mars 1891). Grenoble, 1891.
- Mahoudeau.** — *Commentaire de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines*. Paris, 1891.
- Molinier.** — *Traité théorique et pratique de droit pénal*, annoté par Vidal, 2 vol. parus, Paris, 1893.
- Nègre et Gary.** — *La loi Bérenger et ses applications*. 1 vol. in-8°, Paris, 1892.
- Ortolan.** — *Eléments de droit pénal*. 5^e édition, revue par M. Desjardins, 2 vol. in-8°, Paris, 1886.
- Pandectes françaises.** — *Nouveau répertoire de droit, de législation et de jurisprudence*, V^o Chasse, n^o 2394.
- Paoli.** — *Le droit criminel et ses horizons (France judiciaire, 1887, p. 109 à 117)*.
- Prins.** — *Criminalité et répression (Essai de science pénale)*. 1 vol. in-8°, Bruxelles, 1886.
 — *La loi sur la libération et la condamnation conditionnelles en Belgique (Revue pénitentiaire, 1888, p. 934 et 1889, p. 183)*.
- Proal.** — *Les réformes proposées par l'anthropologie criminelle (Revue pénitentiaire, 1890, p. 637 à 666)*.
 — *De la responsabilité pénale des aliénés*. 1 vol., Paris, 1891.
 — *Les médecins positivistes et les théories modernes de la criminalité*. Paris, 1891.
 — *Le crime et la peine*. 1 vol. in-8°, Paris, 1892.

- Reinach.** — *Les récidivistes*. 1 vol., Paris, 1882.
- Rivière.** — La libération conditionnelle en Serbie et en Croatie (*Revue pénitentiaire*, 1885, p. 232).
- Revue pénitentiaire* (Bulletin de la Société générale des prisons, années 1878 à 1895, *passim*).
- Sirey.** — *Recueil général et périodique des lois et arrêts*, chaque année 1 vol. gr. in-4°. — *Lois annotées*, 1892, p. 125.
- Soret de Boisbrunet.** — La libération conditionnelle. — Discours prononcé à la Cour de Caen (*Revue pénitentiaire*, 1880, p. 876).
- Tarde.** — Positivisme et pénalité (*Archives de l'anthropologie criminelle*, 1887, t. II, p. 32).
- *Etudes pénales et sociales*. 1 vol., Lyon et Paris, 1892.
- *La criminalité comparée*. 1^{re} édition, Paris, 1886.
- *Transformations du droit*. Paris, Alcan, 1893.
- Considérations sur l'indétermination des peines (*Revue pénitentiaire*, 1893, p. 750).
- Treppoz.** — *Etude théorique et pratique sur les condamnations conditionnelles*. Paris, 1894.
- Typaldo Bassia.** — La loi du 26 mars 1891 (*Revue critique*, 1892, p. 657).
- Vidal.** — *Introduction philosophique du droit pénal. Principes fondamentaux de la pénalité dans les systèmes les plus modernes*. 1 vol., Paris, 1890.
- *Etat actuel de l'anthropologie criminelle*. 1 vol., Paris, 1892.
- *Imputation de la détention préventive sur la durée des peines*. Paris, 1893.
- Villey.** — *Commentaire de la loi Béranger sur l'atténuation et l'aggravation des peines*. 1 vol. in-8°, Caen, 1891.
- Worms.** — *Les condamnations conditionnelles suivant la loi française et les lois étrangères*. Paris, Giard, 1891.

THÈSES

- Dorel.** — *Du reclassement des délinquants dans la société. Libération conditionnelle et patronage*. Toulouse, 1891.
- Giroux.** — *Contribution à l'étude du régime pénitentiaire, de l'emprisonnement individuel, de la libération conditionnelle et du patronage dans la législation positive*. Poitiers, 1890.

Maurel. — *La question des libérés.* Caen, 1890.

Merle. — *De l'amnistie, de la grâce, de la libération conditionnelle et de la réhabilitation.* Poitiers, 1889.

Tardif. — *De l'atténuation et de l'aggravation des peines d'après la loi du 26 mars 1891.* Paris, 1893.

DU SURSIS CONDITIONNEL

A L'EXÉCUTION DE LA PEINE

(Loi du 26 mars 1891).

ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

(Loi du 14 août 1885).

Étude de droit français et de droit comparé.

INTRODUCTION

La loi du 26 mars 1891 a accordé au juge, dans des cas et à des conditions que nous aurons à déterminer, la faculté de suspendre l'exécution de la peine prononcée contre certains délinquants. Si dans un délai de cinq ans le condamné qui a bénéficié de cette mesure n'a pas commis de nouvelle infraction, non seulement sa peine sera réputée purgée, mais encore la condamnation prononcée sera considérée comme non avenue. Dans le cas contraire, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde et celle-ci sera elle-même aggravée comme au cas de récidive.

Cette institution, nouvelle dans notre législation, est fondée sur cette idée que la peine doit avoir surtout pour but l'amendement du condamné. Et elle cherche à faire de lui-même l'artisan le plus actif de sa régénération morale en accordant comme récompense à ses efforts la dispense d'exécuter la peine et une réhabilitation de plein droit, et en le

menaçant, au cas de rechute, d'une sévérité plus grande.

Mais depuis plusieurs années déjà, et également sur l'initiative de M. Bérenger, avait été organisée chez nous par la loi du 14 août 1885 l'institution de la libération conditionnelle.

Aux termes de cette loi, le condamné, après avoir subi une fraction de la peine, variable suivant les cas, pourra, s'il a obtenu des notes suffisamment bonnes, être mis conditionnellement en liberté : si, pendant le délai qui s'écoule depuis cette époque jusqu'à la date d'expiration de sa peine, l'individu ainsi libéré justifie cette faveur par sa bonne conduite, sa peine sera définitivement purgée. Au cas contraire, il sera réintégré en prison pour un temps égal à la durée de la détention qui lui restait encore à subir lors de sa mise en liberté provisoire.

Ainsi la loi de 1885 assigne comme but aux efforts du détenu une libération anticipée et, s'il persévère dans sa bonne conduite, la remise d'une partie de la peine, comme la loi de 1891 accorde au condamné qui se corrige la dispense intégrale du châtimement. A côté de la récompense, toutes deux ont aussi placé la menace : menace de l'exécution de la première peine et d'une sévérité plus grande au cas de récidive dans une hypothèse, et dans l'autre, menace de la réintégration dans la prison.

Ainsi l'idée qui est à la base des deux institutions est la même :

Faire tourner la peine à l'amendement du condamné ; l'intéresser à son propre relèvement par l'appât d'une récompense et la crainte d'une punition ; substituer à l'exécution matérielle du châtimement une peine d'ordre moral.

Le législateur, comprenant du reste que tous les condamnés ou tous les détenus ne peuvent être admis au bénéfice du sursis conditionnel ou de la libération conditionnelle, a

laissé au juge dans le premier cas, à l'administration pénitentiaire dans le second, le soin de désigner ceux qui seraient dignes de cette faveur.

Avant d'examiner en détail les lois du 26 mars 1891 et du 14 août 1885 qui sont l'objet de cette étude, et que leurs analogies permettent de réunir dans un travail commun, il importe de rechercher comment le législateur français a été amené à sanctionner des principes si différents de ceux du Code de 1810 qui, malgré les profondes modifications qu'il a subies, est resté la base de notre législation pénale.

Pour faire comprendre cette évolution il nous faut indiquer brièvement dans cette introduction le système du Code français, les causes sous l'action desquelles se transforme le droit pénal, et les principaux résultats auxquels le progrès des idées nouvelles a déjà conduit.

CHAPITRE PREMIER

SYSTÈME DU CODE PÉNAL FRANÇAIS.

Les rédacteurs du Code, sans tenir un compte suffisant de l'infinie variété des actions humaines, avaient en quelque sorte considéré le crime comme une entité abstraite dont ils tiraient des conséquences juridiques applicables à une autre entité également abstraite : le coupable.

La part d'appréciation laissée au juge dans chaque cas particulier était nécessairement très faible.

Les idées philosophiques qui avaient cours à l'époque de la confection du Code pénal et dont se sont inspirés les auteurs de ce Code expliquent en partie ce système. Le Code pénal de 1810 en effet a été préparé quelques années après la publication des œuvres de Bentham par M. Dumont, de Genève. Les doctrines utilitaires du célèbre philosophe avaient été exposées avec une netteté et une vigueur de dialectique qui avaient contribué à en augmenter encore l'influence.

Elle nous est attestée par les *Observations* placées par Target en tête du projet de Code qui fut déposé par le gouvernement consulaire en l'an XII, et dont la discussion, interrompue dès le 19 frimaire an XIII, ne devait aboutir que six ans plus tard à la promulgation de la loi.

Nous lisons en effet dans ces observations : « C'est la nécessité de la peine qui la rend légitime. Qu'un coupable souffre, ce n'est pas le dernier but de la loi ; mais que les crimes

soient prévenus, voilà ce qui est d'une haute importance. — Après le plus détestable forfait, s'il pouvait être sûr qu'aucun crime ne fût désormais à craindre, la punition du dernier coupable serait une barbarie sans fruit, et l'on ose dire qu'elle passerait le pouvoir de la loi. La gravité des crimes se mesure donc, non pas tant sur la perversité qu'ils annoncent, que sur les dangers qu'ils entraînent. L'efficacité de la peine se mesure moins sur sa rigueur que sur la crainte qu'elle inspire » (1).

Ainsi, d'après le législateur lui-même, le but que doit principalement poursuivre la loi pénale, c'est la protection de la société par l'intimidation. Plus un acte pourra faire courir de danger à la collectivité sociale, plus la peine devra être sévère pour inspirer d'autant plus de crainte à ceux qui seraient tentés d'imiter le coupable.

Un semblable système, on le comprend, laisse peu de place dans l'application de la peine aux considérations tirées de l'examen individuel du prévenu ou des circonstances particulières du crime. La faute du délinquant, les mobiles qui l'ont fait agir, les moyens employés pour l'exécution du fait et les détails de cette exécution ne jouent qu'un rôle secondaire dans l'appréciation de la culpabilité. Ce qu'il faut prendre surtout en considération, ce n'est pas l'homme en même temps que l'acte, mais l'acte seul, et encore quel acte ? Non pas l'acte spécial qui a été commis avec sa physionomie particulière, mais l'acte pris *in abstracto*, le genre d'acte dans lequel rentre le fait incriminé.

Ainsi la même condamnation devra atteindre l'homme qui par jalousie tue son rival, et le voleur de grand chemin qui égorge un voyageur pour le dépouiller, car tous deux ont

(1) Locré, t. XXIX, p. 8.

commis un homicide volontaire. La répression doit avoir pour objet de prévenir le retour de l'homicide quel qu'il soit. Et pour atteindre ce but, il faut frapper fort, au risque souvent de ne pas frapper juste.

Nous devons ajouter que ce souci de la protection sociale n'est pas seulement l'effet de l'influence des idées philosophiques du temps, mais qu'il est encore la conséquence des nécessités de l'époque où le Code pénal a été élaboré.

Au sortir de la tourmente révolutionnaire, il fallait rendre à l'autorité l'énergie et la puissance qu'elle avait perdues, on devait avant tout assurer dans la société la sécurité et le calme, fût-ce au prix d'une rigueur exagérée et d'un sacrifice trop absolu des intérêts de l'individu à ceux de la collectivité.

Cette tendance se révèle d'ailleurs dans de nombreuses dispositions du Code pénal.

Ainsi l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement sont punis par l'article 302 d'une peine identique, la peine de mort, parce que ces crimes produisent tous une conséquence identique, l'enlèvement à la société d'un de ses membres.

Ainsi le complice est puni de la même peine que l'auteur principal, car son action tendait au même résultat.

La théorie de la tentative procède, croyons-nous, de la même idée.

Pourquoi l'infraction tentée est-elle, au point de vue de la répression, assimilée à l'infraction consommée, sinon parce qu'elle est, théoriquement, susceptible de produire le même résultat ?

Ainsi, dans la détermination des peines, le législateur de 1810 prend en considération l'acte plutôt que l'agent et cet acte il ne l'envisage point avec les circonstances et les con-

ditions particulières dans lesquelles il a été commis, mais il le considère intrinsèquement, sous son caractère générique, au seul point de vue du danger qu'une telle nature d'attentat peut faire courir à la société.

Quant à l'agent, le Code pénal ne s'en occupe pour ainsi dire pas. C'est qu'il le considère comme toujours identique à lui-même ; c'est qu'il en fait une sorte de personnification abstraite de l'homme normal, de ce qu'on pourrait appeler l'homme moyen, ayant les qualités et les défauts qu'on rencontre généralement, possédant une intelligence et une volonté ordinaires, responsable comme le commun des hommes ; c'est qu'il veut avant tout assurer la protection de la société.

La conséquence logique d'un pareil système serait la fixité absolue des peines : c'est en effet ce qu'avait décidé le Code de 1791. Mais la loi de 1810, corrigeant l'injustice de cette inflexibilité, a, au contraire, réalisé un sérieux progrès en faisant, en général, osciller la peine entre un maximum et un minimum déterminés.

L'influence des idées utilitaires et du désir de protéger la société, tout en étant prépondérante dans l'esprit du législateur de 1810, n'est pas toutefois exclusive. Berlier nous l'apprend dans l'exposé des motifs du titre I^{er} du livre III du Code pénal :

« On n'a pas oublié, dit-il, que les lois qui statuent sur ce que tous les hommes ont de plus cher, la vie et l'honneur, ne doivent effrayer que les pervers, but qui serait manqué, si elles imprimaient trop légèrement le caractère de crimes à des actes qui ne sont pas essentiellement criminels. On a soigneusement cherché à établir de justes proportions entre les peines et les délits (1) ».

(1) Locré, t. XXIX, p. 422.

Ces paroles ne révèlent-elles pas chez les auteurs du Code pénal l'intention, un peu indécise encore, de prendre pour base de leur système répressif, avec et après la défense de la société, l'immoralité particulière du fait et la perversité de l'agent ?

Ce sera le juge qui devra tenir compte dans l'application de la peine, de la culpabilité de l'individu amené devant lui. Cette culpabilité dépend notamment de l'intelligence du prévenu, de son éducation, du milieu dans lequel il a été élevé, des mobiles qui l'ont fait agir, des circonstances du fait.

Tous ces éléments si variés, si multiples, la loi ne pouvait évidemment les prévoir. A ses énumérations les plus complètes eût toujours échappé telle ou telle hypothèse, telle ou telle particularité. Mais le législateur doit mettre entre les mains du juge une loi pénale assez souple pour qu'il puisse, dans chaque cas, proportionner la peine à la culpabilité.

C'est ce que le Code de 1810 n'a fait que très insuffisamment.

Il a accordé, il est vrai, au magistrat, comme nous l'avons vu, une certaine latitude à cet égard, en établissant un maximum et un minimum, entre lesquels il peut choisir le degré de pénalité qui convient à la répression de telle infraction donnée.

Mais d'abord ce procédé est inapplicable aux peines perpétuelles ; et même pour les peines temporaires il serait insuffisant dans le cas où l'équité exigerait que, pour proportionner la peine au châtiment, on l'abaissât jusqu'au-dessous du minimum légal.

Ce pouvoir de descendre au-dessous du minimum légal, le législateur, avec parcimonie d'abord, puis largement ensuite, l'a accordé aux juges en les autorisant à déclarer qu'il existe en la cause des circonstances atténuantes, sans qu'ils

aient d'ailleurs à en déterminer le caractère, ni même à en justifier l'existence. Déjà le Code pénal de 1810 s'exprimait ainsi à ce sujet dans son article 463 :

« Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est portée par le présent Code, si le préjudice causé n'excède pas 25 francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement même au-dessous de 6 jours et l'amende même au-dessous de 16 francs. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elles puissent être au-dessous des peines de simple police ».

Cette disposition, qui complète l'établissement d'un maximum et d'un minimum de chaque peine, constituait un nouveau progrès sur le Code de 1791.

Elle était toutefois insuffisante à un double point de vue.

Elle ne s'appliquait :

1° Qu'aux affaires correctionnelles. Le texte est formel. Il ne parle que d'emprisonnement, peine correctionnelle ;

2° Et même qu'à celles de ces affaires où le préjudice causé n'excédait pas 25 francs.

Ainsi, ni les crimes, ni les contraventions, ni même les délits ayant causé un préjudice supérieur à 25 francs ne pouvaient bénéficier de cette réduction de peine.

Le refus de cette faveur aux individus reconnus coupables de crimes était la conséquence du principe qui inspirait le législateur de 1810 : le minimum de peine fixé pour ces infractions constituait, à ses yeux, le minimum d'intimidation qui était nécessaire pour la défense de la société, et il était par conséquent irréductible.

Cependant le Code pénal punissait trop sévèrement les crimes, l'infanticide par exemple, et l'impossibilité d'adoucir sa rigueur par l'admission des circonstances atténuantes

provoqua chez le jury, hostile aux condamnations inhumaines, des verdicts d'acquittement, dans les affaires où la culpabilité était certaine.

C'est pourquoi la loi du 25 juin 1824 vint étendre, mais dans une mesure restreinte, l'application de l'article 463 aux matières criminelles.

L'existence de circonstances atténuantes put être déclarée, non par le jury, mais par la Cour, dans les seuls cas suivants :

1^o En faveur de la mère coupable d'infanticide (avec substitution à la peine de mort des travaux forcés à perpétuité) ;

2^o En faveur des auteurs de coups ayant occasionné une incapacité de travail de plus de vingt-deux jours (application des peines de l'art. 401 sans que l'emprisonnement puisse être au-dessous de trois ans) ;

3^o En faveur des auteurs de certains vols qualifiés (avec substitution aux travaux forcés à perpétuité des travaux forcés à temps, de la réclusion, ou même, dans certains cas, du maximum des peines de l'art. 401).

En tous cas, d'ailleurs, « les peines correctionnelles qui seront prononcées d'après les articles précédents ne pourront, dans aucun cas, être réduites en vertu de l'article 463 du Code pénal » (art. 11).

Enfin le bénéfice de la nouvelle loi était refusé (en dehors de la mère coupable d'infanticide, qui pouvait toujours en profiter) aux mendiants, vagabonds, aux individus antérieurement condamnés à des peines afflictives ou infamantes ou à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois.

L'attribution à la Cour, à l'exclusion du jury, du droit de déclarer l'existence des circonstances atténuantes paralysa l'action de la nouvelle loi.

Dans les cas où la peine lui paraissait trop sévère, le jury, dans la crainte de ne pas voir la Cour répondre à ses senti-

ments d'indulgence par l'admission de circonstances atténuantes, prononçait un acquittement que condamnait la justice.

De plus les délits étaient restés sous l'empire de la disposition qui interdisait la déclaration de circonstances atténuantes quand le préjudice causé était supérieur à 25 francs.

Jamais enfin les contraventions ne pouvaient bénéficier de cette mesure d'indulgence.

Une nouvelle et plus complète réforme s'imposait.

Elle fut l'œuvre de la loi des 28 avril-1^{er} mai 1832 qui transforma profondément le Code pénal.

Cette loi étend à toutes les infractions prévues par le Code pénal l'applicabilité des circonstances atténuantes :

Plus d'exception pour aucun crime.

Plus d'exception pour les délits. La réserve tirée de l'importance du préjudice est rayée de l'article 463.

Les contraventions elles aussi peuvent bénéficier de cette mesure.

L'état de récidive même ne sera pas un obstacle à l'application des circonstances atténuantes. L'article 463 le dit formellement pour les délits, et un alinéa ajouté par la loi de 1832 à l'article 483 déclare l'article 463 applicable aux contraventions. En ce qui concerne les crimes, la loi détermine les modifications apportées aux diverses peines par l'admission des circonstances atténuantes sans faire aucune restriction pour le cas de récidive. C'est donc que dans cette hypothèse même l'atténuation peut être appliquée.

Enfin la loi de 1832 transporte de la Cour au jury le droit de déclarer l'existence des circonstances atténuantes, déclaration qui oblige la Cour à descendre la peine au moins d'un degré.

Ainsi l'appréciation du fait et de la culpabilité ne sera plus

partagée entre deux juridictions ; et le jury, n'ayant plus à redouter au sujet de l'atténuation de la peine l'aléa du pouvoir arbitraire de la Cour, pourra imposer ses sentiments d'indulgence, au lieu de se laisser aller à un verdict fâcheux d'acquittalment.

Ajoutons, pour mémoire, que le texte de l'article 463, après avoir été modifié par la loi du 13 mai 1863, qui apportait certaines restrictions au pouvoir d'atténuation du juge, a été rétabli dans sa rédaction de 1832 par le décret du 27 novembre 1870.

En résumé, si le Code de 1810 a subsisté jusqu'à notre époque avec sa rigueur et son esprit originels, la protection de la société par l'intimidation, il faut bien reconnaître cependant que l'institution des circonstances atténuantes a permis de tenir mieux compte qu'on ne le faisait jadis de la personnalité et de la criminalité intrinsèque du délinquant.

Les extensions successives qu'a reçues ce système ont été inspirées surtout, nous l'avons vu, par des considérations liées des nécessités de la répression. Mais on ne peut s'empêcher de remarquer que les lois de 1824 et de 1832, qui ont réalisé ces progrès, ont été rendues à deux époques où la France était gouvernée par des régimes beaucoup plus libéraux que l'Empire et où les droits de l'individu étaient pris en plus sérieuse considération.

Cette évolution qui s'opère dans le droit pénal, nous la retrouvons moins marquée peut-être, mais sensible cependant dans l'histoire du système pénitentiaire.

Les rédacteurs du Code de 1810, nous l'avons dit, ne se préoccupent guère du délinquant, ils le sacrifient presque complètement à la société. Aussi ne se sont-ils nullement inquiétés d'assurer par l'application de la peine sa réforme morale. Ils ont prescrit seulement la séparation des condam-

nés et des inculpés dans des prisons distinctes et la répartition des condamnés entre trois catégories d'établissements : les bagnes, les maisons de force, les maisons de correction (art. 603 et 604, C. instr. cr.). Ces dispositions consacrent le régime de l'emprisonnement en commun.

Mais à la chute du premier Empire, le mouvement de réforme du régime pénitentiaire, qui s'était déjà marqué vers 1796 sous l'influence de l'Angleterre et des États-Unis, reprend sa marche progressive.

Dès 1814 le ministre de l'Intérieur (l'abbé de Montesquiou) fait décréter par une ordonnance du 9 septembre l'établissement d'une prison d'essai sur le modèle de celles de Philadelphie ; l'ordonnance du 2 avril 1817 organise les maisons centrales et celle du 9 avril 1819 institue auprès des prisons départementales des commissions de surveillance.

Ces commissions sont chargées de veiller spécialement au maintien de la salubrité dans les prisons, à l'amélioration de leur aménagement ou de leur entretien, enfin à l'instruction des prisonniers et à l'emploi de leur travail. Leurs membres doivent souvent visiter les détenus, leur donner des conseils, des encouragements, et faire tous leurs efforts pour les ramener au bien.

A l'étranger des progrès plus sérieux encore s'accomplissaient : en Angleterre est bâti le pénitencier central de Milbank (1815 à 1822), en Suisse ceux de Genève (1825) et de Berne (1830), qui organisent l'emprisonnement individuel pendant la nuit et le travail en commun pendant le jour. En même temps en Amérique sont créés l'établissement d'Amburn dans l'État de New-York (1823) (emprisonnement individuel de nuit, avec, de jour, travail en commun sous la loi du silence) et celui de Cherry Hill à Philadelphie (1829) (emprisonnement cellulaire de jour et de nuit).

Les publicistes français et notamment MM. Charles Lucas, Béranger et Moreau Christophe font connaître les avantages des divers systèmes consacrés ainsi à l'étranger.

Le gouvernement de Louis-Philippe, auquel on est redevable de la loi libérale et humanitaire de 1832, envoya aux États-Unis : en 1831 MM. G. de Beaumont et A. de Tocqueville, en 1836 MM. de Metz et A. Blouet, pour étudier sur place l'organisation des pénitenciers américains. Et comme conséquence de cette enquête, ce gouvernement présenta en 1840 un projet de loi sur le régime pénitentiaire qui embrassait toutes les peines privatives de liberté et qui reposait sur le système d'Anburn.

Ce projet, mis à l'ordre du jour des travaux législatifs en diverses sessions (de 1840 à 1848), objet de deux rapports de M. de Tocqueville et d'une longue discussion à la Chambre des députés (sessions de 1840 à 1843), adopté le 18 mai 1844 par cette assemblée, allait être voté par la Chambre des Pairs conformément aux conclusions d'un rapport présenté par M. Béranger en 1846, quand les événements de 1848 amenèrent d'autres préoccupations.

Néanmoins, devant le vote de la loi, le gouvernement avait décrété l'organisation à Paris de deux prisons où le système cellulaire serait mis en pratique, celle de la Roquette et celle de Mazas. Dans les départements, on avait fait dans le même but commencer des travaux de construction ou d'appropriation. Ils furent continués après la Révolution de 1848, sur l'autorisation donnée par une circulaire du ministre de l'Intérieur, M. Dufaure ; et en 1852, 47 maisons départementales contenant 4.850 cellules étaient bâties.

Mais l'avènement de l'Empire marque un recul dans le développement de la réforme pénitentiaire. Une circulaire du 17 avril 1853, émanant du ministre de l'Intérieur, M. de Per-

signy, porte que le gouvernement a renoncé au système cellulaire pour s'en tenir à celui de la séparation par quartiers. Un peu plus tard on applique la transportation à l'exécution des travaux forcés et de la déportation. On se débarrasse des malfaiteurs dangereux plutôt que d'essayer de les ramener au bien. C'est un retour en arrière, et le sacrifice de l'individu à la société.

Dans l'ordre pénal aussi, quoique à un moindre degré, se faisait sentir le même esprit de réaction. La loi du 13 mai 1863 venait apporter en effet des restrictions au pouvoir d'atténuation si large donné au juge par la loi de 1832.

Il nous faut arriver jusqu'en 1872 pour voir la question pénitentiaire agitée de nouveau. Sur l'initiative de M. d'Haussonville, l'Assemblée nationale ordonna sur le régime des prisons une vaste enquête qui aboutit au triomphe du régime cellulaire, consacré par la loi du 5 juin 1875.

Ainsi, et sans vouloir exagérer une analogie cependant réelle, il semble que l'on peut constater une sorte de parallélisme entre les modifications qu'ont subies depuis 1810 et la législation pénale et le régime pénitentiaire.

En 1810, sous l'influence des principes de l'école utilitaire, de l'idée de la protection sociale, et aussi, il faut bien le reconnaître, de l'autocratie du Gouvernement de cette époque, on a sacrifié dans une trop large mesure l'individu à la société. On n'a pas tenu suffisamment compte de l'individualité du délinquant ni dans l'application de la peine, ni dans son exécution : on a cherché avant tout dans l'infliction du châtiment un moyen d'intimidation, non de moralisation.

Puis, peu à peu, sous l'empire d'une conception plus juste des conditions nécessaires à l'efficacité du pouvoir répressif, et sous l'influence des idées qui relevaient le caractère du citoyen et imposaient davantage le respect de ses droits, on vit

se modifier la législation pénale. Cette amélioration se marque surtout aux époques où le Gouvernement est le plus libéral.

L'institution des circonstances atténuantes, à l'état embryonnaire en 1810, se développe, mais dans une faible mesure, en 1824.

En 1832 elle reçoit une extension considérable, et, si le Code pénal subsiste dans ses bases fondamentales, il faut reconnaître cependant qu'il a reçu dès ce moment de profondes modifications dans son application pratique. La loi a donné au juge un pouvoir d'atténuation tel, qu'il peut, dans chaque cas, proportionner plus exactement à la culpabilité du prévenu les peines que la loi met à sa disposition.

Et à la même époque le régime cellulaire est sur le point d'être consacré, parce qu'on reconnaît que la peine n'a pas seulement pour but l'intimidation des délinquants mais aussi leur correction.

L'avènement de l'Empire marque un retour aux errements du Code de 1810, retour presque absolu en matière pénitentiaire, moins accentuée en matière pénale.

Un régime libéral s'établit en 1870 : l'un des premiers actes du nouveau gouvernement est de rendre au juge tout le pouvoir d'atténuation qu'il avait obtenu en 1832 et qu'on lui avait enlevé en partie en 1863. Puis en 1872 l'Assemblée nationale reprend l'étude de cette question pénitentiaire, qui semble ainsi avoir besoin pour se développer d'un régime où la liberté de discussion et celle d'examen soient aussi complètes que possible.

Et cependant, quelles qu'aient été les améliorations ainsi successivement apportées à notre législation, elles n'étaient pas suffisantes encore.

Sans doute le juge pouvait depuis 1870 proportionner plus exactement à la culpabilité du délinquant les peines que la

loi mettait à sa disposition. Mais ces peines n'étaient-elles point trop peu variées dans leur nature pour permettre de tenir absolument compte des distinctions infinies telles qu'on ne peut pas assimiler deux délinquants ni appliquer à chacun une peine identique ? De plus était-on parvenu à obtenir par l'application du châtiment la réforme morale des coupables et par conséquent à prévenir de sa part une rechute ?

La réponse à ces deux questions est, hélas, trop facile à faire : et les progrès toujours croissants de la récidive attestaient que ni notre système pénal, ni notre système pénitentiaire n'avaient atteint leur but commun : prévenir le retour des infractions.

Dans ces dernières années, de nouvelles mesures ont été proposées pour atteindre ce résultat si désirable. Leur adoption a été le fruit de l'évolution de la science pénale, renouvelée pour ainsi dire par l'application à cette étude de la méthode expérimentale.

CHAPITRE II

THÉORIES NOUVELLES SOUS L'ACTION DESQUELLES S'EST MODIFIÉE LA SCIENCE PÉNALE.

C'est à l'école d'anthropologie criminelle fondée par les criminalistes italiens qu'on doit principalement l'initiative de l'application à la science pénale de la méthode expérimentale.

Quelles que soient les exagérations auxquelles ils se sont laissé aller, quelques abus qu'ils aient fait d'une méthode en elle-même excellente, on ne saurait oublier qu'ils ont été, sinon les premiers, du moins les plus empressés à l'appliquer.

Un tableau rapide des travaux de l'école italienne nous montrera tout à la fois ses mérites et ses défauts.

Il nous restera ensuite à indiquer l'influence qu'elle a exercée sur le développement de la science pénale.

SECTION I. — L'école de Lombroso.

M. Lombroso, professeur de médecine légale à l'Université de Turin, a, l'un des premiers, proposé d'introduire la méthode expérimentale dans la science du droit criminel. Ce sont les résultats de ses premières recherches qu'il a consignés dans son ouvrage : *l'Uomo delinquente*, dont la première édition fut publiée à Turin en 1871.

Il signale « une étrange contradiction qui existe de notre temps entre les procédés de la justice et la réalité des choses.

La justice sépare en quelque sorte le délit du délinquant, le considère comme un accident dans la vie de celui-ci, et tout prouve, au contraire, que le délit a des causes multiples qui rendent la récidive presque inévitable ».

Ce qu'il faut donc avant tout, c'est connaître les hommes sur le sort desquels on est chargé de prononcer. Cette connaissance, on l'obtiendra par l'étude des aptitudes physiques et psychologiques des délinquants et d'une série d'observations, soigneusement contrôlées, on pourra tirer des conclusions générales, formuler des lois.

Cette méthode de l'observation scientifique, M. Lombroso l'emploie pour déterminer les caractères qu'offre dans le genre humain l'espèce particulière des délinquants. C'est ainsi qu'il a cru pouvoir affirmer l'existence chez les criminels de certains caractères anatomiques spéciaux : leur capacité crânienne est inférieure à celle des honnêtes gens ; ils ont le front fuyant, étroit et plissé, les arcades sourcillières saillantes, les mâchoires avancées et très fortes. Il n'est pas jusqu'à la forme du nez qui ne soit une caractéristique : retroussé chez le voleur, il est crochu chez l'assassin.

La sensibilité physique est moindre pour certaines sensations, et plus grande pour d'autres chez les criminels que chez les honnêtes gens. Par exemple, les premiers supportent bien le froid ; mais ils se montrent très affectés par les variations météorologiques.

Au point de vue psychologique, la sensibilité morale leur fait presque complètement défaut : ils ne sont pas touchés des souffrances de leurs victimes, et c'est ce qui explique la disproportion que l'on rencontre souvent entre la cruauté dont ils font preuve et l'importance du but à atteindre. Quelquefois même leur propre sort les touche peu et la menace des peines les plus terribles semble les laisser indifférents.

Le sens moral est complètement atrophié chez eux ; ils ne discernent plus le bien du mal, ou si leur intelligence perçoit encore cette distinction, elle est bientôt étouffée sous le flot des passions.

Le remords n'existe pas chez eux. Ce qu'on a pris quelquefois pour ses manifestations ne sont que les suggestions de la peur ou les habiletés de l'hypocrisie.

Lombroso rapproche, à propos de chaque caractère, les délinquants d'autres types d'individus. C'est ainsi qu'entre eux et les fous il signale de nombreuses analogies : les uns et les autres ne peuvent se dominer ; les uns et les autres souffrent des mêmes maladies, sont agités par les mêmes passions.

Mais il existe aussi entre eux des dissemblances : les aliénés, à la différence des criminels, n'aiment ni le jeu, ni l'orgie ; ils fuient leur famille et recherchent la solitude. La tendance à commettre des actes répréhensibles n'est chez les premiers que la conséquence de la maladie, tandis que chez les seconds, elle existe dès la naissance.

Mais les criminels ressemblent plus encore aux sauvages qu'aux aliénés : même sensibilité, mêmes passions, même respect de la force brutale, même absence de remords, au moral ; et au physique : mêmes anomalies dans la conformation du crâne, même habitude de se tatouer, etc.

Au surplus, tous ces caractères physiques ou moraux ne s'appliquent, remarquons-le bien, qu'aux délinquants d'habitude.

M. Lombroso recherche ensuite les causes du délit, l'étiologie du délit.

Ces causes, il les trouve dans les influences météorologiques, la civilisation, l'alimentation, l'âge, et surtout la race, l'hérédité, l'atavisme. Celui-ci : « aussi puissant que mysté-

rieux, embrassant jusqu'à une longue suite de siècles, étend son influence plus loin que la famille, que la race elle-même, faisant retrouver dans un homme de nos jours le sauvage qui fut un de ses ancêtres, et qui vécut peut-être il y a des milliers d'années, au moment où éclate aux regards stupéfaits de l'humanité civilisée une étrange férocité, qui, comprimée longtemps par l'éducation, par les influences du dehors, par la terreur de la peine, reçoit de telles ou telles circonstances une impulsion subite (1) ».

Le crime n'est donc plus l'acte répréhensible commis par une volonté libre ; il est l'œuvre de la fatalité. « Le crime, en somme, dit Lombroso, paraît d'après la statistique, comme d'après l'examen anthropologique, un phénomène naturel, un phénomène nécessaire, comme la conception ou la mort ».

De ce système découlent deux conséquences : la première, c'est que, si le délit est un fait nécessaire, inéluctable, la peine n'est légitime qu'autant qu'elle est elle-même nécessaire, et sa nécessité dérive de l'obligation où est la société de se défendre contre les délinquants. — La seconde conséquence, c'est que l'amendement du condamné n'est pas possible et que c'est faire œuvre vaine que d'en poursuivre la réalisation.

Toutefois si le délit, tout en ayant comme la maladie son étiologie, n'a pas comme elle sa thérapeutique, il a du moins sa prophylaxie.

On peut le prévenir, d'après M. Lombroso, en affaiblissant l'action des causes qui le produisent. Ainsi on limitera, dans la mesure du possible, l'influence du climat et de la race ; on développera chez les enfants les sentiments moraux et l'amour du bien, pour contrebalancer l'action des mauvais

(1) Desjardins, *La méthode expérimentale appliquée au droit criminel en Italie*, p. 18.

instincts. La prison cellulaire devra être conservée, non parce qu'elle améliore le coupable, mais parce qu'elle l'empêche de devenir pire.

Il faudrait aussi appliquer à chaque condamné le genre de peine qui doit lui être efficace, comme un médecin prescrit à chaque malade un traitement particulier. Mais les difficultés pratiques de ce système en permettent difficilement la mise en vigueur.

M. Lombroso demande enfin la création d'établissements spéciaux pour les incorrigibles et la fondation d'asiles pour les aliénés criminels.

A l'égard de ces derniers, quand on n'aura pas cru devoir ou pouvoir les interner dans une maison de santé, le juge ne sera plus tenté, pour protéger contre eux la société, de les enfermer par une condamnation dans une maison de justice.

Le plus brillant disciple de Lombroso, M. Enrico Ferri, a développé ses théories, tout en les modifiant cependant sur certains points, comme nous le verrons dans la suite.

M. Ferri, comme son maître, n'admet que la méthode expérimentale.

Le délit, n'étant point une entité abstraite et irréaliste, mais une action humaine, doit être étudié comme un phénomène social. Le droit criminel est donc une partie de la vraie sociologie. Il doit être éclairé et guidé par la biologie, la psychologie, l'anthropologie, la statistique.

Chaque crime, au lieu d'être considéré comme faisant partie d'un genre, doit être étudié dans ses éléments particuliers, et son auteur envisagé avec ses caractères spéciaux. La peine devra donc différer suivant les individus. De là l'idée de grouper les délinquants en classes, à chacune desquelles est attachée une peine. La mission du juge se bornera à indi-

quer dans quelle classe doit être placé l'individu qui lui est déféré.

M. Ferri propose une division en cinq classes :

1^o *Délinquants-nés* voués au crime par des anomalies physiques et psychiques. « Il y a, dit M. Ferri, des délits qui, sans dériver de la véritable folie, révèlent des natures sauvages, atavistiques, incorrigibles ».

Et M. Ferri retrace après Lombroso les caractères de ces délinquants : absence de sens moral, insensibilité, etc.

2^o *Délinquants passionnés*, c'est-à-dire poussés au crime par une passion sociale : amour, honneur. Il faut ranger parmi les délinquants-nés ceux qui sont animés d'une passion anti-sociale : haine, cupidité.

3^o *Délinquants d'occasion*. Deux signes les distinguent : la faiblesse du sens moral et l'imprévoyance.

4^o *Délinquants d'habitude*. Ils n'ont pas de caractères spéciaux. Ce sont des gens qui généralement ont commencé par être des délinquants d'occasion.

5^o *Délinquants aliénés*. Ces mots s'expliquent d'eux-mêmes.

La classification des délinquants est l'œuvre essentielle de la science, et pour arriver à l'établir on devra employer la méthode d'observation et d'expérimentation.

La science de l'anthropologie criminelle n'en est encore qu'à ses débuts. Mais, quand elle sera arrivée à des conclusions inattaquables, elle pourra rendre dans la pratique des services importants :

a) Elle facilitera la découverte des crimes. Un assassinat par exemple a-t-il été commis, on ne cherchera le coupable que parmi les individus qui présentent les caractères physiques des assassins.

b) Elle rétablira entre la société et le délinquant une égalité aujourd'hui compromise par une présomption d'innocence.

cence, dont l'insuffisance des moyens actuels d'investigation oblige à couvrir l'inculpé. Cette présomption alors n'aura plus de raison d'être.

c) Elle simplifiera la mission du juge. Celui-ci n'aura plus qu'à classer les délinquants qui lui seront déférés : la peine sera fixée d'avance.

Une des innovations considérables de la « Nouvelle Ecole », c'est le titre sous lequel elle se désigne elle-même, c'est la négation du libre arbitre. Mais parmi ses adeptes, M. Ferri, le premier, a tenté d'établir, en dehors du libre arbitre, une théorie de l'imputabilité et du droit de punir.

Pour lui, si l'homme se croit libre, c'est qu'il n'aperçoit pas toutes les causes, toutes les influences qui déterminent ses actes. Mais sa prétendue liberté n'est qu'une illusion.

Ce n'est pas du libre arbitre que dépendent ses résolutions, c'est des pensées, des sentiments, des sensations qui agissent sur l'intelligence au moment où elle se détermine.

Toutes ces causes sont indépendantes de la volonté et l'action qui en résulte n'est point son œuvre.

Dès lors, semble-t-il, avec la liberté morale disparaît l'imputabilité. Non, répond M. Ferri, l'imputabilité ne cesse pas d'exister, mais elle a un autre fondement. L'individu sera toujours responsable, si au moment de l'action il a eu assez d'intelligence pour apprécier la menace de la loi et la comprendre parmi les motifs de sa détermination.

La négation du libre arbitre entraîne pour M. Ferri, comme pour M. Lombroso, la négation de la possibilité de l'amendement et la négation de l'existence du repentir ou du remords. C'est le déplaisir d'avoir commis le délit qu'on confond habituellement avec le remords : le remords devrait suivre immédiatement l'acte et être l'œuvre d'un homme qui ne penserait qu'à ses victimes, sans chercher à s'excuser lui-

même. Le déplaisir d'avoir commis le délit ne vient au contraire qu'après l'application de la peine. La pitié qu'il inspire au condamné c'est pour lui-même. Il s'apitoie sur son propre sort. Il n'a pour ses victimes que mépris et haine (1).

Les dernières conséquences de ce système, M. Ferri les indique : c'est que la société, en infligeant une peine, n'a point à venger une offense, ni à satisfaire une idée de justice, pas plus, nous l'avons vu, qu'à chercher l'amendement du coupable. Son œuvre ce doit être seulement :

« De chercher l'isolement des éléments d'infection et l'assainissement de l'atmosphère où s'en développent les germes ».

Ainsi le droit pénal a pour but unique l'élimination des éléments anti-sociaux.

Telle est, dans ses grandes lignes, la théorie de l'école italienne.

Mais les conclusions auxquelles elle aboutit sont-elles donc toutes également acceptables ?

Et d'abord existe-t-il réellement ce type criminel que Lombroso nous a révélé, et dont la découverte devrait entraîner une réforme immédiate de notre législation pénale ?

Pour qu'on n'en pût douter, il faudrait d'une part qu'on retrouvât chez tous les délinquants (nous ne parlons, comme M. Lombroso, que des délinquants d'habitude) les caractères physiques et psychologiques que leur assigne ce criminaliste, et que, d'autre part, on ne rencontrât ces caractères que chez ces individus, jamais chez les honnêtes gens.

Or un contrôle minutieux des expériences du professeur de Turin a donné, il faut bien le reconnaître, des résultats souvent contraires à ses affirmations.

(1) Conf. sur ce sujet un article de M. Ferri publié dans la *Revue pénitentiaire*, année 1886, p. 24 et suiv.

C'est ainsi par exemple, alors que pour Lombroso et Ferri, la capacité crânienne des malfaiteurs est inférieure à celle des honnêtes gens, Bordier et Heger prétendent qu'elle est sensiblement la même dans les deux catégories d'individus. La proéminence des arcades sourcilières et des sinus frontaux a été observée par Lombroso sur 67 0/0 des délinquants; elle ne l'a été par les savants allemands que sur 13 0/0. Lombroso accorde une importance capitale à une fossette moyenne que l'on rencontre, au lieu de la crête, sur l'os occipital. D'après lui, la proportion des individus chez qui elle existe serait de 16 0/0 chez les criminels, de 5 0/0 seulement chez les honnêtes gens. Or, suivant M. Tarde (1), elle s'élèverait jusqu'à 22 0/0 chez les Arabes, et cependant, d'après la statistique française en Algérie, la criminalité des Arabes est bien inférieure à celle des Européens. Sur 10.000 Européens, il y a, en Algérie, 411 prévenus par an, sur le même nombre de Français, 71, et sur le même nombre d'Arabes, 34 seulement. Enfin, et pour prendre un exemple parmi les caractères psychiques que la « Nouvelle École » attribue aux délinquants, d'après Lombroso et Ferri les criminels se distinguent par leur imprudence et leur imprévoyance. Or, suivant M. Proal (2), dans la période qui s'étend de 1875 à 1880, les 5/6 des voleurs ont échappé aux recherches de la justice. Loin de se trahir, les criminels usent donc de ruses et de précautions pour s'assurer l'impunité.

Ces quelques exemples suffiront, croyons-nous, à montrer que M. Lombroso et ses disciples ont tiré d'observations particulières, peut-être exactes, des conclusions qui ne paraissent

(1) G. Tarde, *Criminalité comparée*, p. 43.

(2) Les réformes proposées par l'anthropologie criminelle. *Revue pénitentiaire*, 1890, p. 637 et suiv.

sent pas suffisamment justifiées. Avec des caractères spéciaux découverts chez certains individus, ils ont constitué des types communs de criminels qui formeraient comme des genres dans l'espèce humaine. Puis, comme il arrive souvent, une fois la théorie posée, on saisit avidement les faits qui paraissent la confirmer ; d'instinct on néglige les autres, on n'en est pas frappé. Ils passent comme s'ils n'étaient pas, et on ne se laisse point déromper. Au surplus M. Lombroso, on doit le dire à son honneur, n'a pas nié l'existence des faits qui sont la condamnation même de son système. Il a reconnu que le type criminel se rencontrait chez des gens parfaitement honnêtes ; de plus qu'on ne le trouvait dans le sexe masculin que chez 40 0/0 des délinquants, et qu'il ne se révélait pas chez les femmes.

Ce prétendu type criminel n'existe donc pas, ou du moins l'état actuel de l'anthropologie criminelle ne permet pas d'en affirmer la réalité.

Cette incertitude se décèle également dans la classification des délinquants tentée par l'École italienne.

M. Ferri, ainsi que nous l'avons déjà dit, propose cinq catégories : criminels-nés ; criminels passionnés ; criminels d'occasion ; criminels d'habitude ; criminels aliénés.

Or, en ce qui concerne les premiers, nous avons déjà vu que leurs caractères distinctifs sont loin d'être fixés. Les criminels passionnés seraient ceux qui sont animés d'une passion sociale, amour, honneur.

La passion qui les pousse est-elle antisociale, haine, cupidité, ils sont délinquants-nés.

Pourquoi cette différence, suivant le caractère du mobile qui les fait agir ? Les mauvais instincts sont-ils donc plus dans la nature de l'homme que les bons ? L'amour, par exemple, est-il plus anormal chez lui que la haine ?

Chez les criminels d'occasion, le trait caractéristique, c'est la faiblesse du sens moral. Son absence complète, nous l'avons dit, constitue le criminel-né. Mais cette distinction, nous semble-t-il, reposera parfois sur une base bien fragile. Quelle différence sensible y a-t-il entre l'absence du sens moral et son existence embryonnaire ?

Les criminels d'habitude, on l'avoue, ne se distinguent pas par des caractères certains. Ce sont généralement des criminels d'occasion chez lesquels l'exception devient la règle. C'est une catégorie qui, n'ayant pas ses marques originelles et ses causes propres d'existence, n'est pas en réalité une catégorie.

Enfin les aliénés ne peuvent être classés parmi les criminels que dans une théorie qui refuse de reconnaître l'imputabilité ; et cette doctrine, comme nous allons le voir, n'est, à notre sens, qu'une erreur.

Du reste la classification que nous venons de critiquer est condamnée, en fait, par tous les anthropologistes, chacun y apportant des modifications qui démolissent pièce à pièce l'édifice primitif.

Nous venons de voir combien étaient peu solides les prémisses sur lesquelles la « Nouvelle Ecole » fonde sa théorie. Aussi faibles nous paraissent les conclusions qu'elle en tire relativement à la négation du libre arbitre et au fondement du droit de punir.

Il n'y a pas, nous dit-elle, de liberté morale ; ce qui détermine la conduite de l'homme ce sont des influences, des impulsions, l'atavisme surtout, qui l'entraînent impérieusement, fatalement à commettre telle action.

Mais, s'il en était ainsi, toutes les fois qu'on connaît l'effet, on devrait désigner la cause. Or il n'en est rien, puisque les crimes peuvent être commis par des individus chez lesquels

on ne rencontre pas les caractères assignés aux délinquants.

Et inversement, la cause étant connue, le caractère criminel, l'effet, la perpétration d'une infraction, devrait s'ensuivre nécessairement. Or on trouve précisément les indices de la criminalité chez des gens qui sont restés parfaitement honnêtes.

L'École italienne n'a donc pas prouvé l'inexistence du libre arbitre. Cette liberté de décision et d'action qui se marque surtout et d'une façon incontestable dans les choses indifférentes, où aucune raison ne nous fait pencher d'un côté plutôt que de l'autre, cette liberté dont tout le monde se sent en possession, et de l'usage de laquelle on comprend qu'on doit rendre compte, elle ne peut être supprimée dans la législation pénale.

L'existence du libre arbitre implique l'existence de la responsabilité personnelle. De là ces conséquences :

D'abord le fondement du droit de punir n'est plus uniquement la défense sociale, théorie très dangereuse d'ailleurs, et féconde en excès, en cruautés puisqu'elle a inspiré, par exemple, cette fameuse loi du 22 prairial an XI qui punit de mort le fait de favoriser la retraite des conspirateurs et celui de chercher à égarer l'opinion.

Ensuite, c'est à la culpabilité qu'on doit proportionner la peine et l'on ne pourra punir l'homicide par jalousie comme le meurtrier voleur, sous prétexte que certains caractères physiques ou physiologiques font redouter de sa part des crimes identiques.

Enfin on ne doit pas considérer le condamné comme une sorte de brute malfaisante, incapable d'amendement. On cherchera, au contraire, à réveiller en lui les sentiments hon-

nêtes qui peuvent encore y sommeiller ; on tâchera de le ramener au bien.

Telles sont, sommairement indiquées, les erreurs et les exagérations de l'Ecole italienne.

Mais si elle a eu des défauts, elle a aussi des qualités.

Lombroso a eu le mérite d'entreprendre la lutte contre un doctrinarisme de convention qui, partant de l'idée préconçue que tous les délinquants étaient les mêmes, se mettait en opposition avec la réalité.

Il a, et Ferri avec lui, montré combien il était irrationnel de séparer le crime du criminel, combien il était indispensable pour le juge de connaître les hommes sur le sort desquels il était appelé à décider.

Alors qu'on croyait que tous les délinquants avaient une intelligence moyenne et qu'ils n'agissaient que sous l'empire de leur propre volonté, il a osé dire qu'il n'en était rien. S'il a eu le tort de penser que le libre arbitre n'existait pas, et que la volonté n'avait aucune part dans la perpétration du délit, il a eu raison du moins de faire comprendre que l'homme était entraîné au crime par son tempérament, par l'influence de l'éducation, du milieu, du climat, de l'âge, du sexe, etc.

Sans doute, comme toutes les réactions, celle qu'il a entreprise a été trop loin ; et il a tiré des conclusions trop générales et trop absolues des observations qu'il avait faites sur toutes les influences qui peuvent entraîner la perpétration d'un crime.

Mais ses théories excessives, ses critiques trop violentes, ont eu une incontestable utilité ; les hommes de bonne foi, les criminalistes qui n'étaient dominés par aucune idée préconçue, ni inféodés à aucune école, ont été amenés à se demander si les théories anciennes du droit pénal ne prêtaient

pas à la critique et si les allégations de la nouvelle école ne présentaient pas, à côté d'exagérations manifestes, une part de vérité qu'il importait de ne pas dédaigner. Leur attention a été appelée sur de nouveaux problèmes. Ils ont, à leur tour, recherché si, à côté de la volonté humaine, d'autres causes n'exerçaient pas une influence déterminante sur la perpétration des crimes.

Ces recherches, quand elles auront abouti, produiront de très heureux résultats. La découverte des causes multiples des actions humaines devra avoir pour conséquence la recherche des moyens d'en atténuer les effets ; et dût-on dans cette voie n'obtenir d'abord que des succès très restreints, on aura du moins fait un pas vers le but marqué aux criminalistes : l'arrêt des progrès effrayants de la récidive.

SECTION II. — Développement et transformation de l'anthropologie criminelle.

L'exposé succinct du développement de l'anthropologie criminelle dans ces quinze dernières années et des résistances qu'elle a rencontrées nous montrera d'abord l'antagonisme de l'école dite classique et de l'école italienne, puis l'éclosion d'une opinion éclectique, pour ainsi dire, qui, dans chaque théorie, adopte les idées justes, élimine les absolues et les complète l'une par l'autre.

Ce qui caractérise notre époque, on l'a souvent remarqué, c'est l'idée d'une sorte de communauté d'intérêts généraux entre les peuples.

De là ces conférences entre les représentants des divers États pour trancher des questions de politique étrangère, ces réunions qui préparent les conventions monétaires, postales, télégraphiques, ou la législation, commune à divers pays, de la propriété littéraire, artistique ou industrielle ; de

là, en un mot, pour des objets d'études de toutes sortes, ces congrès de savants, d'industriels, d'ouvriers, de jurisconsultes de différentes nations. L'échange de leurs vues réciproques élargit les idées des divers membres de ces réunions, et chacun augmente sa science de celle de son voisin.

D'autre part, le contact des opinions en fait découvrir les exagérations et entraîne leur condamnation.

Enfin, la discussion aboutit généralement, par une sorte de transaction, à une solution moyenne qui réunit en elle les idées justes de chaque théorie, en en éliminant les erreurs.

Aussi les comptes-rendus de ces réunions constituent-ils une source précieuse d'informations, où, pour chaque science, on peut largement puiser.

C'est dans ceux des Congrès d'anthropologie criminelle que nous trouverons, tout à la fois, l'indication du développement des idées de Lombroso et celle des modifications qu'elles ont subies sous le choc des résistances qu'elles ont rencontrées.

La première idée de la réunion d'un Congrès où « l'Ecole positiviste trouverait l'occasion d'affirmer ses tendances et les réformes qu'elle réclamait dans la législation pénale » (1), fut émise en 1882 par M. Puglia, mais elle n'aboutit pas. Elle fut renouvelée sans plus de succès un peu plus tard par M. Pavia. Enfin en 1884, le journal de M. Lombroso, *Archivio di psichiatria, anthropologia criminale e scienze penali*, annonça pour 1884, année de l'exposition italienne, l'ouverture d'un Congrès d'anthropologie criminelle, mais qui devait être exclusivement italien.

Des circonstances imprévues empêchèrent la réalisation immédiate de ce projet. Il fut bientôt repris et aboutit à l'ouver-

(1) *Actes du 1^{er} Congrès international d'anthropologie criminelle*. Introduction, p. X.

ture, le 16 novembre 1885, d'un Congrès d'anthropologie criminelle, international cette fois, et qui se tint à Rome en même temps que le troisième Congrès pénitentiaire.

Sans faire connaître en détail toutes les thèses émises et les discussions soutenues, nous nous bornerons à indiquer le sens général des conclusions des rapports déposés, et des résolutions adoptées par l'Assemblée.

Le Congrès était divisé en deux sections : biologie et sociologie.

Les conclusions des rapports déposés à l'Assemblée sur les diverses questions ont été, en général, conformes aux théories de Lombroso et elles ont été consacrées, soit implicitement, soit explicitement, par l'Assemblée.

La première question de la première section était ainsi formulée :

« En quelles catégories doit-on diviser les délinquants et par quels caractères organiques et psychiques peut-on les distinguer ? »

Elle a été l'objet des rapports notamment de MM. Lombroso et Ferri. Le premier a renouvelé sa théorie de l'atavisme ; le second, après avoir rappelé les principaux caractères du type criminel, a proposé de distinguer les délinquants en : délinquants instinctifs, délinquants aliénés, délinquants passionnés, délinquants d'habitude et délinquants d'occasion.

La discussion n'a pas abouti à une décision formelle. Mais cependant M. Benedick a fait constater, et cette déclaration n'a pas rencontré d'opposition, que la majorité de l'Assemblée s'était montrée d'accord avec M. Ferri sur les parties essentielles de son rapport (1).

(1) *Actes du premier congrès*, p. 146.

Le Congrès adopta sans discussion les conclusions du rapport de M. Sergi sur la seconde thèse :

« Existe-t-il un caractère bio-pathologique qui prédispose au crime ? » M. Sergi reconnaissait l'existence de ce caractère, et il lui donnait trois origines : dégénérescence atavique, dégénérescence primitive, dégénérescence secondaire ou acquise.

L'Assemblée sanctionna de même par son vote la solution donnée par M. Sciammana à la troisième question : « Comment classer les actions humaines par rapport aux affections qui les déterminent. Comment l'éducation morale peut-elle influencer sur l'intensité des accès des passions et indirectement sur les actions criminelles. Thérapie préventive de la délinquance ». M. Sciammana expliquait les actions humaines par les différentes manières dont les excitations nerveuses sont modifiées par les cellules du cerveau ; mais il reconnaissait que l'éducation pouvait changer le sens de ces excitations ; c'est-à-dire, si nous ne nous sommes trompé sur le sens de sa thèse, que les actions humaines ont surtout des causes physiologiques.

Quant à la section de sociologie, voici les principaux points sur lesquels a porté son examen.

Sur la première question :

« Si les théories de l'anthropologie criminelle peuvent être acceptées dans la rédaction du nouveau Code pénal italien et de quelle utilité elles peuvent être », l'Assemblée a émis le vœu suivant (*Actes*, p. 416) :

« Le Congrès,

« Convaincu de la difficulté d'adresser des recommandations aux corps législatifs,

Reconnaissant que les idées suffisamment mûries peuvent

seules pénétrer dans la vie pratique et seulement en vertu de leurs propres forces,

« Emet le vœu que les législations futures tiennent compte, dans leur évolution progressive, des principes de l'Ecole d'anthropologie criminelle ».

Nous avons vu que, pour l'Ecole d'anthropologie criminelle italienne, le délinquant est une victime de son organisation physique, de l'atavisme, qu'en un mot c'est un malade. Aussi comprend-on qu'à la troisième question : « Action de l'expert médecin dans les procès judiciaires » le Congrès de Rome ait fait la réponse suivante (*Actes*, p. 417) :

« Les expertises criminelles, les seules dont le Congrès ait à s'occuper, se distinguent par leur importance et leur fréquence en trois espèces :

« Les expertises délictueuses. Un seul expert suffit et, dans la grande majorité des cas, peut donner des conclusions assez nettes pour offrir une base solide à l'appréciation des juges.

« Les expertises de police municipale : levées de corps ou autopsies dans les cas de suicide, accidents, mort subite.

« Les expertises criminelles proprement dites, les plus importantes mais aussi les plus rares. Les expertises criminelles doivent être entourées de toutes les garanties de contrôle possible...

« Ce qui précède, étant admis voici l'ensemble des réformes qui paraît nécessaire pour le bon fonctionnement de la pratique médico-légale ».

Et la résolution du Congrès indique qu'il faut exiger des experts un diplôme spécial, et les obliger à suivre toujours dans les autopsies des règles uniformes.

En revanche, il demande qu'on relève le tarif des honorai-

res et qu'on donne aux experts, dans l'exercice de leurs fonctions, le caractère de fonctionnaires publics.

On ajouta à ce vœu la conclusion suivante qui montre quelle extension l'Assemblée voulait donner aux pouvoirs des médecins :

« En cas de dissentiment entre l'expert de l'accusation et celui de la défense, on devra, avant de recourir à la décision juridique du tribunal ou des jurés, interpellier, à titre consultatif, une commission composée des représentants des diverses branches de la science médico-légale, et présentant sa décision comme désidératum à la magistrature ».

C'est le même esprit qui avait inspiré la septième question : « Si et comment on doit admettre dans les établissements pénitentiaires les personnes qui s'adonnent aux études de droit criminel ».

Suivant l'opinion exprimée par M. Ferri que les étudiants en droit pourraient tirer de l'étude du délinquant le même enseignement que procure aux étudiants en médecine la clinique, l'Assemblée adopta le vœu suivant (1) :

« Le Congrès,

« Cohérent dans la direction scientifique de l'anthropologie criminelle,

« Émet le vœu que l'administration des prisons, en prenant les précautions de discipline intérieure requises par la sûreté sociale et par l'indépendance personnelle des détenus condamnés, admette à l'étude clinique criminelle les professeurs et les personnes adonnées aux études relatives à la science criminelle, ainsi que les étudiants en droit criminel, en psychiatrie et en médecine légale, ces derniers sous la surveillance et la responsabilité de leurs professeurs, et pré-

(1) *Actes du premier Congrès*, p. 421.

féramment sous forme de société de patronage des prisonniers et des libérés de prison ».

Signalons encore la quatrième question :

« Des meilleurs moyens d'obtenir le dédommagement du crime ».

Il est nécessaire, dit-on, d'assurer la réparation du délit non seulement dans l'intérêt de la victime, mais encore dans l'intérêt de la défense sociale et l'on décida, en conséquence, qu'il y avait lieu pour les législations positives d'assurer ce dédommagement. On reconnaissait ainsi que le nouveau fondement du droit de punir, c'était la défense sociale.

Par les conclusions proposées par les divers rapporteurs aussi bien que par ses résolutions et ses votes le Congrès de Rome semble avoir en général donné son adhésion aux théories de MM. Lombroso, Ferri et de l'Ecole italienne.

La conséquence pratique de ces décisions ne devait elle pas être l'introduction des nouvelles théories dans les procès criminels ? Le Congrès résolut cependant de ne point la réclamer immédiatement à cause de l'abus que l'on pourrait en faire dans la pratique. Les avocats s'appuieraient sur les conclusions de l'anthropologie criminelle pour plaider l'irresponsabilité de leurs clients et obtenir leur acquittement. On accuserait ainsi la nouvelle école d'affaiblir la répression quand, au contraire, elle veut la rendre plus énergique pour éliminer les éléments antisociaux. On s'en ferait ainsi une idée fausse qui en retarderait l'application, si désirable cependant.

Néanmoins, au milieu de cette approbation généralement donnée aux doctrines de la « Nouvelle Ecole », des protestations se sont élevées contre les exagérations qu'elles paraissaient contenir ou contenaient réellement.

C'est ainsi que le D^r Laccassagne déclara que l'atavisme

préhumain ou humain n'était qu'une ingénieuse hypothèse, qu'une pareille théorie était décourageante, puisqu'on ne peut rien faire évidemment contre la fatalité. Pour lui le facteur individuel est peu de chose, l'important c'est le milieu social.

Dans un autre ordre d'idées, M. Righi protesta en des termes d'une rare élévation contre la suppression du libre arbitre, « cette conception organique » profondément enracinée au cœur de l'homme, « et que l'on me dise, continue M. Righi, ce que c'est que la création toute propre à l'homme d'un Code pénal, en vertu duquel l'humanité impose à soi-même des sanctions et des peines, afin qu'à l'occasion chacun de nous puisse se décider dans un sens plutôt que dans l'autre, si ce n'est pas l'exercice le plus élevé de la liberté humaine pleine et indéterminée ».

M. Moleschott répondit : « Pour moi, la question est résolue, et elle est la base de nos travaux. Si nous voulons la discuter de nouveau, nous entrerons dans la métaphysique et nous ne pourrons faire un pas ».

Cette déclaration obtint un assentiment presque unanime, si l'on en croit le compte rendu qui porte : « Applaudissements très vifs », et qui ajoute que presque tous les membres du Congrès présents allèrent serrer la main de l'orateur (1).

Ainsi cette question capitale du libre arbitre, sur laquelle des divergences si profondes séparent l'école dite classique de l'« École Nouvelle », le Congrès ne veut même pas l'examiner. Il la considère comme résolue ; dans quel sens, on le comprend.

Le Congrès de Rome avait été, suivant l'expression d'un

(1) *Actes du premier Congrès d'anthropologie criminelle*, p. 321.

anthropologiste, peut-être trop enthousiaste, « le baptême de la science nouvelle ». Mais, en même temps qu'il avait mis en évidence la théorie de l'école italienne, il avait divulgué l'existence d'une autre école, qui par l'application de la même méthode, la méthode d'observation, était arrivée à des résultats différents.

Le chef de l'école française ou plutôt de l'école de Lyon, le D^r Lacassagne, avait, nous l'avons vu, protesté contre la prépondérance exagérée, suivant lui, donnée par Lombroso aux caractères physiologiques du délinquant.

« L'important, dit-il, est le milieu social. Permettez-moi une comparaison empruntée à la théorie moderne. Le milieu social est le bouillon de culture de la criminalité. Le microbe c'est le criminel, un élément qui n'a d'importance que le jour où il trouve le milieu qui le fait fermenter.

« Le criminel avec ses caractères anthropométriques et autres ne nous semble avoir qu'une importance très médiocre. Tous ses caractères peuvent se trouver d'ailleurs chez de fort honnêtes gens » (1).

Et plus loin :

« Un des plus distingués et sympathiques savants italiens, M. Beltrani Scalia, a demandé il y a quelques mois aux membres du Congrès pénitentiaire une sentence ou une réflexion sur les criminels et les prisons. Et j'ai répondu par cette phrase qui résume toute ma pensée et qui est, pour ainsi dire, la conclusion de ce que je viens de dire : « *Les sociétés ont les criminels qu'elles méritent* ».

M. Laccassagne tire du reste la conclusion pratique de cette théorie, en montrant que le véritable moyen de combattre la criminalité est d'agir sur le milieu social.

(1) *Actes du premier Congrès d'anthropologie criminelle*, p. 166.

Il trouve que l'on a eu tort de supprimer le libre arbitre « parce qu'on ne détruit réellement que ce que l'on remplace » et, comblant le vide qu'a fait l'École italienne, celle de Lyon tente de substituer à la conscience individuelle la conscience sociale.

Enfin, cette idée de la prépondérance du milieu social dans l'étiologie du crime se retrouve dans la classification des délinquants, proposée par M. Laccassagne. Il distingue les criminels suivant que prédomine chez eux le sentiment, l'intelligence ou l'activité.

Chacune de ces facultés, dit-il, a été localisée dans le cerveau. Les couches cérébrales se divisent en :

Frontales, pariétales et occipitales. De là trois catégories de délinquants :

Frontaux ou intellectuels ;

Pariétaux ou impulsifs ;

Occipitaux ou émotifs.

« C'est surtout, dit M. Laccassagne, la partie occipitale du cerveau qui me paraît prédominante dans l'étude particulière du criminel » (1).

Et M. Laccassagne ajoute que le facteur social, le milieu réagissent directement sur les couches occipitales du cerveau. C'est donc une action, non point secondaire mais principale et immédiate qu'ils exercent sur la perpétration des crimes.

Nous ne saurions, on le comprend, accepter toutes les conclusions de l'École d'anthropologie française.

Comme l'École italienne, en effet, elle n'admet pas l'existence du libre arbitre, mais c'est la société qu'elle rend responsable des actes individuels, « Les sociétés ont les criminels qu'elles méritent », dit M. Laccassagne. Et cependant,

(1) *Actes du troisième Congrès d'anthropologie criminelle*, p. 239.

on ne peut s'empêcher de remarquer que les crimes les plus atroces ont été parfois commis par ceux-là mêmes à qui la société avait donné tous les moyens d'arriver à une position honorable et que leur éducation devait préserver d'une chute aussi profonde.

La substitution du milieu social aux influences physiologiques et atavistiques dans la production du crime a toujours le défaut de supprimer le libre arbitre et la responsabilité humaine.

Quant à la classification des délinquants proposée par le chef de l'Ecole de Lyon, elle nous semble reposer sur un fondement bien fragile encore.

Cette localisation des sentiments, de l'intelligence et de la volonté dans le cerveau, est-elle donc solidement établie ? Les spécialistes les plus compétents n'osent l'affirmer, et M. Laccassagne lui-même reconnaît qu'au point de vue expérimental elle n'est point encore incontestablement démontrée.

Il est permis de se demander si l'influence du milieu social sur les couches occipitales du cerveau est également hors de doute.

Mais ce n'est pas seulement à l'étranger, c'est en Italie même que Lombroso a trouvé des contradicteurs.

M. Gabelli notamment a énergiquement soutenu l'existence du libre arbitre et il a montré que la création du type criminel n'était que le résultat d'une généralisation hâtive d'expériences particulières.

Et M. Luigi Lucchini, professeur à l'Université de Bologne, dans son ouvrage *Il simplicisti*, publié en 1882 et traduit en français par M. Imberti Prudhomme (1), a présenté une savante critique de l'anthropologie criminelle.

(1) *Le droit pénal et les nouvelles théories*, par M. Luigi Lucchini, traduit par M. Imberti Prudhomme. Paris, Pichon, 1892.

Convaincu lui-même de la nécessité de vérifier l'état des sciences morales et sociales par l'observation des faits, il s'élève contre l'abus fait par la « Nouvelle École » de la méthode expérimentale. Il critique les multiples classifications des délinquants, la théorie de la défense sociale donnée comme base au droit pénal, enfin la négation du libre arbitre.

Mais, sous l'influence de ces critiques et dans le but aussi de donner un nouvel essor à la doctrine de Lombroso et de la faire plus facilement accepter, certains de ses disciples, notamment Garofalo et Ferri, songèrent à atténuer ce qu'elle avait de trop absolu. C'est ainsi que prit naissance ce qu'on a appelé la « troisième école de droit pénal » par opposition à l'École classique et à l'École lombrosienne. Si M. Ferri enseigne, comme Lombroso, que la liberté morale n'existe pas, et que la peine n'est qu'une mesure d'élimination des éléments antisociaux, il se sépare du maître, ainsi que Garofalo, sur la question des influences organiques : tous deux refusent à ces influences une action exclusive. Sans doute, disent-ils, beaucoup de crimes sont l'œuvre du naturel du délinquant ; mais le milieu social fait aussi sentir irrésistiblement son empire dans l'accomplissement d'un certain nombre d'autres. Déjà les circonstances sociales et économiques ont agi sur les ancêtres du criminel et par là sur son individualité innée ; elles agissent ensuite sur son développement corporel et intellectuel, c'est-à-dire sur son individualité acquise, enfin elles agissent sur sa volonté au moment de l'infraction.

C'est pourquoi la troisième école de droit pénal propose de supprimer, autant que possible, les facteurs externes du crime, pour ainsi parler, c'est-à-dire ses causes sociales et qu'elle recommande l'emploi des moyens préventifs appelés par Ferri les *substituts de la peine* (*sostitutivi penali*).

On retrouve l'idée de cette double influence, influence du tempérament et influence du milieu social, dans la classification des délinquants proposée par Garofalo ;

1^o Individus chez lesquels on constate une anomalie physique ou psychique ayant déterminé le crime ;

2^o Individus chez lesquels on ne constate aucune anomalie, mais qui ont été entraînés au crime par les circonstances extérieures.

La théorie de l'Ecole de Lyon et celle de MM. Ferri et Garofalo, qui est une fusion des idées de M. Lombroso avec celles de M. Laccassagne, devaient triompher au second Congrès d'anthropologie criminelle qui s'ouvrit à Paris le 10 août 1889, semble-t-il du moins à la lecture du compte rendu des travaux de cette assemblée. Les questions posées au Congrès se divisaient comme à Rome en deux sections : biologie et sociologie.

C'est M. Lombroso lui-même qui était naturellement chargé d'exposer la première question : « Les dernières recherches de l'anthropologie criminelle » et il avait rappelé un certain nombre des caractères assignés par lui au type criminel.

M. Manouvrier, rapporteur de la seconde question : « Existe-t-il des caractères anatomiques propres au criminel », commença la critique du rapport de M. Lombroso. Ainsi furent examinées ensemble les deux premières thèses proposées au Congrès.

Conformément aux conclusions de son rapport, M. Manouvrier soutint que le type criminel n'existait pas ; les caractères dits criminels ne sont, suivant lui, que des caractères criminalisés pour les besoins de la cause. Le crime est avant tout un phénomène social.

Pour M. Drill le type criminel n'existe pas non plus : les signes criminels ne sont pas exclusifs.

L'opinion qui sembla réunir la majorité des suffrages fut exprimée par MM. Tarde, Brouardel, Maleschott. La voici : Le crime ne saurait être considéré comme l'effet de telle ou telle cause isolément : physique, morale, ou sociale ; il est la conséquence de toutes ces causes réunies ; il est une résultante.

M. Lombroso répondit qu'il avait toujours distingué (et nous l'avons nous-même fait remarquer) entre le criminel-né et le criminel d'occasion. Il concède que chez ce dernier les caractères de la criminalité peuvent être atténués ou absents. Mais du moins ils existent chez le criminel-né. Ils se complètent l'un par l'autre, il est vrai, mais ils ont en soi une valeur et une signification incontestables.

D'ailleurs M. Lombroso ne songeait pas à nier les influences mésologiques, orographiques, géographiques dans l'étiologie du crime.

La septième question du programme : « Lorsqu'un individu a été reconnu coupable, peut-on établir par l'anthropologie la classe de criminels à laquelle il appartient » a été traitée par M. Garofalo.

Semblant n'accorder aux caractères anatomiques qu'une importance secondaire, le rapporteur prend surtout pour guide la psychologie du criminel. La discussion de ce rapport se localisa bientôt sur le terrain anatomique et la majorité des orateurs se montra quelque peu sceptique à l'égard de l'existence du type criminel.

La thèse de M. Ferri sur la quatrième question : « *De la valeur relative des conditions individuelles physiques et sociales qui déterminent le crime* » aboutit à la même conclusion qu'avait apportée la discussion des deux premières questions : il faut envisager à la fois toutes les causes des crimes et non plus seulement l'influence de l'atavisme et des carac-

tères physiologiques. Cette opinion semble avoir été partagée par la majorité de l'Assemblée :

« Comme conclusion, dit M. Puglia, il ne faut faire ni de l'anthropologie criminelle pure, ni de la sociologie criminelle pure. Il faut avoir recours à deux facteurs : le facteur biologique et le facteur sociologique (1) ».

M. Alimena ajoute :

« Moi aussi, je suis convaincu que le crime est un phénomène complexe, produit des facteurs organiques et sociaux ».

M. Manouvrier va plus loin encore :

« Je reconnais, dit-il, que le rapport et le discours de M. Ferri mettent un peu plus en relief les causes sociales du crime. Cependant la doctrine ainsi complétée n'accorde pas aux influences mésologiques la part prépondérante qui leur revient dans le déterminisme des actes criminels (2) ».

Le Congrès de Rome avait, nous l'avons vu, émis un vœu qui tendait à donner aux experts un rôle prépondérant dans l'appréciation de la culpabilité du délinquant.

C'est encore la conclusion à laquelle semble aboutir le rapport de M. Pugliese sur la onzième question : « Le procès criminel au point de vue de la sociologie ». — Mais, à la séance du 16 avril 1889, M. Brouardel déclara que : « comme médecin légiste, il refusait le cadeau que M. Pugliese voulait bien lui faire (3) ». Le côté médical, ajoutait-il, ne constitue pas tout le procès et l'expert serait incompétent pour trancher les autres questions qui peuvent se présenter. Du reste il ne pourrait dès maintenant utiliser toutes les données de l'anthropologie criminelle, parce qu'il ne doit conclure que d'après ce qui est absolument démontré.

(1) *Actes du 2^e Congrès d'anthropologie criminelle*, p. 274.

(2) *Actes du 2^e Congrès d'anthropologie*, p. 276.

(3) *Ibid.*, p. 299.

Personne, remarquons-le, ne se leva pour protester contre cette nouvelle critique adressée à la doctrine de M. Lombroso.

Des deux rapporteurs sur la cinquième question : « De l'enfance des criminels dans ses rapports avec la prédisposition naturelle au crime », l'un M. Taverni est un partisan de la doctrine de M. Lombroso, puisqu'il considère que le crime est surtout « un phénomène biologique et non social », l'autre M. Magnan estime au contraire que « cette prédisposition naturelle au crime n'est rien moins que démontrée » (1).

Nous n'avons pas à retracer ici la discussion, tout intéressante qu'elle fût, qui s'est ouverte sur cette question. Nous voulons seulement remarquer que l'existence de prédispositions naturelles au crime chez les enfants ne nous paraît pas avoir été reconnue comme un fait incontestable par la majorité des membres du Congrès.

Pour MM. Moleschott et Van Hamel l'enfant est surtout un inconscient.

Mme Pigeon a déclaré que dans une longue expérience personnelle elle n'avait jamais rencontré d'enfants de cinq à seize ans, vagabonds, pervers et vicieux qui fussent réfractaires à l'éducation. Qu'est-ce à dire sinon qu'il n'existe pas chez eux de prédispositions naturelles qui les poussent comme fatalement au crime,

Et le Congrès adopta pour ainsi dire implicitement cette manière de voir en examinant les divers modes d'éducation à adopter à l'égard des enfants.

Si nous voulons résumer le sens général des opinions admises par le second Congrès d'anthropologie criminelle, nous

(1) *Actes*, p. 305.

pouvons dire qu'à la différence du premier, il a, en général du moins, repoussé les doctrines de M. Lombroso.

Ainsi il n'a point reconnu l'existence du type criminel; il n'a pas admis qu'on trouvât d'une manière générale chez les enfants des prédispositions naturelles au crime. Il semble avoir tacitement accepté la pensée de M. Brouardel, qui estimait qu'il fallait restreindre dans de sages limites, au lieu de l'exagérer comme on l'avait fait au premier Congrès, l'influence des experts médecins dans les procès criminels.

Enfin, sans nier absolument que le crime soit un phénomène biologique, il a surtout mis en lumière l'influence du milieu, il a accordé une importance particulière aux causes sociales.

Mais si des dissidences graves se sont produites entre le fondateur de l'anthropologie criminelle et ceux qui, après lui, ont poursuivi les mêmes études, du moins tous ont-ils été d'accord pour nier absolument le libre arbitre.

Le rapport de M. Tarde sur la dixième question : « Les anciens et les nouveaux fondements de la responsabilité morale » conclut à la non-existence du libre arbitre. Ce n'est pas là, dit-il, le fondement de la responsabilité. Le prétendre, c'est soutenir une doctrine surannée et vieillie, c'est faire revivre la chimère des causalités absolues. La responsabilité repose réellement sur l'identité : identité sociale et identité individuelle.

Mme Clémence Royer, qui n'accepte pas non plus le principe de la liberté morale, combat cependant la théorie qu'y substitue M. Tarde. Pour elle toutes nos actions sont *déterminées* par notre nature physique, par l'hérédité généalogique, par nos facultés, nos passions, notre milieu.

Enfin M. Manouvrier se déclare l'adversaire du système de M. Tarde, mais il nie également le libre arbitre.

En résumé, il semble se dégager de la lecture du compte rendu des travaux du Congrès de Paris la conclusion que cette assemblée s'est ralliée d'une manière générale aux trois idées suivantes :

Absence de libre arbitre ;

Inexistence du type criminel ;

Influence très sérieuse du milieu social dans l'étiologie du crime.

SECTION III. — Fusion de l'Ecole nouvelle et de l'Ecole classique. L'Union internationale de droit pénal.

I

Si « l'Ecole nouvelle » de droit pénal, qui a commencé par l'anthropologie avec Lombroso, est arrivée, comme nous venons de le montrer, à faire surtout de la sociologie l'objet de ses études, elle n'en était pas moins restée complètement séparée de l'Ecole dite juridique ou classique.

L'union des deux Écoles devait être préconisée par le troisième Congrès international d'anthropologie criminelle qui s'ouvrit à Bruxelles le 7 août 1892.

Qu'il nous suffise, pour indiquer cette tendance et sans entrer dans l'examen de toutes les questions traitées, de résumer brièvement la discussion qui s'est ouverte à la séance du 9 août 1892 sur trois rapports, présentés, l'un par M. Drill sur « les principes fondamentaux de l'École d'anthropologie criminelle », un autre par M. Jelgersma sur « les caractères physiques, intellectuels et moraux du criminel-né », un troisième par MM. Houzé et Warnots sur la réalité d'un type de criminel-né.

Les thèses proposées par M. Drill ont sans doute beaucoup d'analogie avec celles que soutient Lombroso.

Comme ce dernier, il reconnaît que la science pénale doit étudier le criminel lui-même plutôt que le fait incriminé, que le délinquant a une organisation vicieuse, appauvrie, mal équilibrée qui le pousse au crime ; que la peine doit par conséquent être une mesure d'élimination. Mais il ne néglige pas non plus l'influence des causes sociales. Dans la sixième de ses conclusions il s'exprime en ces termes : « Elle (l'École d'anthropologie criminelle) réunit la question des phénomènes du crime humain avec la grande question sociale et regarde ces phénomènes comme un résultat inévitable de l'activité réciproque des facteurs sociaux et individuels (1) ».

C'est, on le voit, une anthropologie que nous pourrions appeler nouvelle par opposition à celle de Lombroso ; c'est plus exactement, si l'on veut, la méthode positiviste qui étudie à la fois le facteur individuel et le facteur social du crime.

MM. Houzé et Warnots dans leur rapport repoussent complètement l'existence du type criminel. Enfin M. Jegersma voit dans les criminels-nés des malades mais non des épileptiques ou des individus victimes des lois de l'atavisme.

La discussion qui suivit ces rapports contient de nouvelles critiques de l'école d'anthropologie criminelle. On lui reprocha notamment d'avoir rejeté le libre arbitre et de n'avoir fait de la peine qu'une mesure d'élimination.

Mais on reconnut toutefois qu'elle avait eu le mérite d'accentuer l'étude subjective du crime, alors qu'autrefois on s'attachait trop à l'étude objective.

M. l'abbé Maurice de Baets déclara, tout en s'associant à cette opinion, qu'il ne fallait pas creuser un abîme infranchissable entre les deux écoles :

« Nous voyons, dit-il, en présence, la vieille école juridique

(1) *Actes du 3^e Congrès*, p. 40.

d'une part et d'autre part une école nouvelle, déjà très forte, l'école anthropologique. Jusqu'à présent, on n'a pas considéré suffisamment les points de contact entre les deux écoles; ces points de contact, il faut les rechercher » (1).

Et M. l'abbé de Baets ajoute que l'on doit considérer avant tout le crime comme un phénomène moral, mais qu'il est urgent de rechercher aussi la part de l'organisme et du milieu social dans la perpétration des infractions.

M. Gauckler fait entendre que l'École d'anthropologie criminelle a disparu : « Le Congrès de Paris en a dressé l'acte de décès ».

Toutefois l'école positiviste, qui l'a remplacée, sait étudier le crime dans toutes ses causes et examiner le facteur individuel aussi bien que le facteur social.

L'ancienne école, l'école juridique, fonde la pénalité sur la responsabilité morale et sur l'idée de justice.

L'école positiviste, elle aussi, donne satisfaction à l'idée de justice. Le délit, dit-elle, suscite dans la société une série de réactions; il donne naissance à des sentiments de haine, de pitié, d'humanité, et surtout à une protestation au nom de l'idée de justice. Loin de heurter, de négliger ce sentiment général, il faut en tenir compte dans l'infliction de la peine et ainsi l'école positiviste se montre d'accord avec l'école classique.

M. Nyssens appartient, dit-il, à l'École classique de droit criminel, « mais dans les principes fondamentaux de cette école il n'y a rien qui rende impossible l'adoption des faits démontrés par l'anthropologie criminelle » (2).

De nombreux applaudissements sanctionnèrent ces paro-

(1) *Actes du 3^e Congrès d'anthropologie criminelle*, p. 264.

(2) *Actes du 3^e Congrès d'anthropologie criminelle*, p. 264.

les et attestèrent la communauté de vues de l'orateur avec l'Assemblée.

M. Nyssens ajouta que les enseignements de l'anthropologie devaient aider dans bien des cas à déterminer la responsabilité exacte des criminels. « L'anthropologie, dit-il, est une science auxiliaire du droit pénal, et c'est à ce point de vue que je la salue ». Mais du moins faut-il que les conclusions qu'elle fournit soient d'une certitude absolue.

A la séance suivante du Congrès de Bruxelles, M. Prins insista sur cette conciliation des deux écoles. Il montra que cette transformation qui s'opère aujourd'hui dans la science pénale s'est accomplie dans tous les domaines, notamment dans celui de l'économie politique. C'est ainsi, qu'après avoir considéré d'abord le travail au point de vue abstrait, comme une marchandise, on a ensuite découvert et étudié, derrière le travail, le travailleur. De même, on n'envisage plus le délit au point de vue abstrait. Derrière le délit, on songe qu'il y a un délinquant et que cet être humain peut être souffrant ou même irresponsable, mais peut aussi être normal et responsable.

De toute cette discussion que nous venons de résumer se dégage ce résultat : le Congrès de Bruxelles a montré qu'on pouvait concilier deux théories qui jusqu'alors semblaient absolument opposées.

D'une part, il a maintenu le libre arbitre et la responsabilité morale comme l'ancienne école.

D'autre part, il a estimé, et avec juste raison, que la loi pénale ne devait pas se complaire dans des abstractions, ni considérer les délinquants comme étant toujours semblables les uns aux autres, mais qu'elle devait prendre en considération dans l'appréciation de la responsabilité, et l'influence du milieu social, et l'état physique du délinquant, et son état

intellectuel très faible si souvent, et si souvent méconnu.

« Cette transaction, dit M. Houzé, sera un des principaux enseignements de ce Congrès et ce sera son honneur (1) ».

II

Mais depuis plusieurs années déjà des criminalistes d'une haute valeur avaient compris et enseigné que la science pénale, sans abandonner les principes anciens qui la constituaient, devait tenir compte des éléments spéciaux que lui fournissaient deux sciences nouvelles : l'anthropologie et la sociologie criminelles.

Dès 1886, M. Prins, dans son bel ouvrage : *Criminalité et répression*, après avoir montré les progrès incessants de la récidive, ajoutait :

« Si les résultats sont décourageants, c'est que nous vivons dans la fiction. Bien loin de scruter les replis du monde réel, la justice s'isole sur les sommets de l'abstraction. Elle méconnaît la tragique grandeur de l'humanité qui s'agite devant elle, et, semblable à la Thémis de l'ancienne mythologie, elle conserve un bandeau sur les yeux (2) ».

C'est sous l'empire de cette idée, c'est pour chercher à rapprocher la science pénale par l'étude du criminel vivant et agissant et par l'observation attentive des faits sociaux, que fut fondée, en 1889, par M. Prins et par deux autres professeurs de droit pénal, MM. Van Hamel, d'Amsterdam et von Listz, de Halle, une association qui a déjà su marquer sa place dans le monde de la science, l'*Union internationale de droit pénal*.

Tout son programme est résumé dans les trois premiers articles de ses statuts :

(1) *Actes du 3^e Congrès*, p. 284.

(2) Prins. *Criminalité et répression*, p. 10.

« 1. L'Union internationale de droit pénal estime que la criminalité et la répression doivent être envisagées aussi bien au point de vue social qu'au point de vue juridique. Elle poursuit la consécration de ce principe et de ses conséquences dans la science du droit criminel comme dans les législations pénales ».

Et les deux premières thèses indiquées par l'Union comme base fondamentale de ses travaux ne font que développer cette idée :

« 1. La mission du droit pénal c'est la lutte contre la criminalité envisagée comme un phénomène social.

« 2. La science pénale et la législation pénale doivent donc tenir compte du résultat des études anthropologiques et sociologiques (1) ».

Ce programme a été développé dans les divers rapports présentés par les membres de l'Union sur la question suivante, mise à l'ordre du jour de la quatrième session, en 1893 :

Quelle est l'influence que les études sociologiques et anthropologiques peuvent avoir sur les conceptions juridiques fondamentales des lois pénales (2) ».

M. von Listz expose que la sociologie criminelle doit étudier le crime dans ses causes et ses effets, et en déterminer les lois. Et dans la sociologie criminelle, il comprend aussi l'anthropologie criminelle.

Mais cette recherche des causes du crime n'a pour but que d'aboutir à la connaissance des moyens de les supprimer. Tel est l'objet de la politique criminelle.

D'où il suit que la peine ne sera plus qu'un des moyens,

(1) *Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal*, 1^{re} année, 1889, p. 4.

(2) *Ibid.*, 4^e vol., p. 128 à 145.

et non le plus efficace, de combattre la criminalité. Ce qu'il faut chercher à développer avant tout, ce sont les mesures préventives.

Tel était déjà le sens de la troisième thèse des statuts de l'Union :

« La peine est un des moyens les plus efficaces dont l'Etat dispose contre la criminalité. Elle n'est pas le moyen unique. Elle ne doit donc pas être isolée des autres remèdes sociaux et notamment ne pas faire oublier les mesures préventives ».

En ce qui concerne la peine, M. von Listz pense que le droit pénal n'est qu'un art qui doit appliquer les enseignements de la sociologie criminelle et de son annexe la politique criminelle qui sont des sciences.

D'ailleurs, on ne demande point la suppression du droit pénal actuel. Il continuera à subsister, ne fût-ce que parce qu'il constitue la protection la plus efficace du condamné : en déterminant à l'avance la pénalité applicable à une infraction, en fixant un maximum, il empêche qu'on ne sacrifie l'individu à la société.

Et cependant les doctrines politico-criminelles ne pourront manquer d'avoir une influence considérable sur la rédaction des législations de l'avenir. Il est facile de le comprendre.

Actuellement, le magistrat n'a à juger que l'acte isolé qui fait l'objet de l'accusation, cet acte étant pour ainsi dire arraché de la vie du délinquant. « Dans notre système, dit M. von Listz, c'est le caractère de l'agent qui s'est fait jour dans l'action qui est l'essentiel » (1).

L'application de ce système exigera l'étude des faits délicieux eux-mêmes, des antécédents de l'inculpé, de sa na-

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 4^e vol., p. 141.

ture, de son éducation, du milieu où il a été élevé. Or cet examen particulier révélera pour l'ensemble des délinquants une infinie variété. De là l'idée de les distinguer en classes dont la plus importante est celle des délinquants d'habitude et délinquants d'occasion. De là aussi la nécessité, pour le juge, de choisir parmi les peines mises à sa disposition par la loi, celle qui convient spécialement à l'individu qui lui est déféré.

Dans son discours d'ouverture de la quatrième session de l'Union internationale de droit pénal, M. Prins résume de nouveau avec un relief saisissant ces mêmes idées : « Les hommes, dit-il, n'étant pas tous coulés dans le même moule, il faut tenir compte des variétés infinies de la nature humaine, et classer les délinquants en catégories distinctes. Et, puisqu'il faut approprier les peines aux coupables, il importe de les varier, de les classer, de leur donner quelque chose de plus réel, de moins abstrait, de moins impersonnel, et en un mot de moins symbolique » (1).

Puis, M. Prins montre qu'il ne faut pas s'inspirer uniquement d'une seule des théories du droit de punir qui ont été successivement adoptées : amendement, intimidation, expiation, réparation ; mais qu'il faut choisir et appliquer l'une ou l'autre suivant chaque cas.

Et il ajoute enfin :

« En étudiant ainsi l'homme et la vie, l'on finit par admettre l'action prédominante des institutions préventives, les seules vraiment efficaces, et l'on se pénètre de plus en plus de l'idée que la vie morale d'un peuple, ce patrimoine sacré dont nous avons tout le dépôt, résulte d'un ensemble de conditions où la peine a certes un rôle, mais un rôle acces-

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 4^e vol., p. 362.

soire, où la protection et avant tout la protection de l'enfance a un rôle essentiel et décisif dans la lutte contre la criminalité. »

Résumons, pour conclure, les idées que l'Union internationale de droit pénal cherche à développer dans la science et à faire pénétrer dans la législation. Ce sont, nous semble-t-il, les suivantes :

Application de la méthode expérimentale à la recherche des causes sociologiques et anthropologiques du délit ;

Extension des mesures préventives ;

Étude spéciale du délinquant dans chaque cas particulier ;

Individualisation de la peine.

Ce sont là, assurément, d'heureuses idées et un judicieux ensemble de principes qui méritent de s'imposer au législateur et au juge, comme au criminaliste.

Le nombre relativement considérable (deux cents environ) de criminalistes de tous les pays qui donnèrent, dès le début, leur adhésion aux thèses fondamentales de l'Union internationale de droit pénal, témoigne du crédit qu'avaient déjà dans la science pénale les idées nouvelles ; et l'extension rapide de cette association démontre combien les principes qui inspirent ses travaux sont conformes aux tendances actuelles.

Les progrès de l'Union internationale de droit pénal sont attestés par l'accroissement du nombre de ses membres. D'après la première liste dressée le 15 mai 1889, il était de deux cents dont sept Français (1). Il s'élevait, le 1^{er} juin 1890, à 487 ; en une année, il avait presque doublé. La France, il

(1) MM. Duguit, professeur de droit criminel à Bordeaux, Garçon à Lille ; Gardeil à Nancy ; Garraud à Lyon, Gauckler à Caen ; Léveillé à Paris ; Mandout à Bordeaux (*Bulletin*, 1^{re} année, p. 40).

faut le dire, où l'Union internationale de droit pénal fut peu connue pendant les premières années de son existence, n'avait donné que deux membres nouveaux. Puis le chiffre total des adhérents monte de 542 en 1891, à 601 en 1892; et, d'après le dernier fascicule du *Bulletin de l'Union* (5^e vol., 1^{re} livraison), il est maintenant de 645. Dans ce nombre on compte 59 Français, alors qu'après le Congrès de l'Union à Paris en 1893, il y en avait 72.

Dans cette société sont représentées toutes les nations européennes, et, en outre : la République Argentine, le Brésil, l'Égypte, Haïti, le Japon, l'Uruguay, le Vénézuéla, les États-Unis.

L'Union internationale de droit pénal a encore accru l'influence que lui assuraient déjà le nombre et l'autorité scientifique de ses adhérents, par la formation de groupes nationaux chargés de poursuivre la révision de la législation de leur pays respectif, et d'y faire pénétrer le plus possible les idées fondamentales de l'association. Celle-ci en effet, par son caractère même, doit se borner à poser des principes généraux. Leur application pratique nécessite une connaissance approfondie des lois particulières de chaque nation, du génie du peuple, de ses besoins, de ses aspirations, de son organisation politique, judiciaire et administrative.

Des juristes de ce pays même sont, on le comprend, seuls capables de tenir compte de ces divers éléments et ils sont les meilleurs juges des moyens à employer pour assurer le triomphe de ces nouveaux principes. C'est dans cette pensée que dès la première session, à la séance de clôture (8 août 1889), M. von Listz avait proposé la formation de ces comités. Cette proposition acceptée par l'Assemblée fut bientôt exécutée.

Le groupe national allemand se constituait presque aussi-

tôt et tenait sa première réunion à Halle S. Saale le 26 et le 27 mars 1890 ; la seconde, dans la même ville, un an plus tard ; la troisième à Berlin le 7 et le 8 avril 1893 ; la quatrième doit avoir lieu à Giessen les 5, 6 et 7 juin 1895.

Le groupe serbe se formait en 1891 ; en 1892 les groupes norvégien et belge, en 1893 le groupe croate.

Pour poursuivre en commun l'œuvre commune, l'Union internationale de droit pénal a déjà tenu cinq Congrès : à Bruxelles en 1889, à Berne en 1890, à Christiania en 1891, à Paris en 1893, enfin à Anvers en 1894.

Dans ces réunions, elle a examiné un certain nombre de questions importantes qui constituent des applications de ses principes.

Enfin, elle fait paraître annuellement un *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal* (1), rédigé en français et en allemand, qui contient, avec les rapports présentés aux Assemblées générales, le compte rendu des débats des divers Congrès, un résumé des travaux des groupes nationaux, et des études nombreuses de droit pénal comparé.

Enfin dans un rapport spécial sur « les deux premières campagnes de l'Union », le secrétaire général de l'Association a fait connaître le mouvement d'opinion qu'elle avait créé, et a mis en lumière l'influence qu'elle avait exercée.

Voici un bref résumé de ce rapport :

En Belgique, M. Prins a, dans une conférence fort remarquée, fait connaître les principes fondamentaux de l'Association nouvelle et ses statuts ont été reproduits avec des notes élogieuses dans différents journaux et revues.

En Italie, M. Bernardino Alimena, l'un des jurisconsultes les plus éminents, a, dans une conférence également, rappelé

(1) *Mitteilungen der Internationalen Kriminalistischen Vereinigung, Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*. Berlin, J. Guttentag.

la fondation et précisé le but de l'Union. En Espagne, un semblable exposé a été fait à l'Académie royale des sciences juridiques par son bibliothécaire M. le Dr José Maluquer y Salvador. En Portugal, le Congrès juridique de Lisbonne en 1889 s'est occupé à plusieurs reprises des problèmes qui ont fait l'objet des travaux de l'Union internationale de droit pénal.

En Allemagne, une polémique très vive s'est engagée autour des principes nouveaux. — Il serait oiseux d'indiquer ici tous les articles qui ont été publiés pour ou contre, et de citer tous les criminalistes qui ont pris part au débat. — Remarquons seulement que les idées de réforme avaient obtenu des adhésions importantes et qu'elles semblaient définitivement acceptées, quand la lutte recommença à propos de la condamnation conditionnelle.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, la *Gazette de Francfort*, des revues particulières (*Gerichtsaal*, XLIII, p. 51 à 70. *Archiv. fur Strafrecht*, XXXVII, p. 388) mettaient les Gouvernements en garde contre ce qu'elles appelaient les fantaisies des théoriciens, et se prononçaient contre la condamnation conditionnelle.

Mais cette institution, énergiquement soutenue par l'Union internationale de droit pénal, triompha au Congrès du groupe allemand de Halle-s.-Saale, en 1889.

Attaquée de nouveau par M. Wach dans une brochure qui eut un grand retentissement : « *Réforme des peines d'emprisonnement. Critique de la condamnation conditionnelle et arbitraire* » ; repoussée par les présidents des tribunaux supérieurs et les procureurs généraux de la Prusse, consultés par le Ministre de la Justice, elle fut défendue avec un talent et un éclat particuliers, notamment par le Dr Rosenfeld dans un travail couronné par la Faculté de Marbourg, le Dr Fuld, le Dr Heinmann, le Dr von Mayer.

En Autriche, ont été publiés, comme en Allemagne, d'abord des aperçus généraux sur l'Union internationale de droit pénal et son but par la plume notamment de MM. Benedick, Lammasch, Gernerth, Wahlberg, Beurle, puis des travaux plus étendus sur la condamnation conditionnelle et aussi sur les autres réformes : ces écrits se montrent, en grande majorité, favorables aux idées nouvelles.

Celles-ci cependant rencontrèrent en Autriche des adversaires notamment le D^r Offner et un membre même de l'Union, le D^r Finger, de Prague. En Hongrie, les statuts de l'Union ont été publiés dans le Pesther Lloyd par M. Baumgarten ; et la condamnation conditionnelle semble y avoir été favorablement accueillie.

En Suisse, c'est par des jurisconsultes distingués, tels que MM. von Lilienthal, professeur à Zurich et Stoos, professeur à Berne, l'un des auteurs du projet de Code pénal fédéral, Gautier, professeur à Genève, que l'Union a été patronée.

Mais dans ce pays aussi, elle a été l'objet d'attaques, peu courtoises, d'après le rapport que nous analysons, notamment de la part de M. Pfenninger, de Zurich.

En Danemark, M. Goos, professeur de droit pénal à Copenhague, et directeur général de l'administration pénitentiaire, et M. Harold, avocat à la Cour supérieure, se montrent très partisans des idées nouvelles. A ces idées donnent également leur approbation, pour ne citer que les savants les plus autorisés, en Norvège M. Hagerupt, en Suède MM. Stael von Holstein, et Uppström, en Finlande le professeur Jaako Forsmann de Helsingfors.

En Russie MM. Foinitzky et von Moldenhaur, en Grèce MM. Aristides Oikonomos et Angelopouols Athanotos ; en Serbie M. Menadowitsch, et en Bulgarie M. Dantschoff ; aux États-Unis M. Milligan et M. Falkner, ont rendu compte de la fondation et des travaux de l'Union.

C'est en Angleterre que celle-ci a rencontré le moins de sympathies ; elle n'y compte qu'un partisan, M. Havelock Ellis.

En France, comme nous l'avons déjà dit, l'Union internationale de droit pénal fut, au début, peu connue. Cependant les *Archives de l'anthropologie criminelle et des Sciences pénales* publiées à Lyon par MM. Laccassagne, Garraud et Coullagne, avaient reproduit les statuts de l'Union et M. Léveillé y avait consacré un article dans la *Revue pénitentiaire* de 1889 (p. 920 et suiv.).

Nous avons cherché jusqu'ici à déterminer dans quelles conditions s'est effectuée l'application à la science pénale d'une méthode nouvelle, la méthode d'observation directe.

Mais de l'application de cette méthode quels ont été les résultats ? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

CHAPITRE III

RÉFORMES PROPOSÉES PAR LA SCIENCE PÉNALE MODERNE.

Remarquons, avant d'aborder ce sujet, que parmi les idées que nous allons faire connaître, plus d'une était née avant la manifestation des tendances nouvelles. Mais, trop avancées pour le temps où elles s'étaient fait jour, elles ne se sont plus complètement développées que dans ces dernières années où elles ont trouvé seulement, pour ainsi dire, le milieu qui convenait à leur complet épanouissement.

La science pénale moderne a compris qu'il fallait chercher à tarir le crime dans ses sources plutôt que d'avoir à le réprimer. Aussi devons-nous naturellement prendre pour base, dans le rapide exposé qui va suivre, la division en mesures préventives et en mesures répressives.

SECTION I. — Mesures préventives.

Les mesures préventives sont plutôt du ressort de la politique économique et sociale que du droit pénal. Il ne nous appartient pas dans cette étude de retracer tous les progrès qui ont été réalisés dans ce domaine depuis quelques années.

Qu'il nous soit cependant permis de montrer, par un exemple, comment l'observation directe et attentive des faits sociaux a amené à découvrir les causes du délit et a suggéré les moyens d'y remédier.

Nous voulons parler des mesures proposées pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

C'est surtout parmi les mendiants et les vagabonds que se recrutent les criminels. Ces hommes, qui vivent au jour le jour sans espoir, sans but, sans traditions, sans famille, saisissent tous les moyens qui s'offrent à eux de satisfaire leurs passions ou leurs appétits. Ils représentent les types les plus variés depuis le rôdeur de nuit jusqu'aux saltimbanques et aux jongleurs de foire, depuis le vannier ambulant qui, sous couleur d'exercer un métier, pille les campagnes, jusqu'au chevalier d'industrie qui, paré d'un titre d'emprunt, réussit à s'insinuer dans les plus hautes classes de la société pour y faire des dupes. « Le vagabondage est le stade du crime ».

C'est précisément à raison des dangers éventuels qu'avec la mendicité il fait courir à la société que l'on a érigé l'un et l'autre en délits.

La répression n'est, en ces matières, qu'une mesure destinée à prévenir d'autres crimes, en faisant cesser une situation qui y conduit, qui y pousse. C'est parce que le droit pénal n'édicte ici, au fond, qu'une mesure préventive que nous avons choisi cet exemple de préférence à tout autre.

Les criminalistes modernes ont cherché, à leur tour, les moyens, non de supprimer (ce serait une illusion) mais de restreindre, dans la plus large mesure possible, le vagabondage et la mendicité.

L'Union internationale de droit pénal a examiné cette question dans la session de Paris de 1893 et les conclusions du rapport de M. le Pasteur Robin et de celui de M. Drioux nous ont semblé présenter exactement le dernier état de la question.

Fidèles à la méthode nouvelle, les deux rapporteurs cherchent avant tout à déterminer les causes du mal.

Elles peuvent être ramenées à trois ordres de faits :

Incapacité de travail résultant de la maladie, des infirmités et de la vieillesse ;

Absence de travail pour les hommes valides et de bonne volonté ;

Mépris du travail par les autres.

Voici maintenant les remèdes :

Il faut secourir les malheureux que la faiblesse ou la maladie empêchent de travailler.

Pour ceux au contraire qui, valides, ne vagabondent ou ne mendient que par accident (chômage imprévu par exemple), il est nécessaire d'organiser l'assistance par le travail.

Enfin les mendiants et vagabonds que l'on pourrait appeler des professionnels, qui préfèrent une vie errante, quelque dangereuse qu'elle soit, mais oisive, à une existence sédentaire plus douce, mais où il faudrait « peiner de leur corps », ceux-là il faut les punir sévèrement, et le châtiment le plus dur qu'on puisse leur infliger c'est précisément le travail.

« La détention prolongée dans une maison ou un atelier de travail, dit M. Drioux, voilà à notre sens la véritable mesure de répression à laquelle il faut en venir pour réduire le nombre de ces fainéants et de ces oisifs qui exploitent la charité publique, quand ils ne mettent pas à contribution la propriété privée (1) ».

Non seulement cette mesure aurait un pouvoir d'intimidation considérable sur tous les individus du même genre, mais encore elle pourrait parfois faire prendre ou reprendre à celui qui y est soumis des habitudes de travail, qui en feraient désormais un être utile à la société.

Quelques-unes des idées que nous venons d'indiquer ont déjà été mises en pratique.

C'est ainsi qu'en Allemagne il existe des *stations de secours en nature* (*natural verpflegungstationen*) qui, fondées en

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 4^e vol. p. 336.

1880, se sont extraordinairement développées et s'élèvent aujourd'hui au nombre de plus de deux mille. Tout individu sans travail reçoit le repas du soir, le coucher et le repas du lendemain matin, à la condition de fournir ensuite un travail facile de quelques heures.

A un degré supérieur se placent les *auberges hospitalières* (*Herberge zur Heimath*) qui procurent aux ouvriers, à des prix réduits, le vivre et le couvert, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé du travail (1).

Enfin des colonies de travailleurs libres au nombre de quinze (en 1886) recueillent tous ceux qui viennent demander du travail. La colonie pourvoit à tous leurs besoins, et, tous frais payés, leur remet une petite somme, à leur sortie de l'établissement, quand ils ont trouvé du travail ailleurs.

L'entrée dans ces colonies est absolument volontaire. Elles n'ont aucun caractère pénal. Ce sont avant tout des établissements de bienfaisance (2).

Quant aux mendiants et vagabonds d'habitude, ils sont traduits devant l'*Amsgericht* (tribunal de police) et le juge de paix, *Amsrichter*, après avoir prononcé contre eux la peine principale du *Haft* (privation de liberté de un jour à six semaines) peut décider qu'ils seront, à l'expiration de leur peine, remis à la direction de la police. Le président de la police, quand il considère que le condamné retombera dans ses anciens errements, l'envoie à la maison de travail pour un temps qu'il fixe et qui ne peut excéder deux années.

Là, on a eu soin de séparer les malades des valides. Les

(1) Conf. sur ce sujet : La répression de la mendicité et l'assistance par le travail en Prusse, par M. L. Rivière. *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 1100 et suiv., 1894, p. 49 et suiv.

(2) Les colonies de travailleurs libres en Allemagne et en Hollande par M. le Pasteur Robin. *Revue pénitentiaire*, 1886, p. 907.

premiers sont soignés et ne se livrent qu'à des occupations proportionnées à leurs forces. Les autres sont employés à des travaux divers sous une discipline assez rigoureuse.

Sans vouloir passer en revue les dispositions des diverses législations sur cette matière, nous ne saurions omettre de signaler la loi belge du 27 novembre 1891, mise en vigueur le 1^{er} janvier 1892.

Elle distingue deux catégories parmi les mendiants et vagabonds adultes : les uns, sans antécédents judiciaires, que l'on pourrait appeler « primaires », sont des malheureux. On les envoie à la maison de refuge de Wortel. Ils en sortent quand, par leur travail, ils ont réuni un certain pécule. Les autres, les professionnels, sont envoyés au dépôt de mendicité de Merxplas où le régime est beaucoup plus sévère. Ils sont divisés en trois catégories :

Les *immoraux*, ceux absolument perdus, sont séparés des autres et soumis au régime d'isolement de nuit. Les *débilités* sont employés aux travaux agricoles. Les meilleurs enfin exercent un métier.

La durée de l'internement est fixée dans les limites de deux à sept ans. Les individus qui y sont soumis n'ont aucun droit au salaire. Il est fixé arbitrairement suivant la conduite du détenu.

Enfin, l'ancien dépôt de mendicité d'Hoogstraten a été transformé en un hospice où les vieillards, dont les communes ne veulent pas se charger, sont admis, aux frais de ces communes.

De même qu'en Allemagne, ce sont les juges de paix qui décident quelle est la mesure applicable aux vagabonds et mendiants. Pour leur permettre d'opérer le classement des détenus en connaissance de cause, M. Le Jeune, à qui la Belgique est redevable de tant de réformes importantes, a ins-

titué au Ministère de la Justice un casier judiciaire du vagabondage. Tout individu envoyé à Wortel ou à Merxplas y a une fiche spéciale.

Enfin l'Angleterre, la Suisse, la Russie ont songé, elles aussi, à organiser des maisons de travail où les ouvriers non encore condamnés sont admis.

En ce qui concerne la répression, la Suisse a des colonies agricoles : la maison de répression du Devens, dans le canton de Neuchâtel, et les colonies de Payerne et de l'Orbe dans le canton de Vaud, où sont envoyés pour six mois, un an et plus, les mendiants et vagabonds, après une légère condamnation.

En France il existe quelques maisons de travail pour les libérés ou pour les hommes et femmes valides que l'absence de ressources exposerait à être arrêtés comme mendiants ou vagabonds.

Quant à l'organisation des maisons de répression avec travail obligatoire, c'est chose inconnue encore dans notre législation.

Nous avons bien les dépôts de mendicité où les mendiants et vagabonds doivent être reçus et où le travail doit leur être imposé. Mais ils ne semblent pas avoir réalisé toutes les espérances que leur institution avait fait concevoir.

Cependant le projet de révision du Code pénal français contient un article 38 ainsi conçu :

« Dans les cas déterminés par la loi, les tribunaux pourront ordonner que le condamné soit, à l'expiration de la peine de l'emprisonnement, placé dans un établissement de travail pour trois mois au moins et trois ans au plus ».

Il faut rapprocher de cette disposition celle du projet de Code pénal fédéral suisse qu'a fait paraître en août 1893 le professeur Stoos. Le projet suisse laisse au juge, en cette

matière comme en beaucoup d'autres, une très grande latitude. Il décide que dans les cas où il l'estimera convenable, le tribunal pourra, pour quelque infraction que ce soit, pourvu qu'elle provienne de l'inconduite ou de la fainéantise, et pourvu que la peine ne dépasse pas un an, renvoyer le condamné dans une maison de travail, pour une durée variant entre un an et trois ans. Cet internement peut, au choix du tribunal, être subi après la peine proprement dite, ou se confondre avec elle, la peine n'étant pas exécutée (1).

Cet exemple suffira, nous l'espérons, à montrer quels éléments précieux peut fournir l'étude expérimentale du délinquant pour la recherche des moyens préventifs et aussi des moyens répressifs.

Autrefois on considérait tous les vagabonds et mendiants comme des délinquants, comme des hommes s'étant mis, par leur faute, dans la situation où ils se trouvaient, et, par conséquent, comme étant tous punissables.

L'observation des faits a montré que cette conception était trop absolue.

Beaucoup de mendiants et de vagabonds sont des malheureux ; il faut les secourir.

D'autres sont des ouvriers, honnêtes encore, mais qui manquent d'occupation ; il faut leur en donner.

D'autres enfin ont perdu complètement l'habitude et le goût du travail. Il faut tâcher de le leur inspirer de nouveau. Et, remarquons-le bien, si pour des vagabonds l'internement dans une maison de travail est une véritable peine, en réalité, qu'est-ce autre chose qu'une mesure d'éducation ? La durée relativement longue qu'on lui assigne ne s'explique que par cette considération.

(1) Alfred Gautier, *Deux projets. La réforme pénale en France et en Suisse*, pp. 75 et suiv.

C'est ce même sentiment exact de la réalité, révélé par l'expérience, qui a inspiré les mesures édictées par certaines législations contre les alcooliques.

L'ivrognerie, tout le monde l'admet, est une des sources vives du crime. Pour tarir cette source, suffira-t-il, comme le fait la loi française du 23 janvier 1873, d'édicter des peines, qui peuvent aller jusqu'à l'emprisonnement, contre les individus trouvés publiquement en état d'ivresse manifeste ?

La pratique de tous les jours démontre l'inefficacité de ce moyen. C'est que le législateur a eu le tort de considérer seulement le fait, et non sa cause, de frapper l'un, sans supprimer l'autre.

Mieux inspiré, le projet de Code pénal suisse a compris que, chez certains individus, l'ivrognerie était une véritable habitude, une sorte de maladie qu'on ne déracinait pas, qu'on ne guérissait pas avec quelques francs d'amende ou quelques jours de prison. Il faut soumettre les buveurs invétérés à un traitement dans un asile spécial. Et le projet accorde au juge le pouvoir d'ordonner le renvoi d'un alcoolique dans un de ces asiles pour une durée qui varie de six mois à deux ans, soit après l'expiration de la peine principale, soit même en cas d'acquiescement (1).

Ainsi, et pour conclure, l'étude expérimentale des faits et l'observation du délinquant ont montré que le délit était dû, en partie tout au moins, à des causes sur lesquelles la société pouvait et par conséquent devait agir.

D'où l'importance donnée dans les législations modernes aux mesures préventives, importance telle que quelques-unes ont trouvé place dans les Codes pénaux, comme si les législateurs avaient voulu montrer par là qu'à leurs yeux ces

(1) A. Gautier, *op. cit.*, p. 78.

mesures étaient tout aussi efficaces pour combattre la criminalité que la peine elle-même.

SECTION II. — Mesures répressives.

L'organisation de la répression reste donc l'objet principal mais non plus absolument unique du droit pénal.

Et dans cette organisation même, nous allons retrouver des traces de l'influence des idées nouvelles.

C'est ainsi que la science pénale ou pénitentiaire moderne préconise, entre autres, les réformes suivantes :

Classification des délinquants et détermination des moyens répressifs applicables à chaque catégorie.

Puis dans chaque classe, choix de la peine qui convient le mieux au prévenu, c'est-à-dire individualisation de la peine. Individualisation aussi dans l'exécution de la peine.

D'où latitude laissée au juge dans la détermination de la peine et à l'administration dans son exécution.

§ 1. — Classification des délinquants et détermination des peines applicables à chaque catégorie.

Jadis le droit pénal, nous l'avons déjà dit, considérait les délinquants « comme tous coulés dans le même moule ». Aussi ne prenait-il en considération, dans la détermination des peines, que l'acte délictueux sans s'inquiéter en quelque sorte de celui qui l'avait commis.

Mais depuis longtemps déjà, l'étude de la statistique (c'est-à-dire la première application de la méthode expérimentale) avait démontré que le nombre des délits augmentait sans cesse tandis que celui des délinquants restait stationnaire, ou même tendait à diminuer. La criminalité semblait donc se concentrer, pour ainsi dire, dans un certain nombre d'hom-

mes que nulle répression n'intimidait et qui vivaient en état d'hostilité déclarée avec la société. Ce sont ces hommes que l'on a désignés sous le nom de récidivistes.

A l'opposé, se trouvent les délinquants qui ont une vie régulière, dont les instincts sont droits, et qui exceptionnellement se sont laissé aller à commettre un acte répréhensible, presque toujours aussitôt regretté.

La science moderne, qui s'attache avec tant de soin à l'étude du délinquant, ne pouvait pas ne pas connaître et ne pas conserver cette distinction.

Déjà M. Lombroso en avait fait la base de ses études, puisque, nous l'avons vu, il avait pris soin de spécifier que les caractères du type criminel ne se rencontraient que chez les malfaiteurs d'habitude. Il n'avait pas cru devoir observer les autres.

Enfin l'Union internationale de droit pénal, qui a pris pour base de ses travaux les idées nouvelles, admet dans l'article 4 de ses statuts que :

« La distinction entre les délinquants d'accident et les délinquants d'habitude est essentielle en pratique comme en théorie. Elle doit être la base des dispositions de la loi pénale ».

Et M. Prins, l'un des chefs de la nouvelle école, nous montre comment l'existence des criminels d'habitude est pour ainsi dire fatale dans notre société :

« Il y a, dit-il, un milieu social favorable à la santé morale ; le penchant au crime y est presque nul ; il y a un milieu social où l'atmosphère est corrompue, où les éléments malsains s'amoncellent, où les plus vigoureux dépérissent, où la criminalité s'abat comme la moisissure sur le fumier ; le penchant au crime y est formidable et l'on peut dire, en ce sens, qu'il est un fait social avec une cause sociale, et qu'il

est en connexion intime avec une organisation sociale donnée (1) ».

Et plus loin :

« C'est ici, dans les bas-fonds où jamais ne pénètre une lueur de bien-être physique ou moral, que vivent les deshérités. Ils entrevoient l'éclat du luxe pour le haïr, ils ne respectent ni la propriété ni la vie, parce que ni la propriété ni la vie n'ont pour eux de valeur réelle ; ils naissent, s'étiolent, luttent et meurent sans soupçonner que pour certaines gens l'existence est un bonheur, la vertu une habitude, et le calme un état constant (2) ».

La conclusion qui se dégage nécessairement de ces considérations, c'est qu'il faut améliorer le sort des classes pauvres, c'est qu'il faut assainir le milieu où se développe la criminalité, c'est qu'il faut créer une sorte d'hygiène sociale.

C'est là une œuvre qui ne rentre pas dans le domaine du droit pénal et par conséquent dont nous ne devons pas nous occuper ici.

Admettant ainsi désormais comme une sorte d'axiome l'existence de deux classes de criminels, la science pénale a été amenée à déterminer les mesures de répression applicables à chacune d'elles.

La plupart des criminalistes modernes, et notamment MM. von Listz et van Hamel, deux des fondateurs de l'Union internationale de droit pénal, distinguent, au point de vue de l'application de la peine, les criminels en : criminels d'habitude et criminels d'occasion. Les premiers se subdivisent eux-mêmes en corrigibles et incorrigibles.

(1) Prins, *Criminalité et répression*, p. 13.

(2) *Ibid.*, p. 15.

I. — Criminels d'habitude.

Ce qui caractérise les malfaiteurs d'habitude, c'est l'existence chez eux d'une tendance persistante au crime. Cette tendance se manifeste par la récidive. Mais quel est le nombre de délits qui sera nécessaire pour établir l'existence de l'habitude ? Faudra-t-il de plus que les infractions commises soient toutes de la même nature, ou suffira-t-il de la répétition d'infractions quelconques ? Enfin devra-t-on prendre ou non en considération le laps de temps dans lequel elles auront été commises ? Ces questions sont plutôt posées que résolues par les criminalistes. Ils laissent aux diverses législations le soin de les trancher.

Cependant, ils semblent généralement n'attacher qu'une importance secondaire au caractère spécial des faits délictueux.

Un individu doit-il ou non être rangé parmi les ennemis de la société ? Voilà le critérium.

Or ses instincts antisociaux se manifestant tantôt sous une forme et tantôt sous une autre, on doit plutôt prendre en considération le nombre des infractions que leur nature.

Au surplus, la pratique fait connaître que le même individu, vagabond tant qu'il trouve à vivre de mendicité, peut devenir voleur quand il a lassé la charité publique, ou même assassin pour s'assurer l'impunité de son vol. Quant aux peines qu'on devra appliquer aux malfaiteurs d'habitude, quelles sont-elles ?

C'est ici qu'il faut s'inspirer de la distinction que nous avons signalée en corrigibles et incorrigibles.

A. *Malfaiteurs d'habitude incorrigibles*. — Existe-t-il bien certainement des malfaiteurs incorrigibles, c'est-à-dire des hommes qui ne puissent être amendés, quelque parfaits qu'on suppose les moyens employés pour les corriger ?

C'est là une question fort discutée et que nous ne cherchons pas à résoudre au point de vue théorique.

En fait, il paraît constant qu'il existe certains délinquants d'habitude qui ne peuvent être ramenés au bien, du moins par l'application des mesures dont nous disposons actuellement.

Il y a donc une incorrigibilité tout au moins relative, destinée, nous l'espérons, à diminuer au fur et à mesure des progrès de la législation.

L'existence de ces délinquants, actuellement incorrigibles, constitue évidemment un danger sérieux pour la société.

Aussi doit-elle, avant tout, se protéger contre eux en les mettant, pour le plus long temps possible, hors d'état de nuire. De là la mesure d'un internement perpétuel dans la métropole, ou d'une relégation, également perpétuelle, dans les colonies. Cette idée a inspiré notre loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes.

L'emploi de mesures de ce genre, remarquons-le bien, c'est une sorte de retour aux doctrines de Lombroso, pour qui tous les malfaiteurs sont des incorrigibles et qui, logiquement, propose de n'employer contre eux que des mesures d'élimination.

Seulement les criminalistes modernes n'admettent l'emploi de ces moyens extrêmes qu'à l'égard d'un petit nombre d'individus, et encore ils en tempèrent la rigueur en autorisant l'élargissement des condamnés qui se seraient exceptionnellement amendés. Ainsi, d'après l'article 16 de la loi du 27 mai 1885, le relégué peut, à partir de la sixième année de sa libération (de la peine principale), demander au tribunal de sa résidence de le relever de la relégation, s'il justifie d'une bonne conduite, de services rendus à la colonisation et de moyens d'existence, en un mot, s'il donne des preuves de son retour au bien.

B. *Malfaiteurs d'habitude corrigibles*. — Autant la société a le droit de se protéger contre les criminels incorrigibles, qui constituent d'ailleurs la minorité des délinquants d'habitude, autant elle a le devoir de chercher à amender les autres.

La peine des délinquants d'habitude corrigibles doit avoir pour objet, non seulement la punition, mais encore la régénération morale du coupable. Voilà une doctrine qui était complètement inconnue des rédacteurs du Code pénal de 1810 et qui est née, elle aussi, de l'observation des faits et d'une compréhension plus exacte des nécessités pratiques.

Nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'on doive tenir uniquement compte dans l'infliction de la peine des considérations utilitaires.

Il faut aussi donner satisfaction à l'idée de justice. Il est nécessaire que toute faute entraîne un châtiment. Mais la peine ne doit pas être pour le condamné une souffrance inutile. Elle doit avoir pour but d'empêcher de sa part le retour des mêmes infractions.

Ce résultat, jadis on avait cherché à l'atteindre par l'intimidation. On espérait que la crainte du châtiment arrêterait les délinquants dans l'exécution de leurs mauvais desseins.

L'expérience a prouvé que l'on s'était fait illusion sur l'efficacité de ce moyen. Récemment, on a compris que la cause de la récidive était l'existence chez beaucoup de délinquants d'une sorte de tendance criminelle, d'instinct, de seconde nature pour ainsi dire, qui les poussait à entrer continuellement en lutte contre la société.

Pour diminuer la récidive, il est donc nécessaire de supprimer autant que possible cette tendance criminelle. Il faut corriger les mauvais instincts, déraciner les habitudes vicieuses, rendre au condamné le goût du travail, réveiller

chez lui le sens moral, restituer à la volonté l'énergie qu'elle a perdue, et en un mot, on doit le corriger, le ramener au bien, l'amender.

C'est là une œuvre bien difficile, qui demande du temps, des soins, qui exige de ceux qui s'y consacrent une connaissance approfondie des hommes et des choses et un dévouement absolu.

La peine devient dans ce système une sorte de traitement dont la durée ne peut évidemment être fixée à l'avance par le juge. Il ne doit cesser qu'au jour de la guérison morale du détenu.

Le magistrat ne peut prévoir ce terme ; c'est l'autorité chargée de l'exécution de la condamnation qui, en contact permanent avec le détenu, peut seule juger du moment où il doit être mis en liberté. On arrive ainsi à appliquer aux malfaiteurs d'habitude corrigibles des peines indéterminées dans leur durée.

Cette question des sentences indéterminées a été depuis quelques années l'objet de travaux considérables et de discussions approfondies. L'Union internationale de droit pénal l'a examinée dans ses deux dernières sessions générales, en 1893 et en 1894.

Pour nous, nous ne saurions la laisser absolument de côté, tant à raison de l'importance qu'elle a acquise récemment, qu'à raison de l'affinité qu'elle présente avec la libération conditionnelle, l'un des deux objets principaux de cette étude.

L'indétermination de la peine repose sur une idée juste : le tribunal ne peut, au jour où il prononce la condamnation, fixer la durée réellement utile de la peine. Il ne connaît pas la véritable nature du prévenu et il ne peut apprécier avec une rigoureuse certitude le degré de résistance qu'il oppo-

sera aux efforts qui seront faits pour le corriger. Cette étude ne pourra être l'œuvre que de ceux qui, vivant avec le délinquant, sont à même de l'observer dans toutes les circonstances et dans tous les détails de son existence.

Dans la condamnation le juge devra donc se borner à prononcer la peine. La durée de l'exécution sera ultérieurement fixée par une autre autorité décidant soit seule, soit avec le concours du magistrat.

Prise ainsi dans sa généralité, et abstraction faite des nuances de détail qui varient presque avec chaque partisan de l'institution nouvelle, la sentence indéterminée soulève des objections à la fois en théorie et en pratique.

En théorie, on lui reproche d'enlever à la peine son caractère d'intimidation. En effet, dit-on, la peine doit protéger la société contre le retour des infractions, d'abord en corrigeant le condamné, si cela est possible ; ensuite en inspirant aux autres délinquants la crainte d'un châtement. Or, si la sentence indéterminée réalise le premier de ces objets, elle néglige réellement le second, car la crainte d'un mal éventuel ne saurait avoir sur les imitateurs possibles du condamné la même action que la menace d'un mal certain et déterminé.

D'un autre côté, la peine doit aussi donner satisfaction au sentiment de réprobation générale que soulève le crime. Or la conscience publique n'est satisfaite que par une condamnation précise, déterminée, par l'infliction d'un coup dont elle peut apprécier la force et mesurer la portée.

Enfin, ce qui surtout a fait rejeter la sentence indéterminée par les criminalistes et notamment par l'Union internationale de droit pénal, ce sont les dangers sérieux qu'elle semble constituer pour la liberté individuelle. La fixation d'un maximum infranchissable par le juge est considérée comme une

des conquêtes les plus précieuses des temps modernes. Ce que l'on reproche le plus vivement à l'ancien droit, c'est précisément l'arbitraire où pouvait se mouvoir le magistrat. Or le plus grand obstacle à l'arbitraire n'est-il pas l'existence de cette limite supérieure qu'on ne peut dépasser ? La supprimer, en adoptant dans la pratique la sentence indéterminée, semble donc un recul vers un passé condamné.

Peut-être a-t-on tort de formuler des craintes qui ne paraissent pas absolument justifiées, peut-être se laisse-t-on trop entraîner par une sympathie que ne méritent guère ceux qui en sont l'objet, et se préoccupe-t-on avec une sollicitude trop jalouse de la liberté de gens qui ne la recouvrent que pour chercher à la reperdre aussitôt. Cependant toujours est-il que le caractère arbitraire de la peine indéterminée en fera repousser pendant longtemps encore l'introduction dans la législation positive.

En tous cas, à ces objections théoriques, il faut joindre l'objection tirée des difficultés sérieuses que soulèverait l'organisation de ce système.

Quelle autorité en effet sera chargée de statuer sur le maintien et la cessation de la peine ?

Evidemment il faudra consulter avant tout l'administration qui veille à l'exécution de la condamnation et par conséquent connaît le détenu mieux que qui que ce soit.

Mais pour donner aux commissions spéciales, organisées à cet effet, une autorité plus considérable, pour les soustraire au soupçon de partialité qu'on ne manquera pas de concevoir contre elles, on a songé à faire entrer dans leur composition des magistrats : soit, d'après les uns, les membres du Parquet, soit, d'après d'autres, le juge qui a prononcé la condamnation.

Mais les premiers seraient facilement accusés de vouloir prolonger la détention, ne fût-ce que pour justifier les poursuites qu'ils auraient intentées ; et quant au second, il jouerait nécessairement un rôle très effacé. Il n'aurait pas, comme la commission, le temps de poursuivre cette longue observation du condamné qui est nécessaire pour connaître son degré d'amendement. Il devrait nécessairement s'en rapporter sur ce point aux indications fournies par le directeur de la prison. Ce serait donc ce dernier qui fixerait la peine, ou plutôt ce seraient les agents subalternes dont les renseignements détermineraient son avis. Ainsi, à l'arbitraire du juge, instruit et impartial, qu'on redoute cependant, on aurait réussi à substituer l'arbitraire d'hommes qui sont très estimables sans doute, mais dont l'intelligence, le caractère, la perspicacité sont loin de présenter à un semblable degré les garanties nécessaires pour l'accomplissement d'une œuvre aussi délicate.

De plus, quel critérium permettra de juger avec une certitude absolue si le détenu peut sans inconvénients rentrer dans la société ? Il est déjà bien difficile de connaître les sentiments d'un homme qui vit en liberté, dont on ne contrarie point l'expansion et dont la nature peut se dévoiler entièrement. Que sera-ce donc, *a fortiori*, s'il s'agit d'un condamné soumis à la discipline rigoureuse d'une prison, sous le poids d'une contrainte physique et morale qui empêche son individualité propre de se manifester librement ?

Et puis, quand même le régime disciplinaire adopté permettrait qu'on se rendit exactement compte de l'amélioration morale du prisonnier, qui peut assurer qu'en le faisant passer brusquement dans un milieu tout à fait différent, il restera le même ? que, privé de la direction qui le maintenait précédemment, il ne succombera pas aux tentations nou-

velles qui vont l'assaillir et que ses vices ne renaîtront point, dans le milieu favorable à leur éclosion ?

Or, nous devons le faire remarquer, dans l'application de ce système les erreurs d'appréciation peuvent avoir de très graves conséquences.

Il est regrettable certainement de maintenir en prison un condamné qui est réellement corrigé et de prolonger un châtiment dont la nécessité ne s'impose plus. Mais quand on met en liberté un détenu qui n'est pas réellement amendé, on expose la société à un péril certain, d'autant plus inquiétant que la mesure prise est irrévocable.

Aussi beaucoup de criminalistes ont-ils songé à emprunter à l'indétermination de la peine ses avantages, en évitant les inconvénients, grâce au développement d'une institution, déjà ancienne, mais conforme cependant aux principes nouveaux ; nous voulons parler de la libération conditionnelle.

Dans ce système le juge, quand il s'agira de malfaiteurs d'habitude, prononcera une peine de longue durée, mais en déterminera immédiatement le quantum.

Ainsi la peine conservera le caractère d'intimidation qu'elle ne doit jamais perdre, ainsi sera satisfait ce sentiment général qui, pour toute faute, exige un châtiment. Ainsi sera sauvegardée la liberté individuelle par la fixation d'une limite à la durée de la peine.

Et en même temps on pourra tenir compte de l'idée-mère du système de l'indétermination de la peine et faire coïncider avec l'époque de l'amendement celle de la mise en liberté.

L'administration pénitentiaire serait-elle convaincue que le détenu est amendé, alors elle le libèrera. Cette décision toutefois ne sera définitive qu'après une sorte de stage imposé au condamné, pour donner à l'administration le temps et les

moyens d'apprécier sa conduite dans sa nouvelle situation.

S'aperçoit-on, plus ou moins tôt, qu'on s'est trompé, et que la présence du libéré provisoire au sein de la société constitue un danger pour elle, alors on peut le soumettre de nouveau au régime dont l'expérience a montré qu'on l'avait prématurément affranchi.

Ainsi les erreurs d'appréciation seront moins nombreuses puisque l'on pourra observer le condamné dans une situation où son véritable caractère se révélera plus facilement, et leurs conséquences seront moins graves puisque la mesure que l'on aura prise sera révocable.

Les criminalistes modernes admettent néanmoins d'une manière assez générale que le principe de l'indétermination peut être appliqué quand il s'agit de l'internement des aliénés criminels ou des buveurs d'habitude dans un asile, ou des vagabonds et mendiants dans une maison de travail. Dans ces cas, en effet, il ne s'agit pas d'une peine effective, mais, ou d'un véritable traitement à appliquer à des malades (aliénés ou buveurs d'habitude), ou d'une mesure de précaution et d'éducation (vagabonds et mendiants).

Dans certains pays cependant, notamment au *Reformatory* d'Elmira dans l'État de New-York, la sentence indéterminée est appliquée à de véritables criminels. Les détenus enfermés dans cet établissement ne sont mis en liberté que quand une commission spéciale a jugé qu'ils étaient amendés et leur a assuré une situation.

Mais remarquons d'abord que cette mesure n'est pas applicable à des récidivistes, comme le propose le système que nous apprécions, mais à des jeunes gens de seize à trente ans condamnés pour la première fois pour crime. Il s'agit donc là surtout d'une mesure d'éducation.

De plus, la détention ne peut se prolonger, au Reformatory d'Elmira, au delà d'un maximum fixé par la loi.

Enfin, le condamné qui a subi victorieusement toutes les épreuves à lui imposées, c'est-à-dire qui a parcouru les différentes classes d'une hiérarchie de relèvement moral, dans lesquelles on est successivement placé suivant les progrès qu'on a faits, est d'abord mis en état de libération conditionnelle, avant d'être définitivement relaxé.

On voit ainsi que le système adopté en Amérique est beaucoup moins absolu que celui que nous avons examiné tout à l'heure.

En résumé, pour les malfaiteurs d'habitude corrigibles, la science pénale moderne veut des peines qui aient surtout pour but l'amendement du condamné. C'est ce sentiment qui a poussé certains criminalistes à proposer l'application des sentences indéterminées, système qui n'a pas échappé à des objections théoriques et dont des difficultés d'ordre pratique condamnent l'adoption.

Mais du moins a surgi l'idée d'atteindre le même résultat par l'application de peines de longue durée, tempérées par la libération conditionnelle. On peut ainsi, nous croyons l'avoir montré, s'assurer les avantages de la sentence indéterminée, en évitant ou en atténuant du moins dans une large mesure les inconvénients.

Après les délinquants d'habitude, il nous reste à parler des délinquants d'occasion.

II. — Criminels d'occasion.

Ce qui caractérise les criminels d'occasion c'est que chez eux le délit n'est qu'un accident dans une vie d'ailleurs honnête. Ceux-là ont été entraînés soit par une passion violente,

soit par une défaillance momentanée de la volonté, soit même par l'exagération d'un sentiment généreux. L'acte commis, ils le regrettent presque aussitôt.

Chez eux, à la différence des délinquants d'habitude, il n'existe pas de tendance criminelle. La peine ne doit donc pas avoir pour but de modifier en eux une prédisposition véritable au crime. Il faut prendre soin, d'abord de ne pas les rendre pires par l'infliction même de la peine, et il faut cependant aussi intimider ces natures, restées droites au fond, sur lesquelles la crainte du châtiment peut avoir une action efficace.

On doit d'abord, disons-nous, éviter que l'exécution même de la peine ne fasse de délinquants d'occasion des malfaiteurs d'habitude.

Tel était malheureusement jusqu'à ces dernières années l'effet habituel des condamnations prononcées en ce cas.

Les tribunaux, en effet, ne pouvaient naguère réprimer un premier délit peu grave que par un emprisonnement de courte durée ou par une amende.

L'amende, rarement prononcée d'ailleurs, si elle était appliquée à des prévenus jouissant d'une certaine aisance ne constituait ni en justice absolue, ni dans le sentiment général, une réparation suffisante de l'infraction. Si elle frappait des indigents, elle se transformait en réalité en une peine de prison par l'exercice de la contrainte par corps.

Or les courtes peines d'emprisonnement, et c'est là la seconde hypothèse que nous avons à examiner, constituent, de l'aveu de tous, la plus mauvaise des pénalités.

A raison de la brièveté de leur durée, elles ont le premier défaut de ne pas présenter un caractère d'intimidation suffisant.

De plus, la promiscuité dans laquelle on les subit encore

généralement est une des sources les plus fécondes de la récidive. Le délinquant d'occasion, qui entre dans la prison, éprouve pendant quelque temps un sentiment de honte et de repentir qui pourrait être un moyen efficace de le préserver des rechutes. Mais cette impression s'efface bientôt, quand le condamné se convainc qu'il vaut beaucoup mieux que ceux qui sont enfermés avec lui et quand il trouve le régime moins dur qu'il ne se l'était imaginé.

Et puis, dans le milieu où il est placé, une sorte de respect humain le pousse à cacher les bons sentiments qui subsistent en lui. Pour se soustraire aux railleries de ses compagnons, il se fait souvent plus dépravé qu'il ne l'est réellement. Il perd ainsi peu à peu sa force de résistance, il écoute les pernicious conseils qu'on ne manque pas de lui prodiguer, et cède aux déplorables exemples qu'il a sous les yeux. Il fait l'apprentissage du crime, et quand il sortira de la prison, il sera trop souvent prêt à céder aux sollicitations de ses anciens compagnons et à devenir leur complice.

C'est ainsi que la peine, au lieu de prévenir l'infraction, contribue à la faire naître.

On a cherché, depuis longtemps déjà, à porter remède à cette situation. On a compris que le système cellulaire, malgré les critiques qu'il pouvait soulever, avait du moins l'avantage de supprimer la promiscuité des prisons, et toutes les fâcheuses conséquences qu'elle entraîne. Aussi l'a-t-on institué par la loi du 5 juin 1875. Mais des difficultés d'ordre divers, et surtout d'un caractère financier, ont entravé l'exécution de la loi, à tel point qu'au commencement de 1893, vingt-cinq prisons seulement sur trois cent quatre-vingt étaient affectées à l'emprisonnement individuel. La transformation imposée par cette loi exige, en effet, des dépenses considérables, et les conseils généraux ont été d'autant moins

disposés à les effectuer, qu'ils les considéraient comme étant plutôt d'intérêt général que d'intérêt départemental.

La loi récente des 4-5 février 1893, sur la réforme des prisons de courtes peines, a eu pour but d'assurer enfin l'application de la loi de 1875. Tout en laissant aux départements la propriété de leurs prisons, elle permet à l'État de traiter de gré à gré avec les départements la rétrocession de ces établissements. En ce cas, les départements peuvent être exonérés d'une partie des charges qui leur sont imposées par la loi de 1875.

De plus, la loi reconnaît au gouvernement le droit de déclasser les prisons dont l'état serait contraire aux nécessités de l'hygiène, de la moralité, du bon ordre et de la sécurité : en pareille hypothèse, les départements seront mis en demeure de procéder aux travaux d'appropriation ou de reconstruction nécessaires.

Enfin, la loi de 1893 rend obligatoires pour les départements les dépenses que nous venons d'indiquer. Après un certain délai, le gouvernement peut d'office engager ces dépenses.

La loi de 1893 est encore trop récente, pour qu'on puisse juger de l'efficacité des mesures qu'elle édicte. Il faut espérer que la réforme produira le résultat que le législateur en attend : une application intégrale de la loi de 1875.

Mais, en admettant même que le régime cellulaire soit organisé avec tout le développement désirable, les courtes peines d'emprisonnement n'en présenteraient pas moins des inconvénients fort sérieux. Ainsi, comme nous l'avons déjà dit, elles n'ont pas un caractère suffisant d'intimidation. De plus, et surtout, elles désignent l'individu, qui en a été l'objet, à la défiance publique. Elles le déshonorent aux yeux de ses concitoyens et l'avilissent même à ses propres yeux.

Enfin elles lui font souvent perdre sa situation, elles s'opposent à son reclassement dans la société ; en somme, elles constituent, à ce point de vue encore, un des facteurs les plus actifs du crime.

Aussi les criminalistes modernes, frappés de ces graves inconvénients, ont-ils cherché à remplacer les courtes peines d'emprisonnement par d'autres plus appropriées à leur but, en ce qui concerne du moins les délinquants primaires. C'est ainsi qu'ils ont proposé notamment : l'extension de la peine pécuniaire, la privation des droits électoraux, la résidence obligée, puis des peines d'ordre moral : l'admonition et la condamnation conditionnelle.

A. *Extension de la peine pécuniaire.* — L'extension de la peine pécuniaire est l'un des moyens qui, pour les cas dont nous parlons, est le plus en faveur auprès des criminalistes.

C'est que l'amende présente, théoriquement au moins, toutes les qualités qu'on a coutume d'exiger d'une peine qui n'a point d'ailleurs à faire l'éducation morale du condamné et ne doit point, par conséquent, posséder nécessairement un caractère réformatif.

L'amende est, en effet, essentiellement divisible, et elle permet au juge de proportionner, aussi exactement que possible, le châtimeut à la culpabilité. Elle est, de plus, incontestablement réparable ; elle est, en outre, suffisamment inflictive si le chiffre en est assez élevé : enfin elle est égale pour tous, si le juge a soin d'en déterminer le quantum suivant la fortune du délinquant.

Mais dans la plupart des législations et notamment en France, l'amende est loin de présenter tous ces avantages.

Nous avons déjà indiqué que les juges hésitaient à la prononcer parce qu'à l'égard de certains prévenus elle ne paraissait pas une réparation suffisante de l'infraction, et qu'à

l'égard de certains autres, elle était absolument inefficace, à raison de leur indigence.

Aussi les criminalistes ont-ils cherché les moyens d'obvier à ces inconvénients, afin de rendre pratiquement possible la substitution, dans certains cas au moins, de l'amende à l'emprisonnement.

Cette question a été examinée notamment par les Congrès pénitentiaires internationaux, par l'Union internationale de droit pénal, et par la Société générale des prisons.

Déjà au Congrès de Londres, en 1872, on avait été d'accord pour admettre la substitution du travail au profit de l'Etat, aux peines d'emprisonnement ou d'amende, en cas de non-paiement (1).

Au Congrès de Stockholm, en 1878, on s'était contenté de constater que l'application de peines d'emprisonnement de courte durée était une des causes de la récidive.

A Rome, en 1885, l'un des moyens proposés pour remplacer cette pénalité était l'amende, qui, en cas de non-exécution, devait se transformer elle-même en journées de travail au profit de l'Etat; une partie du salaire ainsi gagné par le condamné lui était remise, l'autre devant servir à éteindre sa dette. Mais la majorité des membres du Congrès ne se montra pas favorable à cette réforme, tant à cause de la difficulté de l'organisation du travail, que de la nécessité où l'on serait, au cas de refus des condamnés de se soumettre à cette obligation, de recourir encore à l'emprisonnement.

L'Union internationale de droit pénal, dans sa session de Christiania (séance du 26 août 1891), a émis un vœu tendant à ce que l'on tint compte, dans la prononciation de l'amende,

(1) Conf. sur ce sujet le rapport de M. Lecourbe à la Société générale des prisons sur le Congrès de Saint-Petersbourg. *Revue pénitentiaire*, 1891, p. 1.

des ressources du coupable, à ce que l'on augmentât le maximum de cette peine tout en abaissant le minimum le plus possible, enfin à ce que l'on facilitât la libération du condamné en lui accordant la faculté de s'acquitter de sa dette par des paiements partiels (1).

Mais c'est la Société générale des prisons qui, dans ses séances de mai, juin et novembre 1893 (2), a étudié la question d'une façon approfondie.

La majorité des membres de l'Assemblée se trouva d'accord pour décider, comme l'avait fait l'Union internationale de droit pénal, que le maximum de l'amende devait être élevé par le législateur. Et, en effet, dans la législation française, le maximum de l'amende est actuellement de 3.000 fr. (art. 463, C. pén. modifié par la loi du 26 octobre 1888). Or, il est certain qu'une semblable peine ne saurait être, par exemple, une réparation suffisante de ces infractions qui ont pris de nos jours une si inquiétante extension, et qui peuvent procurer à leurs auteurs un profit de plusieurs millions même.

Aussi les Codes les plus récents ont-ils considérablement élevé le maximum des peines pécuniaires.

Par exemple le Code pénal des Pays-Bas de 1881 punit, dans son article 347, d'une amende de dix mille florins (vingt et un mille francs) au plus, les directeurs ou commissaires de sociétés anonymes qui se sont rendus coupables de certaines infractions.

Le Code pénal d'Italie de 1889 a porté le maximum de l'amende de 1.000 à 10.000 livres (10.000 francs). Le Code de Neuchâtel, dans son article 27, le fixe à 15.000 francs, alors que le projet de révision du Code pénal français ne l'élève

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 3^e vol., p. 316.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 705, 861 et 1025.

pas au-dessus de 5.000 francs (art. 24), chiffre que l'on considère, avec raison, comme insuffisant.

La Société générale des prisons rechercha également les moyens d'assurer le recouvrement de l'amende. Elle proposa notamment d'autoriser le condamné à se libérer par à comptes (disposition que nous retrouvons dans le projet de Code pénal suisse) (1).

Sur la question de savoir si l'on devait substituer, au cas d'inexécution, le travail pénal à l'amende, chaque jour représentant une certaine somme, des divergences se produisirent entre les membres de l'Assemblée.

Le rapporteur, M. Boullaire, demandait qu'on organisât en France des chantiers où les condamnés pourraient se libérer par le travail, comme cela se pratique en certains pays et comme le propose le projet de Code suisse (2).

M. Léveillé, partisan de cette idée, montrait que la réforme n'était pas aussi radicale qu'on voulait bien le dire puisque déjà l'article 210 du Code forestier décidait que :

« L'administration forestière pourra admettre les délinquants insolubles à se libérer des amendes, réparations civiles et frais, au moyen de travaux en nature consistant en travaux d'entretien et d'amélioration dans les forêts ou sur les chemins vicinaux ».

D'autres, et parmi eux M. Rivière, voulaient faire de ces prestations en nature une obligation pour le condamné. A défaut d'exécution, il serait soumis à une détention dont la durée serait basée sur le chiffre de l'amende.

Enfin la majorité qui, en théorie, acceptait ce système, nous a semblé cependant, d'après la physionomie du compte rendu, s'être laissé toucher par les objections d'ordre prati-

(1) Gautier, *op. cit.*, p. 69.

(2) *Ibid.*

que exposées par M. Cheysson, inspecteur général des ponts et chaussées, avec toute l'autorité que lui donnait cette qualité.

Il serait peut-être possible, disait-il en substance, d'organiser des prestations pénales dans les petits villages. Les délinquants, peu nombreux et tous connus, seraient facilement surveillés. Et encore cette pratique n'irait pas sans inconvénients, car les ouvriers libres pourraient se montrer froissés de ce qu'on les mit sur le même pied que les délinquants.

On ne pourrait guère, du reste, faire exécuter aux condamnés que des travaux de voirie, et les fonctionnaires de cette administration, pressentis, paraît-il, par M. Cheysson, s'étaient montrés fort peu flattés du rôle de gardes-chiourme qu'on leur proposait.

Mais, où la difficulté se compliquera jusqu'à devenir insoluble, c'est quand il s'agira d'organiser le travail dans les villes. Imposera-t-on aux entrepreneurs de travaux publics l'obligation d'employer des condamnés ? Ils n'y consentiront point sans exiger des rabais considérables sur les prix d'adjudication, car la plupart des hommes qu'ils emploieraient ainsi ne seraient ni assez expérimentés, ni assez disciplinés pour qu'on puisse leur confier, sans péril, un outillage délicat, dangereux et coûteux.

Il faudra donc en revenir aux travaux sur les routes qui n'exigent guère d'apprentissage. Mais, à cause du nombre d'hommes qu'on aura à occuper, on devra les répartir en plusieurs équipes, qu'il faudra, chaque jour, conduire au travail, d'où des frais de transport trop élevés, ou qu'il faudra échelonner sur une grande distance, d'où des dépenses de logement et d'entretien hors de proportion avec le travail effectué.

Si des divergences se sont ainsi produites sur cette question de l'organisation du travail pénal, du moins s'est-on retrouvé d'accord pour décider qu'il fallait laisser au juge une grande latitude d'appréciation dans l'application de l'amende, et qu'il fallait notamment lui permettre de tenir compte des ressources du prévenu.

Ce sont là, du reste, des idées qui avaient déjà été émises par l'Union internationale de droit pénal.

B. *Privation des droits électoraux.* — La privation des droits électoraux à titre de peine principale a été proposée notamment par M. Léveillé. C'est là, en effet, une pénalité qui peut avoir une action sérieuse sur les délinquants d'occasion. On sait combien on tient en général à participer par le vote à la direction des affaires du pays : la privation de cette faculté, cette diminution du rôle de citoyen est une sensible humiliation ; et puis, et surtout, cette déchéance est impossible à dissimuler : elle désigne bien vite celui qui l'a encourue à l'attention malveillante du public. Dans notre système répressif actuel, même, c'est précisément la privation des droits civils qui, dans la condamnation, frappe le plus vivement certains inculpés. C'est ainsi que la majorité des condamnés qui forment des demandes de réhabilitation donnent comme motif, dans leur supplique, le désir d'être réintégrés dans ces droits. C'est ainsi encore que les requêtes de cette nature se multiplient à l'époque de la confection définitive des listes électorales.

C. *Résidence obligée.* — Nous avons voulu réunir sous cette rubrique les mesures suivantes, proposées pour remplacer les courtes peines d'emprisonnement :

Interdiction adressée au condamné de paraître en certains lieux ;

Défense, au contraire, pour lui de s'éloigner d'une résidence déterminée.

Enfin organisation d'une sorte d'arrêts que le coupable subit dans sa propre maison, sans pouvoir en sortir pendant un temps fixé par le juge.

Mais, lors de la réunion de la première session de l'Union internationale de droit pénal à Bruxelles en 1889, aussi bien qu'au Congrès pénitentiaire international de St-Petersbourg en 1890, on a élevé contre l'introduction de ces mesures dans la législation pénale des objections sérieuses.

Comment organiser une surveillance à la fois efficace et discrète du condamné ? Comment s'assurer de sa fidélité à son obligation, sinon par une sorte d'inquisition qui le signalerait bientôt à la défiance publique. On risquerait de faire revivre sous une autre forme la surveillance de la haute police avec ses défauts et ses inconvénients.

Indépendamment même de cette difficulté pratique, l'organisation des arrêts à domicile soulève une objection d'ordre théorique : les arrêts ne constituent pas une peine égale pour tous. L'homme qui jouit d'une certaine aisance supportera assez facilement le séjour d'un appartement dont l'aménagement satisfait à toutes les règles de l'hygiène, et où des distractions variées tempèreront son ennui. L'ouvrier, au contraire, souffrira à tous égards de rester enfermé dans une chambre où, trop souvent, manquent l'air, la lumière et le feu, et où il ne peut exercer parfois son métier, seul élément de ses ressources.

Aussi le Congrès de St-Petersbourg et l'Union internationale de droit pénal se sont-ils montrés peu favorables à l'adoption de mesures de ce genre.

D. Peines d'ordre moral. — Au contraire ces mêmes assemblées ont recommandé au législateur, à l'égard des délin-

quants d'occasion, l'application de peines d'ordre purement moral. C'est que chez ces individus, le délit n'est qu'un accident : leur sens moral n'a subi qu'une altération passagère. Leur conscience, un moment annihilée, reprendra bientôt son empire.

Il est tels cas où on peut être à peu près certain que le prévenu ne récidivera pas. A quoi bon alors prononcer une peine qui est, pour le moins, inutile ? La honte produite par la seule comparution en justice peut être une répression suffisante. La pratique elle-même nous enseigne que les prévenus ou accusés, acquittés sur une première poursuite, retombent rarement dans les mêmes fautes. C'est sous l'empire de ces considérations que le projet de Code pénal français dans son article 66 a admis le *pardon*. Dans tous les cas où, soit par l'indulgence du texte de la loi, soit par suite de l'admission des circonstances atténuantes, le juge pourrait ne prononcer qu'une amende, il a la faculté d'en faire remise au condamné.

Mais cette mesure peut être l'objet d'une double observation :

D'abord elle ne sera qu'exceptionnellement applicable : elle suppose chez le délinquant un repentir absolument sincère, et chez le juge la certitude que le prévenu ne récidivera pas.

Ensuite, elle ne tient pas suffisamment compte de la nécessité de donner satisfaction au sentiment de justice général qui réclame pour toute faute un châtement. Quelle impression produira en effet sur le public présent à l'audience cette sorte d'acquiescement du prévenu, aussitôt après la déclaration de sa culpabilité ?

Aussi a-t-on proposé d'obliger le juge, qui accorde ainsi le pardon à l'inculpé, de lui adresser, en même temps, une admonition ou remontrance, dans laquelle il lui défend de re-

tomber dans la même faute, sous peine d'être frappé avec une sévérité égale à l'indulgence dont il vient de bénéficier.

Cette admonition aura le double avantage d'affermir le prévenu dans la voie du bien par la crainte d'un châtiment plus sévère au cas de rechute, et de satisfaire au sentiment de justice du public présent à l'audience qui verra dans cette menace une sorte de pénalité appliquée à l'infraction.

Plusieurs pays ont adopté, dans leur législation, le système de la réprimande. Nous citerons notamment : la Russie, l'Espagne, l'Allemagne, le canton d'Appenzel et l'Italie, où, comme nous le verrons plus loin, l'efficacité de l'admonition est assurée par des garanties accessoires spéciales.

Dans le même ordre d'idées, nous devons signaler aussi une heureuse innovation des législations anglo-américaines : c'est ce qu'on pourrait appeler, assez exactement semble-t-il, le sursis à la condamnation.

Quand un délit a été commis par certains prévenus que leurs antécédents recommandent à la clémence du juge, celui-ci peut surseoir pendant un certain temps au prononcé de la condamnation. Si le prévenu supporte victorieusement l'épreuve qui lui est ainsi imposée, les faits délictueux sont alors définitivement oubliés. Sa conduite, au contraire, donne-t-elle lieu à de nouvelles plaintes, il est de nouveau traduit devant le juge, et, cette fois, la peine est prononcée.

Ici, remarquons-le, la menace du châtiment est plus sérieuse que dans le système de l'admonition, puisque le délinquant reste pendant un certain temps sous le coup d'une condamnation éventuelle, et l'indulgence, subordonnée à la bonne conduite du prévenu, semblera mieux justifiée.

Mais on devait aller plus loin encore par l'adoption d'une institution, à laquelle on a donné le nom de *condamnation*

conditionnelle et qui serait mieux qualifiée, peut-être, de sursis conditionnel à l'exécution de la peine.

Ce n'est pas en effet, par cette nouvelle mesure, la condamnation qui est ajournée, mais seulement son exécution.

Un délit est commis : une peine est prononcée. Ainsi est satisfait le sentiment de justice qui veut que toute faute entraîne un châtement. Ainsi est évité cet inconvénient inhérent aux systèmes précédents et surtout à celui du pardon et à celui de l'admonition, qui est de mettre le juge pour ainsi dire en contradiction avec lui-même en reconnaissant d'abord le prévenu coupable pour le renvoyer indemne aussitôt.

Mais si, dans le système que nous indiquons maintenant, la peine est prononcée, l'exécution en est suspendue pendant un délai d'épreuve imposé au condamné. S'il se montre digne de cette faveur, à l'expiration du délai fixé, la peine est réputée purgée, et la condamnation est considérée comme non avenue. Au cas contraire, la sentence est mise à exécution.

Le sursis conditionnel à l'exécution de la peine présente, au point de vue pratique, un avantage certain sur la suspension de la condamnation. Dans ce dernier système il faudra, après un temps parfois assez long, reprendre tout le procès. N'est-il pas à craindre que les preuves se soient perdues, que les témoins aient disparu, ou que le souvenir des faits soit moins présent à leur esprit? La culpabilité de l'agent sera ainsi moins facilement établie, et la peine ne sera peut-être pas aussi exactement proportionnée à la gravité de l'infraction qu'elle l'eût été au lendemain des actes délictueux.

De plus, le sursis conditionnel à l'exécution de la peine présente un caractère comminatoire plus accentué. Si le prévenu se montre indigne de la faveur qui lui a été accordée, il n'y aura point à venir de nouveau devant le juge pour lui demander une condamnation. Dès que l'inculpé aura été

déchu du bénéfice du sursis, la peine sera exécutée, pour ainsi dire automatiquement. Or il est évident que la menace d'un mal déterminé et la certitude de la réalisation immédiate de cette menace ont plus d'énergie et d'efficacité que la crainte d'un châtiment que l'on pourra toujours espérer voir retardé et souvent atténué par l'effet même du temps.

Ce système du sursis conditionnel à l'exécution de la peine a été consacré, notamment, par les législations française, belge et genevoise.

Remarquons d'ailleurs que la condamnation conditionnelle peut fort bien coexister dans un système pénal avec le pardon. Celui-ci sera en effet accordé dans les cas exceptionnellement favorables, l'autre sera prononcée contre les individus qui ne peuvent être efficacement maintenus dans la voie du bien que par la menace de l'exécution de la peine. C'est ainsi d'ailleurs que le projet de Code pénal français admet le pardon dans son article 66 et le sursis conditionnel à l'exécution de la peine dans les articles 67 à 69.

Telle est la classification des délinquants généralement proposée par les criminalistes modernes et telles sont les mesures de répression applicables à chaque catégorie.

§ 2. — Individualisation de la peine.

L'étude expérimentale du délit et du délinquant a conduit, nous venons de l'indiquer, à classer les délinquants en trois catégories pour lesquelles on a proposé des peines spéciales.

Mais cette division n'est point suffisante encore. En effet, tous les individus compris dans une même classe sont loin de se ressembler, ou plutôt même pas un d'entre eux n'est identique à un autre.

Examinons par exemple les délinquants d'occasion : celui-ci a été entraîné au délit par des circonstances tout exceptionnelles. Elles ne se renouvelleront pas, l'infraction non plus par conséquent. On pourra donc, sans grand inconvénient, accorder le pardon.

Celui-là au contraire a failli parce qu'il n'a pas su dominer ses passions ; il faudra donc l'inciter à se posséder et à veiller plus attentivement sur lui-même, par la menace d'une peine : la condamnation conditionnelle est la mesure qui s'impose.

Pour un troisième, plus coupable, l'infliction d'une peine réelle semblera indispensable : on prononcera contre lui une amende par exemple.

En un mot la peine doit être individualisée : c'est là une doctrine fondamentale pour les criminalistes modernes ; la diversité infinie des natures et des caractères leur en a démontré la nécessité et fait préconiser l'adoption.

Cette individualisation doit être envisagée à un double point de vue :

- I. — Au point de vue de la prononciation de la peine ;
- II. — Au point de vue de son exécution.

I. — Individualisation dans l'application de la peine.

Le Code de 1810 était basé sur un principe qu'on pourrait ainsi formuler : à chaque délit, sa peine.

Le droit pénal contemporain part de cette idée toute différente : à chaque délinquant une peine spéciale.

C'est ainsi que M. Prins, dans le discours qu'il prononçait à l'ouverture des travaux du groupe belge de l'Union internationale de droit pénal (1) et où il résumait les principes de

(1) *Bulletin de l'Union internationale du droit pénal*, 4^e année, p. 48. Conf. Prins, *Criminalité et répression*, p. 100 et suiv.

la science pénale moderne, exposait que le juge doit tenir compte dans l'application de la sentence des caractères particuliers du délinquant, de ses antécédents, de sa situation de famille, de l'éducation qu'il a reçue, du milieu où il a vécu, qu'en somme il doit individualiser la peine.

Mais cette tâche, ajoutait-il, ne peut être remplie par la magistrature actuelle, telle qu'elle est organisée ; elle a à juger un trop grand nombre de délinquants pour pouvoir faire de chacun d'eux l'étude approfondie qui serait nécessaire. Du reste, les hasards de leur carrière conduisent souvent les magistrats dans des régions habitées par des populations dont ils ne connaissent nullement les coutumes, les idées et les mœurs. A peine commencent-ils à s'en faire une idée assez exacte, qu'un avancement qui récompense leur mérite et leurs efforts, les oblige à aller recommencer ailleurs des études, dont un nouveau changement ne leur permettra pas de faire profiter l'administration de la justice.

Aussi M. Prins propose-t-il de « placer le juge plus près des justiciables ». Il voudrait développer l'institution du juge unique ; il ne lui donnerait compétence que dans un cercle restreint, de façon à lui permettre de connaître tous les hommes qu'il peut être appelé à juger.

Mais pour éviter l'inconvénient qu'il a signalé, M. Prins propose de donner l'avancement sur place : le magistrat resterait toujours dans le même poste, mais il obtiendrait des avantages successifs à mesure que son expérience se développerait, et qu'il aurait rendu des services qu'on pourrait exactement apprécier.

Nous ne voulons pas discuter ici ce plan de réforme proposé par l'éminent criminaliste belge. En rapportant ses idées sur ce point, nous avons tenu seulement à montrer quelle importance l'un des représentants les plus autorisés

de la science pénale attache à l'individualisation de la peine et aux moyens d'appliquer ce principe.

Cette idée, du reste, a déjà inspiré bien des projets de réforme. C'est ainsi par exemple que nous avons vu l'Union internationale du droit pénal et la Société générale des prisons demander que, dans l'application de la peine d'amende, le juge tînt compte des ressources du délinquant. Cette proposition eût paru aux rédacteurs du Code de 1810 une atteinte injustifiable au principe de l'égalité devant la loi. Le même fait n'eût plus été théoriquement puni de la même peine.

Mais cette prétendue égalité aboutit, au contraire, à consacrer la plus flagrante injustice : le paiement d'une même somme sera pour l'homme riche une légère déduction de ses revenus ; pour l'ouvrier qui vit de son travail, une charge écrasante.

Le sursis conditionnel lui aussi est une application du principe de l'individualisation de la peine, car il suppose une connaissance approfondie du caractère du délinquant, l'appréciation exacte de son état particulier, et la conviction de l'efficacité de l'indulgence accordée.

II. — Individualisation dans l'exécution de la peine.

La science pénale moderne recommande de tenir compte de l'individualité du délinquant non seulement dans la prononciation de la peine, mais encore dans son exécution.

Suivant l'opinion généralement acceptée par les criminalistes, la peine doit tendre, avant tout, à empêcher le retour de l'infraction. Ce but, on l'atteindra, suivant les cas, tantôt par l'intimidation, tantôt par l'application d'un régime moralisateur, tantôt même, dans des circonstances exceptionnelles, par des mesures mettant le criminel hors d'état de nuire.

On comprend aisément que partant de ces prémisses, on arrive à cette conclusion que la peine doit cesser quand elle n'est plus nécessaire. C'est une cruauté inutile que de continuer à priver de sa liberté un homme dont le retour dans la société ne présente plus aucun inconvénient.

La durée de l'emprisonnement, par exemple, devra avoir pour terme l'amendement du détenu. Il faudra qu'elle varie avec l'infinie diversité des individus, le même traitement devra être appliqué à chacun pendant un temps différent pour produire le même résultat.

L'institution de la peine indéterminée et celle de la libération conditionnelle sont fondées précisément sur l'individualisation dans l'exécution de la peine.

C'est une application du même principe que la faculté accordée au juge par la loi belge du 31 mai 1888 de déterminer, suivant les cas, la durée du sursis à l'exécution de la peine. Un examen particulier de chaque prévenu permettra seul, en effet, de se rendre compte du temps pendant lequel il est nécessaire de le laisser sous la menace de cette exécution. Il suffira, pour l'un, d'une épreuve de quelques mois ; il faudra, pour un autre, la prolonger pendant plusieurs années.

§ 3. — Latitude laissée au juge dans la détermination de la peine et à l'administration dans l'exécution.

I. — Latitude laissée au juge dans la détermination de la peine.

On doit, nous venons de le voir, tenir compte, dans l'application de la peine, de l'individualité du prévenu.

Mais la loi ne peut évidemment prévoir tous les cas particuliers, déterminer par avance toutes les nuances de caractère, de tempérament, de moralité etc... qu'on rencontrera chez les délinquants pour fixer ensuite les pénalités applicables à chacun.

L'énumération qu'elle serait ainsi amenée à formuler rendrait son texte d'une complication inextricable, et elle serait toujours incomplète. Son rôle doit se borner à fixer des règles générales, qui serviront de guide aux tribunaux. Les détails d'application ne peuvent être réglés que par le juge. Lui seul peut étudier avec efficacité et apprécier exactement chaque délinquant qui lui est déféré, et choisir parmi toutes les peines que la loi met à sa disposition celle qui lui semble s'adapter le plus convenablement à la situation qui lui est soumise.

Le juge ne sera plus, comme sous l'empire du Code pénal de 1810, étroitement enchaîné par un texte de loi ; sa mission ne se bornera plus à constater exclusivement si tous les éléments de l'incrimination sont réunis et à appliquer, automatiquement pour ainsi dire, la disposition légale.

Il devra, au contraire, se livrer à un examen approfondi du délinquant, scruter sa conscience, déterminer sa valeur morale et les chances de relèvement qu'il présente, puis, suivant les résultats de cette étude, il fixera la peine.

Mais si le législateur confie au juge une mission aussi délicate, il faut qu'il lui accorde toute liberté de la remplir. Il doit se défier moins de lui qu'il ne l'a fait jusqu'ici. Il importe qu'il lui laisse beaucoup plus d'arbitraire (en prenant bien entendu ce mot dans son sens le plus élevé). Nous ne voulons pas dire que par la suppression de toute règle on doive laisser aux magistrats une indépendance sans bornes, dont ils pourraient être tentés d'abuser. Mais les limites dans lesquelles ils auront la faculté de se mouvoir seront très larges et ils pourront ainsi tenir compte, dans l'application de la peine, de tous ces éléments d'appréciation que nous avons indiqués et de l'infinie variété des hommes et des situations.

C'est ainsi que l'individualisation de la peine devait conduire pour ainsi dire fatalement à l'extension des pouvoirs du juge.

Le développement de l'institution des circonstances atténuantes par la loi de 1832 a réalisé, dans cette voie, un sérieux progrès, bien que ce progrès, nous le savons, n'ait pas été le but de cette loi.

D'autres législations ont été plus loin, et elles ont organisé des circonstances atténuantes « en quelque sorte à double détente (1) ». C'est ainsi que le Code pénal de Genève porte dans ses articles 359 et 360 que le jury peut déclarer que l'accusé reconnu coupable a agi en des circonstances atténuantes ou très atténuantes.

En ce dernier cas la loi abaisse le maximum de la peine et ne fixe pas de minimum.

C'est ce système des circonstances très atténuantes que M. Bozérian voulait introduire dans notre législation par la proposition de loi qu'il déposait au Sénat le 4 avril 1885.

D'après ce projet, le jury était appelé à statuer sur l'existence non seulement de circonstances atténuantes, mais encore de circonstances très atténuantes. La déclaration de circonstances très atténuantes obligeait la Cour à appliquer des peines correctionnelles.

Cette proposition, renvoyée au garde des sceaux pour être soumise à l'appréciation de la Cour de cassation et des Cours d'appel, fut l'objet d'un rapport défavorable de M. le conseiller Tanon, et elle fut abandonnée.

Les pouvoirs du juge ont reçu une extension plus considérable encore par la suppression, dans certains Codes récents, des minima spéciaux, le tribunal pouvant abaisser la peine jusqu'à un minimum général, nécessairement très faible.

Le rapport présenté par M. van Hamel au Congrès péni-

(1) Garraud, *Traité du droit pénal français*, t. II, p. 248.

tentiaire de Rome de 1885 sur la latitude à laisser au juge dans la détermination de la peine (1) nous apprend que les Codes de St-Gall de 1857 et de Glaris de 1867, pour certains délits de peu de gravité, se contentent d'indiquer le genre de peine à appliquer et permettent ainsi au juge de descendre jusqu'au minimum général.

Les lois d'Appenzel et de Rhodes Extérieures de 1878, fixent un minimum général applicable à toutes les dispositions spéciales.

Enfin le Code pénal des Pays-Bas de 1881, dans sa partie générale, fixe le minimum de l'emprisonnement à un jour (art. 10, § 2) et celui de l'amende à cinquante cents (art. 23, § 1) (1 fr. 05 de notre monnaie).

Et dans sa partie spéciale il n'indique pour chaque peine que le maximum applicable ; le minimum est le minimum général.

Ainsi, quelle que soit l'infraction, le juge hollandais peut n'appliquer qu'un jour de prison ou un demi-florin d'amende.

« Cette mesure, dit M. Prins, est remarquable non seulement par l'amplitude qu'elle donne aux mouvements de la justice, mais encore par la confiance qu'elle suppose dans les hommes chargés de l'exercer » (2).

Mais c'est surtout dans le projet de Code pénal fédéral suisse que l'on rencontre les exemples les plus frappants de la latitude laissée au juge dans la détermination de la peine : « Le rédacteur suisse, dit M. Gautier, a voulu affranchir la magistrature. Il a confiance en elle, il lui donne un rôle plus élevé, plus indépendant, il s'en remet souvent à son tact et à son initiative intelligente (3) ».

(1) *Revue pénitentiaire*, 1887, p. 404 et suiv.

(2) Prins, *Criminalité et répression*, p. 98.

(3) A. Gautier, *op. cit.*, p. 46.

Les quelques exemples suivants empruntés à l'étude de M. Gautier font bien ressortir ce caractère du projet de Code suisse.

Ainsi, en ce qui concerne les aliénés criminels, le législateur suisse n'exige point, comme le projet de Code pénal français, pour autoriser leur internement dans une maison de santé, qu'ils aient été poursuivis pour crimes et acquittés pour cause de démente ou qu'ils aient bénéficié d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu.

Les mesures à prendre contre l'aliéné ne sont subordonnées, ni à la gravité de l'infraction commise, ni à des formalités de procédure, acquittement ou non-lieu.

Si l'individu est dangereux, le tribunal ordonne son internement après avoir consulté les experts.

S'il n'est pas dangereux, il est remis à l'autorité administrative.

Pour les vagabonds, les deux projets instituent la maison de travail à titre de mesure préventive.

En France, le tribunal pourra, dans les cas déterminés par la loi, ordonner, qu'à l'expiration de sa peine, le condamné à l'emprisonnement sera placé dans une maison de travail pour trois mois au moins et trois ans au plus.

En Suisse, on laisse plus de liberté au juge. Les cas dans lesquels l'internement peut être ordonné ne sont pas déterminés par la loi. Les tribunaux pourront prendre cette mesure pour quelque infraction que ce soit, à cette double condition cependant : que cette infraction provienne de l'inconduite ou de la fainéantise, et que la peine ne dépasse pas un an de prison.

Mais il y a plus : le juge, investi d'une autorité qu'on ne lui donne point en France, jouit en cette matière d'un pouvoir d'option et il peut ordonner ou que le condamné subisse

sa peine avant d'être interné dans une maison de travail, ou que les deux peines se confondent en une seule, et que le vagabond soit immédiatement placé dans cet établissement.

Ce droit donné au juge d'annihiler la condamnation qu'il vient de prononcer a pu paraître excessif à quelques-uns. Mais il n'en témoigne que plus fortement de la confiance que le législateur suisse a dans les magistrats et de la liberté d'action qu'il leur accorde.

Nous trouvons encore l'expression de cette tendance dans les mesures proposées par les projets suisse et français en ce qui concerne les adolescents. Cette période de l'adolescence embrasse, en France de dix à seize ans, en Suisse, de quatorze à dix-huit.

Le législateur français ordonne de poser la question de discernement. En cas de réponse négative, le prévenu est acquitté, et peut être renvoyé dans une maison de réforme jusqu'à sa majorité. Au cas d'affirmative, il est condamné à des peines qui diffèrent par leur durée seulement mais non par leur nature de celles qui frappent les adultes (sauf exception pour la peine de mort remplacée par un emprisonnement de dix à vingt ans, art. 59, § 2).

Au contraire, la mission du juge suisse est plus délicate, et ses pouvoirs plus étendus.

Il doit examiner le prévenu au point de vue moral comme au point de vue intellectuel, alors que les tribunaux français n'ont à scruter que son intelligence. Ne se peut-il, en effet, qu'un jeune homme qui a une intelligence suffisante pour discerner le bien du mal, n'ait pas le sens moral assez développé encore pour pouvoir résister à ses mauvais instincts ?

Si le juge reconnaît que le délinquant n'a pas atteint un développement intellectuel et moral qui permette de le déclarer responsable, il l'acquittera.

Dans le cas contraire il pourra ordonner une des trois mesures suivantes :

1° Si le prévenu paraît avoir besoin d'une discipline rigoureuse et durable, on l'enverra en correction pour un temps qui ne pourra dépasser l'époque de sa majorité;

2° Si l'envoi en correction est insuffisant à raison des penchants criminels accentués du jeune délinquant, alors seulement la peine ordinaire (abrégée dans sa durée comme en France) lui sera appliquée ;

3° Enfin, si au contraire l'application d'un traitement à long terme paraît superflue, le juge prononcera dans les cas les moins graves une simple réprimande, et dans les autres une peine privative de liberté subie sous forme d'arrêts scolaires, pour les délinquants qui fréquentent encore l'école, ou sous forme de détention cellulaire dans un établissement spécial, pour ceux qui ont terminé la période d'instruction obligatoire.

Ainsi, tandis que la loi française impose au magistrat l'obligation de condamner toujours les mineurs de dix à seize ans qui ont agi avec discernement et à leur appliquer la même peine (sauf réduction dans la durée) qu'aux adultes, le législateur suisse lui laisse le choix entre trois mesures diverses.

Les quelques considérations qui précèdent suffiront, nous l'espérons, à indiquer la tendance qui se manifeste dans les législations modernes de donner au juge une latitude de plus en plus grande dans l'application de la peine.

II. — Latitude laissée à l'administration dans l'exécution de la peine.

Nous venons de voir comment l'individualisation dans l'application de la peine avait conduit à augmenter les pouvoirs du juge.

L'individualisation dans son exécution devait aussi avoir

pour résultat de laisser plus de liberté à l'administration chargée de cette exécution.

La peine, avons-nous dit, doit prendre fin quand elle n'est plus nécessaire. Or, ce n'est pas le juge qui peut fixer à l'avance le moment précis où ce résultat sera atteint. Seule l'autorité qui a mission de faire exécuter la peine et qui est en contact permanent avec le condamné pourra se rendre compte des effets produits sur celui-ci par le régime qui lui sera appliqué et pourra juger de l'époque où on devra y mettre fin.

C'est ainsi qu'on a été amené, comme nous l'avons déjà indiqué, à préconiser l'institution des peines indéterminées qui laisse précisément à l'administration pénitentiaire le soin de fixer le moment de la cessation de la peine.

Et c'est la crainte de l'abus que pourrait faire l'administration de ce nouveau pouvoir si large et des dangers que cet arbitraire pourrait faire courir à la liberté individuelle qui a fait repousser cette institution par la majorité des criminalistes.

Mais du moins, tous ou à peu près tous, nous l'avons dit, s'accordent à recommander l'adoption par les législations de la libération conditionnelle.

De quelque manière que l'on conçoive le mécanisme de la libération conditionnelle, que ce soit au chef de l'Etat ou à l'autorité judiciaire qu'on accorde le pouvoir de mettre le détenu en liberté provisoire, toujours est-il que cette décision ne pourra être prise qu'après constatation de l'amendement du condamné. Or, pour établir ce fait, pourra-t-on faire autrement que de s'en rapporter à l'avis de ceux-là seuls qui connaissent le prisonnier ? De sorte qu'en dernière analyse la libération conditionnelle sera, en toute hypothèse, l'œuvre principale de l'administration pénitentiaire.

Si, comme nous l'espérons, les considérations qui précèdent, pour rapides et incomplètes qu'elles soient, ont exactement reproduit les causes, précisé les caractères et marqué le développement de la transformation qui s'accomplit dans le domaine du droit pénal, on concevra facilement que le sursis conditionnel à l'exécution de la peine et la libération conditionnelle ne sont que de naturels et dignes produits de l'esprit nouveau.

La méthode expérimentale appliquée au droit criminel a créé la classification des délinquants et aussi des peines, l'individualisation de la peine, l'extension des pouvoirs du juge et de ceux de l'administration dans des limites jusqu'alors inconnues.

De là ces heureuses solutions de la science moderne : à l'égard des délinquants d'occasion, la suppression des courtes peines d'emprisonnement et leur remplacement par d'autres mesures, notamment par des pénalités d'ordre moral, et parmi elles le sursis conditionnel à l'exécution de la peine, qui permet de substituer à ces quelques jours de prison que l'on veut éviter, l'appât d'une récompense, la crainte d'un châtiment immédiat et la menace d'une sévérité plus grande au cas de récidive ; — à l'égard des malfaiteurs d'habitude corrigibles, un traitement qui a pour but leur amendement ; c'est-à-dire une longue détention tempérée par la libération conditionnelle. Un régime progressif basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail de chaque détenu et couronné par la libération conditionnelle encouragera ses efforts pour revenir au bien. L'espoir d'une mise en liberté anticipée fera sans doute du condamné l'artisan le plus actif de sa régénération morale. Puis, après son élargissement, la crainte d'une réintégration immédiate dans la prison au cas de mauvaise conduite, lui donnera l'énergie nécessaire

pour résister aux tentations de la vie libre et pour faire peu à peu, sous la protection et la direction des sociétés de patronage, l'apprentissage de l'existence au milieu de la société.

Cependant, tous les inculpés ne sont pas dignes de bénéficier du sursis conditionnel à l'exécution de la peine, ni tous les détenus de la libération conditionnelle.

Le jeu des deux institutions implique la reconnaissance et la pratique du principe de l'individualisation de la peine, soit dans sa fixation, soit dans son exécution.

Cette individualisation doit être, dans le premier cas, l'œuvre du juge, dans le second celle de l'administration pénitentiaire.

Si le pouvoir, accordé à un tribunal, de suspendre l'exécution de la peine qu'il vient de prononcer, et à l'administration de mettre en liberté un détenu avant le terme fixé par le juge peut paraître exorbitant dans un système qui, comme celui du Code pénal de 1810, fait des magistrats les esclaves d'un texte de loi et de l'administration l'exécutrice aveugle des sentences judiciaires, il semble normal, il s'impose même dans le système préconisé par la science pénale moderne.

Le sursis conditionnel à l'exécution de la peine et la libération conditionnelle, double réalisation pratique des conceptions nouvelles, sont des chapitres indispensables, et non des moins heureux du Code pénal de l'avenir.

L'intérêt et l'utilité qu'en présente l'étude ont été la cause et seront la justification de ce travail.

Nous devons maintenant exposer avec des détails précis le mécanisme de ces deux institutions dans notre législation.

Division.

Cette étude se divise naturellement en deux parties :

La première comprend l'examen des articles 1 à 4 de la loi du 26 mars 1891, qui organisent le sursis conditionnel à l'exécution de la peine ; la seconde celui des dispositions de la loi du 14 août 1885 relatives à la libération conditionnelle.

Dans le développement de chacune de ces deux parties, nous exposerons d'abord à grands traits l'historique des institutions qui, dans notre ancien droit ou dans la législation actuelle, présentent des analogies avec celles qui font l'objet principal de cette étude.

Nous indiquerons ensuite les diverses phases de l'élaboration de ces lois.

Puis nous examinerons au point de vue théorique le système général que chacune d'elles consacre.

Les détails du fonctionnement de chacune des deux institutions suivront cet exposé théorique.

Et enfin, une comparaison rapide avec les législations étrangères permettra d'apercevoir plus facilement les imperfections du système consacré par notre législateur et d'indiquer quelles améliorations peuvent y être apportées.

PREMIÈRE PARTIE

DU SURSIS CONDITIONNEL A L'EXÉCUTION DE LA PEINE.

Dans l'introduction de cette étude, nous avons marqué le rôle important que devait jouer dans la législation criminelle le sursis conditionnel à l'exécution de la peine. C'est là, nous l'avons vu, une des mesures les plus efficaces et les plus recommandées pour remplacer les courtes peines d'emprisonnement à l'égard des délinquants d'occasion. Ce n'est, du reste, que l'application du nouveau principe qui substitue à l'infliction réelle du châtiment une peine d'ordre moral. Mais pour la réalisation pratique de ce principe, diverses mesures s'offraient au législateur.

Il pouvait permettre au juge de remplacer la peine par une admonition ou réprimande adressée au prévenu. Il pouvait aussi autoriser le tribunal à suspendre pendant un certain délai la condamnation même à intervenir contre des inculpés que leurs bons antécédents recommandaient à son indulgence. Si le prévenu justifiait par la régularité de sa vie pendant un certain délai d'épreuve de la faveur qu'on lui avait accordée, les faits délictueux étaient définitivement mis en oubli. Si, au contraire, sa conduite donnait lieu à de nouvelles plaintes, il était traduit devant le juge qui alors prononçait définitivement la condamnation.

On pouvait enfin donner au magistrat la faculté de surseoir, non plus au prononcé de la condamnation mais seulement à son exécution.

D'un sursis de ce genre, voici les effets : pour le condamné qui se conduira bien pendant le temps d'épreuve qui lui a été assigné par le juge : dispense définitive d'exécution de la peine et réhabilitation de plein droit.

Pour celui qui, au contraire, commettra un nouveau délit dans ce même temps, exécution de la première peine et aggravation, comme au cas de récidive, de celle prononcée pour la seconde infraction.

Voilà l'institution qu'a consacrée notre loi du 26 mars 1891.

La comparaison de ces trois systèmes s'impose forcément à nous. Nous la ferons au point de vue théorique, quand nous traiterons dans un chapitre spécial du principe de la loi de 1891 et des critiques dont il a été l'objet.

Nous la ferons au point de vue pratique, quand nous examinerons le fonctionnement des institutions analogues dans les législations étrangères.

Mais ce que, d'après notre plan, nous devons d'abord étudier, ce sont les autres institutions qui dans notre ancien droit français ou dans notre législation actuelle se rapprochent plus ou moins du sursis conditionnel à l'exécution de la peine.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE.

A. *Ancien droit.* — Dans notre ancien droit, deux institutions nous offrent cette analogie, et nous devons, à ce titre, les indiquer dans ce travail.

Ce sont : l'admonition et une sorte de condamnation conditionnelle appliquée par les tribunaux ecclésiastiques.

I. *Admonition.* — L'admonition ou réprimande adressée par le juge au prévenu et remplaçant la peine procède, nous l'avons déjà dit, de la même idée que le sursis à l'exécution. C'est comme lui une menace substituée à l'infliction réelle du châtement.

Cette mesure était déjà appliquée en droit romain : la loi 3, § 4 au Dig., *de off. pref. vig.* (3, § 4, Dig., XV) permet en effet au préfet de substituer une *severa interlocutio* à la fustigation encourue par les auteurs d'incendie par imprudence.

L'admonition passa dans le droit canonique sous le nom de *monitio canonica* et de là dans notre ancienne jurisprudence.

D'après Merlin, l'admonition était une sorte de punition en matière de délit « qui consiste dans une réprimande que le juge fait à l'accusé en l'avertissant d'être plus circonspect à l'avenir et de ne plus retomber dans les mêmes fautes » sous peine d'être condamné plus sévèrement.

Merlin ajoute que celui qui encourt cette peine n'est pas noté d'infamie (1).

Voici d'après un autre jurisconsulte, M. Guyot, la formule du jugement condamnant à être admonesté (2) :

« Vu le procès extraordinairement instruit à la requête de..... complainant, demandeur et accusateur, le Procureur du Roy joint contre..... défendeur et accusé, nous déclarons le dit dûment atteint et convaincu de.....

« Pour réparation de quoy, disons qu'il sera mandé en la Chambre et admonesté ; lui faisons défenses de récidiver ni d'user de pareilles voies sous telles peines qu'il appartiendra, le condamnons en..... livres de dommages-intérêts envers, en..... d'aumône applicable aux pauvres de l'hôpital de..... et aux dépens du procès ».

Désignée sous le nom d'admonition quand elle était appliquée aux délits, la peine de la réprimande prenait en matière criminelle le nom de blâme.

« Le blâme, dit encore Merlin, est en matière criminelle la réprimande que fait un juge à un coupable ensuite d'un jugement ou d'un arrêt ».

Le blâme était donc une peine criminelle et entraînait l'infamie ; aussi l'appel des décisions qui l'infligeaient devait être porté à la Tournelle (3).

Voici, d'après Guyot, la formule de l'arrêt portant sentence de blâme (4) :

« Vu le procès..... nous déclarons le dit dûment atteint et convaincu de....

(1) Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, 4^e édit., Paris, Garnery, 1812, V^o *Admonition*.

(2) Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, Paris, Dorez, 1775, V^o *Admonition*.

(3) Merlin, *Répertoire*, V^o *Blâme*.

(4) Guyot, *Répertoire*, V^o *Blâme*.

« Ordonnons qu'il sera mandé en la Chambre du Conseil pour être blâmé d'avoir commis.... et excès mentionnés au procès, lui faisons défenses de récidiver sous telles peines que de raisons, le condamnons en..... d'amende envers le Roy (en cas d'admonition on ne pouvait condamner à l'amende), en..... de réparation civile envers..... et aux dépens du procès ».

L'admonition fut supprimée par le Code de 1791 sauf dans un cas cependant : le prévenu défailant pouvait, nonobstant absolution, être condamné à huit jours de prison, à laquelle peine pouvait être substituée une admonition pour avoir douté de la justice et de la loyauté de ses concitoyens.

Elle n'a pas été rétablie par le Code de 1810.

Le système de l'admonition a du reste été consacré par un assez grand nombre de législations étrangères anciennes ou récentes, ainsi que nous le verrons dans l'étude du droit comparé.

II. *Condamnation conditionnelle.* — On désigne généralement sous ce nom dans la doctrine une pratique suivie au XIV^e siècle notamment par les tribunaux ecclésiastiques.

Bartole nous apprend en effet dans son commentaire, I. II (*non solum*, D., *de injur.*, 47, 10), que les juges ecclésiastiques avaient coutume de passer avec les inculpés qui venaient implorer leur pardon, une sorte de pacte : Les tribunaux leur faisaient remise de toutes les peines temporelles ou spirituelles qu'ils avaient pu encourir jusqu'au jour de leur comparution à la condition qu'ils ne retomberaient pas dans les mêmes fautes. Si, au contraire, ils commettaient de nouveaux délits les peines primitivement prononcées étaient exécutées.

Ce n'était là d'ailleurs qu'une pratique qui n'était nullement fondée sur une loi, puisque Bartole essaie, dans un au-

tre passage de son commentaire, d'en justifier juridiquement l'existence.

Le jurisconsulte voit bien comment les délits ont pu être effacés par la remise qu'en a faite le juge. Mais il se demande comment ces délits peuvent renaître par le seul effet de l'inexécution de l'obligation contractée par le prévenu de ne pas récidiver.

Voici l'explication qu'il propose :

Deux situations, dit-il, peuvent se présenter :

Ou le juge a le pouvoir de légiférer, comme le légat du pape à Bologne ; et quand il usera de son pouvoir, ainsi que l'a fait ce dernier dans une circonstance identique, sa décision fera loi. Dès lors le prévenu qui récidive sera puni non à cause des infractions antérieurement commises qui ont été définitivement effacées par l'acquittalment, mais pour sa désobéissance à la défense que lui avait faite le juge législateur de ne pas retomber dans la même faute. Bartole ajoute qu'en ce cas la peine de la seconde infraction était aggravée à raison même de l'existence du premier délit : *Punitur enim*, dit-il, *secundum delictum gravius, propter præcendentia*.

Ou bien, au contraire, le juge n'a pas le pouvoir législatif ; il ne peut dès lors atteindre son but qu'en exigeant du prévenu, lors de l'acquittalment, le dépôt d'une somme d'argent qui sera confisquée en cas de récidive.

Il y a ici une véritable obligation de droit privé substituée à la peine.

Tous ces efforts de Bartole pour justifier la pratique des tribunaux ecclésiastiques semblent bien démontrer qu'il en admettait la légitimité. Il en est de même de Angelus Aretinus à qui d'ailleurs Bartole avait emprunté l'explication que nous venons de reproduire.

Il semble donc certain qu'au XIV^e siècle les tribunaux ec-

ecclésiastiques dispensaient les condamnés de l'exécution des peines prononcées contre eux à la condition qu'ils ne retomberaient pas dans la même faute. Au cas de récidive au contraire, les peines non seulement étaient exécutées, mais même, d'après le passage cité de Bartole, elles étaient aggravées.

N'est-ce pas là une sorte de sursis à l'exécution de la peine ? La même idée qui a inspiré la loi du 26 mars 1891 semble donc avoir guidé les juges ecclésiastiques du XIV^e siècle : dispenser le condamné de l'infliction du châtiment à la condition qu'il justifiera cette faveur par sa bonne conduite ; mais au cas de récidive se montrer à son égard d'autant plus sévère qu'on avait été d'abord plus indulgent.

Enfin cette substitution dont parle Bartole, d'une clause pénale à la peine elle-même, n'a-t-elle point une évidente analogie, que nous devons signaler, avec le système de cautionnement organisé par le Code pénal d'Italie comme garantie de la bonne conduite du prévenu en faveur de qui la peine a été remplacée par une admonition ?

B. *Droit actuel.* — La seule pénalité qui présente quelque analogie avec le sursis à l'exécution est l'admonition. Abrogée par préterition par les articles 7 à 11 du Code de 1810, elle subsiste cependant, dans notre droit en matière disciplinaire et, dans la pratique à l'égard des jeunes délinquants.

I. *En matière disciplinaire.* — Nous en citerons deux exemples.

1^o L'Ordonnance du 20 novembre 1822, *contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau*, indique parmi les peines disciplinaires dans son article 18 : l'avertissement et la réprimande (la seconde étant de même nature, mais plus grave que la première).

C'est une pratique suivie dans certains barreaux, notam-

ment à Paris, de remplacer dans les cas les moins graves l'avertissement légal par une autre pénalité : l'avertissement confraternel que le conseil de l'ordre adresse à l'avocat qui a manqué à ses devoirs professionnels, mais en faveur de qui cependant il a rendu un arrêté de non-lieu.

Cet avertissement, à la différence de celui qui est prévu par l'ordonnance de 1822, n'est pas consigné dans un arrêté porté au procès-verbal ni notifié à l'avocat. Il n'en reste donc pas trace : c'est en somme un acquittement avec réprimande du juge (1).

2° Le Code d'instruction criminelle décide dans l'article 280, que :

« En cas de négligence des officiers de police judiciaire et des juges d'instruction, le procureur général les avertira : cet avertissement sera consigné par lui sur un registre tenu à cet effet ».

« En cas de récidive », dit l'article 281 (c'est-à-dire de faute nouvelle commise par les magistrats dans l'année qui suit le jour de l'avertissement) « le procureur général les dénoncera à la Cour. Sur l'autorisation de la Cour, le procureur général les fera citer à la Chambre du Conseil.

« La Cour leur enjoindra d'être plus exacts à l'avenir, et les condamnera aux frais tant de la citation que de l'expédition et de la signification de l'arrêt ».

Enfin, d'après l'article 17 de la loi du 30 août 1883 :

« Le garde des sceaux a sur les magistrats de toutes les juridictions civiles et commerciales un droit de surveillance.

« Il peut leur adresser une réprimande, cette réprimande est notifiée au magistrat qui en est l'objet par le premier président pour les présidents de chambre, conseillers, pré-

(1) Cresson, *Usages et règles de la profession d'avocat*. Paris, Laroze et Forcel, 1888, t. II, p. 148-150.

sidents, juges et juges suppléants ; par le procureur général pour les officiers du ministère public ».

II. *A l'égard des jeunes délinquants.* — Les criminalistes et les magistrats ont pensé qu'il était indispensable d'épargner autant que possible aux enfants la honte de comparaître en justice et les dangers de la promiscuité de la maison de correction.

A leur égard, en effet, il faut avoir épuisé toute l'indulgence possible avant de recourir à des mesures de rigueur. Ce n'est qu'à défaut de tout autre moyen qu'on doit les traduire en justice pour faire prononcer contre eux une condamnation, ou l'envoi dans une maison de correction.

C'est dans ce but que depuis longtemps déjà on a adopté dans le département de la Seine une procédure spéciale à l'égard des mineurs.

Nous devons esquisser ici en quelques mots la marche générale de cette procédure, qui nous présentera une application, sinon absolument légale, du moins ingénieuse et fréquente de la réprimande.

Le mécanisme nous en est décrit dans le rapport présenté par M. Flandin le 1^{er} juillet 1891, au *Comité de la défense des enfants arrêtés ou traduits en justice* (1).

Quand un mineur de 16 ans est amené devant le commissaire de police, ce magistrat cherche à préciser les circonstances et les motifs de l'arrestation ; il convoque les père et mère, et les interroge sur les habitudes, la conduite et les antécédents de l'enfant. Il se renseigne sur la conduite, la moralité des parents et sur leur aptitude à donner à l'enfant une éducation convenable.

Si le fait reproché au mineur de 16 ans est peu grave, si

(1) Voir ce rapport dans le journal *le Droit*, n^{os} des 19, 24 et 26 juillet 1891.

celui-ci est arrêté pour la première fois, le commissaire de police remet l'enfant à ses parents ou l'envoie à l'Assistance publique après avoir fait souscrire par les parents une renonciation à l'exercice des droits de puissance paternelle.

Si l'enfant a déjà été arrêté plusieurs fois, s'il est pervers et vicieux, le commissaire de police le fait conduire à la préfecture de police, où on centralise tous les renseignements concernant le mineur et sa famille. Le jeune délinquant est interrogé par le substitut de service au petit parquet. Ce magistrat recherche si l'enfant a déjà été *traduit* ; il se fait remettre les procès-verbaux classés sans suite qui le concernent ou les dossiers des instructions suivies contre lui. Puis il mande les parents et les interroge sur le point de savoir s'ils veulent user du droit de correction paternelle. En cas d'affirmative la requête est présentée au président du tribunal avec les conclusions écrites du ministère public. Sur le vu de l'ordonnance conforme, le mineur est sans délai conduit à la Petite Roquette ou dans un autre établissement.

« Tout ce qu'on peut essayer en si peu de temps, dit M. Flandin, c'est d'amener le jeune détenu par l'isolement où il est placé, par la suppression de la liberté et de ses plaisirs, à faire un retour sur lui-même et à lui montrer qu'il peut être puni ; c'est ce qu'on appelle lui *donner une leçon* ».

Si les parents ne veulent pas user de ce moyen ou si les antécédents de l'enfant s'y opposent, le substitut, ou bien remet l'enfant aux parents, ou bien, cas le plus rare, le confie à l'Assistance publique, ou, cas le plus fréquent, requiert contre lui l'ouverture d'une information régulière.

Le juge d'instruction, après s'être entouré de tous les renseignements nécessaires sur l'enfant et sa famille, peut, si le temps que l'enfant a passé au dépôt semble avoir été pour lui une leçon suffisante, si la menace du châtiment a fait sur

lui une impression assez profonde, le remettre à ses parents ou à l'Assistance publique. Souvent aussi il demande à cette administration de prendre pour ainsi dire l'enfant à l'essai. Et il faut que cette mise en observation continuée pendant un certain temps ait démontré chez l'enfant l'existence d'instincts absolument vicieux pour que celui-ci soit traduit devant le tribunal.

Ce n'est donc, on le voit, qu'à la dernière extrémité, après avoir épuisé tous les autres moyens d'action sur l'enfant qu'on songe à le déférer définitivement à la justice.

Souvent, en somme, le commissaire de police accorde son pardon à l'enfant. Mais il est évident, bien que le rapport que nous analysons ne le dise pas en propres termes, que cette mesure d'indulgence est accompagnée d'une sévère réprimande et que le jeune délinquant est averti des suites que pourrait avoir pour lui la perpétration d'un nouveau délit.

Quand il est conduit au Petit Parquet, on essaie d'abord, comme dit M. Flandin, de lui donner une leçon, de l'effrayer, de prévenir une nouvelle rechute par la crainte du châtiment.

Le juge d'instruction examine, nous dit encore le rapport, si le séjour au dépôt a fait sur l'esprit de l'enfant une impression assez profonde pour prévenir de nouvelles fautes.

En résumé, l'enseignement qui semble se dégager des considérations précédentes, c'est que les magistrats cherchent à agir d'abord sur l'esprit de l'enfant par la menace d'une peine.

Son internement même en cellule pendant quelques jours a pour but de lui faire bien sentir les dangers auxquels l'exposerait dans l'avenir sa mauvaise conduite.

Le complément indispensable de ces mesures est évidem-

ment une admonition adressée par le magistrat à l'enfant, pour lui faire comprendre la gravité des actes qu'il a pu commettre et les conséquences funestes de leur réitération.

La procédure suivie dans le département de la Seine à l'égard des mineurs est donc évidemment, comme nous l'avons dit, un véritable mode d'application du système de la réprimande.

Voilà, en résumé, indiquées dans ce chapitre les diverses institutions qui dans notre législation ancienne ou dans notre droit moderne et dans la pratique actuelle présentent de réelles analogies avec le sursis conditionnel à l'exécution de la peine.

La suite de notre travail nous amène à retracer maintenant l'historique de la confection de la loi.

CHAPITRE II

ÉTUDE DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI.

Nous retracerons à grands traits dans ce chapitre les diverses phases par lesquelles est passée la confection de la loi.

En ce qui concerne les questions controversées, nous les indiquerons seulement. Nous réserverons le développement des discussions auxquelles elles ont donné lieu pour l'étude détaillée que nous ferons ultérieurement des points principaux auxquels chacune d'elles se rattache.

Le 26 mai 1884, M. Bérenger déposait sur le bureau du Sénat une proposition de loi ayant pour but la répression de la récidive. Cette proposition comprenait trois parties :

Aggravation progressive de la pénalité en cas de récidive ;
— création de chantiers pénitentiaires, — enfin atténuation de la peine en cas de premier délit.

Sur ce dernier point, le seul qui doive nous occuper ici, voici quelles étaient les dispositions du projet :

« En cas de condamnation à l'emprisonnement, si les circonstances sont atténuantes, si en outre l'inculpé n'a pas subi de condamnation et que sa conduite antérieure, sa situation, ses marques de repentir paraissent offrir des garanties suffisantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, après avoir prononcé la condamnation, à ordonner par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution de la peine tant que le condamné ne donnera pas de nouveau sujet de plainte.

« En cas de seconde condamnation dans le délai de cinq ans, la première peine est d'abord exécutée et ne peut se confondre avec la seconde ». Si nous avons cru devoir transcrire entièrement cet article, c'est qu'il est la première forme, croyons-nous, sous laquelle fut soumise aux délibérations d'une assemblée législative l'idée du sursis conditionnel à l'exécution de la peine.

Si en effet, comme nous le verrons dans l'étude du droit comparé, une loi étrangère, la seule d'ailleurs, la loi belge du 31 mai 1888 a fondé une institution analogue, cette loi a été incontestablement inspirée par la proposition Béranger. C'est donc à celle-ci querevient l'honneur et le mérite de la priorité.

Cette proposition fut, le 19 juillet 1884, l'objet d'un rapport favorable de M. Mazeau ; et elle fut prise en considération sans discussion le 31 juillet suivant.

Le 12 mai 1885 une proposition de loi *relative au pardon, au sursis à l'exécution des peines, au cas de premier délit, à l'emprisonnement et à l'amende*, présentée au Sénat par MM. Michaux, Schœlcher, Béral, Mazeau et Tolain, contient les dispositions suivantes :

Les tribunaux correctionnels peuvent, après avoir constaté le délit, si les peines sont l'emprisonnement ou l'amende et si les circonstances sont atténuantes, prononcer le pardon en faveur de l'inculpé non antérieurement condamné. Ils peuvent également suspendre pendant un délai de cinq ans la peine d'emprisonnement prononcée par eux. Si pendant ce délai le condamné n'a subi aucune nouvelle condamnation la peine sera purgée.

Les condamnations de simple police ne font pas obstacle à l'application des dispositions précédentes.

Quand le tribunal aura prononcé une peine d'emprisonnement inférieure à deux mois, les jours de prison seront rem-

placés par les jours de travail que le condamné pourra racheter en argent.

Enfin en prononçant l'amende les tribunaux pourront en ordonner le paiement par fractions ou même, si le condamné le demande ou s'il est insolvable, les convertir en jours de travail sans que leur nombre puisse dépasser celui des jours de contrainte par corps à appliquer au cas de non-paiement. Cette proposition fut prise en considération le 22 mai 1885.

La Chambre des députés à son tour étudia la question des peines à appliquer en cas de premier délit, et une proposition de loi fut présentée à cet effet par MM. Reybert, Gagneur et autres députés le 30 mars 1886. Comme le projet de M. Béranger, elle donne aux tribunaux correctionnels la faculté de prononcer le sursis à l'exécution de la peine.

Mais elle est conçue en termes plus larges; elle étend l'applicabilité du sursis aux inculpés même déjà condamnés et aux peines d'amende comme à celles d'emprisonnement. De plus, en cas de condamnation nouvelle dans le délai de cinq ans, la non-confusion des deux peines peut être facultativement prononcée par le juge. Elle est au contraire obligatoire dans la proposition de M. Béranger.

Enfin mention doit être faite au casier judiciaire du sursis accordé, disposition qui n'était pas comprise dans le premier projet déposé au Sénat.

La proposition de MM. Reybert et Gagneur fut soumise à l'examen d'une commission au nom de laquelle M. Maunoury présenta un rapport le 1^{er} juin 1888. La commission, tout en adoptant le principe de la proposition, y introduisit certaines modifications :

1^o Elle admit le pardon facultatif pour les individus non encore condamnés.

2^o La faculté accordée au tribunal de prononcer le sursis

à l'exécution de la peine pendant un délai de cinq ans était restreinte aux peines de trois mois et au-dessous (art. 3).

3° Une condamnation à l'amende pendant le délai d'épreuve n'entraînerait plus déchéance du sursis, à la différence de la proposition primitive qui attribuait sans distinction cet effet à toute condamnation correctionnelle (art. 4 et 5).

4° En cas de déchéance la première peine devient de plein droit exécutoire. Le juge n'a pas le pouvoir d'en décider autrement (art. 4).

5° Les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation subsistent aussi ; le condamné doit indemniser la victime de l'infraction et payer les frais de justice.

6° La condamnation avec sursis et le pardon ne doivent pas figurer aux extraits du casier judiciaire délivrés aux intéressés dont on ne veut pas divulguer la faute. Il n'y a exception qu'au cas de déchéance du sursis.

7° Enfin « le délai de cinq ans ne fait pas obstacle à la réhabilitation qui pourra être demandée trois ans après et qui libérera définitivement le condamné » (art. 6).

Tel était l'état des travaux législatifs, quand le 6 mars 1890 M. Béranger, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition dont il était l'auteur, présenta un rapport que nous résumerons ici brièvement, sauf à nous y reporter souvent dans le cours de ce travail (1).

Après avoir exposé les raisons qui commandent au législateur d'édicter une atténuation de peine en faveur du délinquant primaire, M. Béranger examine et discute les différents moyens d'y parvenir qui ont été proposés en France ou mis en pratique à l'étranger, et il conclut au nom de la commission à l'adoption du sursis conditionnel à l'exécution de

(1) *Journal officiel*, année 1890. Sénat, *Documents parlementaires*, p. 67, annexe n° 27.

la peine. Il étudie ensuite les détails d'application de cette institution, et il formule en ces termes les résultats des délibérations de la commission (1) :

« ART. 1^{er}. — En cas de condamnation à l'emprisonnement, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

« Si pendant le délai de cinq ans, à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue.

« Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

« ART. 2. — La suspension de la peine ne comprend pas le paiement de l'amende, des frais du procès ni des dommages-intérêts.

« ART. 3. — Elle comprend les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le jugement ou l'arrêt.

« ART. 4. — Le président de la cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné qu'en cas de nouvelles condamnations dans les conditions de l'article 1^{er}, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal.

« ART. 5. — La condamnation est inscrite au casier judiciaire mais avec la mention expresse de la suspension accordée.

(1) *Ibid.*, p. 73.

Si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'article 1^{er}, § 2, n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle ne doit pas être inscrite dans les extraits délivrés aux parties. »

Ce texte a été, au Sénat, l'objet d'une discussion intéressante que nous devons résumer en quelques mots.

A la séance du 23 mai 1890 (1), M. Bérenger exposa de nouveau le but et le caractère de la loi, et, répondant à certaines critiques qu'on avait adressées au projet, il exposa les résultats obtenus par l'application de la loi belge du 31 mai 1888, inspirée par la proposition du 26 mai 1884.

Le Sénat adopta en première lecture les articles 1 à 5 inclusivement, sans débats.

Ce fut seulement lors de la seconde délibération, le 3 juin, que la loi fut sérieusement discutée (2).

M. de l'Angle Beaumanoir remit en question le principe même qui fait la base de l'institution nouvelle et que jusqu'alors personne n'avait songé à critiquer. L'amendement qu'il déposa en conséquence et qui tendait à la suppression pure et simple de l'article 1^{er} fut repoussé par le Sénat à la demande du garde des sceaux.

A la même séance du 3 juin, M. Trarieux proposa de comprendre l'amende parmi les peines dont la suspension pourrait être accordée. Malgré l'opposition du rapporteur, l'amendement fut pris en considération.

En ce qui concerne la fixation du sursis à une durée de cinq ans pour tous les cas, M. Bozérian faisait remarquer qu'il serait préférable de laisser au juge le pouvoir d'en fixer dans chaque hypothèse la durée, dans les limites de trois

(1) *Journal officiel* du 24 mai 1890, p. 489 et suiv.

(2) *Journal officiel* du 4 juin 1890. *Débats parlementaires*, p. 522-524 et suiv.

mois à cinq ans. Bien que M. Bozérian eût consenti, en présence de l'opposition faite à cette modification par le rapporteur, à élever le minimum du sursis de trois mois à trois ans, sa proposition fut néanmoins rejetée par le Sénat (1).

Enfin M. Demôle proposa de décider, dans un paragraphe additionnel à l'article 2 relatif aux frais et dommages-intérêts, que les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation ne pourraient être suspendues. Cet amendement, adopté malgré la résistance de MM. Humbert et Lenoel, entraîna par voie de conséquence la suppression de l'article 3.

A la séance du 9 juin, le Sénat, après avoir repoussé une proposition de M. de l'Angle Beaumanoir excluant du bénéfice du sursis les délits d'attentat aux mœurs, reprit la discussion de l'amendement de M. Trarieux.

Comme le rapporteur s'opposait à ce que le sursis pût être accordé pour les peines d'amende, M. Trarieux demanda au Sénat de décider, au moins, que si l'amende avait été payée, la mention de la condamnation serait rayée du casier judiciaire, au cas où l'inculpé n'aurait pas encouru de nouvelles poursuites dans les cinq ans.

M. Bérenger déclara accepter cette dernière proposition tout en faisant remarquer qu'elle serait mieux à sa place dans la loi sur l'organisation du casier judiciaire que préparait le garde des sceaux.

C'est ainsi que, le 10 juin 1890, fut voté un paragraphe additionnel à l'article 5 ainsi conçu :

« Les tribunaux peuvent étendre les effets du paragraphe 2 de l'article précédent aux condamnés à l'amende ».

Le 27 juin suivant, fut adopté sur la proposition du général Robert un article 6 additionnel, portant que la disposition de

(1) Le *Journal officiel* porte, évidemment par erreur, que cet amendement fut adopté (*J. off.*, 14 juin 1890, p. 530).

la loi relative au sursis ne serait pas applicable aux condamnations prononcées par les conseils de guerre.

L'ensemble du projet de loi, voté le 4 juillet par le Sénat, fut transmis le 10 à la Chambre des députés.

Le 6 décembre 1890, M. Barthou déposa dans cette assemblée, au nom de la commission, un rapport concluant en principe à l'adoption du texte voté par le Sénat, sauf les modifications suivantes :

1° Extension du sursis aux peines d'amende, comme l'avait demandé M. Trarieux :

2° Suppression de la modification faite par M. Demôle et retour au texte ancien. Et la commission allait plus loin encore, en décidant que cette suspension des peines accessoires serait, non pas facultative pour le juge, mais obligatoire.

Lors de la discussion le 3 mars 1891, le rapporteur déclara qu'après les explications données par le garde des sceaux, la commission, modifiant sa décision première, croyait devoir maintenir le texte de l'article 2 tel qu'il avait été proposé par M. Demôle et voté par le Sénat.

En conséquence, la seule modification apportée au projet c'était la faculté accordée au juge d'étendre le sursis même aux peines d'amende.

Ce nouveau texte fut adopté par le Sénat dans sa séance du 19 mars 1891, ce qui entraîna la suppression de l'article 5 et l'adjonction dans l'article 1^{er} des mots : « à l'amende » après ceux-ci : « en cas de condamnation à l'emprisonnement ».

Des modifications faites à l'article 5 de la loi, relatif à la nouvelle rédaction des articles 57 et 58 du Code pénal, nécessitèrent le renvoi du projet à la Chambre, puis son retour au Sénat.

La loi fut définitivement votée le 21 mars par la Chambre des députés, et promulguée le 26.

CHAPITRE III

EXAMEN THÉORIQUE DU SYSTÈME DE LA CONDAMNATION CONDITIONNELLE.

La science pénale moderne, nous avons essayé de le montrer, condamne l'emploi de courtes peines d'emprisonnement à l'égard des délinquants d'occasion et elle réclame au contraire contre les malfaiteurs d'habitude une détention de longue durée.

C'est à ces deux desiderata que donnent satisfaction les deux innovations qui constituent la loi du 26 mars 1891 : la première, relative à l'atténuation des peines en cas de premier délit, organise, en faveur des inculpés qui comparaissent pour la première fois en justice, le sursis conditionnel à l'exécution de la peine ; la seconde, modificative des articles 57 et 58 du Code pénal, aggrave la pénalité en cas de récidive.

Seule, la première partie de cette loi sera, dans ce travail, l'objet de notre étude. Déjà nous avons indiqué sommairement le système consacré sur ce point par la loi du 26 mars 1891. Elle permet au juge de suspendre pendant un délai de cinq ans l'exécution de la peine qu'il vient de prononcer contre un prévenu qui n'a point encore été condamné.

Si, à l'expiration de ce délai, l'inculpé n'a encouru aucune condamnation nouvelle à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, non seulement la peine est réputée exécutée, mais encore le condamné obtient une réhabilitation de plein droit. Si au contraire il a commis un nouveau délit, non seulement

la première peine est exécutée sans confusion possible avec la seconde, mais encore celle-ci est aggravée comme au cas de récidive.

On désigne assez souvent dans la doctrine cette institution sous le nom de *condamnation conditionnelle*.

Cette qualification est-elle exacte ?

Nous l'apprécierons quand nous nous occuperons de préciser le caractère de cette condamnation.

Jusque-là qu'on nous permette, pour la désigner, d'employer indifféremment les termes de *condamnation conditionnelle* ou ceux de *sursis conditionnel à l'exécution de la peine*.

Ainsi le législateur a cherché à éviter l'abus des courtes peines d'emprisonnement en leur substituant une pénalité d'ordre moral, dont voici les éléments : d'une part crainte et de l'exécution du châtiment et d'une sévérité plus grande en cas de récidive, d'autre part espoir d'obtenir, en cas de bonne conduite, une double récompense : la dispense intégrale de l'exécution de la peine, et une réhabilitation de plein droit.

Mais cette institution, comme tant d'autres, a été l'objet de certaines critiques. Nous allons les examiner dans ce chapitre, en ne nous occupant que du principe, et non encore des détails d'organisation.

Puis dans une seconde section de ce même chapitre, nous comparerons à cette création de la loi française, et toujours au point de vue théorique, les autres mesures propres à réaliser la substitution à des peines matérielles de pénalités d'ordre moral.

SECTION I. — Critiques adressées au système de la
condamnation conditionnelle.

La question de la condamnation conditionnelle a été soumise aux délibérations de différentes assemblées, et elle y a été l'objet d'appréciations opposées.

Quelles furent ces assemblées ? Indiquons-le d'abord ; nous jugerons seulement ensuite dans une étude d'ensemble les opinions qui y furent émises.

L'Union internationale de droit pénal choisit précisément pour premier objet de son examen cette question même. Elle l'inscrivit en tête de l'ordre du jour de sa première session à Bruxelles en 1889, sous la forme suivante : « *Peut-on recommander au législateur de suivre l'exemple de la Belgique (loi du 31 mai 1888) en introduisant la condamnation conditionnelle dans le système pénal ?* »

Le rapport dont fut chargé M. Prins était favorable à cette proposition et, conformément aux conclusions de ce travail, l'Assemblée adopta par acclamation dans sa séance du 7 août 1889 un vœu recommandant « aux législateurs de tous les pays l'adoption de la condamnation conditionnelle » (1).

Le programme du Congrès international pénitentiaire de St-Petersbourg en 1890 comprenait, parmi les sujets soumis à l'examen de sa première section (législation pénale), une quatrième question ainsi conçue :

Pour quel genre d'infractions à la loi pénale, sous quelles conditions et dans quelle mesure convient-il d'admettre dans la législation :

a) *Le système des admonitions ou remontrances adressées*

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, année 1889, p. 23.

par le juge à l'auteur des faits reprochés et tenant lieu de toute condamnation;

b) *Le mode de suspension d'une peine soit d'amende soit d'emprisonnement ou tout autre que le juge prononce mais qu'il déclare ne devoir pas être appliquée au coupable tant qu'il n'aura pas encouru de condamnation nouvelle.*

Cette question a été l'objet de nombreux rapports, les uns concluant à l'adoption de l'admonition, les autres à celle de la condamnation conditionnelle, les autres enfin à l'organisation des deux institutions dans une même législation (1). Ainsi MM. Kirchenheim, professeur à Heidelberg, Woulfert, Schloutchemsky, professeurs à St-Petersbourg, Petit, conseiller à la Cour de cassation de France (2), se prononcent pour l'admonition ; MM. Garofalo, Makarow, von Listz et Dreyfus (3), avocat à la Cour d'appel de Paris, se déclarent partisans du sursis à l'exécution de la peine.

M. Puybaraud, inspecteur général des services pénitentiaires, recommande l'application de l'admonition aux jeunes délinquants et celle du sursis aux adultes. Enfin M. Enrico Pessina, professeur à Naples, pense que les deux systèmes peuvent fort bien coexister dans une même législation.

D'après le compte rendu, fait par M. Joly (4), des travaux de la première section du Congrès pénitentiaire international de St-Petersbourg, le débat ouvert sur cette question par la première section du Congrès a été très confus. Et il n'a abouti qu'à cette conclusion assez modeste et provisoire encore : la condamnation conditionnelle a été admise en prin-

(1) Voir à ce sujet le rapport de M. Lecourbe à la Société générale des prisons dans la *Revue pénitentiaire* de 1891, p. 1 à 26.

(2) Rapport publié dans la *Revue pénitentiaire* de 1890, p. 295.

(3) Rapport publié dans la *Revue pénitentiaire* de 1890, p. 671.

(4) *Revue pénitentiaire*, 1890, p. 885.

cipe par 31 voix contre 22, mais elle a été ensuite rejetée, pour les délits, par 28 voix contre 22 (et 3 abstentions) et adoptée, pour les contraventions seulement, par 29 voix contre 20 (et 4 abstentions).

L'Assemblée générale, après quelques observations de M. Herbette, a fini par réserver purement et simplement la question pour le V^e Congrès (1).

Mais dans cette même année 1890, la question de la condamnation conditionnelle fut étudiée d'une façon plus approfondie par la Société générale des prisons dans ses séances de mars, avril, mai et juin (2). D'ailleurs, déjà en 1888 cette association avait été amenée, par la discussion d'un rapport de M. Rivière sur l'admonition répressive (3), à faire dans le même ordre d'idées une étude comparative entre cette dernière institution et le sursis à l'exécution de la peine (séance du 22 février 1888).

Enfin à la séance du Sénat du 3 juin 1890, nous l'avons dit plus haut, M. de l'Angle Beaumanoir avait critiqué le système général consacré par la proposition de M. Béranger, et avait, en conséquence, déposé un amendement tendant à la suppression complète de l'article 1^{er}. Cet amendement fut rejeté par le Sénat (4).

Examiner successivement chacune des opinions émises dans ces diverses assemblées serait un travail fastidieux ; il entraînerait, de plus, des redites, car les mêmes arguments pour ou contre ont été souvent reproduits dans les diverses discussions. Nous nous bornerons donc à préciser chaque

(1) Cette question figure en effet dans les mêmes termes au programme du Congrès international pénitentiaire qui doit se tenir à Paris le 30 juin 1895 (1^{re} section, 8^e question), *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 1159.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1890, p. 377, 518, 609, 717.

(3) *Revue pénitentiaire*, 1888, p. 146.

(4) *Journal officiel*, 4 juin 1890, p. 522.

opinion, à résumer les raisons sur lesquelles on les a appuyées, et à donner notre propre appréciation.

Remarquons tout d'abord que l'on est généralement tombé d'accord pour reconnaître les graves inconvénients des courtes peines d'emprisonnement et pour admettre la possibilité de les remplacer, en partie au moins, par des pénalités d'ordre moral.

Cette théorie, le Congrès de St-Petersbourg l'a implicitement approuvée quand, dans le programme de ses travaux, il a restreint son étude à l'option à faire entre l'admonition et la condamnation conditionnelle. Loin de contester le principe, il le consacrait en recherchant, entre deux mesures, celle qui en serait la meilleure réalisation pratique.

A la Société des prisons on peut constater le même accord sur la question de principe, puisque les adversaires les plus déclarés de la condamnation conditionnelle se montrent en même temps les partisans convaincus du système de l'admonition.

Enfin la discussion ouverte au sein de l'Union internationale de droit pénal témoigne d'une adhésion générale donnée au principe de la condamnation conditionnelle ; les orateurs ne diffèrent que sur les détails d'organisation de ce système.

Au Sénat français seulement l'on vit M. de l'Angle Beaumanoir s'élever contre l'adoption de la mesure nouvelle proposée par M. Béranger, sous le prétexte qu'il était illogique d'atténuer les peines, alors que de toute part la récidive augmentait et prouvait par ses progrès même l'insuffisance du pouvoir d'intimidation des pénalités actuelles.

La mesure au contraire qui s'imposait, c'était une aggravation de la répression.

Mais l'inefficacité de la sévérité du Code de 1810, qu'allé-

guait M. de l'Angle Beaumanoir, n'était-elle pas précisément la condamnation de sa théorie ? Et lui-même ne fournissait-il point une autre arme encore contre son système, quand il affirmait l'impuissance des mesures, rigoureuses pourtant, de la loi du 27 mai 1885 contre les récidivistes ?

Il provoquait ainsi, il justifiait d'avance cette réponse à ses assertions : la sévérité, la rigueur même n'ont pas réussi ; pourquoi n'essaierait-on pas enfin de la clémence ?

Si donc nous laissons de côté l'opposition isolée de M. de l'Angle Beaumanoir, nous pouvons dire que les jurisconsultes admettent la vérité du principe sur lequel est fondé le sursis conditionnel à l'exécution de la peine, à savoir la nécessité de substituer, partiellement au moins, aux courtes peines d'emprisonnement des pénalités d'ordre moral en faveur des délinquants primaires.

Ce principe, nous le considérons en conséquence désormais comme acquis.

Mais sa réalisation par la condamnation conditionnelle a été l'objet des critiques dont voici le résumé :

Cette institution énerve la répression et enlève ainsi à la peine son caractère d'intimidation.

De plus le pouvoir qu'on accorde au juge de suspendre l'exécution des sentences qu'il vient de prononcer est critiquable à un double point de vue.

D'abord il est contraire au principe de la séparation des pouvoirs, et fait passer le droit de grâce aux mains des tribunaux.

Ensuite il est dangereux en donnant aux magistrats un pouvoir dont ils peuvent soit user mal, soit même abuser.

I. — Énervement de la répression.

Voici, dit-on, un individu arrêté pour un délit d'une cer-

taine gravité et traduit en justice. Sa culpabilité est certaine, il est condamné à plusieurs mois de prison. Et puis le magistrat, qui vient de déclarer cette culpabilité et de prononcer cette peine, décide aussitôt qu'elle ne sera pas exécutée et il fait sortir de prison le coupable et renvoie libre le condamné. Quel révoltant contraste dans ces agissements successifs ! Quel étonnement du public en présence de cette versatilité du juge ! Quel froissement chez lui de ce sentiment de justice qui nous dit à tous que toute faute doit entraîner un châtement. Et ce châtement, c'est le juge même qui le supprime, se faisant comme le complice moral du coupable. La leçon pour tous est bien simple, elle s'impose. On peut s'offrir la fantaisie de commettre un délit, puisqu'on ne punit pas le premier.

Cette critique, le président de la première section du Congrès de St-Petersbourg, M. Pols, professeur à l'Université d'Utrecht, la résumait sous cette forme humoristique, inspirée par les vers bien connus de Scarron :

« Avec la condamnation suspensive, on n'aurait plus que l'ombre d'un magistrat, appliquant l'ombre d'une peine à l'ombre d'un délinquant (1) ».

A ces objections, la réponse est facile : Et d'abord, c'est une erreur de prétendre que l'inculpé reconnu coupable sort de l'audience aussi indemne qu'un individu acquitté. Non, une peine véritable a été prononcée, et le fait seul de cette condamnation ne peut pas ne point produire une impression sensible et sur le condamné et sur le public.

Mais il y a plus ; la peine n'est pas seulement prononcée en principe ; en fait, elle tient éventuellement, et elle sera subie si, dans les cinq années suivantes, le condamné se rend

(1) Rapport de M. Joly sur les travaux du Congrès pénitentiaire de St-Petersbourg, *Revue pénitentiaire*, 1890, p. 893.

coupable d'un nouveau délit. Que disons-nous ? En pareil cas il sera même puni des peines de la récidive, et la faveur, nuisible maintenant pour lui, de la première décision, ne fera qu'aggraver la sévérité de la seconde. Il expiera intégralement sa première faute et doublement la seconde.

C'est ce que lui apprend du reste, c'est ce qu'apprend à tous l'avertissement qui doit accompagner la déclaration de sursis. Chez nous, en effet, comme dans presque tous les pays qui ont adopté ce système, le juge, aussitôt après avoir prononcé la sentence, doit avertir le condamné des conditions auxquelles lui est accordée cette indulgence provisoire. Il sait, et tout le monde avec lui, qu'il reste sous la main de la justice, tendue encore pendant un certain temps pour le ressaisir et même pour le frapper plus durement en cas de rechute.

Oserait-on soutenir d'ailleurs que, même pendant cette période d'épreuve, il ne subit point un véritable châtiment ? Mais qu'est-ce donc que l'inquiétude où doit le tenir cette double crainte des effets d'une nouvelle faute ? Qu'est-ce que la honte sous laquelle sera tombé cet homme qui, la loi le suppose, est resté honnête au fond ? Cette inquiétude, cette humiliation, voilà le châtiment moral que le législateur a substitué à un autre, et qui sera toujours, même pour celui qui ne faillirait plus, une punition de la première faute.

Et ce châtiment moral chez nous se continue pendant cinq années.

Certes, la peine infligée par le jugement, fût-elle une peine de prison, comme elle est forcément de courte durée en ce cas, n'eût point laissé dans l'esprit du condamné une impression aussi persistante. A plus forte raison en eût-il été de même de l'amende, facilement payée et bientôt oubliée.

C'est avec un sentiment non moins exact qu'élevé du ca-

ractère de la loi pénale que M. Bérenger fait consister surtout l'efficacité de l'exemple dans la justice des décisions, et qu'il s'exprime en ces termes :

« Un jugement qui en frappant la faute tient compte d'une vie entière de bonne conduite et de probité et récompense tout en châtiand est plus propre à exercer une salutaire influence qu'une sévérité inopportune (1) ».

On peut donc, sans hésitation, faire cette double affirmation :

D'une part, le sentiment de justice que nous avons en nous est satisfait par la loi de 1891 ; en tout état de cause, un châtiand est subi, et le condamné, s'il retombe dans une nouvelle faute, sera frappé plus sévèrement que ceux qui n'auront point bénéficié du sursis.

D'autre part, cette institution a, et pour le condamné et pour le public, un caractère comminatoire incontestable et une puissance sérieuse d'exemplarité.

Ce commentaire suffit, pensons-nous, pour répondre à cette facétie qu'une telle loi provoquerait au délit. Ajoutons cependant qu'en dehors des raisons ci-dessus données, il en est une encore qui détournerait les plaisants de s'exposer par gaieté de cœur à une condamnation : c'est qu'ils pourraient bien, eux, gens d'une conscience légère, ne point obtenir le bénéfice de la mesure sur laquelle ils auraient compté.

II. — Extension exagérée des pouvoirs du juge.

Mais on ne reproche pas seulement à la condamnation conditionnelle d'énervier la répression, on l'accuse encore de donner ainsi au juge un pouvoir qui est contraire à ses attributions et qui, en fait, est susceptible de dangereux excès.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1890, p. 723.

A. — Et d'abord on voit, dans le sursis conditionnel à l'exécution de la peine, une atteinte au principe de la séparation des pouvoirs : il ferait dit-on, en réalité passer le droit de grâce aux mains du juge. La décision du tribunal n'a-t-elle pas pour effet de faire disparaître conditionnellement la peine, puisque l'inculpé, qui n'aura point à l'expiration du délai d'épreuve subi de condamnation nouvelle, sera définitivement dispensé d'exécuter celle dont il était frappé.

Il est facile de répondre que le sursis dans ses effets se distingue absolument de la grâce puisqu'à la différence de celle-ci et par analogie avec la réhabilitation il fait disparaître la condamnation même.

En réalité, il est tout à la fois et une grâce conditionnelle, et une réhabilitation conditionnelle.

Considère-t-on en lui son caractère de réhabilitation? Mais c'est au pouvoir judiciaire que la loi donne la mission d'accorder la réhabilitation définitive. C'est au même pouvoir qu'elle devait donner celle de prononcer une réhabilitation conditionnelle.

Considère-t-on dans le sursis la grâce conditionnelle? Mais cette sorte de grâce, ce n'est pas le juge qui l'accorde, c'est le condamné qui le conquiert, en vertu de la loi, par sa bonne conduite pendant un certain délai. Le juge rend une décision ; mais les effets de cette décision varient au gré du condamné ; c'est lui qui s'assure sa libération définitive et sa réhabilitation de plein droit, ou qui s'impose l'accomplissement de sa peine. Et suivant sa conduite, l'une ou l'autre de ces conséquences se produit automatiquement pour ainsi dire, par l'effet de la loi, sans une intervention spéciale du juge.

Mais on insiste : il est certain en tous cas, dit-on, que la loi du 26 mars 1891 donne au juge le pouvoir de suspendre l'ef-

fet de la sentence qu'il vient de prononcer ; elle lui permet donc de s'immiscer dans une question d'exécution, c'est-à-dire d'empiéter sur les attributions d'une autre administration.

Notre législation justifie peut-être cette objection, mais il en est beaucoup d'autres dans lesquelles elle n'aurait aucune portée, là où l'exécution de la peine est confiée au pouvoir judiciaire. Il en est ainsi, notamment en Belgique, en Autriche, en Bavière, en Wurtemberg, en Hollande, en Suède, en Grèce, en Russie.

De plus ce principe, posé par notre législation, de la séparation des pouvoirs entre l'autorité chargée de l'application de la peine et celle chargée de son exécution est loin d'être aussi absolu qu'on pourrait le croire, et cette dualité même d'action, dans les conditions où nous l'avons indiquée, est vivement critiquée par la science pénale moderne.

L'autorité judiciaire en effet ne reste pas absolument étrangère à l'exécution de la peine. C'est ainsi que les condamnations sont exécutées à la requête du ministère public (art. 165, 197, 376 du Code d'instruction criminelle). Celui-ci peut, lui aussi, surseoir pendant un certain temps à l'exécution d'une peine. De plus, la loi sur la libération conditionnelle, comme nous le verrons plus loin, exige qu'avant d'accorder à un condamné le bénéfice de cette mesure on consulte le ministère public près le tribunal ou la Cour qui a prononcé la condamnation. Le pouvoir des magistrats du Parquet va plus loin encore. S'il s'élève quelque difficulté sur l'exécution de la peine, ce n'est point à l'administration pénitentiaire qu'il appartient de la trancher ; c'est à eux, d'après l'opinion générale, alors du moins qu'il n'y a pas de contestation de la part du condamné. Si celui-ci en élève quelque une, c'est le tribunal de qui émane la condamnation

qui prononcera. Que la question de compétence soit particulièrement délicate à résoudre à la suite de sentences rendues par les juridictions temporaires, comme les Cours d'assises, ou par une juridiction siégeant dans un autre lieu que celui de l'incarcération, toujours est-il que, même malgré ces difficultés, on n'a pas hésité à confier dans ces cas à l'autorité judiciaire la connaissance de l'exécution de ses jugements. Et la pratique n'a point démontré que l'attribution de cette mission aux juges ait été une violation regrettable du principe de la séparation des pouvoirs.

L'innovation de la loi du 26 mars 1891 n'est donc point en réalité aussi radicale qu'elle a pu le paraître à certains jurisconsultes ; ajoutons qu'elle est justifiée d'ailleurs par les idées nouvelles.

Les criminalistes modernes préconisent en effet la réunion dans les mêmes mains du pouvoir de juger et de celui de faire exécuter la peine.

C'est ainsi, par exemple, qu'en 1878, conformément aux conclusions du rapport de M. Lefèvre-Pontalis (1), le Conseil supérieur des prisons, dans sa séance de juin 1878, a voté une résolution recommandant au ministre de l'Intérieur la proposition faite par M. Babinet de transférer le service des prisons au ministère de la Justice (2).

De même l'Union internationale de droit pénal a adopté dans ses statuts un article 5 ainsi conçu :

« Comme les tribunaux répressifs et l'administration pénitentiaire concourent au même but, et que la condamnation ne vaut que par son mode d'exécution, la séparation consacrée par notre droit moderne entre la fonction répressive et la fonction pénitentiaire est irrationnelle et nuisible (3) ».

(1) Voir ce rapport dans la *Revue pénitentiaire* de 1878, p. 587.

(2) *Ibid.*, p. 689.

(3) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1889, p. 4.

B. — Mais on n'a pas critiqué seulement au point de vue théorique la faculté accordée au juge d'ordonner le sursis à l'exécution de la sentence qu'il vient de prononcer, on a aussi exprimé la crainte de voir les tribunaux user de ce nouveau pouvoir d'une manière préjudiciable à l'autorité de la magistrature et à la sécurité de la société.

a) On ne comprendra pas toujours, a-t-on dit, pourquoi, de deux inculpés dont la responsabilité semble identique, l'un a bénéficié du sursis et l'autre a été privé de cette faveur. On sera tenté de voir dans cette différence de traitement le résultat d'influences étrangères au procès, et la magistrature pourra ainsi voir diminuer dans des proportions considérables peut-être son prestige et son autorité.

Mais si ce danger était à craindre, il le serait également comme conséquence de toutes les mesures actuelles qui ont pour effet de laisser aux tribunaux un certain pouvoir d'appréciation. Par une suite logique d'un tel raisonnement, il faudrait aller jusqu'à rétablir la fixité absolue des peines, ce système désormais condamné, et rejeter complètement les idées nouvelles qui tendent au contraire à accorder aux magistrats une grande latitude dans l'application de la peine. Or nous avons développé les raisons qui font voir dans cette dernière réforme un progrès évident sur la législation ancienne ; les considérations que nous avons fait valoir alors, nous paraissent avoir réfuté d'avance l'objection que nous venons d'indiquer.

Mais on produit encore contre ce nouveau pouvoir donné à la magistrature un autre argument. On prétend que les juges n'auront ni la sagacité, ni la clairvoyance nécessaires pour discerner parmi les délinquants ceux qui doivent bénéficier du sursis à l'exécution de la peine.

Et cette erreur d'appréciation, ajoute-t-on, pourrait avoir

les plus graves conséquences ; elle conduirait à remettre en liberté un malfaiteur dangereux qui profiterait de la clémence erronée du tribunal pour commettre de nouveaux méfaits.

Cette défiance à l'égard de la magistrature nous semble exagérée ; sans doute la mission du juge sera parfois délicate. Il lui faudra beaucoup d'expérience et beaucoup de sagacité pour faire un usage tout à fait judicieux de la faculté que lui accorde la loi. Mais pourquoi témérairement l'en déclarer incapable ? Pourquoi ne pas espérer que la pratique de ce nouveau pouvoir l'habituerait bientôt à en user avec dextérité et avec sûreté ? Pourquoi enfin refuser de l'affranchir de la tutelle dans laquelle on l'a maintenu jusqu'alors ? Le système qui enlève au magistrat son initiative a produit dans la pratique d'assez mauvais résultats pour qu'on soit tenté de faire une expérience dans un sens différent. Et puis, quand même cet essai ne serait point heureux, quels sont les dangers si graves qu'il pourrait entraîner ? Est-ce que la société serait sérieusement menacée par la rechute d'un délinquant qui se serait montré indigne du sursis obtenu ? Mais d'abord, remarquons-le, il sera assez rare que le bénéficiaire du sursis, qui n'est point un malfaiteur d'habitude poussé au crime par une sorte d'instinct, se laisse entraîner à une nouvelle faute, et surtout à une faute grave, dangereuse pour la sécurité sociale. Et puis s'il en était ainsi, est-ce la mesure de clémence dont il aurait été l'objet qu'il faudrait en accuser ? A défaut de sursis dont on l'eût jugé digne, ce délinquant primaire n'aurait été puni que d'une amende ou d'un emprisonnement de courte durée. Or ni l'une ni l'autre de ces peines n'aurait produit une vigoureuse impression sur sa nature vicieuse. De plus, quant à l'emprisonnement, il n'eût fait que mieux assurer sa perte à cette école du vice.

Un seul remède eût été possible : l'application d'une détention de longue durée ; mais tout le monde est d'accord pour n'admettre l'emploi de cette rigoureuse pénalité qu'à l'égard des malfaiteurs récidivistes.

Pour nous, nous avons une plus grande confiance dans la magistrature ; nous croyons qu'elle saura se montrer à la hauteur de la mission que lui confie le législateur. En tout cas, nous demandons qu'on ne condamne pas, même des magistrats, sans avoir les éléments possibles d'une décision, et que l'on tente tout au moins une expérience dont le résultat sera sans doute heureux, dont l'épreuve ne saurait être un péril sérieux pour la sécurité sociale.

Tels sont, à notre sens, les avantages de la condamnation conditionnelle.

Mais on a aussi proposé d'autres institutions pour substituer des pénalités morales aux peines matérielles contre les délinquants primaires.

Nous allons examiner si ces institutions présentent une valeur théorique supérieure à celle du système consacré par la loi française du 26 mars 1891.

SECTION II. — Institutions analogues à la condamnation conditionnelle.

Il en est deux surtout dont on recommande l'application et qui sont même entrées déjà dans la législation positive : ce sont, comme nous l'avons déjà dit, l'admonition et ce que l'on pourrait appeler le sursis à la condamnation.

I. — Admonition.

Si la condamnation conditionnelle a trouvé dans les différentes assemblées que nous avons indiquées plus haut des

partisans convaincus, l'admonition y a été défendue avec non moins d'énergie.

C'est ainsi notamment qu'au Congrès de St-Petersbourg divers rapporteurs, et parmi eux M. Petit, se sont prononcés pour son adoption ; c'est ainsi aussi qu'à la Société générale des prisons dans les séances de février 1888 (1), de mai et de juin 1890 (2) on a cherché à faire prévaloir le système de l'admonition sur celui de la condamnation conditionnelle. On a fait valoir en faveur de l'admonition les raisons suivantes : « Descendant, dit M. Petit, du siège du magistrat sur un individu repentant, coupable d'une première faute sans gravité ou commise sous l'impulsion de sentiments très excusables, elle peut dans bien des cas constituer un châtiment suffisant. Le juge fera d'ailleurs connaître au prévenu que c'est à raison de ses bons antécédents qu'on a eu l'indulgence d'oublier ce qu'il a fait » (3), mais qu'en cas de nouvelle poursuite il serait plus sévèrement frappé. Ainsi, dit-on, la peine sera proportionnée à la faute, ainsi pourra-t-on obliger l'inculpé à indemniser la partie civile et à payer les frais de justice. Cette décision d'ailleurs ne sera pas portée sur les extraits du casier judiciaire délivrés aux intéressés, pour ne pas dévoiler la véritable situation du condamné.

Tels sont les mérites que font valoir en sa faveur les partisans du système de l'admonition. Mais remarquons d'abord en ce qui concerne les avantages accessoires de ce système, qu'on peut les obtenir aussi avec la condamnation conditionnelle. Rien n'empêche de décider que le condamné bénéficiaire du sursis à l'exécution de la peine principale restera

(1) *Revue pénitentiaire*, 1888, p. 146.

(2) *Ibid.*, 1890, p. 609 et 717.

(3) Séance de la Société générale des prisons de mai 1890 (*op. cit.*, p. 612).

néanmoins obligé de payer et les frais du procès et les dommages-intérêts, et enfin que sa condamnation ne sera pas portée au casier judiciaire délivré à tous autres qu'à l'autorité judiciaire.

Au point de vue de la valeur théorique, le système de l'admonition l'emporte-t-il sur celui du sursis à l'exécution de la peine ?

Et d'abord l'admonition échappe-t-elle au reproche adressé au sursis d'énervier la répression ?

Comment pourrait-on le soutenir ? Avec l'admonition le juge ne prononce pas de peine ; il se contente de faire connaître au prévenu qu'à raison de ses bons antécédents et des circonstances de fait, le délit qu'il a commis est définitivement oublié ; il l'avertit aussi que, s'il retombe dans de nouvelles fautes, il sera frappé avec d'autant plus de sévérité qu'il avait bénéficié d'abord d'une plus grande indulgence. En résumé, l'inculpé obtient un véritable pardon. Ce n'est donc pas une grâce conditionnelle qu'on accorde au condamné, c'est une grâce véritable ou plutôt même c'est un acquittement pur et simple. C'est alors réellement qu'on pourrait dire que le juge absout le prévenu, après avoir reconnu sa culpabilité. Cet acquittement réel d'un prévenu reconnu coupable, voilà ce qui blesserait violemment le sentiment de justice général que les partisans du système de l'admonition reprochent à la condamnation conditionnelle de méconnaître.

Mais cette absolution complète, répond-on, il ne faut pas dire qu'elle existe ; car en réalité on inflige au coupable une peine d'ordre moral : la menace d'un châtiment plus sévère en cas de récidive. Il est vrai ; mais cette menace existe, elle aussi, dans une condamnation avec sursis. Et, de plus, à celle-là s'en ajoute une seconde, celle de l'exécution de la peine. Or le danger d'un mal certain, déterminé, immédiat, est de

nature à produire sur un homme une impression autrement puissante que la possibilité d'une condamnation éloignée, indéterminée, purement éventuelle.

Quant aux pouvoirs du juge qu'on tient absolument à limiter, il est évident que le système de l'admonition les étend bien plus que celui de la condamnation conditionnelle. Le premier seul en effet donne aux magistrats la faculté de renvoyer définitivement indemne un prévenu reconnu coupable. Comment donc ses partisans peuvent-ils autoriser le juge à ne prononcer aucune condamnation, et critiquer en même temps ceux qui permettent la condamnation sous forme suspensive ?

Nous pouvons, en conséquence, conclure qu'au double point de vue de l'énergie de la répression et de la limitation des pouvoirs du juge, la pratique de la condamnation conditionnelle est incontestablement préférable à celle de l'admonition.

II. — Sursis à la condamnation.

Mais il est un autre système encore sur lequel paraît l'emporter notre loi du 26 mars 1891, c'est celui des législations anglo-américaines. Ici ce n'est plus la peine qui est suspendue, mais la condamnation même.

Le juge, à qui est déféré un délinquant que ses bons antécédents recommandent à son indulgence, peut surseoir pendant un certain temps au prononcé de la condamnation ; si l'inculpé traverse victorieusement l'épreuve qui lui est imposée, les faits dont il s'est rendu coupable sont définitivement oubliés. Si au contraire sa conduite donne de nouveaux sujets de plainte, il est traduit devant le juge, qui cette fois prononce la condamnation.

Ce système emploie, pour ramener le condamné au bien, la menace de la condamnation. Cette menace est certainement

plus sérieuse que celle qui résulte de l'admonition adressée par le juge à l'inculpé. Celle-ci qui suit, du reste, un acquittement définitif, ne vise qu'un événement incertain, éloigné, le hasard d'une nouvelle chute. Mais dans le système anglo-américain le tribunal n'accorde à l'inculpé qu'un acquittement conditionnel ou plutôt il ne concède rien de définitif, et il se réserve de condamner un jour si on se rend indigne de sa clémence. La menace de cette condamnation subsiste directe, immédiate, toujours inquiétante ; elle a un caractère d'intimidation bien certainement plus accentué que le pardon avec l'admonition.

Mais en revanche le caractère comminatoire du sursis à la condamnation est moins prononcé que celui du sursis à l'exécution de la peine.

Dans cette dernière hypothèse, en effet, le condamné ne peut se faire aucune illusion sur le sort qui l'attend au cas de rechute. Dans la première, au contraire, il peut toujours espérer que la peine prononcée contre lui sera moins sévère. D'une part le temps aura contribué à atténuer l'impression produite par le délit et à accomplir son œuvre d'apaisement. D'autre part, les preuves auront pu se perdre, les témoins disparaître ou tout au moins le souvenir des faits délictueux s'effacer en partie de leur mémoire ; la culpabilité du prévenu sera donc moins facilement établie, et pour cette raison encore il pourra espérer une peine moins sévère.

L'inculpé ne manquera pas de se tenir à lui-même ce raisonnement et ainsi sera moins vive l'impression produite sur son esprit par la menace de la condamnation.

Nous remarquerons aussi que le sursis à la condamnation présente le même inconvénient que l'admonition : il constitue une sorte d'acquittement du coupable. A un moindre degré cependant, car cette dernière faveur semble mieux justi-

fiée quand elle a été pour ainsi dire gagnée par la bonne conduite du prévenu pendant un délai d'épreuve, que quand elle lui est accordée sans condition.

En ce qui concerne les pouvoirs attribués au juge, il est évident que, dès qu'on a en lui assez de confiance pour lui permettre de prononcer un acquittement pur et simple accompagné d'une réprimande, on doit par *a fortiori* l'autoriser à accorder un acquittement conditionnel.

Mais de tous ces systèmes, nous persistons à penser que c'est celui de la condamnation conditionnelle qui échappe le plus complètement aux critiques, notamment au double reproche d'énervier la répression et de trop étendre les pouvoirs du juge.

C'est lui, en un mot, qui constitue le moyen le plus heureux de remplacer cette pénalité si critiquable des courtes peines d'emprisonnement prononcées contre les délinquants primaires.

Il convient maintenant que nous étudions dans tous ses détails le fonctionnement de cette institution dans notre législation.

CHAPITRE IV

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 26 MARS 1891.

Division.

Nous examinerons dans ce chapitre :

- A. Les conditions d'application du sursis ;
- B. Les cas dans lesquels il peut être accordé, c'est-à-dire les peines dont l'exécution peut être suspendue ainsi que les exceptions qui résultent, soit de l'espèce d'infraction poursuivie, soit de la nature de la juridiction saisie ;
- C. Les pouvoirs d'appréciation laissés au juge pour la déclaration du sursis ;
- D. La forme de la décision de sursis ;
- E. La nature juridique de la condamnation avec sursis ;
- F. La durée du sursis ;
- G. Enfin les effets de la décision du juge pendant la durée de l'épreuve imposée au condamné ; en cas d'échéance du délai de cinq ans ; en cas de déchéance de la faveur obtenue par le prévenu.

SECTION I. — Conditions d'application du sursis.

L'article 1^{er}, alinéa 1, de la loi du 26 mars 1891, porte :

« En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun, les Cours et tribunaux peuvent ordonner par le même jugement et par

décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution de la peine ».

Il résulte de ce texte que trois conditions sont nécessaires pour qu'un prévenu puisse bénéficier du sursis à l'exécution de la peine :

- I. Absence de condamnation antérieure ;
- II. A l'emprisonnement ;
- III. Pour crime ou délit de droit commun.

Afin d'éviter toute confusion, étudions séparément chacune de ces conditions.

1. — Première condition : Absence de condamnation antérieure.

A. — La proposition de loi déposée le 30 mars 1886 à la Chambre des députés par MM. Reybert, Gagneur et plusieurs de leurs collègues permettait au juge de prononcer le sursis en faveur de tous les inculpés quels que fussent leurs antécédents. Mais la commission du Sénat a pensé que cette mesure ne devrait être appliquée qu'au cas de première condamnation.

La raison de cette restriction est celle-là même qui a inspiré l'institution du sursis conditionnel à l'exécution de la peine.

Si en effet un avertissement avec menace d'une sévérité plus grande peut suffire à prévenir un nouveau délit, c'est chez un homme coupable d'une première faute, victime d'un entraînement irréfléchi, capable enfin de comprendre et de justifier la faveur d'une peine purement morale. Il y a difficilement lieu d'espérer, au contraire, que celui qui, malgré l'infliction réelle d'un châtiment, a commis de nouvelles infractions, se montrera plus sensible à la seule menace d'exécution de la peine. C'est pourquoi la science moderne préconise, nous l'avons vu, l'application aux réci-

divistes d'une détention de longue durée tempérée par la libération conditionnelle.

L'octroi du sursis aux délinquants d'habitude semblerait du reste une faveur absolument injustifiée et il serait de nature à faire naître un danger sérieux pour la sécurité de la société.

Peut donc seul invoquer le bénéfice de la loi l'inculpé qui n'a pas encouru de condamnation, peu importe qu'il ait été poursuivi s'il est acquitté ou absous. Il faut assimiler au délinquant primaire le condamné qui a obtenu sa réhabilitation, celui qui a bénéficié d'une amnistie, celui dont le procès a été révisé.

a) Par la réhabilitation, la condamnation est effacée ; elle ne peut plus dans l'avenir produire aucun effet ; ce serait la faire revivre que de la considérer comme étant un obstacle à l'application du sursis. A cette réhabilitation judiciaire il faut assimiler la réhabilitation légale organisée par la loi du 26 mars 1891 elle-même. Nous savons en effet que l'une des conséquences de l'expiration sans condamnation du délai d'épreuve imposé au condamné bénéficiaire du sursis est une réhabilitation de plein droit. Et nous verrons par la suite que cette réhabilitation produit les mêmes effets que celle qui est organisée par le Code d'instruction criminelle et dont nous venons de parler. Rien ne s'oppose donc, légalement tout au moins, à ce qu'un même individu obtienne à plusieurs reprises le sursis à l'exécution de la peine. Il le pourrait si les différentes condamnations qu'il encourt successivement étaient séparées l'une de l'autre par un intervalle de plus de cinq années.

b) Quant à l'amnistie, elle efface le fait délictueux lui-même et avec lui toutes ses conséquences, entr'autres la condamnation. Par conséquent le condamné doit être considéré

comme n'ayant jamais été frappé par la justice : il peut donc bénéficier des dispositions de la loi de 1891.

c) Il en serait enfin de même pour un prévenu qui aurait obtenu la révision d'un jugement qui l'aurait antérieurement condamné. La révision fait, en effet, tomber le jugement ou l'arrêt attaqué et avec celui-ci la condamnation qu'il prononçait.

d) Aux hypothèses que nous venons d'examiner faudrait-il assimiler celle où la condamnation qui fait obstacle à l'application de la loi de 1891 aurait été prononcée pour des faits qui ne sont plus punis par la loi pénale ? Le sursis pourrait-il être accordé ?

Nous ne le pensons pas.

« La Cour de cassation, disent MM. Chauveau et Hélie, pose en principe que lorsqu'il s'agit d'appliquer les peines de la récidive, la criminalité de fait doit être appréciée d'après les lois antérieures. Le motif de cette jurisprudence est qu'il s'agit d'un fait irrévocablement consommé auquel les qualifications ultérieures doivent rester étrangères (1) ».

Ces considérations permettent, croyons-nous, de décider que les changements introduits dans la législation depuis la condamnation n'effacent pas l'indignité qui en résulte et ne font pas disparaître l'obstacle légal à l'application du sursis.

B. — La loi de 1891, porte dans son article 1^{er}, que pour pouvoir bénéficier de la mesure qu'elle édicte, « le prévenu ne devra pas avoir subi de condamnation antérieure », mais elle n'indique point avec précision ce qu'elle entend par cette antériorité de la condamnation.

Nul doute d'abord qu'une condamnation relative à un fait antérieur au fait actuellement poursuivi, dès qu'elle sera

(1) Faustin-Hélie, Chauveau Adolphe et Villey, *Théorie du Code pénal* 6^e édition, Paris, 1887, Marchal et Billard, t. I, p. 349, n^o 213.

passée en force de chose jugée avant la perpétration du second délit, soit, malgré son ancienneté, un obstacle à l'application du sursis. Il n'y a pas ici, comme en cas de récidive, un délai après lequel l'indignité prend fin et la condamnation cesse de produire effet.

Il est incontestable aussi que les condamnations prononcées avant la promulgation de la loi de 1891 interdisent l'application de cette loi. Le sursis, en effet, ainsi que nous le verrons, ne constitue pas un droit pour le condamné; s'il n'a pas pour lui ce caractère dans le présent, il l'aurait pour ainsi dire moins encore dans le passé : en lui en refusant donc le bénéfice à la suite d'une condamnation ancienne, on n'aggrave pas sa situation, il ne peut se plaindre d'une injustice.

Mais c'est une question plus délicate que celle de décider si l'on doit ou non considérer comme mettant obstacle à l'octroi du sursis une condamnation qui, prononcée antérieurement à la condamnation actuelle, aurait été cependant motivée par un fait survenu postérieurement au fait actuellement poursuivi, celui-ci étant le premier en date.

Ainsi, par exemple, un individu est condamné le 1^{er} janvier 1895 pour un vol commis le 1^{er} décembre 1894. Puis le 1^{er} mars, il est traduit devant le tribunal correctionnel pour un autre vol commis le 1^{er} novembre 1894, un mois avant l'autre. A l'audience du 1^{er} mars, le tribunal pourra-t-il accorder le bénéfice de la loi de 1891 au prévenu ?

Sur cette question deux opinions se sont fait jour. Les uns pensent que le législateur n'a voulu s'attacher qu'à l'existence seule de la condamnation, à son antériorité de date.

Distinguant le principe du sursis de celui de la récidive, M. Delalande s'exprime ainsi : « L'aggravation de peine, résultant de la récidive, n'a d'autre base que la persistance du délinquant à enfreindre la loi pénale.

« Cette persistance n'est démontrée que si une nouvelle infraction est commise au mépris d'un premier avertissement. La récidive suppose donc que le fait poursuivi est postérieur à la première condamnation. Au point de vue du sursis, l'indignité résultant d'une condamnation antérieure n'est pas subordonnée à la même condition. Cette indignité ne repose pas uniquement, comme la récidive, sur le mépris d'un premier avertissement et l'inefficacité de la peine prononcée (1) ».

Et l'on appuie ce système sur ces termes du texte de la loi :

« En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure ».

Condamnation antérieure, dit-on, c'est-à-dire condamnation antérieure, sans indication du fait qui la motive, aux poursuites actuelles.

On peut faire valoir enfin, en faveur de cette opinion, l'intention qu'a eue le législateur de restreindre le bénéfice de la loi nouvelle aux seuls délinquants d'occasion chez lesquels le délit n'est, pour ainsi dire, qu'un accident dans une vie d'ailleurs honnête. Or la double perpétration par l'inculpé de deux infractions dans un intervalle de temps nécessairement assez court, puisque s'il en était autrement, l'une des deux serait prescrite et il n'y aurait plus de difficulté, ne décèle-t-elle pas chez lui l'existence d'une sorte d'instinct criminel qui doit faire refuser la faveur du sursis ?

D'autres jurisconsultes enseignent au contraire que l'antériorité du fait, objet de la seconde condamnation, permet d'appliquer pour ce fait le bénéfice de la loi de 1891, c'est-à-

(1) *Etude théorique et pratique sur la loi du 26 mars 1891*, par M. Delalande, substitut du procureur de la République au Havre (Havre, imprimerie du *Journal du Havre*, 1893), p. 79 *in fine*.

dire dans l'exemple cité plus haut, que le tribunal pourrait suspendre l'exécution de la sentence motivée par le délit de vol commis le 1^{er} novembre 1894.

Voici les considérations qu'on fait valoir en faveur de cette seconde opinion. Le prévenu, dit-on, ne peut être déclaré indigne du bénéfice de la loi parce qu'au moment de la perpétration du fait, actuellement poursuivi, il n'avait pas encore reçu l'avertissement d'une condamnation. « Cette règle, dit M. de Forcrand, est d'ordre public en matière de récidive ou de relégation, et comme elle est l'équité même, on doit l'étendre à toutes les poursuites dans lesquelles la situation du prévenu est légalement aggravée par l'existence d'un jugement antérieur (1) ».

On ajoute d'ailleurs que si les deux délits avaient été compris dans la même poursuite, le juge aurait pu accorder le sursis pour la condamnation unique alors prononcée. La situation du prévenu ne peut être aggravée par la division des poursuites, simple accident de procédure, qui n'a pas certainement la puissance de changer l'application des règles de fond.

Nous ne devons pas dissimuler que les auteurs de cette opinion se placent dans l'hypothèse où la première condamnation, relative au second fait, aurait été une condamnation avec sursis. Mais ce caractère particulier de la première condamnation ne peut évidemment avoir aucune influence sur la solution même de la question. Que la condamnation soit ou non avec sursis, il n'en reste pas moins vrai qu'au moment où le prévenu s'est rendu coupable du premier délit, il n'avait encore reçu aucun avertissement de la justice. Il eût pu, pour ce fait, fort léger peut-être, obtenir le sursis ;

(1) Commentaire de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines. *Journal du Ministère public*, 1892, p. 11.

il ne doit pas pâtir aujourd'hui d'un retard ou d'une interversion de procédure.

De ces opinions laquelle devons-nous adopter ?

Il est tout d'abord un cas dans lequel la question ne saurait être douteuse. Si la condamnation motivée par la seconde infraction est une condamnation à l'amende, le tribunal pourra toujours accorder le sursis à l'exécution de la peine prononcée pour le premier délit. Nous verrons en effet, en étudiant la seconde condition d'application du sursis, qu'une condamnation à l'amende ne peut jamais faire obstacle à l'octroi de cette faveur.

Mais que décider quand la condamnation appliquée à la seconde infraction a entraîné une peine d'emprisonnement ?

Les rédacteurs de la loi du 26 mars 1891 n'ont point expressément prévu ce cas. Mais leur intention semble avoir été réellement de n'exclure du bénéfice du sursis que les inculpés qui, malgré un premier avertissement, auraient de nouveau violé la loi pénale.

Pourquoi en effet ont-ils spécifié que, seule, une condamnation à l'emprisonnement à la différence d'une condamnation à l'amende devrait interdire l'application du sursis ? C'est que seule la condamnation à l'emprisonnement, à la différence de l'autre, constitue un avertissement énergique, puissant, de nature à impressionner fortement et qu'il faut l'oubli d'une leçon aussi sévère pour permettre de voir dans le coupable un repris de justice.

A cet argument, ajoutons celui-ci :

Le législateur n'a voulu appliquer le sursis qu'aux délinquants primaires : et pour caractériser ces délinquants il s'est tacitement référé aux règles générales suivies dans notre législation ; c'est-à-dire que les délinquants primaires sont pour lui ceux qui ne sont pas récidivistes, et la récidive,

on le sait, n'est constituée que par la réitération de l'infraction malgré un avertissement antérieur.

Cette tendance de la loi du 26 mars 1891 à appliquer les règles de la récidive semble encore attestée par l'indifférence absolue qu'elle témoigne pour les condamnations à l'amende ; elle ne voit point en elles une cause d'exclusion à l'application de ses prescriptions ; eh bien, ces condamnations ne peuvent non plus servir de base à la récidive ; le principe paraît donc être le même dans les deux cas.

Rappelons enfin que le système que nous approuvons a le mérite de ne pas faire retomber sur un inculpé, contre lequel on a divisé des poursuites qui eussent pu et dû être réunies, les conséquences d'un retard dans l'action du ministère public ou du hasard de la découverte des faits délictueux. En quoi ces circonstances particulières aggravent-elles la nature des faits et la culpabilité du prévenu ?

Notre conclusion est donc que, pour mettre obstacle à la prononciation du sursis, la première condamnation doit être antérieure non seulement aux poursuites nouvelles, mais encore au fait même qui les motive.

Et qu'on n'objecte pas que le texte de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 condamne notre opinion.

Les mots « si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure » peuvent s'interpréter aussi bien en ce sens : condamnation antérieure au *fait* actuellement poursuivi, que dans celui-ci ; condamnation antérieure *aux poursuites* actuellement intentées.

Enfin l'opinion que nous proposons a été consacrée par la Cour de cassation dans son arrêt du 20 avril 1893 (1).

Voici l'espèce qui était soumise au tribunal suprême :

(1) *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière criminelle*, année 1893, p. 449, n° 104.

Un individu avait été condamné pour abus de confiance à 3 ans d'emprisonnement et 25 francs d'amende avec sursis par jugement du tribunal de la Seine en date du 10 novembre 1891.

Il avait été, le 24 février 1892, frappé par la Cour de Paris pour un fait antérieur de même nature d'une nouvelle peine de 3 mois d'emprisonnement et 25 francs d'amende, sans confusion avec la précédente.

Le condamné soutint qu'il ne devait pas exécuter cette dernière peine, et prétendit, en se fondant sur les articles 365 du Code d'instruction criminelle et 4 de la loi du 26 mars 1891, qu'il bénéficiait de plein droit, pour la seconde condamnation, du sursis accordé pour la première.

La Cour de cassation a écarté ces prétentions en décidant que « si aux termes de l'article 365 du Code d'instruction criminelle en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte doit seule être prononcée », il n'en résulte pas que les peines de même nature successivement prononcées contre le même individu pour faits antérieurs à la première constituent avec celle-ci une peine unique, que chacune au contraire est distincte des autres, a son existence propre.

« Attendu par suite, ajoute l'arrêt, que dans les cas régis par cette disposition de l'article 365, les juges *successivement saisis* sont investis du droit pour chacune des peines qu'ils prononcent d'accorder ou de refuser le sursis autorisé par l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 ; que le sursis par eux accordé à l'exécution de la première ne s'étend pas de plein droit à celles de même nature qu'ils édictent ensuite à raison de faits antérieurs au jugement qui a prononcé cette première peine ».

Ainsi la Cour de cassation décide que, si le sursis prononcé pour la peine motivée par la seconde infraction ne s'étend

pas de plein droit aux peines prononcées pour le premier délit, les juges peuvent dans l'un comme dans l'autre cas accorder le sursis à l'exécution de chacune de leurs sentences.

Elle admet donc que la première condamnation antérieure aux poursuites, mais postérieure aux faits qui ont motivé la seconde, n'est pas un obstacle à l'application de l'article 1^{er} de la loi de 1891.

C. — L'article 1^{er} de la loi de 1891 ne permet l'application du sursis qu'au cas d'absence de condamnation antérieure. Ce qu'on entend par défaut d'antériorité, nous venons de l'expliquer. Mais la condamnation doit avoir encore d'autres caractères qu'il nous faut maintenant faire connaître.

Au point de vue de la récidive, une condamnation n'a d'effet que si elle a les deux caractères suivants : d'une part elle doit être définitive ; de l'autre elle doit être prononcée par un tribunal français.

Faut-il donc que la condamnation réunisse également ces deux caractères pour mettre obstacle à l'application du sursis ? Nous n'hésitons pas à répondre affirmativement.

a) Et d'abord, la condamnation précédente doit avoir été définitive et avoir acquis l'autorité de la chose jugée avant le fait qui motive la nouvelle poursuite.

Sans ces conditions, en effet, cette condamnation ne peut avoir aucune action sur la prononciation du sursis : elle ne constitue pas, au point de vue des principes de droit, l'avertissement nécessaire pour rendre le prévenu indigne de cette faveur.

Elle doit donc avoir acquis ce caractère définitif avant la perpétration même du fait nouveau, pour que celui-ci ne soit plus excusable.

Ainsi ne sauraient être prises en considération, au point de vue qui nous occupe :

1° La condamnation qui, quoique contradictoire, a été prononcée moins de dix jours avant le délit objet de la nouvelle poursuite ;

2° La condamnation par défaut qui a été signifiée mais à laquelle on peut encore faire opposition ;

3° La condamnation par défaut non signifiée, à quelque époque d'ailleurs qu'elle soit intervenue. Cette signification en effet est indispensable pour faire courir le délai d'opposition. L'acquiescement, l'exécution même de la peine ne peuvent suppléer à cette signification, ni donner jamais à la décision l'autorité de la chose jugée (art. 187, C. inst. cr.) (1).

Objectera-t-on que le texte de l'article 1^{er} de la loi semble condamner cette opinion en ne déclarant indigne du sursis que l'inculpé « qui *a subi* une condamnation antérieure » ? Dira-t-on que le législateur ne s'est attaché qu'à l'exécution de la condamnation, et qu'il a voulu réserver son indulgence pour les individus non encore pervertis par le séjour de la prison ? Mais une telle interprétation conduirait à une conséquence inadmissible ; un individu frappé d'une condamnation devenue définitive, qui se soustrairait à l'exécution de cette sentence, pourrait obtenir le bénéfice de l'article 1^{er} de la loi de 1891, alors qu'un autre individu, qui subirait sa peine et qui serait par conséquent digne de plus d'intérêt, se verrait refuser la même faveur. Ne serait-ce point absolument inique ? Le législateur aurait-il voulu consacrer une semblable injustice ? Non évidemment. Donc le sens de l'article 1^{er} est bien celui-ci : Est indigne du sursis l'inculpé qui a encouru une condamnation devenue définitive à l'époque de l'infraction pour laquelle il est actuellement poursuivi.

S'opposeraient au contraire à la prononciation du sursis :

(1) Cass., 14 mars 1890, *Bulletin criminel*, p. 83, n° 55.

1^o La condamnation par contumace quand le délai de prescription de la peine (20 ans) est expiré.

La condamnation alors est définitive (art. 476, al. 1, C. inst. cr., par *a contrario*).

2^o La condamnation par défaut qui a été signifiée dès que la prescription de la peine (5 ans) est expirée.

A défaut de signification, la condamnation prononcée n'a été qu'un acte interruptif de la prescription de la poursuite et après trois ans, en l'absence de tout acte nouveau d'interruption, elle n'a plus aucune valeur pénale.

b) Il ne suffirait point toutefois, pour empêcher la prononciation du sursis, que la condamnation eût été définitive ; il faudrait encore qu'elle eût été prononcée par un tribunal français.

En effet les jugements rendus par les tribunaux étrangers n'ont, en règle générale, aucune autorité en France et ils ne peuvent y produire aucun résultat. C'est la conséquence du principe, universellement admis, de l'indépendance des souverainetés.

Une seule exception est apportée à cette règle générale par l'article 5, § 3, du Code d'instruction criminelle, qui interdit toute poursuite en France contre un Français à l'occasion d'un crime ou d'un délit pour lequel il a été définitivement jugé à l'étranger. Mais le principe reçoit son application dans toutes les autres hypothèses, et c'est ainsi notamment que les jugements rendus par les tribunaux étrangers n'entraînent en France aucune incapacité ou déchéance pour le condamné ; qu'ils ne peuvent servir de base à la récidive, et qu'on ne doit pas en tenir compte au point de vue de la prohibition du non-cumul des peines (1).

(1) Garraud, *Traité du droit pénal français*, t. 1^{er}, p. 245 et suiv.

En somme, ils n'ont en France ni force exécutoire, ni même autorité de chose jugée ; ils ne sauraient donc s'opposer, légalement tout au moins, en quoi que ce soit à l'obtention du sursis.

Des considérations qui précèdent, il résulte que la première condition d'application du sursis peut être ainsi formulée : absence d'une condamnation prononcée par un tribunal français, devenue irrévocable antérieurement aux faits qui motivent la poursuite actuelle et non effacée par une réhabilitation judiciaire, par une réhabilitation légale, par une amnistie ou par une révision.

Mais la loi libérale de 1891 n'a même pas accordé à une condamnation réunissant toutes ces conditions, le pouvoir d'empêcher le sursis, si la dite condamnation n'a point prononcé une peine d'emprisonnement. Nous arrivons ainsi à l'étude de la seconde condition d'application du sursis.

§ 2. — Deuxième condition : absence d'une condamnation antérieure, à l'emprisonnement.

Il est évident tout d'abord, malgré le silence de la loi à cet égard, qu'une condamnation à une peine supérieure à l'emprisonnement, par exemple aux travaux forcés ou à la réclusion, entraînerait l'exclusion du bénéfice de la loi ; celui qui est frappé d'une peine criminelle doit être présumé plus coupable et par conséquent moins digne d'indulgence que l'individu puni seulement d'une peine correctionnelle.

a) La loi spécifiant que la condamnation doit être à l'emprisonnement, il faut en conclure par *a contrario* qu'une condamnation à l'amende n'emporterait pas indignité au point de vue qui nous occupe.

Cette disposition a été du reste expressément formulée pour la première fois, croyons-nous, au cours des travaux

préparatoires, dans le projet de la commission chargée d'examiner la proposition déposée à la Chambre des députés le 30 mars 1886 par MM. Reybert, Gagneur et plusieurs de leurs collègues. Elle est passée ensuite dans le projet de la commission du Sénat. Enfin elle a été admise sans discussion. C'est avec juste raison, croyons-nous.

La condamnation à l'amende, en effet, est généralement prononcée pour une infraction peu grave : le prévenu qui, après l'avoir subie, commet un nouveau délit ne peut pas être considéré comme un véritable repris de justice. Ce qui le prouve, c'est que la loi elle-même ne considère pas la condamnation à l'amende comme pouvant servir de base à la récidive ; l'avertissement qu'elle donne au condamné n'est pas assez énergique pour que la perpétration d'une nouvelle infraction dénote chez lui un dessein arrêté d'enfreindre la loi pénale.

L'octroi du sursis à un délinquant déjà condamné à l'amende aura encore une raison d'être : il lui épargnera le déshonneur et le périlleux séjour de la prison.

Enfin on peut espérer que le prévenu se montrera sensible à la menace d'une incarcération, menace qui a un caractère comminatoire plus accentué qu'une peine pécuniaire.

Si une condamnation à l'amende n'est pas un obstacle à la prononciation du sursis, il faut décider qu'il en serait ainsi alors même que l'individu aurait été incarcéré à la suite du jugement par application de la loi sur la contrainte par corps. La contrainte par corps, en effet, n'est pas une peine ; c'est, comme son nom l'indique, une mesure de coercition destinée à faciliter le recouvrement des amendes et des frais de justice par la crainte d'une privation de liberté.

b) Il ne faudrait pas assimiler non plus à une condamnation à l'emprisonnement l'envoi dans une maison de correc-

tion par application de l'article 66 du Code pénal d'un mineur de 16 ans acquitté comme ayant agi sans discernement. C'est là plutôt une mesure d'éducation de correction qui n'a ni le caractère, ni les effets d'une condamnation.

c) Mais serait au contraire un obstacle à l'obtention du sursis l'existence d'une décision prononcée contre les mineurs de seize ans ayant agi avec discernement, par application des articles 67 et 69 du Code pénal. Cette décision est incontestablement une condamnation, et le châtiment qu'elle inflige est une véritable peine. Seulement les articles 67 et 69 édictent une atténuation qui modifie les peines légales : en matière criminelle, à la fois dans leur nature et dans leur quotité ; en matière correctionnelle, dans leur quotité seulement.

En matière correctionnelle, la peine prononcée contre un mineur de 16 ans ayant agi avec discernement ne peut être supérieure à la moitié de celle qu'aurait encourue un majeur. Par conséquent s'il s'agit de l'emprisonnement l'inculpé sera exclu pour l'avenir du bénéfice du sursis.

En matière criminelle, les peines sont remplacées par la détention dans une maison de correction pendant une durée qui varie suivant la gravité des infractions, mais qui peut aller jusqu'à 20 ans.

On a prétendu qu'il s'agissait ici non d'un emprisonnement mais d'un envoi en correction, et que par conséquent le texte de la loi du 26 mars 1891 s'opposait à ce que l'on fit état au point de vue de son application d'une décision prononçant cette peine.

Mais il s'agit réellement en ce cas d'un véritable emprisonnement ; peu importe d'ailleurs, au point de vue qui nous occupe, que le mineur de 16 ans le subisse dans une maison de détention ordinaire ou dans un établissement spécial.

De plus, ne serait-il point illogique d'exclure du bénéfice du sursis le mineur condamné pour délit et d'y admettre au contraire celui qui, reconnu coupable de crime, est certainement beaucoup moins digne d'indulgence ?

Jusqu'ici nous avons vu que l'indignité, au point de vue de l'application de la loi du 26 mars 1891, résultait d'une condamnation à l'emprisonnement.

A ces deux premières conditions le législateur en a ajouté une troisième, qu'il nous reste à étudier. Il faut que la condamnation à l'emprisonnement ait été prononcée pour crime ou délit de droit commun.

§ 3. — Troisième condition : absence de condamnation, à l'emprisonnement, pour crime ou délit de droit commun (1).

A. — En spécifiant que la condamnation qui met obstacle au sursis doit avoir été prononcée pour crime ou délit, la loi a voulu exclure par là même celles encourues pour contraventions de simple police.

Et, en effet, les contraventions sont des infractions fort peu graves ; elles sont indépendantes de toute intention criminelle ; elles sont souvent le fait de l'ignorance et l'individu qui les a commises ne mérite pas par cela seul d'être exclu du bénéfice des dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891.

Faudrait-il, au point de vue de l'application de cette loi, assimiler aux contraventions ces infractions auxquelles on donne quelquefois un caractère mixte et que l'on désignait naguère sous la dénomination de *délits contraventionnels* ?

(1) Le texte du *Journal officiel* porte crime et délit, mais c'est une faute évidente d'impression. Le texte voté par la Chambre des députés et celui voté par le Sénat portent : *crime ou délit*.

Ce sont des faits délictueux commis sans intention criminelle comme les contraventions, mais punis cependant de peines correctionnelles.

Nous ne le pensons pas.

L'existence des délits-contraventions, depuis longtemps niée par la doctrine, est définitivement condamnée aujourd'hui par la jurisprudence qui les assimile aux délits au point de vue de leurs caractères généraux aussi bien que de leurs effets. C'est ainsi, par exemple, qu'elle leur déclare applicables les règles relatives à la complicité, à la solidarité des amendes, au concours d'infractions (1). Il faut donc, semble-t-il, décider aussi qu'une condamnation à l'emprisonnement prononcée pour une de ces infractions mettra obstacle à l'octroi du sursis.

B. — Mais il ne suffit pas, pour qu'il soit indigne de la faveur de la loi nouvelle, que l'inculpé ait « subi une condamnation antérieure pour crime ou délit », il faut encore que ce soit pour un crime ou pour un délit de *droit commun*.

Que faut-il entendre par cette expression ? Les travaux préparatoires de la loi ne fournissent sur ce point aucune indication précise. Aussi l'interprétation de ces mots a-t-elle donné naissance à plusieurs systèmes. Nous allons les examiner.

Mais avant de le faire, mettons d'abord hors du débat un point qui semble désormais acquis.

Tous les commentateurs de la loi du 26 mars 1891 s'accordent pour décider que les termes employés par le législateur excluent les crimes et délits politiques.

Cette dernière expression est souvent employée dans le langage juridique par opposition à celle d'infractions de droit

(1) Garraud, *Traité du droit pénal français*, t. I, p. 134.

commun ; or rien n'indique que le législateur de 1891 ait voulu déroger à l'usage suivi. De plus les crimes et délits politiques ont une nature spéciale ; ils sont dirigés moins contre la société que contre l'ordre de choses établi ; ils font courir par conséquent à chacun des membres de la collectivité sociale moins de danger qu'un attentat à la vie ou à la propriété. Enfin les mobiles qui inspirent ces actes sont désintéressés le plus souvent, quelquefois même louables ; leurs auteurs pensent en les accomplissant se sacrifier pour le salut commun. Ces infractions n'ont donc pas la même immoralité que les autres. C'est pourquoi le législateur traite les crimes et délits politiques avec une indulgence particulière. Ainsi, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 8 juin 1850, la peine de mort est, en matière politique, remplacée par la déportation à perpétuité dans une enceinte fortifiée. La loi du 27 mai 1885 (art. 3) décide que les condamnations pour crimes ou délits politiques, ou pour crimes ou délits qui leur sont connexes, ne seront, en aucun cas, comptées pour la relégation. Enfin les crimes et délits politiques ne peuvent donner lieu à l'extradition. Une circulaire du garde des sceaux du 5 avril 1841 constate : « que la France a toujours refusé depuis 1830 de pareilles extraditions et qu'elle n'en demandera jamais ».

Le législateur ne semble donc pas avoir considéré les crimes et délits politiques comme présentant le même caractère d'immoralité que les infractions de droit commun ; ceux qui s'en sont rendus coupables ne sont pas de véritables criminels ; on ne saurait par conséquent les considérer comme exclus par ce seul fait du bénéfice du sursis.

Mais que faut-il entendre par crime ou délit politique ; quels caractères les distinguent des infractions de droit commun ?

Notre législation n'en donne aucune définition générale.

La loi a bien établi une échelle de peines criminelles spéciales aux crimes politiques ; et elle les désigne ainsi dans une certaine mesure par les châtiments qu'elle leur inflige. Mais ces indications sont insuffisantes. Et cependant la détermination du caractère politique de l'infraction présente un intérêt considérable au point de vue qui nous occupe.

D'abord en ce qui concerne les délits, puisque quel que soit leur caractère ils sont punis des mêmes peines, emprisonnement et amende, et aussi en ce qui concerne les crimes puisqu'un crime politique peut, dans certains cas, être puni de l'emprisonnement.

Il faudra donc que le juge, qui relève sur le casier judiciaire de l'individu amené devant lui une peine d'emprisonnement, recherche en tous cas quelle a été la nature de l'acte puni de cette peine afin de savoir si, malgré cette condamnation à la prison, l'inculpé ne peut point encore bénéficier de la loi du 26 mars 1891.

On est généralement d'accord pour admettre qu'il faut entendre par « infraction politique celle qui n'a pas seulement pour caractère prédominant, mais pour *but exclusif et unique*, de détruire, modifier ou troubler l'ordre politique dans un ou plusieurs de ses éléments. Cet ordre comprend : à l'*extérieur*, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire et les rapports de l'État avec les autres États ; à l'*intérieur*, la forme du gouvernement, l'organisation des pouvoirs publics, leurs rapports mutuels, enfin les droits politiques des citoyens (1) ».

Ainsi, sont des infractions politiques : le fait de porter les armes contre son pays ou celui de tramer des conspirations pour changer la forme du gouvernement.

(1) Garraud, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 152.

Il est des infractions qui sont ordinaires par leur nature, mais qui, dans l'intention de leur auteur, ont la politique pour but, pour mobile ou pour occasion.

Faut-il en ce cas faire prédominer le caractère politique de l'infraction et décider que, quel que soit le crime ou le délit commis par l'inculpé, celui-ci pourra toujours bénéficier du sursis ?

Sans entrer à cet égard dans des développements qui sortiraient du cadre de notre sujet, nous exposerons brièvement l'opinion généralement acceptée. On distingue plusieurs hypothèses :

La première est celle d'une infraction de droit commun isolée, qui ne se rattache ni à une insurrection, ni à une guerre civile, mais qui est inspirée par des mobiles politiques, par exemple, l'assassinat d'un chef d'État pour renverser le gouvernement qu'il représente. La nature des mobiles ne saurait en ce cas imprimer au crime commis le caractère politique ; elle ne doit avoir d'influence que sur la détermination de la culpabilité du délinquant.

La seconde hypothèse est celle-ci : l'infraction a lieu au cours d'événements politiques, guerre civile, insurrection ; sera-t-elle alors considérée toujours comme ayant un caractère politique ?

Il faut ici encore faire une distinction :

1^o « Tous les crimes de droit commun, meurtres, pillages, incendies, qui seraient légitimes s'ils se produisaient *dans un état de guerre régulier*, seront absorbés en quelque sorte par le crime politique d'insurrection, dont ils sont les nécessités ou les accidents (1) ».

2^o Mais on ne saurait accorder le caractère politique aux

(1) *Ibid.*, p. 155.

crimes et délits, qui, commis à la faveur d'une insurrection ou d'une guerre civile, seraient réprouvés par le droit des gens même dans un état de guerre déclarée ; il serait immoral de couvrir, pour ainsi dire, du caractère politique des actes qui ne sont perpétrés que dans un but de vengeance ou de lucre.

Telles sont les infractions politiques qui, à la différence de celles de droit commun, ne feront point obstacle, par les condamnations même à l'emprisonnement dont elles seraient suivies, à l'obtention ultérieure du sursis.

Mais si tous les commentateurs s'accordent à cet égard, ils sont loin de s'entendre sur la portée à donner à l'expression : crimes ou délits de droit commun, employée par les rédacteurs de la loi de 1891.

1^o Les uns décident que l'article 1^{er} exclut les crimes et délits prévus par les lois spéciales : seules les infractions réprimées par le Code pénal peuvent être comprises sous la dénomination d'infractions de droit commun. Du reste, ajoute-t-on, dans le doute on doit donner au texte de la loi une interprétation extensive et réduire autant qu'il est possible les cas d'exclusion du sursis.

Il nous faut l'avouer, les motifs de cette distinction nous échappent.

Sans doute quand un texte est susceptible d'être entendu dans deux sens différents, on doit s'arrêter à celui qui est le plus favorable à l'inculpé. Mais encore faut-il que par cette interprétation on ne se mette pas en contradiction évidente avec l'esprit de la loi.

Or ne se peut-il pas qu'une infraction réprimée par une loi spéciale révèle chez celui qui l'a commise des instincts criminels plus accentués que ceux que suppose la perpétration d'un fait prévu par le Code pénal ? Ainsi, pour ne citer qu'un

exemple, si l'on admettait la doctrine que nous combattons, il faudrait décider qu'une condamnation prononcée en vertu de l'article 423 du Code pénal pour tromperie sur la nature de la marchandise vendue, entraînerait exclusion du sursis, tandis qu'aucune indignité ne résulterait d'une condamnation infligée en vertu de l'article 2 de la loi du 27 mars 1851 qui punit le même délit d'une peine plus grave lorsque la marchandise vendue contient des mixtions nuisibles à la santé.

2° D'autres jurisconsultes estiment que l'expression crimes ou délits de droit commun désigne d'abord toutes les infractions prévues par le Code pénal, en outre celles qui, prévues par des lois spéciales, dénotent une réelle perversité de l'agent.

Certainement ce système est conforme à l'esprit de la loi ; en théorie on ne devrait considérer comme constituant un obstacle au sursis que les condamnations motivées par des faits dont la perpétration dénote chez ceux qui s'en sont rendus coupables une véritable tendance criminelle.

Mais ce critérium serait en pratique bien incertain. Une même infraction peut être commise par deux individus dont l'un est un délinquant véritable et l'autre un homme resté cependant honnête, malgré un acte exceptionnel d'entraînement.

3° Une troisième opinion a été émise notamment par la Cour de Chambéry dans un arrêt du 16 février 1893 (S. 93. 2.185).

Il s'agissait en l'espèce soumise à la Cour de savoir si une condamnation à l'emprisonnement pour délit de contrebande pourrait mettre obstacle au sursis.

Et la Cour fait le raisonnement suivant : la Cour de cassation ayant décidé que le bénéfice de cette loi peut être accordé pour les condamnations prononcées une première fois pour

délit de contrebande, il s'ensuit que les condamnations précédemment encourues pour de tels délits, sont exclusives de ce bénéfice, et que, d'une façon générale, toutes condamnations à l'emprisonnement en matière de douanes doivent, par rapport à l'application de la loi du 26 mars 1891, être confondues avec les condamnations pour crime ou délit de droit commun.

La Cour de Chambéry paraît donc établir une corrélation entre les deux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, celle qui fixe les antécédents dont l'existence met obstacle au sursis et celle qui détermine les condamnations à raison desquelles le sursis peut être accordé.

Mais ce système nous semble contraire à la fois et au texte et à l'esprit de la loi.

A son texte, car il est bien difficile de trouver dans les mots : condamnation pour crime ou délit de droit commun, le sens de : condamnation pouvant donner lieu à l'application du sursis.

A son esprit, car les faits mêmes qui révèlent le plus de perversité chez l'agent et qui par conséquent sont de nature à exclure ultérieurement le sursis sont précisément ceux pour lesquels le législateur refusera d'accorder le sursis. Plus une condamnation est grave, plus elle est de nature à entraîner l'indignité. Moins elle est grave, plus elle est susceptible d'être suspendue.

Nous trouvons la justification de cette assertion dans les dispositions de la loi de 1891 relatives aux condamnations à l'amende. C'est leur peu de gravité qui a conduit le législateur à décider en même temps qu'elles ne sauraient être un obstacle à l'application du sursis et que le sursis pourrait être prononcé pour ces condamnations.

La corrélation qu'a cru trouver la Cour de Chambéry entre

les condamnations mettant obstacle au sursis et celles par lesquelles le sursis peut être accordé n'existe donc point en réalité.

4° Enfin un quatrième système propose l'explication suivante de l'article 1^{er} : L'expression condamnation pour crime ou délit de droit commun exclut non seulement les condamnations prononcées pour infractions politiques, mais encore certaines de celles qui émanent des tribunaux militaires ou maritimes.

En effet, dit-on, ces juridictions peuvent être appelées à statuer, soit sur des infractions militaires proprement dites, se rattachant à la discipline par exemple, et punies exclusivement par les lois militaires, soit sur des infractions prévues à la fois par le Code pénal et par le Code de justice militaire, mais punies par ce dernier d'une peine plus grave que par le premier, soit sur des infractions prévues par ces deux Codes et punies par l'un et par l'autre de la même peine, soit enfin sur des infractions prévues uniquement par le Code pénal.

a) Il est certain tout d'abord qu'une condamnation à l'emprisonnement pour crimes ou délits purement militaires ne saurait être un obstacle à l'application ultérieure du sursis. La perpétration de ces infractions ne suppose pas en effet chez celui qui s'en rend coupable une véritable perversité. Une certaine ignorance des règlements militaires, la rigueur nécessaire d'ailleurs de la discipline, atténuent la gravité intrinsèque de la faute et par suite la culpabilité.

b) Il en est de même si l'infraction est punie par les Codes de justice militaire d'une peine plus grave que celle qui est édictée dans les mêmes cas par le Code pénal ; le fait reçoit, pour ainsi dire, de la loi militaire une qualification spéciale qui permet de le considérer comme ne rentrant plus dans le droit commun.

c) Mais au contraire si la peine infligée par le Code militaire ou maritime est tout à fait la même que celle édictée par le Code pénal, la condamnation prononcée par le tribunal maritime ou militaire mettra obstacle à l'application ultérieure du sursis. Ici, en effet, le fait délictueux est le même; et la culpabilité de l'agent ne saurait être modifiée par le caractère spécial du tribunal devant lequel il comparait et par la différence de dénomination du Code où est insérée la disposition de loi appliquée.

d) Pour les mêmes motifs et par *a fortiori*, il faudrait décider de même dans le cas où les tribunaux militaires ou maritimes auraient appliqué les dispositions mêmes du Code pénal.

En résumé, ce système voit des infractions de droit commun, c'est-à-dire exclusives du sursis, dans les condamnations à l'emprisonnement émanant des tribunaux militaires ou maritimes et motivées par des faits prévus soit par le Code pénal seul, soit par le Code pénal et les Codes de justice militaire à la fois et punies par ces lois de peines absolument semblables.

Ne sauraient être au contraire un obstacle à l'application de la loi de 1891, ni les condamnations prononcées par les tribunaux militaires ou maritimes pour des infractions spéciales prévues seulement par les Codes de justice militaire, ni les condamnations motivées pour des faits qui sont frappés par ces dernières lois de peines plus sévères que celles édictées dans le même cas par le Code pénal.

Cette dernière interprétation des mots *condamnation pour crimes ou délits de droit commun* nous semble devoir être préférée à toutes les autres. D'abord elle est conforme à l'esprit de la loi de 1891, loi qui refuse de voir un obstacle à l'application du sursis dans les condamnations prononcées

pour des infractions qui ont un caractère tout spécial et dont la perpétration ne suppose pas chez leurs auteurs une véritable perversité.

Elle est conforme aussi au texte de la loi, puisque souvent dans le langage juridique on emploie les expressions de crimes ou délits de droit commun par opposition à la fois aux crimes et délits militaires et aux crimes et délits politiques.

Nous avons ainsi déterminé quelles étaient les conditions d'application du sursis. Pour être admis au bénéfice de la loi nouvelle le condamné ne devra pas avoir subi, antérieurement au fait actuellement poursuivi, de condamnation à l'emprisonnement (ou à une peine plus grave) pour crime ou délit de droit commun, c'est-à-dire pour infraction autre qu'un crime ou délit soit politique soit militaire.

La preuve de l'existence de ces conditions sera fournie par la production du casier judiciaire dont un extrait doit toujours être joint au dossier de la procédure suivie contre un individu déféré aux tribunaux correctionnels ou criminels.

La mise à exécution de la loi de 1891 exige donc un soin très attentif dans la délivrance des casiers judiciaires et une exactitude pressée dans l'envoi au greffe du lieu d'origine du condamné ou au casier central des bulletins n° 1 constatant les condamnations encourues.

Une circulaire du garde des sceaux en date du 19 décembre 1891 (1), constate que : « il résulte de la pratique journalière du casier central que plusieurs tribunaux, faute d'avoir eu sous les yeux un bulletin n° 2 exact, ont ordonné le sursis à l'exécution de la peine à l'égard d'accusés ou de prévenus qui avaient été antérieurement condamnés à l'emprisonnement pour faits de droit commun ».

(1) *Bulletin officiel du Ministère de la justice*, année 1891, p. 548, 549.

Aussi, pour prévenir le retour de semblables abus, le garde des sceaux prescrit-il que « dès l'expiration des délais d'appel les greffiers rédigent les bulletins n° 1 et les fassent viser par les procureurs de la République » qui les transmettront immédiatement au Procureur général. Ce magistrat devra veiller à ce que ces bulletins soient le plus promptement possible revus à son Parquet et adressés au greffe du lieu d'origine du condamné ou au casier central suivant les cas.

La circulaire du 19 décembre 1891, ajoute :

« Lorsque le greffier reçoit un bulletin n° 1 constatant une condamnation suspendue, son premier devoir est de s'assurer que le casier ne contient pas de bulletin relatif à une condamnation à l'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun ; s'il en existe, il doit en prévenir le Procureur de la République près son tribunal qui en informe son collègue du lieu de la condamnation à laquelle s'applique la décision du sursis pour que cette décision puisse faire l'objet des recours autorisés par la loi.

La preuve de l'existence d'une condamnation présentant la nature et les caractères que nous venons d'indiquer fait obstacle à la prononciation du sursis, quelle qu'ait été d'ailleurs la conduite du prévenu depuis cette condamnation.

La loi a édicté en cette matière une présomption légale d'indignité qui n'admet pas la preuve contraire.

Mais, si cette absence d'antécédents judiciaires assez graves est la condition nécessaire à l'application au prévenu de la loi de 1891, elle en est aussi la condition suffisante.

Ainsi l'inculpé n'est pas obligé d'indemniser préalablement la victime de l'infraction ; les droits de celle-ci d'ailleurs sont entièrement sauvegardés puisque, comme nous le verrons, « la suspension de la peine ne comprend pas le paiement des dommages-intérêts ».

De même l'octroi du sursis n'est pas subordonné au consentement de la partie lésée par le délit. Un amendement en sens contraire, tendant à modifier la loi belge du 31 mai 1888, avait été proposée par M. Garofalo à la séance du 7 août 1889 de l'Union internationale de droit pénal. Le criminaliste italien justifiait la nécessité de cette condition par l'obligation de donner satisfaction au sentiment de vengeance bien naturel de la victime du délit. Faute de ce faire, on risquait de provoquer des représailles de la part de la personne lésée par l'infraction ou de la part des parents de celle-ci. Mais la majorité de l'assemblée semble avoir repoussé la proposition de M. Garofalo par cette considération qui nous paraît en effet décisive, et qui a été formulée par M. Seuffert professeur à Breslau, dans les termes suivants :

« La répression est de droit public et d'intérêt général ; son mode d'organisation, son fonctionnement ne peuvent dépendre d'intérêts privés (1) ».

Enfin la nationalité de l'inculpé ne saurait être un obstacle à l'application du sursis. Sans doute il pourra échapper à toute répression en retournant dans son pays où évidemment la loi française ne saurait l'atteindre.

Mais ce sera au juge à s'enquérir de la situation exacte du prévenu étranger qui lui est amené. S'il craint de le voir, aussitôt après sa mise en liberté, se soustraire par la fuite aux conséquences possibles d'une rechute, il ne lui accordera pas le sursis.

Nous ferons remarquer d'ailleurs que cette éventualité est également à craindre quand le prévenu est français et l'appréhension de ce danger n'a point empêché l'adoption de la loi.

(1) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, année 1889, p. 149.

Nous avons ainsi terminé l'examen des conditions d'application du sursis. Mais quand même ces conditions seraient remplies, le sursis à l'exécution de la peine pourrait-il toujours être ordonné quelles que fussent la peine prononcée, l'infraction qui a motivé la condamnation, la juridiction saisie.

Trois questions se posent ainsi : leur examen fera l'objet de la section suivante.

SECTION II. — Cas d'application du sursis.

Nous allons examiner les cas d'application du sursis en nous plaçant à un triple point de vue :

- I. Des peines qui peuvent être l'objet de cette mesure.
- II. Des juridictions qui peuvent la prononcer.
- III. Des infractions pour lesquelles elle peut être accordée.

§ 1^{er}. — Peines auxquelles peut s'appliquer le sursis.

Les peines auxquelles peut s'appliquer le sursis sont l'emprisonnement et l'amende : « En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende », dit l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891.

I. — Emprisonnement.

Les diverses propositions de loi que nous avons indiquées en étudiant les travaux préparatoires, autorisaient toutes le juge à prononcer le sursis pour les peines d'emprisonnement ; on a toujours reconnu qu'il pouvait être nécessaire d'épargner à l'inculpé non encore condamné le déshonneur d'une peine d'emprisonnement et de le soustraire aux dangers de la promiscuité des prisons.

En spécifiant que le sursis ne peut être appliqué qu'aux condamnations à l'emprisonnement, la loi indique qu'on ne

peut suspendre que l'emprisonnement qui est prononcé a titre de peine.

D'où il suit que l'envoi en correction d'un inculpé acquitté comme ayant agi sans discernement ne pourrait être l'objet d'une déclaration de sursis.

Mais il en serait différemment si le mineur de 16 ans était condamné à l'emprisonnement par application des articles 67 et 69 du Code pénal : il serait frappé alors d'une véritable peine, et cette condamnation comme toute autre pourrait être suspendue.

Le sursis s'applique d'ailleurs à toutes les peines d'emprisonnement quelle que soit leur durée.

M. Bérenger, dans son rapport présenté au Sénat le 6 mars 1890, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi dont il était l'auteur, nous indique ainsi les raisons qui ont engagé le législateur à ne pas limiter le pouvoir du juge suivant la durée de la peine prononcée.

Il ne s'agit plus, dit-il en substance, pour décider de l'application du sursis d'envisager la gravité de la faute commise. Cette appréciation a dû être faite dans la fixation de la peine ; il reste seulement à examiner l'état moral du condamné et le degré de garantie que cet état suppose.

Or à cet égard l'importance du délit peut être sans valeur. Une faute même grave commise dans un mouvement d'émportement ou dans un moment d'oubli ne suppose pas nécessairement une dépravation véritable ; au contraire, une faute même légère peut déceler des instincts véritablement pervers.

En un mot, quant à la gravité de l'infraction, le juge en tiendra compte pour la fixation de la durée de la peine et, pour la prononciation du sursis, il prendra seulement en considération la valeur morale du délinquant.

Il n'y a donc pas contradiction à autoriser le juge à suspendre l'exécution d'une peine même de longue durée.

Mais si les termes de la loi permettent d'appliquer ces dispositions aux peines d'emprisonnement quelle que soit leur durée, ils excluent en revanche par *a contrario* les peines plus graves : travaux forcés, détention, réclusion, bannissement, déportation. C'est ainsi que la Cour de cassation, à la date du 20 janvier 1893, a cassé un arrêt de Cour d'assises qui avait prononcé le sursis à l'exécution d'une peine de réclusion (S. 93.1.112 ; D. 93.1.583).

Il faudrait en décider de même pour la dégradation civique prononcée comme peine principale. Mais aux termes de l'article 35 du Code pénal : « Toutes les fois que la dégradation civique sera prononcée comme peine principale, elle pourra être accompagnée d'un emprisonnement dont la durée, fixée par l'arrêt de condamnation, n'excèdera pas cinq ans. Si le coupable est un étranger ou un Français ayant perdu la qualité de citoyen, la peine de l'emprisonnement devra toujours être prononcée ». Cette peine d'emprisonnement accessoire à la dégradation civique pourra-t-elle être suspendue par le juge ? Certains jurisconsultes se prononcent pour la négative, en se fondant sur la règle, *accessorium sequitur principale*. Le juge ne saurait suspendre la peine accessoire d'emprisonnement alors qu'il ne peut surseoir à l'exécution de la peine principale de la dégradation civique. Nous estimons au contraire que les tribunaux ont la faculté d'ordonner le sursis à l'emprisonnement prononcé en ce cas. En parlant d'une peine d'emprisonnement, en effet, la loi ne fait aucune distinction ; de quel droit en créer une ? Au surplus, l'application de la loi de 1891 aura en cette hypothèse la même raison d'être qu'en toute autre : soustraire

le délinquant à la honte et aux dangers du séjour des prisons.

C'est ce dernier motif qui doit faire décider également que le juge ne peut ordonner le sursis à une partie de la peine d'emprisonnement prononcée contre un délinquant primaire. Quelle que soit en effet la durée de l'incarcération, la flétrissure et les dangers qui en résultent pour le condamné sont toujours les mêmes.

II. — Amende.

L'extension du sursis aux peines d'amende fut demandée, nous l'avons vu, pour la première fois au cours des travaux préparatoires par M. Trarieux à la séance du Sénat du 3 juin 1890.

Le projet de loi soumis à l'examen du Sénat n'a pas seulement pour but, disait en substance M. Trarieux, de soustraire le condamné au séjour de la prison, mais encore de provoquer son amendement par une mesure de clémence appliquée à propos.

Il n'y a donc aucune raison de faire à ce point de vue une différence entre l'emprisonnement et l'amende. De plus, ajoutait M. Trarieux, le projet de la commission du Sénat, en refusant d'autoriser le sursis pour les peines d'amende, aurait pour résultat de consacrer une véritable injustice. Tandis que le condamné à l'emprisonnement pourrait être dispensé de l'exécution de la peine et de plus obtenir au bout de cinq ans une réhabilitation de plein droit, le condamné à l'amende, moins coupable et par conséquent plus digne d'indulgence, se verrait refuser et le bénéfice du sursis et tous les avantages qui y sont attachés.

A ces arguments, M. Béranger opposa les raisons suivantes :

D'après lui, la loi avait surtout pour but de soustraire le condamné aux dangers de la promiscuité des prisons : le sursis à l'emprisonnement semblait donc seul nécessaire. D'ailleurs les peines d'amende ont dans nos mœurs un caractère beaucoup moins infamant que les peines d'emprisonnement ; leur suspension n'a pas la même raison d'être. En ce qui concerne spécialement la réhabilitation, M. Bérenger faisait remarquer que l'individu condamné à l'amende pourrait s'acquitter immédiatement de sa dette et obtenir sa réhabilitation trois ans après sa condamnation, c'est-à-dire deux ans encore avant l'inculpé condamné à l'emprisonnement avec sursis. A ce point de vue donc la situation du premier était meilleure que celle du second.

Le rapporteur ajoutait que l'extension du sursis aux peines d'amende aurait pour résultat d'énervier la répression ; la suspension d'une peine déjà si légère en serait en réalité la suppression.

Enfin la faculté laissée aux tribunaux de dispenser éventuellement du paiement de l'amende, outre qu'il serait de nature à causer au Trésor un préjudice sérieux, aurait encore le grave inconvénient de permettre à l'autorité judiciaire de disposer de sommes d'argent qui dès le moment de la condamnation appartiennent à l'État.

M. Boulanger appuya ce dernier argument avec l'autorité particulière que lui donnait une compétence toute spéciale en matière d'administration financière.

Quel qu'ait été le poids des raisons ainsi invoquées à l'appui du système adopté par la commission du Sénat, M. Trarieux le combattit cependant avec vigueur et avec succès.

Au point de vue de la réhabilitation, répondit-il, la situation du condamné à l'emprisonnement avec sursis est plus

favorable que celle du condamné à l'amende qui n'a pas bénéficié de cette mesure.

Sans doute le stage qui est imposé au second a une plus longue durée ; mais, en revanche, il est affranchi de toutes ces formalités longues ennuyeuses et forcément humiliantes qui sont imposées au premier.

A la séance du 9 juin la discussion fut reprise.

M. Trarieux produisit de nouveau les raisons qu'il avait déjà fait valoir en faveur de l'extension du sursis aux peines d'amende et il y ajouta l'observation suivante :

A une précédente séance, M. Tirard avait demandé au rapporteur si, en cas de condamnation à l'emprisonnement et à l'amende, la première de ces peines ayant seule été suspendue, la mention ces *deux* peines devrait au bout de cinq ans être effacée du casier judiciaire : M. Bérenger avait répondu qu'il en serait ainsi pourvu que l'amende eût été payée.

M. Trarieux proposa en conséquence un amendement à l'article 1^{er} de la loi sous la forme suivante :

« Ce sursis pourra également être accordé dans les mêmes conditions lorsque la condamnation s'appliquera cumulativement à l'amende et à l'emprisonnement ou simplement à une amende.

« Dans ces deux cas, alors même que le sursis ne serait pas prononcé en ce qui concerne l'amende, il pourra être ordonné que le condamné bénéficiera des dispositions de l'article 5 ci-après », c'est-à-dire de la réhabilitation de plein droit.

Le rapporteur, M. Bérenger, s'opposa à l'adoption de cette seconde partie même de l'amendement de M. Trarieux, qui ne faisait cependant que reproduire en quelque sorte ses propres idées, sous le prétexte que cette disposition serait mieux à sa place dans le projet de loi que préparait le gouvernement sur l'organisation du casier judiciaire.

Le Garde des sceaux et M. Boulanger ayant au contraire déclaré accepter cette même disposition, le rapporteur finit par se ranger aussi à cet avis. Et c'est ainsi qu'à la séance du 10 juin le Sénat vota un article 5 ainsi conçu (l'article 5 ancien étant devenu l'art. 4 par suite de l'admission de l'amendement de M. Demôle relatif aux peines accessoires) :

Art. 5. — « Les tribunaux peuvent étendre les effets du paragraphe 2 de l'article précédent aux condamnés à l'amende ».

A la Chambre des députés M. Barthou, dans son rapport présenté le 6 décembre au nom de la commission chargée de l'examen du projet voté par le Sénat, concluait à l'extension du sursis aux peines d'amende par les mêmes raisons d'ailleurs que celles que M. Trarieux avait développées déjà devant le Sénat. Il en ajoutait une nouvelle encore :

Il est, disait-il, inexact de prétendre, comme l'a fait M. Bérenger, que l'amende une fois prononcée appartient au Trésor. Pour être logique, il faudrait dire aussi que l'emprisonnement appartient à l'administration et que par conséquent l'autorité judiciaire ne saurait en suspendre l'exécution.

Conformément aux conclusions du rapporteur, la Chambre vota sans discussion l'extension du sursis aux peines d'amende, et cette modification fut acceptée par le Sénat.

C'est ce qui entraîna la suppression de l'article 5 et, dans l'article 1^{er}, l'insertion des mots « ou à l'amende » après ceux-ci : « en cas de condamnation à l'emprisonnement. »

Si nous avons cru devoir rappeler aussi complètement les discussions auxquelles l'adoption de cette disposition a donné lieu, c'est qu'elles nous en ont semblé le meilleur commentaire.

Ce développement fait comprendre et les motifs de l'hésitation de M. Bérenger et de la commission du Sénat à appliquer

le sursis à l'amende, et les raisons contraires qui ont déterminé l'adoption de cette mesure : les arguments présentés en sa faveur par MM. Trarieux et Barthou étaient, à notre sens, absolument concluants.

Le sursis s'applique incontestablement à la peine d'amende prononcée par les tribunaux correctionnels. En est-il différemment quand cette peine est prononcée en matière criminelle ?

Certains auteurs soutiennent qu'en ce cas le sursis ne peut être accordé. L'amende, disent-ils, est alors une peine complémentaire. Or aux termes de l'article 2, § 2 de la loi du 26 mars 1891 : « Elle (la suspension) ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation ».

Cette opinion a d'ailleurs été consacrée par la Cour de cassation qui, dans un arrêt du 20 janvier 1893 (S. 93.1.112), a décidé « qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, la mesure de faveur qu'il autorise ne peut être appliquée qu'au cas où la peine prononcée est correctionnelle ».

Cette opinion ne nous paraît pas cependant devoir être suivie.

L'amende est en effet une peine commune aux matières criminelles et aux matières correctionnelles ; elle ne change pas de nature avec la juridiction qui la prononce. Or c'est uniquement à la peine que le législateur s'est attaché pour déterminer si une condamnation peut être suspendue ; c'est ce que dit formellement le rapport présenté au Sénat le 6 mars 1890, par M. Béranger : « La proposition de M. Béranger est plus large. C'est à la nature de la peine, non à la juridiction saisie qu'il s'attache ».

Par conséquent, l'amende étant toujours l'amende, elle

doit pouvoir être l'objet du sursis, même en matière criminelle.

Mais le juge pourrait-il limiter les effets de sa décision à une quote-part seulement de l'amende, le surplus étant immédiatement exigible ?

Le tribunal de St-Etienne, dans un jugement du 20 janvier 1893 (S. 94.2.51), s'était prononcé pour l'affirmative par la raison suivante : le juge ayant la faculté de refuser le sursis devait pouvoir par *a fortiori* ne l'accorder que pour partie : qui peut le plus peut le moins. Mais la Cour de Lyon, par arrêt du 20 février 1893 (S. 94.2.52), a réformé ce jugement en déclarant que le sursis ne pourrait être appliqué à une partie seulement de la peine ; la Cour n'indique d'ailleurs aucun motif à l'appui de cette décision. Nous l'adoptons cependant, par cette considération que la peine constitue un tout indivisible ; on ne comprendrait pas qu'elle fût pour partie pure et simple et pour partie conditionnelle.

III. — Emprisonnement et amende.

De ce qui précède il résulte que les tribunaux peuvent prononcer le sursis soit à une peine d'emprisonnement, soit à une peine d'amende.

Mais en cas de condamnation cumulative à l'emprisonnement et à l'amende, les juges doivent-ils accorder le sursis aux deux peines à la fois, ou ont-ils au contraire la faculté de le restreindre à une seule ?

La Cour de cassation, à la date du 14 mai 1892 (S. 94.1.62), a consacré cette dernière solution ; cette opinion semble en effet à l'abri de toute critique. Elle est conforme au texte de la loi : car les termes, *condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende*, ne signifient pas que le sursis ne peut être accordé que dans le cas où la condamnation porte seulement une

peine d'emprisonnement ou seulement une peine d'amende ; mais simplement que toutes les peines autres que celles-là ne pourraient être suspendues.

Il est vrai que le pourvoi prétendait que le système qui a définitivement triomphé était contraire à l'esprit de l'article 1^{er}, § 2. Aux termes de cette disposition, disait-on, si pendant le délai de cinq ans l'individu qui a bénéficié du sursis n'a encouru aucune nouvelle condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation est considérée comme non avenue, les déchéances accessoires et les incapacités qui en résultaient cessent de produire effet et la mention qui en avait été faite au casier judiciaire doit être effacée. Or si l'on admet la division du sursis, le but de la loi ne sera pas atteint : après les cinq ans de l'épreuve victorieusement subie, la peine non suspendue fera subsister la condamnation, et l'inscription au casier judiciaire sera maintenue.

Cela est vrai : mais le condamné est-il en droit de se plaindre ? Le juge pourrait, nous le verrons, refuser complètement le sursis. Pourquoi ne pas l'autoriser à l'accorder s'il l'estime convenable à l'une des deux peines seulement ?

§ 2. — En quelle matière le sursis peut-il être accordé.

Nous avons recherché dans la section précédente à quelles peines le sursis était applicable et nous croyons avoir établi que les peines d'emprisonnement ou d'amende et les peines cumulatives d'emprisonnement et d'amende pouvaient seules être suspendues.

Mais cette règle générale s'applique-t-elle toujours quelle que soit l'infraction pour laquelle la condamnation est pro-

noncée ? C'est la question qu'il nous faut maintenant résoudre.

En principe, le sursis conditionnel à l'exécution de la peine peut être prononcé dans toutes les matières.

La jurisprudence admet cette règle générale ; mais elle y apporte cependant certaines réserves. Il nous faut donc successivement examiner : d'abord le principe et ses applications incontestées, puis les exceptions qu'on propose d'y apporter.

1. — Principe général.

L'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 est conçu de la façon la plus large :

« En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, dit-il, les Cours et tribunaux peuvent ordonner.... qu'il sera sursis.... ».

Y a-t-il condamnation, soit à l'emprisonnement, soit à l'amende ? Le sursis est possible, sans qu'il y ait lieu de distinguer la nature de l'infraction poursuivie. Voilà la règle formelle, absolue, exempte de toute restriction ou réserve.

Et c'est ce principe général qu'a voulu poser le législateur. Les travaux préparatoires ne nous permettent pas d'en douter : A la séance du 9 juin 1890, M. de l'Angle Beaumanoir avait proposé un amendement ainsi conçu :

« Les dispositions de l'article 1^{er} ne sont en aucun cas applicables aux délits d'attentat aux mœurs ».

On ne comprendrait pas, dit-il, qu'on accordât le sursis à des individus coupables de délits aussi honteux, aussi répugnants.

Mais M. Béranger combattit cet amendement par l'argumentation suivante :

Est-ce que beaucoup d'autres délits n'inspirent pas la

même horreur. A tous ceux-là aussi devrait donc être refusé le sursis. Mais alors il faudrait classer les infractions en deux catégories : celles auxquelles la loi de 1891 serait applicable, et celles auxquelles elle ne le serait point. Or est-ce que cette classification n'est pas trop délicate, trop difficile à faire pour être absolument juste et entièrement complète ? Mieux vaut assurément laisser au juge la faculté de décider, suivant chaque cas particulier, s'il y a lieu ou non de surseoir à l'exécution de la peine. Ces judicieuses observations firent repousser l'amendement de M. de l'Angle Beaumanoir.

D'ailleurs M. Béranger, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, avait déclaré, dans son rapport du 6 mars 1890, que c'était surtout à la nature de la peine qu'on s'était attaché pour déterminer les cas d'application de la loi de 1891.

A ce principe, la loi n'apportait qu'une exception : celle relative aux décisions rendues par les tribunaux militaires. Nous l'examinerons dans la section suivante, en traitant des juridictions qui peuvent appliquer le sursis.

Ce principe toutefois n'a pas laissé de soulever certaines oppositions, surtout au début de l'application de la loi.

1° C'est ainsi d'abord qu'on a prétendu, en se basant sur le texte de l'article 1^{er}, que le sursis ne pourrait être prononcé que pour les délits qui sont prévus par le Code pénal, et non pour ceux qui sont réprimés par des lois spéciales. Mais nous avons déjà dit que l'expression *crime ou délit de droit commun* employée par le législateur visait à la fois toutes les infractions autres que les crimes ou délits politiques et militaires, quelle que fût d'ailleurs la disposition légale qui les eût réprimés. Remarquons, au surplus, que la loi ne parle de crimes ou délits de droit commun que quand il s'agit de déterminer les condamnations qui mettront obstacle à la prononciation du sursis ou qui auront pour effet d'en

faire encourir la déchéance. Mais s'il s'agit d'indiquer les condamnations qui pourront donner lieu à l'atténuation prévue par l'article 1^{er}, l'expression employée par le législateur est absolument générale « En cas de condamnation à l'amende ou à l'emprisonnement », dit-il, et il ne fait aucune allusion à l'infraction qui a pu motiver la condamnation.

Mais on insiste :

Permettre, dit-on, au juge d'accorder le sursis pour des délits prévus par les lois spéciales, c'est vouloir enlever à cette mesure toute efficacité, et en voici la raison :

La loi spécifiant qu'une condamnation pour crime ou délit de droit commun peut seule amener la déchéance du sursis n'a pas voulu accorder cet effet aux condamnations prononcées pour des infractions punies par les lois spéciales. Par conséquent l'individu qui aurait obtenu le sursis à l'exécution d'une peine prononcée pour délit spécial pourrait commettre de nouvelles infractions de la même nature sans être jamais déchu de la faveur qu'on lui a accordée. Or ce résultat n'est-il pas absolument contraire à l'intention du législateur ?

La réponse est facile, car, comme nous le verrons en étudiant les causes de déchéance du sursis, loin de distinguer à ce dernier point de vue entre les crimes ou délits prévus par le Code pénal et ceux prévus par les lois spéciales, il faut au contraire les assimiler. Dès lors l'argument fondé sur la prétendue différence de leurs effets ne peut avoir aucune portée, aucune conséquence.

2° On a soutenu également que le sursis à l'exécution de la peine n'était pas applicable aux infractions pour lesquelles le bénéfice des circonstances atténuantes ne pouvait être accordé.

Il y a, dit-on, une corrélation étroite entre l'article 1^{er} et l'article 5 de la loi.

Si on accorde le sursis il faut nécessairement, en cas de déchéance, appliquer au condamné les peines de la récidive, et quelle que soit la légèreté de sa nouvelle faute, le frapper toujours durement, puisque pour ces faits le juge ne peut modérer la rigueur de la loi par l'application des circonstances atténuantes.

Mais est-ce que cette corrélation existe aussi certainement qu'on le suppose ? Loin de là, et l'article 7 de la loi suffirait à établir le contraire. Il décide, en effet, que les tribunaux militaires peuvent appliquer les peines de la récidive et que cependant ils ne sont pas autorisés à ordonner le sursis à la condamnation qu'ils prononcent. De plus, aucune raison ne peut réellement justifier cette supposition que l'article 5 de la loi ne s'appliquerait pas aux peines pour lesquelles les circonstances atténuantes ne sont pas admises. Remarquons enfin que M. Béranger avait été jusqu'à demander que l'on exclût du bénéfice de l'article 463 du Code pénal tous les récidivistes ; il voulait punir une nouvelle violation de la loi pénale avec d'autant plus de sévérité que son auteur aurait bénéficié d'abord d'une plus grande indulgence. L'idée qui se marquait dans la confection de la loi était donc loin d'être la crainte de ne pouvoir atténuer la peine en cas de déchéance du sursis.

3° Certains auteurs enfin pensent que l'article 1^{er} de la loi de 1891 est inapplicable aux délits contraventionnels, c'est-à-dire aux infractions punies de peines correctionnelles indépendamment de l'intention de nuire.

Mais ces infractions, nous l'avons montré en étudiant les conditions d'application du sursis, sont aujourd'hui au point de vue de leurs effets complètement assimilées par la doctrine et la jurisprudence aux délits ordinaires. Le sursis peut donc également s'appliquer aux unes comme aux autres, et

avec plus de raison peut-être aux délits soi-disant contraventionnels, puisqu'ils impliquent moins de perversité chez l'agent.

Du principe général que nous venons de poser, la jurisprudence a fait une application logique dans diverses matières spéciales. Elle a ainsi décidé que le sursis est applicable aux peines d'emprisonnement et d'amende prononcées pour :

1° Délit de chasse, colportage de gibier : Caen, 7 novembre 1891 (S. 93.2.82) ; Bourges, 17 décembre 1891 (S. 92.2.51).

2° Délit de pêche : Trib. Rouen, 21 avril 1891 en note sous un arrêt de Bordeaux, 14 août 1891 relatif à d'autres matières (S. 92.2.9).

3° Infractions aux lois sur l'exercice de la pharmacie : Lyon, 20 février 1893 (S. 94.2.52 ; D. 93.2.511) ; Orléans, 12 février 1894 (S. 94.2.248 ; D. 95.2.22) ; Grenoble, 7 juillet 1892 (S. 93.2.84).

4° Infractions à la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires : Alger, 16 février 1893 (S. 93.2.181 ; D. 93.2.261) ; Cass., 25 mars 1892 (S. 93.1.161 ; D. 92.1.309).

5° Infraction à la loi du 30 octobre 1886 sur la tenue des écoles : Trib. Hazebrouck, 9 septembre 1893 (S. 94.2.65) ; Limoges, 9 avril 1892 (S. 92.2.246 ; D. 94.2.65).

6° Délit de diffamation par voie de la presse : Bordeaux, 17 juin 1891 (S. 92.2.55 ; D. 92.2.62).

7° Infraction à la loi du 17 juillet 1889 sur les candidatures multiples : Bordeaux, 20 avril 1894 (S. 94.2.213 ; D. 94.2.309).

8° Infraction à la police des mines : Tribunal de St-Étienne, 20 avril 1893 (S. 94.2.55).

II. — Exceptions au principe.

Nous venons d'indiquer que toutes les peines d'emprisonnement ou d'amende pouvaient être l'objet d'une déclaration de sursis, quelle que fût l'infraction réprimée. Mais sur ce dernier point, n'y aurait-il point des réserves à faire, des exceptions à formuler ? Tel a été, en effet, le sentiment de plusieurs jurisconsultes, et telle a été la décision de certains tribunaux. Ces exceptions concernent les infractions aux lois fiscales, les infractions forestières, certaines autres infractions spéciales.

A. — *Infractions aux lois fiscales.*

Nous entendons par lois fiscales les lois relatives aux douanes, aux contributions indirectes, aux octrois.

Les infractions à ces dispositions sont-elles susceptibles de l'application de la loi de 1891, qu'elles soient punies, soit d'emprisonnement, soit d'une amende ?

a) *Emprisonnement.* — La Cour de Bordeaux, à la date du 14 août 1891, et celle de Nancy à la date du 5 novembre 1891 (S. 92.2.9) ont décidé que le sursis n'était pas applicable à la peine d'emprisonnement et à l'amende prononcées pour délits de douanes.

Ces deux arrêts se basent sur les motifs suivants :

D'abord, disent-ils, les délits de douanes ont un caractère tout spécial : l'initiative des poursuites appartient en pareil cas non au ministère public mais à l'administration. De plus, celle-ci peut transiger avec l'inculpé même avant la condamnation, et arrêter les poursuites.

Ces particularités donnent à ces infractions un caractère exceptionnel dans notre législation : la loi du 26 mars 1891 ne les concerne pas.

De plus les circonstances atténuantes ne sont pas applicables en matière de douanes. Décider que le sursis peut être alors prononcé, c'est obliger en cas de déchéance les tribunaux à infliger à l'inculpé les peines de la récidive, c'est-à-dire à le frapper par suite de l'inapplicabilité de l'article 463 du Code pénal, d'une façon beaucoup trop sévère.

Enfin l'individu qui aurait bénéficié des dispositions de l'article 1^{er} de notre loi pourrait impunément commettre les mêmes délits sans encourir la déchéance du sursis, laquelle ne peut résulter que d'une condamnation pour délit de droit commun.

Malgré ces raisons, cette opinion ne nous paraît pas devoir être suivie.

L'argument qu'elle veut tirer de l'inapplicabilité des circonstances atténuantes aux délits spéciaux, nous l'avons réfuté déjà ; nous ne pourrions que le reproduire pour les délits de douanes. « De plus, dit M. Gardeil, on arriverait avec cette distinction (entre les infractions auxquelles les circonstances atténuantes sont applicables et celles auxquelles elles ne le sont pas) à autoriser le sursis à l'emprisonnement en cas de condamnation pour infraction aux lois sur les contributions indirectes (loi du 30 mars 1888, art. 42) et à le refuser en matière de douanes. Or les unes et les autres sont des lois fiscales au même titre (1) ».

Ajoutons qu'il ne paraît pas exact de prétendre, comme le font les arrêts des Cours de Nancy et de Bordeaux, que l'octroi du sursis aux auteurs de contraventions fiscales leur assurerait l'impunité sous le prétexte qu'ils pourraient commettre les mêmes délits sans être déchus de ce bénéfice.

(1) Examen doctrinal de la jurisprudence criminelle pendant l'année 1891-1892 par M. Gardeil, professeur à la Faculté de Nancy. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, XLII^e année, p. 1 à 28.

Sans doute la loi n'attache la déchéance du sursis qu'aux condamnations pour crime ou délit de droit commun. Mais cette expression est la même que celle que le législateur emploie pour indiquer les condamnations qui mettent obstacle à la prononciation du sursis : aux mêmes mots il faut attacher le même sens. Or, nous l'avons vu, l'expression crime ou délit de droit commun désigne toutes les infractions autres que les crimes ou délits politiques et militaires, quelle que soit d'ailleurs la disposition de la loi applicable. C'est pourquoi nous pensons qu'une condamnation à l'emprisonnement pour délit de douane entraînerait la révocation du sursis, comme nous avons décidé qu'elle serait un obstacle à sa prononciation.

Enfin il n'y a pas à tirer argument contre l'applicabilité de la loi du 26 mars 1891 aux contraventions fiscales des particularités que peuvent présenter ces infractions, notamment du droit de poursuite et du droit de transaction attribué à l'administration. En effet, cette faculté de transiger et celle de poursuivre qui en est le corollaire n'ont été accordées à l'administration que pour lui permettre d'atténuer, en faveur de gens dont la bonne foi n'eût pas empêché la condamnation en justice, les effets de dispositions légales qui en ces matières sont très sévères, et dont, jusqu'à la loi du 30 mars 1888, on ne pouvait adoucir la rigueur par l'application des circonstances atténuantes (Cass., 26 mars 1830 et 27 novembre 1858, D. 59.1.41). Mais cette double attribution n'avait pas pour cause un caractère spécial, exceptionnel en ces matières, soit de l'emprisonnement, soit même de l'amende (comme on le verra un peu plus loin), et elle n'aurait point non plus pour effet de modifier la nature de ces peines qui restent toujours des peines ordinaires.

C'est cette nature, au surplus, que leur a reconnue et qu'a

consacrée la loi du 30 mars 1888 quand, elle a permis l'application de l'article 463 du Code pénal sinon aux infractions de douanes dont elle ne paraît pas s'être occupée, du moins aux infractions aux lois sur les contributions indirectes.

Si les juges peuvent accorder les circonstances atténuantes, pourquoi ne pourraient-ils ordonner le sursis ?

Le texte de la loi est, du reste, absolument général. Il ne fait aucune distinction entre les divers délits pour lesquels les tribunaux prononcent l'emprisonnement. Et d'ailleurs la même raison existe pour suspendre cette peine dans tous les cas : dans les uns comme dans les autres il peut être nécessaire d'éviter au délinquant primaire la honte et les dangers du séjour en prison.

Aussi est-ce à juste titre que les arrêts suivants ont décidé que le sursis était applicable à l'emprisonnement prononcé en matière fiscale :

Lyon, 19 novembre 1891 (S. 92.2.56) ; Douai, 12 janvier 1892 (S. 92.2.107) ; Besançon, 29 janvier 1892 (S. 92.2.108) ; enfin Cassation, 22 décembre 1892 (S. 93.1.104).

Mais si la jurisprudence paraît admettre l'applicabilité du sursis en matière fiscale, quand la peine est celle de l'emprisonnement, elle semble, au contraire, la refuser quand cette peine n'est qu'une amende.

b) Amende. — L'argumentation tout entière de la jurisprudence contre l'applicabilité du sursis aux amendes fiscales peut se résumer en ces quelques mots :

Les amendes fiscales, c'est-à-dire celles prononcées en matière de douanes, d'octroi et de contributions indirectes, sont des réparations civiles et non réellement des peines. Ce n'est donc point l'article 1^{er} de notre loi qui leur est applicable, mais bien l'article 2, aux termes duquel la suspension de

la peine ne comprend pas le paiement des frais du procès et des dommages-intérêts.

Pour soutenir que les amendes fiscales ont le caractère de dommages-intérêts, la jurisprudence se fonde sur les raisons suivantes :

Les infractions aux lois d'impôts étant punies bien plus à cause du préjudice qu'elles portent à l'État qu'en raison de leur immoralité intrinsèque, la peine est prononcée plutôt pour réparer le préjudice occasionné que pour réprimer un acte moralement coupable.

C'est pourquoi les administrations publiques ont, à titre de représentant de l'État, l'initiative de l'action publique pour l'application de la peine pécuniaire et le droit de transiger sur cette peine soit avant, soit après la condamnation.

En effet c'est au ministère public seul qu'appartient en principe le droit de requérir l'application d'une peine, tandis que toute personne victime d'une infraction peut réclamer de ce chef des dommages-intérêts à l'auteur de cette infraction. Le droit d'action donné ici à l'administration implique donc que l'on considère l'amende comme une réparation civile. La faculté qu'on lui accorde de transiger a le même fondement, puisqu'aux termes de l'article 2046 du Code civil, on ne peut transiger que sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

Trois textes empruntés à la législation fiscale viennent à l'appui de cette opinion.

Ce sont : l'article 20 du titre XIII de la loi des 6-22 août 1791 sur les douanes, d'après lequel les « propriétaires des marchandises sont responsables *civilement* du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, *amendes* et dépens » ; l'article 8 du titre III du décret du 4 germinal an II, qui frappe d'une amende les conducteurs de messageries et voitures publiques

coupables de certaines infractions aux lois de douanes, et qui ajoute que « les fermiers ou régisseurs intéressés sont solidaires avec les conducteurs pour cette amende » ; enfin l'article 35 du décret du 1^{er} germinal an XIII sur les droits réunis, qui porte que : « Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens ».

Les propriétaires de marchandises et les fermiers et régisseurs sont déclarés en ces divers cas responsables de l'amende encourue par leurs domestiques ou préposés par application de l'article 1384 du Code civil.

Les textes que nous venons de citer en édictant des cas de responsabilité civile font donc de l'amende, non point une peine mais une réparation civile. C'est par un raisonnement identique que la jurisprudence considère les amendes fiscales comme des réparations civiles : soit quand elle prononce une seule amende quel que soit le nombre des auteurs ou complices de l'infraction ; soit quand elle cumule ces amendes avec des peines proprement dites ; soit enfin quand elle déclare le sursis inapplicable en cas de condamnation à l'amende pour contraventions fiscales. Nous citerons en ce sens les arrêts suivants :

Bordeaux, 14 août 1891 (S. 92.2.9 ; D. 92.2.61) ; Nancy, 5 novembre 1891 (S. 92.2.11 ; D. 92.2.63) ; Douai, 12 janvier 1892 (S. 92.2.107) ; Besançon, 29 janvier 1892 S. 92.2.108 ; (D. 92.2.286) ; Cass., 19 novembre 1891 (S. 92.1.107) ; D. 92.1.109), cassant un arrêt de la Cour de Rennes, du 3 juin 1891 ; Cass., 22 décembre 1892 (S. 93.1.104) ; Agen, 6 avril 1894 (S. 94.2.272).

Mais si la jurisprudence considère à ces divers points de vue les amendes fiscales comme des réparations civiles, elle leur reconnaît le caractère de peines alors qu'elle ne les inflige

point aux héritiers du délinquant, mort avant sa condamnation ; alors qu'elle les prononce contre une femme mariée sans mettre en cause son mari ; alors qu'elle applique à ces amendes les règles de la prescription des peines ; alors enfin qu'elle n'autorise le recouvrement de la dette pénale que sur l'auteur du délit.

Mais comment voir, avec la jurisprudence, dans l'amende fiscale tantôt une peine et tantôt une réparation civile ? Elle ne peut avoir que l'un ou l'autre de ces caractères.

Or nous croyons qu'il est préférable de la considérer comme une peine.

Nous devons d'abord repousser comme non fondé l'argument qu'on veut puiser dans le droit de poursuite et de transaction accordé à l'administration pour attribuer à l'amende en matière fiscale le caractère d'une simple réparation civile. Nous avons fait connaître plus haut l'origine de ce droit dont la concession n'a été qu'un acte d'équité et d'humanité rendu nécessaire par le caractère contraventionnel des délits fiscaux, et surtout par la sévérité des peines qui les frappent. Nous devons ajouter ici, spécialement d'abord au sujet de la transaction, qu'elle a pour effet d'éteindre entièrement l'action pénale, d'empêcher l'application des « peines corporelles » comme des « peines pécuniaires » (arrêts précités de Cass., 26 mars 1830 et 27 nov. 1858). On assimile ainsi l'amende et l'emprisonnement. Or peut-on nier que l'emprisonnement, même en cette matière, soit une peine réelle ? L'amende a donc aussi le caractère d'une véritable peine. Il est vrai que la loi du 21 juin 1873, article 15, pour certaines infractions aux lois sur les boissons, n'autorise la transaction qu'après le jugement rendu et seulement sur le montant des condamnations pécuniaires prononcées. Mais cette exception laisse subsister la règle pour les autres infractions en matière de contributions indirectes, de douane et d'octroi.

Si le droit de transaction ne peut servir d'appui au système que nous combattons, il en est de même du droit de poursuite, qui n'a été donné à l'administration que pour préparer et assurer l'exercice du premier avec lequel il se confond. Nous devons cependant faire observer qu'en matière de douanes le ministère public a seul qualité pour requérir la peine de l'emprisonnement, et qu'aussi en matière de contributions indirectes l'article 15 de la loi du 21 janvier 1873, pour assurer la répression, donne au ministère public l'initiative de la poursuite dans certains cas déterminés de fraude aux prescriptions légales relatives aux boissons. Mais pour les autres infractions, on a laissé à l'administration le droit de poursuite qui est le corollaire de son droit de transaction et qui est fondé sur le même principe.

Mais après avoir réfuté le système suivi par la jurisprudence, il nous faut justifier la théorie contraire que nous admettons avec la doctrine.

D'abord cette théorie se fonde sur l'article 9 du Code pénal qui range l'amende parmi les peines, sans faire de distinction notamment pour les amendes fiscales.

En second lieu ces amendes, comme toutes celles de droit commun en matière correctionnelle ou criminelle, sont portées au casier judiciaire ; elles ne le seraient pas si elles n'étaient point des peines.

De plus certains textes de la législation fiscale leur donnent complètement ce caractère de peines :

C'est ainsi que la loi du 28 février 1872 porte que la fraude sur les spiritueux sera punie d'une amende de cinq cents à cinq mille francs.

« Les contraventions à la présente loi, dit la loi du 2 août 1872, article 7, seront *frappées de peines édictées* par l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872.

La loi du 3 décembre 1873, article 6, après avoir puni certaines fraudes de fortes amendes, déclare « complices de la fraude et passibles *comme tels* des peines ci-dessus déterminées les individus qui auront concerté, organisé et sciemment procuré les moyens de commettre cette fraude ».

La loi du 21 juin 1873 (art. 12) est conçue dans les mêmes termes, et elle constitue *en état de récidive légale* les contrevenants qui, condamnés une première fois à l'amende, retombent dans la même faute.

A ces textes on oppose il est vrai ceux que nous avons indiqués plus haut et qui semblent faire peser une responsabilité civile sur les maîtres, commettants, fermiers, régisseurs et propriétaires de marchandises dans les actes de leurs agents.

Mais on peut soutenir qu'en ce cas il n'y a pas véritablement responsabilité civile, mais responsabilité pénale. La loi a érigé le défaut de surveillance en un délit *sui generis* comme elle l'a fait dans d'autres matières en décidant par exemple que : « les maîtres de poste, les entrepreneurs de voitures libres et messageries sont personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers » (art. 9, arrêté 17 prairial an IX).

Or, il y a là, aux termes de la jurisprudence, pour les maîtres de poste et entrepreneurs de messageries, une responsabilité pénale qui a pour base le défaut de surveillance dont la loi fait un délit.

Enfin nous avons déjà dit qu'en permettant d'accorder des circonstances atténuantes pour les infractions aux lois sur les contributions indirectes, la loi du 30 mars 1888 a montré qu'elle considérerait les amendes en ces matières comme des peines ordinaires.

Il faut donc, à notre avis, décider que l'exécution des

amendes fiscales pourra être suspendue par application de la loi du 26 mars 1891.

C'est en ce sens que se sont prononcées les Cours de Lyon et de Rennes : Lyon, 19 novembre 1891 (S. 92.2.50), et Rennes, 3 juin 1891 (S. 91.2.249). Ce dernier arrêt a, il est vrai, été réformé par la Cour de cassation à la date du 19 novembre 1891 (S. 92.1.107).

B. — *Infractions forestières.*

a) *Emprisonnement.* — Les tribunaux peuvent sans aucun doute accorder le sursis aux peines d'emprisonnement prononcées en matière forestière. Ce point n'a jamais été contesté.

b) *Amende.* — Mais la même faculté leur appartient-elle en ce qui concerne les condamnations à l'amende ?

La raison de douter vient de ce que l'amende en matière forestière est régie par certaines règles spéciales, qui semblent lui attribuer dans une certaine mesure le caractère de réparation civile.

Ainsi elle n'est pas, comme une peine véritable, exclusivement personnelle, puisqu'aux termes des articles 45 et 46 du Code forestier les adjudicataires sont responsables du paiement des amendes encourues pour tout délit commis dans leurs ventes et à l'ouïe de la cognée.

De plus, aux termes de l'article 202 du même Code, les dommages-intérêts ne peuvent être inférieurs à l'amende simple prononcée par le jugement. D'où la jurisprudence a tiré cette conséquence que « l'amende se trouve ainsi étroitement liée aux réparations civiles et elle participe dans une certaine mesure de leur caractère (1) ».

(1) Cass., 21 novembre 1878 (S. 79.1.137).

C'est par application de ce principe que la jurisprudence décide que la règle du non cumul des peines n'est pas applicable en matière forestière.

Enfin l'administration des forêts est investie du droit d'intenter l'action publique et du droit de transiger quelle que soit d'ailleurs la nature de la peine, avec cette réserve cependant que la transaction après jugement définitif ne peut porter que sur les peines ou réparations pécuniaires.

De cette double prérogative accordée à l'administration, la jurisprudence conclut, comme elle le fait en matière fiscale, que l'amende a, en pareil cas, le caractère de réparation civile.

Il en résulte que ces amendes ne peuvent être suspendues par application de la loi du 26 mars 1891. C'est en ce sens que se sont prononcés :

Un arrêt de la Cour de Riom du 18 mai 1892 (S. 93.2.46 ; D. 93.2.25) et un arrêt de la Cour de cassation du 22 décembre 1892 (S. 93.1.103).

Cette solution ne nous semble cependant pas devoir être acceptée.

Pour nous, l'amende prononcée en matière forestière a le caractère d'une peine et par conséquent le sursis y est applicable.

Et d'abord il ne résulte pas des articles 45 et 46 du Code forestier que l'amende ait le caractère de dommages-intérêts.

Si les adjudicataires sont responsables du paiement des amendes prononcées pour délits commis dans les ventes et à l'ouïe de la cognée, c'est qu'ils se sont rendus coupables d'un défaut de surveillance érigé par la loi en délit *sui generis*. La règle posée par ces articles n'apporte donc pas une exception au caractère de personnalité de la peine. C'est par la même considération en effet qu'on peut expliquer, par

exemple, les dispositions de l'article 6 du Code forestier qui déclare les gardes responsables des délits et dégâts qui ont lieu dans leur triage et passibles des amendes encourues par les délinquants, quand ils n'ont pas dûment constaté les délits ; et celles de l'article 199 qui punit d'une amende les propriétaires d'animaux trouvés de jour en délit dans les bois.

De plus, l'article 202 du Code forestier n'a pas eu pour but d'assimiler l'amende à des réparations civiles. Il a simplement voulu déterminer le mode de fixation de cette amende. La jurisprudence lui donne donc une portée beaucoup trop large, quand elle se base sur ses dispositions pour décider que l'amende en matière forestière n'est pas une peine et qu'elle échappe à la règle du non-cumul.

Enfin l'argument tiré de l'existence du droit donné à l'administration forestière d'intenter l'action et de transiger soit avant, soit après la condamnation (en ce dernier cas pour les peines et réparations pécuniaires seulement) ne nous semble avoir aucune portée.

Le droit de poursuite, qui d'ailleurs est limité aux seules infractions forestières commises dans les bois soumis au régime forestier, n'a été accordé à l'administration qu'à cause de l'intérêt supérieur qui appartient à l'Etat dans la conservation des bois. Quant à la transaction, dont la pratique a été sanctionnée par la loi du 18 juin 1859, et qui d'ailleurs est limitée aux mêmes cas que le droit de poursuite, elle a eu pour origine l'inflexibilité du Code forestier qui ne permet pas l'admission des circonstances atténuantes, l'indigence presque habituelle des délinquants, la nécessité de mesurer la répression sur leurs ressources et d'épargner à l'Etat des frais, au condamné la rigueur de la contrainte par corps. Mais on ne peut songer à fonder l'attribution à l'administration de cette

double faculté sur un prétendu caractère de réparation civile qu'aurait l'amende en ces matières.

De plus, la transaction intervenant avant que la condamnation ne soit définitive exonère l'inculpé de l'emprisonnement prononcé. Est-ce à dire qu'en ces matières l'emprisonnement n'est point une peine ? Personne ne le soutiendrait. Si la transaction n'enlève point ce caractère à l'emprisonnement, pourquoi l'enlèverait-elle à l'amende ?

Si les raisons sur lesquelles on s'appuie pour donner aux amendes prononcées en matière forestière le caractère de réparations civiles semblent ainsi devoir être écartées, il en est d'autres, au contraire, qui établissent de la part du législateur l'intention formelle de considérer ces amendes comme de véritables peines.

1^o C'est ainsi que l'article 204 du Code forestier porte : « Les restitutions et dommages-intérêts appartiennent à l'État ». Il est évident que si l'amende était une réparation civile, elle serait attribuée au propriétaire du bois.

2^o L'article 198 du même Code décide expressément qu'en cas d'enlèvement frauduleux de bois et autres productions du sol des forêts, il y aura lieu, outre les amendes, à des restitutions et même à des dommages-intérêts.

3^o L'article 199, après avoir déterminé le montant de l'amende prononcée contre les propriétaires d'animaux trouvés de jour en délit dans les bois, ajoute : « sans préjudice s'il y a lieu des dommages-intérêts ».

Il résulte incontestablement de ces textes que l'amende, pouvant être prononcée en même temps que des dommages-intérêts, ne se confond pas avec eux.

4^o Enfin l'article 206 du Code forestier déclare les maris, pères, mères et tuteurs, maîtres et commettants responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, en-

fants mineurs et pupilles, ouvriers, voituriers et autres subordonnés ; il décide que cette responsabilité est une responsabilité civile fondée sur l'article 1384 du Code civil ; il ajoute enfin qu'elle s'étendra aux restitutions, dommages-intérêts et frais, mais sans mentionner l'amende.

L'article 206 distingue donc, lui aussi, nettement la responsabilité civile de la responsabilité pénale.

Pour toutes ces raisons, nous devons conclure que l'amende forestière constitue une peine. Elle peut être suspendue en vertu de la loi du 26 mars 1891. C'est ce qu'a décidé la Cour d'Angers à la date du 4 décembre 1891 (S. 92.2.12 ; D. 92.2.63).

C. — *Autres infractions spéciales.*

Il est encore certaines lois spéciales qui établissent une responsabilité pénale à la charge de personnes autres que les délinquants, et il y a enfin des amendes prononcées par les tribunaux civils et connues sous le nom d'amendes civiles.

La loi du 26 mars 1891 s'applique-t-elle soit aux unes, soit aux autres ? Nous allons le rechercher.

I. — Certaines lois spéciales déclarent tenues des amendes prononcées contre les délinquants, des personnes qui ont sur ces délinquants une certaine autorité.

Le défaut de surveillance est érigé ici par la loi en délit spécial.

Nous avons déjà cité des exemples de dispositions de ce genre.

Ainsi l'article 9 de l'arrêté du 17 prairial an IX, qui punit le transport frauduleux des lettres et journaux, rend les maîtres de poste, les entrepreneurs de voitures libres et messageries *responsables personnellement* des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers.

Ainsi encore les articles 45 et 46 du Code forestier déclarent les adjudicataires responsables du paiement des amendes encourues pour délits et contraventions commis dans la vente et à l'ouïe de la cognée par leurs facteurs, bûcherons, ouvriers et employés.

Citons encore d'autres cas identiques :

Les greffiers sont solidairement responsables des *amendes*, restitutions, dépens et dommages-intérêts résultant de contraventions, délits ou crimes dont leurs commis se sont rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions (art. 59, décret du 6 juillet 1810 et ~~29~~, décret du 18 août 1810).

Sont responsables des amendes prononcées contre leurs préposés les adjudicataires de bacs (art. 54, loi 6 frimaire an VII).

Ce ne sont là, du reste, que des exemples ; bien d'autres dispositions de notre loi édictent une responsabilité semblable.

Dans tous ces cas l'amende prononcée est une véritable peine. Le sursis y sera évidemment applicable.

II. *Amendes civiles*. — Les amendes prononcées par les tribunaux civils sont-elles de véritables peines et les dispositions de la loi du 26 mars 1891 les concernent-elles ? Cette question n'est pas susceptible d'une réponse uniforme. Il faut, pour la résoudre, distinguer les divers cas dans lesquels les tribunaux civils sont appelés à statuer.

1° Les amendes dites de *consignation*, au paiement desquelles est obligé le plaideur qui succombe dans les voies de recours (appel, tierce opposition, requête civile), ne sont pas des peines. Donc pas de sursis possible.

Il faut y assimiler, à ce point de vue, les amendes de procédure (art. 56, 213, 217, 246, 247, 263, 264, 374, 390, 1030, 1039, C. pr. civ.) et celles qui sont portées par le Code d'ins-

truction criminelle soit contre la partie qui succombe dans le recours en cassation ou le règlement de juge (art. 420, 541), soit contre les témoins défaillants (art. 80, 157, 189, 304, 355), soit contre les jurés qui contreviennent à la défense de sortir de la chambre des délibérations (art. 343) ou qui ne se rendent pas à leur poste sur la citation qui leur est notifiée (art. 396).

Dans tous ces cas en effet il ne s'agit nullement de réprimer des actes délictueux, mais seulement d'assurer l'observation de règles de forme. Il est vrai que quelques-unes de ces amendes, par exemple celle qui atteint les témoins ou jurés défaillants, sont prononcées par des juridictions de répression ; mais elles ne diffèrent cependant en rien de celles prononcées en matière civile. Elles ne sont toujours en ce cas que des mesures de coercition et non des peines.

2° Il en est de même des amendes dites de *contravention* encourues soit par les particuliers, soit par les officiers ministériels pour infractions aux lois fiscales. Ces amendes sont, en effet, exigibles par voie de contrainte par corps, indépendamment de toute décision judiciaire. Elles constituent une véritable réparation civile à l'égard du Trésor qui ne peut réclamer d'autres dommages-intérêts.

3° D'autres amendes ont pour but d'assurer l'exécution des règlements professionnels. Il en est ainsi notamment des amendes encourues par :

α) Les notaires pour contravention à la loi du 25 ventôse an XI, à la loi du 16 floréal an IV, article 1^{er} (dépôt au greffe du double des répertoires), aux articles 67 et 68 du Code de commerce (publication du contrat de mariage des commerçants) ;

β) Par le conservateur des hypothèques pour contraventions aux articles 2196 à 2203 du Code civil.

γ) Par les avoués pour complicité de postulation illicite (art. 1, 2 et 7, décret 19 juillet 1810) ;

§) Par les huissiers pour infraction au décret du 14 juin 1813.

Ces amendes disciplinaires, à la différence des amendes dites de contravention, sont prononcées par jugement. Mais comme elles n'ont pas pour but de réprimer des crimes, délits ou contraventions, elles ne sont pas des peines.

Donc la loi du 26 mars 1891 n'y est pas applicable.

Mais certaines infractions commises par les officiers publics et se rattachant à l'exercice de leurs fonctions ont été déférées par la loi au tribunal correctionnel. Nous citerons à titre d'exemple ;

Le fait par les greffiers de percevoir des droits supérieurs aux tarifs ; la contravention commise par les agents de change aux articles 85 et 86 du Code de commerce ou par les courtiers à l'article 7 de la loi du 18 juillet 1866 ; la vente de marchandises neuves, contrairement aux prescriptions des articles 1, 5 et 7 de la loi du 25 juin 1844.

Il nous semble que la loi en déférant ces infractions aux tribunaux correctionnels, au lieu d'en laisser la connaissance aux tribunaux civils, les a érigés en délits et que par conséquent l'amende qui s'y applique est une véritable peine. Elle peut donc être suspendue conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891.

4° Enfin les tribunaux civils connaissent des contraventions matérielles relatives à la tenue des registres de l'état civil, à la rédaction des actes, au dépôt des registres et des pièces annexées. La peine d'amende édictée pour ces différentes contraventions par l'article 50 du Code civil est généralement considérée comme une peine civile. Le sursis n'y serait donc pas applicable.

Mais il n'en serait pas de même des infractions prévues par les articles 68, 156, 157, 192 et 193 du Code civil et 192 à 196

du Code pénal. Les officiers de l'état civil qui se sont rendus coupables de violation de ces dispositions sont déférés aux tribunaux correctionnels ; les actes qu'ils ont commis sont assimilés à des délits et ils sont passibles d'emprisonnement et d'amende. Ce sont donc de véritables peines qui sont prononcées en pareil cas contre les officiers de l'état civil ; ceux-ci peuvent bénéficier des dispositions de la loi du 26 mars 1891.

De toutes les considérations qui précèdent résultent ces conséquences : en principe, le sursis est applicable à toutes les peines d'emprisonnement ou d'amende quelle que soit l'infraction pour laquelle elles sont prononcées. Il n'y a pas à rechercher à ce point de vue si les faits qui ont motivé la condamnation sont prévus par le Code pénal ou par des lois spéciales, si les circonstances atténuantes sont ou non applicables en l'espèce, si le tribunal a à juger un délit ordinaire ou un délit contraventionnel.

Nous avons cherché aussi à établir qu'il n'y avait pas à apporter à ce principe d'exception pour les contraventions fiscales ou forestières. L'exécution des peines, soit d'emprisonnement, soit d'amende prononcées pour ces délits spéciaux peut, à notre avis du moins, être suspendue.

Mais en revanche le sursis ne pourrait être accordé pour le paiement des amendes civiles qui, comme les amendes de consignation, les amendes de procédure et les amendes disciplinaires, ne sont pas considérées comme de véritables peines.

Si d'une manière générale l'exécution de l'emprisonnement et de l'amende peut être suspendue en toute matière, n'y a-t-il pas cependant d'exception à apporter à ce principe suivant le caractère de la juridiction qui prononce la peine ?

§ 3. — **Quelles juridictions peuvent ordonner le sursis.**

La loi du 26 mars 1891 porte dans son article 1^{er} que les *Cours et tribunaux* peuvent ordonner le sursis à l'exécution de la peine.

En principe donc toutes les juridictions répressives qui sont appelées à prononcer les peines d'emprisonnement ou d'amende peuvent en suspendre l'exécution.

Cependant à ce principe certaines exceptions ont été apportées soit par la jurisprudence, soit par la loi du 26 mars 1891 elle-même.

Il nous faut indiquer successivement quelles sont les juridictions qui peuvent, et quelles sont celles qui ne peuvent point ordonner le sursis.

A. — *Juridictions qui peuvent ordonner le sursis.*

1^o *Tribunaux correctionnels.*

La première proposition de loi déposée au Sénat par M. Bérenger le 26 mai 1884, donnait déjà aux tribunaux correctionnels le pouvoir d'ordonner le sursis à l'exécution des peines d'emprisonnement et d'amende qu'ils prononcent.

Le projet de MM. Reybert, Gagneur et autres députés était conçu dans le même sens.

Enfin la commission du Sénat, loin de supprimer cette disposition, l'étendit au contraire à d'autres juridictions.

Il en résulte que cette faculté appartient aux tribunaux correctionnels dans tous les cas, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant le mode d'instruction de l'affaire, flagrant délit, citation directe, information.

Il ne faut pas davantage tenir compte de la nature de l'infraction qui a motivé la condamnation, ni de l'espèce de délit qu'on poursuit. Dès que la peine prononcée est une peine

d'emprisonnement ou une peine d'amende, elle peut être suspendue.

C'est ainsi que les tribunaux correctionnels pourraient surseoir à l'exécution de ces peines en faveur :

1° Des mineurs de 16 ans qui leur sont déférés en vertu de l'article 67 du Code pénal ;

2° Des individus qui à l'audience ont adressé des outrages à un témoin à l'occasion de sa déposition (loi 29 juillet 1881, art. 33) ;

3° Des auteurs de certaines contraventions : délit d'exercice illégal de la médecine commis sans usurpation de titre (loi 19 ventôse an XI, art. 45 et 46), puni d'une amende de simple police ; contraventions aux lois et règlements sur les mines et carrières (loi 21 avril 1810, art. 95). Enfin contraventions de simple police connexes à des délits, ou contraventions qualifiées à tort de délits par la citation lorsque ni le ministère public ; ni la partie civile ne demandent le renvoi.

Ce dernier point cependant est contesté. Nous examinerons plus loin les difficultés qui se sont élevées à ce sujet.

Les tribunaux correctionnels peuvent aussi être appelés en certains cas à juger des militaires. Peuvent-ils accorder alors le bénéfice de la loi du 26 mars 1891 ?

La réponse à cette question nécessite la connaissance des dispositions de l'article 7 de notre loi.

Nous l'examinerons donc quand nous déterminerons quels sont en cette matière les pouvoirs accordés aux tribunaux militaires.

2° Cours d'appel.

Dans les Cours d'appel, les chambres correctionnelles et les chambres civiles sont appelées à prononcer des peines : les premières par la nature même de leur rôle, les secondes exceptionnellement.

I. *Chambre correctionnelle*. — Il est évident que la Chambre des appels de police correctionnelle d'une Cour n'étant en principe qu'un tribunal correctionnel d'un degré supérieur, appliquant les mêmes peines, et ayant compétence pour les mêmes faits, doit pouvoir en principe, elle aussi, accorder le sursis à l'exécution de la peine.

Mais pour déterminer quels sont exactement sur ce point les pouvoirs de la Cour d'appel, il faut distinguer plusieurs hypothèses.

1^o *Appel du prévenu seul*. — En pareil cas, la Cour ne peut modifier le jugement qu'en faveur du prévenu.

α) La Cour peut, tout en maintenant et *a fortiori* en diminuant la peine prononcée par les premiers juges, ordonner le sursis.

β) Elle ne pourrait, au contraire, diminuer la peine et supprimer le sursis accordé : cette suppression serait une double aggravation de la situation du prévenu : car, d'une part, elle obligerait celui-ci à subir de suite et irrévocablement sa peine, et de l'autre, elle le priverait du bénéfice de la réhabilitation de plein droit.

γ) La Cour d'appel ne pourrait non plus augmenter la peine et accorder le sursis refusé par les premiers juges. En effet la loi du 26 mars 1891 n'a pas eu pour résultat de modifier l'échelle des peines. Un emprisonnement ou une amende sont des peines d'autant plus graves que la durée de l'une est plus longue, ou le montant de l'autre plus élevé. Par conséquent augmenter la peine même en ordonnant le sursis à son exécution serait frapper le condamné plus sévèrement qu'il ne l'a été d'abord : la Cour n'a pas ce pouvoir en cas d'appel du prévenu seul.

2^o *Appel du ministère public seul*. — La Cour d'appel peut en ce cas augmenter ou diminuer la peine prononcée par le

tribunal de première instance. Elle jouit donc d'une entière liberté en ce qui concerne la prononciation ou la suppression du sursis.

3^o *Appel du ministère public et appel du prévenu.* — Cette hypothèse doit être résolue comme la précédente.

Quant à l'appel interjeté par la partie civile, il ne peut avoir, au point de vue qui nous occupe aucun effet, parce que le sursis ne peut s'appliquer au paiement des dommages-intérêts.

II. *Chambre civile de la Cour d'appel.* — Cette chambre a compétence pour juger aux lieux et place du tribunal correctionnel les délits commis par certains magistrats ou fonctionnaires.

Il est des fonctionnaires qui sont justiciables de la Cour d'appel seulement à raison des délits commis dans l'exercice de leurs fonctions ; ce sont, aux termes de l'article 483 du Code d'instruction criminelle :

« Les juges des tribunaux de commerce ; les officiers de police judiciaire (commissaires de police, maires et adjoints, officiers de gendarmerie, gardes forestiers et gardes champêtres), les officiers du ministère public près les tribunaux de simple police ».

D'autres magistrats ou fonctionnaires doivent être traduits devant la Cour d'appel pour tous les délits par eux commis soit dans l'exercice, soit même en dehors de l'exercice de leurs fonctions ; ce sont, aux termes des articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle combinés :

1^o Les juges de paix et, d'après la jurisprudence, leurs suppléants ;

2^o Les membres des tribunaux correctionnels ou de première instance ;

3^o Les officiers chargés du ministère public près ces tribunaux ;

Et aux termes de l'article 10 de la loi du 20 avril 1810 :

- 1^o Les grands-officiers de la Légion d'honneur ;
- 2^o Les généraux commandant une division ou un département ;
- 3^o Les archevêques, évêques, les présidents de consistoire ;
- 4^o Les membres de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et des Cours d'appel ;
- 5^o Les préfets.

Dans ces divers cas, la Cour d'appel est substituée au tribunal correctionnel en raison de la qualité du prévenu. Mais elle juge les mêmes faits et applique les mêmes peines que la juridiction de première instance. Il faut donc décider que, comme celle-ci, elle pourra prononcer le sursis.

Enfin, aux termes des articles 181 et 505 du Code d'instruction criminelle, les diverses chambres d'une Cour d'appel, qu'elles jugent au civil ou au criminel, peuvent avoir à réprimer des délits commis à leur audience.

Il est évident qu'elles auraient alors le pouvoir de suspendre l'exécution des peines d'emprisonnement ou d'amende réprimant ces délits.

3^o Cours d'assises.

Dans son rapport au Sénat du 6 mars 1890, M. Bérenger comprenait expressément parmi les diverses juridictions qui peuvent ordonner le sursis, les Cours d'assises.

A la séance du Sénat du 23 mars 1890, il expliqua que les Cours d'assises étant souvent appelées à prononcer des peines d'emprisonnement, il fallait leur donner, comme aux tribunaux correctionnels, la faculté d'en suspendre l'exécution.

En vain, M. de Casabianca proposa-t-il d'ajouter à ces mots de l'article 1^{er} : « En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende », ce correctif : « Pour délits » ; le rap-

porteur répondit que ce serait là restreindre considérablement la portée de la loi et ne plus permettre aux Cours d'assises de prononcer le sursis qu'au cas où, par le rejet d'une circonstance aggravante, l'infraction devient un délit.

Tout au contraire, dit M. Bérenger, le sentiment de la commission est que toute peine d'emprisonnement prononcée par la Cour d'assises peut être suspendue. Tel est également le sens de la déclaration faite par M. Barthou dans son rapport à la Chambre des députés. Cette innovation, ajoutait-il, aura un grand avantage pratique. Elle permettra d'éviter des acquittements trop fréquents inspirés au jury par la crainte d'une répression trop sévère. Celui-ci trouvera dans l'octroi du sursis un moyen de donner satisfaction à ses sentiments d'indulgence.

Les explications échangées au cours des travaux préparatoires semblent donc bien démontrer que le législateur a voulu donner dans tous les cas aux Cours d'assises la faculté de suspendre l'exécution des peines d'emprisonnement ou d'amende qu'elles auraient prononcées.

Or il en est ainsi dans les cas suivants :

a) En matière de délits de presse ;

b) En matière criminelle :

1° Quand une peine d'emprisonnement ou d'amende est appliquée en vertu d'une disposition légale, accessoirement à une peine criminelle ;

2° Lorsqu'une excuse légale est admise ;

3° Lorsqu'une circonstance aggravante, qui donnait au fait poursuivi le caractère de crime, a été écartée par le jury ;

4° Lorsque des circonstances atténuantes sont accordées au condamné ;

5° Lorsque l'accusé, âgé de moins de 16 ans et n'ayant pas de complices au-dessus de cet âge, est condamné à une peine

de dix à vingt ans d'emprisonnement remplaçant, aux termes de l'article 67 du Code pénal, la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation.

4^e Tribunaux civils.

Les tribunaux civils peuvent être appelés à prononcer des peines d'emprisonnement ou d'amende quand ils répriment des délits d'audience :

En vertu de l'article 181 du Code d'instruction criminelle, pour les délits commis « dans l'enceinte et pendant la durée de l'audience ».

En vertu de l'article 409 du Code pénal, pour la soustraction de pièces produites aux débats.

En vertu de l'article 505 du Code d'instruction criminelle, pour le tumulte causé à l'audience et accompagné d'injures ou voies de fait.

En pareil cas, les tribunaux civils ont incontestablement à juger de véritables délits ; ils appliquent des peines ; ils jouent le rôle de tribunaux répressifs. Il faut donc les autoriser à suspendre l'exécution de leurs décisions.

Il est certain que les articles 91 du Code de procédure civile, 409 du Code pénal et 505 du Code d'instruction criminelle s'appliquent à toutes les juridictions d'ordre civil : Tribunal civil, Cour d'appel, Cour de cassation. Elles peuvent donc appliquer les dispositions de la loi du 26 mars 1891.

Faut-il donner la même solution pour les peines prononcées par les juridictions administratives (Conseil d'État, Conseil de préfecture) en réparation des outrages ou menaces qui sont adressés à ces magistrats à l'audience ?

Nul doute à cet égard, puisque le législateur a déclaré que l'article 91 du Code de procédure pourrait être appliqué par ces juridictions comme par toutes les autres que nous ve-

nons de citer (art. 50, loi 22 juillet 1889 et 24, § 2, loi 24 mai 1872).

Il est certain également que les peines véritables prononcées par les juges d'instruction et les juges de paix procédant publiquement à une instruction judiciaire contre les auteurs d'injures ou de voies de fait commises envers eux peuvent donner lieu à l'application de la loi du 26 mars 1891.

5^e Juridictions d'exception.

a) *Haute Cour de justice.* — Le Sénat constitué en Haute Cour de justice peut prononcer quelquefois des peines correctionnelles par suite de l'admission de circonstances atténuantes (art. 78, 81, 82, 85, 89, 90 et 99, C. pén.) ou quand il n'a à juger que de simples délits contre la sûreté de l'État (art. 82, § 3, 89, § 4, C. pén.).

Il peut évidemment en ce cas prononcer le sursis à l'exécution des peines qu'il prononce.

b) *Tribunaux consulaires.* — Dans les pays de non-chrétienté; Echelles du Levant et de Barbarie, Chine, Japon, Etats de l'Iman de Mascate, les consuls français ont un certain droit de juridiction sur leurs nationaux.

Ils connaissent en premier ressort des délits commis par les Français et appliquent, sauf de légères modifications, les peines portées par les lois françaises. Il faut donc leur reconnaître aussi le pouvoir de suspendre l'exécution des condamnations qu'ils prononcent.

c) *Tribunaux maritimes commerciaux.* — Ces tribunaux connaissent de certaines infractions commises par les marins de commerce ou les passagers : rixes, ivresse avec désordre, vol au-dessous de 10 francs.

Le décret du 24 mars 1852, articles 60 à 88, contient l'énumération de ces infractions qualifiées de *délits maritimes*

et punies dans certains cas d'emprisonnement et d'amende.

Les tribunaux maritimes-commerciaux prononcent alors de véritables peines correctionnelles. Le sursis peut donc y être appliqué.

Du reste une circulaire du ministre de la marine du 12 août 1891 a consacré le droit pour les tribunaux maritimes-commerciaux de suspendre l'exécution des peines d'emprisonnement et d'amende prononcées par eux.

d) Autorités sanitaires. — Les autorités sanitaires sont investies par la loi du 3 mars 1822 (art. 18) du droit de juger des contraventions à la police sanitaire commises dans l'enceinte des lazarets et autres lieux réservés.

Aux termes de l'article 14 de la même loi, les peines infligées pour ces contraventions sont un emprisonnement de 3 à 15 jours ou une amende de 5 à 50 francs.

La jurisprudence décide que ces infractions sont déférées aux tribunaux correctionnels quand elles ne sont pas commises dans l'enceinte des lazarets (Cass., 15 nov. 1860, S. 61.1.291 ; 3 déc. 1831, S. 32.1.349).

Il résulte donc de ces arrêts que les peines sont alors correctionnelles ; les autorités sanitaires pourraient par conséquent ordonner le sursis à leur exécution.

e) Conseils de préfecture. — Les conseils de préfecture ont des attributions répressives en matière d'infractions aux lois et règlements sur la grande voirie et la police du roulage.

On décide généralement que le caractère de ces infractions est le même que celui des contraventions de simple police et qu'il faut y appliquer les mêmes règles.

Le sursis est-il donc, ou non permis pour les peines de simple police ? Telle est la question que nous allons immédiatement examiner, et dont la solution sera ainsi commune aux contraventions qui sont déférées aux tribunaux de sim-

ple police et à celles qui sont de la compétence des conseils de préfecture.

B. — Juridictions qui ne peuvent prononcer le sursis.

1° *Tribunal de simple police.* — Le tribunal de simple police peut évidemment ordonner le sursis à une peine d'emprisonnement ou d'amende prononcée en réparation d'un délit. Il est alors substitué au tribunal correctionnel. Il en est ainsi quand il punit un délit d'audience (art. 505, C. inst. crim. ; Loi 9 sept. 1835, art. 11 et 12).

Mais quand il ne juge qu'une contravention, peut-il user de la même faculté pour l'emprisonnement ou l'amende de simple police qu'il prononce ?

La Cour de cassation par une jurisprudence constante décide la négative : Cass., 5 mars 1892 (S. 92.1.176 ; D. 92.1.338) ; 29 juillet 1892 (S. 92.1.599 ; D. 93.1.157) ; 29 décembre 1894 (S. 95.1.107).

Le tribunal suprême estime qu'il ne résulte ni des travaux préparatoires de la loi, ni de son texte, ni de son esprit qu'elle soit applicable en matière de simple police.

Ces arguments ont été repris et développés par certains commentateurs de la loi du 26 mars 1891.

En ce qui concerne les travaux préparatoires, on fait remarquer que la proposition de loi présentée au Sénat le 12 mai 1885 par MM. Michaux, Schœlcher, Béral, Mazeau et Tolain, relative au pardon et au sursis à l'exécution de la peine pendant cinq ans, déclarait ces dispositions applicables aux tribunaux de simple police. Il semble donc que l'attention du législateur ait été attirée sur ce point et qu'il ait intentionnellement omis de signaler les peines de simple police parmi celles dont la suspension pourrait être ordonnée.

Au cours de la discussion de la loi, du reste, il n'a jamais

été question que des délits et non des contraventions. On peut en trouver la preuve notamment dans les rapports déposés au Sénat par M. Mazeau le 19 juillet 1884, et par M. Béranger le 6 mars 1890; à la Chambre des députés le 6 décembre 1890 par M. Barthou.

Le but de la loi, ajoute-t-on, était de combattre les progrès de la récidive correctionnelle et non d'empêcher la réitération des infractions légères qu'on défère au juge de paix et dont la perpétration ne cause qu'un trouble insignifiant dans la société.

Enfin le texte de la loi ne parle dans l'article 1^{er} que de crimes et délits de droit commun et non pas de contraventions.

A ces arguments indiqués par la Cour de cassation, on ajoute les suivants :

L'exécution des peines de simple police, même l'emprisonnement, n'a pas le caractère infamant de celle des peines correctionnelles. Il n'y a donc pas le même motif pour en dispenser le condamné. D'ailleurs les condamnations pour contraventions ne sont pas inscrites au casier judiciaire; d'où il suit qu'une réhabilitation de plein droit est inutile.

De plus, la loi spécifiant qu'une condamnation à l'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun peut seule mettre obstacle à l'octroi du sursis ou amener la révocation de cette mesure, un même individu pourrait commettre impunément de nombreuses contraventions sans encourir la déchéance du sursis accordé une première fois ni être exclu pour l'avenir de cette faveur. Or ce résultat ne serait-il pas manifestement contraire à l'intention du législateur qui a voulu que le mépris d'un premier avertissement fût puni d'une répression énergique.

Enfin, et c'est là un des arguments les plus sérieux de

cette opinion, on fait remarquer que le délai du sursis est fixé par notre loi pour tous les cas à cinq années. Or le délai de la prescription des peines de simple police étant de deux ans seulement, la révocation du sursis après plus de deux ans aurait pour effet d'obliger le condamné à exécuter une peine prescrite. Est-ce qu'on pourrait sans une disposition expresse de la loi admettre un résultat aussi manifestement contraire aux principes généraux de notre droit pénal ?

Ces raisons sont très sérieuses assurément. Et cependant elles ne nous paraissent pas décisives. Nous pensons, au contraire, que le sursis peut être ordonné pour les peines d'emprisonnement ou d'amende prononcées par les tribunaux de simple police.

Le premier argument présenté par l'opinion adverse, c'est qu'au cours des travaux préparatoires on n'a nullement parlé des contraventions de simple police et qu'on n'a eu en vue que les crimes ou les délits. Cela est exact, mais cet oubli du législateur prouve seulement qu'il n'a point spécialement porté son attention sur les condamnations de simple police. S'il n'y a point particulièrement songé, peut-on dire qu'il a voulu expressément les exclure du bénéfice de la loi nouvelle ?

On ajoute qu'il n'y a pas les mêmes raisons d'appliquer aux peines prononcées en ce cas le sursis qu'on permet d'accorder à celles émanant des autres juridictions, car l'exécution de ces peines n'emporte pas la même infamie que celle des secondes. De plus elles ne sont pas inscrites au casier judiciaire. Enfin la réhabilitation de plein droit n'a aucune utilité en ces matières.

A cet argument nous répondrons que l'utilité essentielle du sursis à l'exécution de la peine se fera sentir en ce cas aussi bien qu'en tout autre : ce sera d'éviter au condamné la

honte d'un emprisonnement et toutes les conséquences qu'entraîne pour lui cette incarcération : la perte de sa situation sociale, son avilissement à ses propres yeux et à ceux de ses concitoyens. « Il est faux, dit M. Gardeil, de croire que dans l'opinion publique un emprisonnement de cinq jours, voire d'un jour, ne soit pas déshonorant (1) ».

Si le législateur a cru devoir accorder le bénéfice du sursis aux individus reconnus coupables d'infractions aussi graves que les crimes, ne serait-il pas injuste de refuser cette faveur à ceux qui n'ont commis que des contraventions, le plus souvent simples actes d'erreur ou d'ignorance ? En sont-ils donc moins dignes ? Et puis, est-ce que l'avertissement qu'on croit capable d'agir sur les individus coupables de crimes ou de délits n'exercera pas plus vraisemblablement encore son influence sur les auteurs de simples contraventions ?

Mais, objecte-t-on dans l'opinion que nous combattons, une condamnation pour crime ou délit de droit commun peut seule mettre obstacle à la prononciation du sursis ou amener la révocation de cette mesure ; un même individu pourrait donc, malgré de nombreuses récidives, continuer à obtenir du juge de paix le bénéfice du sursis, et cette mesure n'étant jamais révoquée, l'avertissement adressé par le magistrat n'aurait pas de sanction.

Mais nous ferons remarquer d'abord que la prononciation du sursis n'est pour le juge qu'une faculté, non une obligation. Celui-ci n'en fera pas plusieurs fois bénéficier un individu qui s'en serait montré indigne.

Nous ajouterons ensuite que les deux mêmes objections qu'on nous oppose n'ont pas empêché le législateur de décider, d'une part, qu'une condamnation à l'amende pourrait

(1) *Op. cit.*, p. 6.

être l'objet du sursis, et, de l'autre, que cette même condamnation ne serait ni un obstacle à l'octroi de cette faveur, ni une cause de révocation de cette mesure. Il en résulte qu'un condamné à l'amende peut encourir plusieurs fois une peine identique, bénéficier plusieurs fois du sursis, et n'en être jamais déchu.

Si ces conséquences qu'on critique n'ont pas empêché l'extension du sursis aux peines d'amende prononcées par les tribunaux correctionnels, pourquoi seraient-elles un obstacle à l'application de cette même mesure aux peines de simple police ?

Quant à l'argument tiré de l'impossibilité de faire exécuter une peine prescrite, nous verrons bientôt qu'il pèche par sa base même ; en étudiant les effets du sursis, nous constatons que la prononciation de cette mesure a pour résultat de suspendre la prescription de la peine. Celle-ci n'étant point prescrite lors de la révocation du sursis, il n'y aura pas d'obstacle légal à son exécution.

Tels sont les arguments qui nous paraissent condamner le système qui refuse aux tribunaux de simple police le droit d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement ou d'amende qu'ils prononcent.

Nous allons maintenant indiquer les raisons, qui, à nos yeux, commandent d'adopter la solution opposée.

Nous avons déjà dit que les mêmes motifs justifiaient l'octroi du sursis, qu'il s'agisse de peines de simple police ou de peines correctionnelles. Nous ajouterons que le texte de la loi, loin de s'opposer à cette application, l'autorise au contraire.

En effet, quand l'article 1^{er} parle de condamnations pour crime ou délit de droit commun, c'est seulement pour indiquer les causes d'exclusion ou de révocation du sursis. Mais lorsqu'il s'agit, au contraire, de déterminer les condamna-

tions qui peuvent donner lieu à l'atténuation, le législateur s'exprime en ces termes généraux : « En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, les Cours et tribunaux sont autorisés à ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de la peine ».

Il est évident d'abord que la juridiction de simple police est un tribunal, et qu'elle est par conséquent visée par la loi.

De plus les peines d'emprisonnement et d'amende que prononce le tribunal de simple police, si elles peuvent, dans leur durée et dans leur mode d'exécution, différer de l'amende et de l'emprisonnement correctionnels, n'en ont pas moins cependant la même nature et le même caractère juridiques.

La condamnation prononcée par un tribunal de simple police peut donc être suspendue puisqu'elle applique des peines visées par le texte de la loi de 1891, qu'elle émane d'une juridiction désignée aussi dans ce texte, et qu'elle réunit ainsi les deux conditions exigées par le législateur.

C'est, du reste, ce qu'a décidé la Cour de cassation de Belgique à la date du 1^{er} avril 1889 (arrêt cité par M. Gardeil, *op. cit.*, p. 6), et cependant la loi belge n'est pas sur ce point plus explicite que la nôtre.

Elle permet aux Cours et tribunaux de prononcer le sursis à l'exécution des peines d'emprisonnement n'excédant pas 6 mois, quand l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à l'emprisonnement pour crime ou délit.

C'est aussi une condamnation pour crime ou pour délit qui prive le condamné du bénéfice du sursis. Mentionnons cependant une différence entre la législation française et la législation belge : dans cette dernière la durée du sursis n'est pas fixée uniformément à 5 ans, mais elle est déterminée dans chaque cas par le juge.

Ce système ne permettrait donc pas de soulever comme dans le nôtre l'objection que nous avons indiquée plus haut et qui est basée sur la différence entre le délai de l'épreuve et celui de la prescription de la peine.

Mais nous avons déjà répondu, du reste, que cette objection n'a pas de valeur, puisque le sursis a pour effet de suspendre la prescription de la peine.

2° *Tribunaux militaires.*

L'article 7 de la loi du 26 mars 1891 porte :

« La présente loi n'est applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires qu'en ce qui concerne les modifications apportées par l'article 5 ci-dessus aux articles 57 et 58 du Code pénal ».

Il en résulte par *a contrario* que le sursis à l'exécution de la peine ne peut s'appliquer aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires. Cette disposition a été introduite dans la loi lors de la deuxième délibération du Sénat, le 27 juin 1890, sur la proposition du général Robert.

Mais déjà auparavant cette question de l'application du sursis aux condamnations militaires avait été soulevée devant le Sénat. A la séance du 3 juin 1890, M. de l'Angle Beaumanoir avait demandé si les dispositions de la loi du 26 mars 1891 relatives à l'atténuation de la peine pourraient être appliquées par les conseils de guerre.

M. Béranger répondit que ce qui concernait les délits militaires et leur répression avait été jusqu'à présent l'objet de dispositions spéciales. Si donc l'autorité militaire estimait que la discipline n'aurait pas à souffrir de l'application du sursis, elle pourrait faire soumettre au Parlement une proposition en ce sens.

« Actuellement, ajoutait M. Béranger, nous n'avons voulu

nous occuper que des délits d'ordre civil prononcés par des juridictions ordinaires.

« Mais, si vous voulez que je vous donne mon opinion de juriconsulte, je vous dirai que, laissant de côté les condamnations militaires encourues pour faits contraires à la discipline, je pense que le militaire poursuivi, même devant une juridiction militaire, pour faits de droit commun pourra participer au bénéfice de la loi (1) ».

A la séance du Sénat du 10 juin M. le général Robert déposa un amendement qui est devenu l'article 7, et il a pris soin de faire remarquer qu'il était en dissentiment avec le rapporteur :

« Je ne suis pas disposé, dit-il, à partager son opinion personnelle, admettant que les dispositions nouvelles de son projet de loi, notamment en ce qui concerne la suspension de l'exécution des peines, pourraient être opportunément adaptées, dans certains cas, à la juridiction des tribunaux militaires (2) ».

Et à la séance du 27 juin l'amendement du général Robert fut adopté sans discussion sur l'observation du rapporteur que le ministre de la guerre en acceptait le principe et les termes.

Si nous avons cru devoir ainsi retracer la genèse de l'article 7, c'est que les explications auxquelles elle a donné lieu nous serviront à résoudre les difficultés que peut soulever l'application de cette disposition.

Pour les examiner complètement, il nous faut distinguer deux cas principaux :

Ou bien la peine est prononcée par un tribunal militaire,

(1) *Journal officiel*. Débats parlementaires, Sénat, 3 juin 1890, p. 526.

(2) *Journal officiel* du 11 juin, p. 556.

ou bien elle est prononcée contre un militaire par une juridiction de droit commun.

I. *Poursuites devant un tribunal militaire.* — Plusieurs hypothèses peuvent se présenter :

1^o Poursuites devant un conseil de guerre contre un militaire pour un délit militaire.

Dans ce cas il n'y a aucun doute sur l'impossibilité pour le tribunal militaire d'accorder ce sursis à la peine qu'il prononce.

2^o Poursuites contre un militaire pour un délit de droit commun non prévu spécialement par le Code de justice militaire.

Avant l'adoption de l'amendement du général Robert, le rapporteur de la loi avait déclaré, nous l'avons vu, qu'à son avis, le sursis pourrait être appliqué en cette hypothèse.

Mais c'est précisément pour empêcher ce résultat que l'article 7 a été proposé, et le vote de cette disposition sans discussion par le Sénat indique bien que le législateur a voulu consacrer l'opinion du général Robert.

3^o Poursuites devant les tribunaux militaires par application de l'article 77 du Code de justice militaire, § 1^{er}.

Aux termes de cette disposition :

« Tous les prévenus, indistinctement, sont traduits devant les tribunaux militaires :

« 1^o Lorsqu'ils sont tous militaires ou assimilés aux militaires, alors même qu'un ou plusieurs d'entre eux ne seraient pas justiciables de ces tribunaux en raison de leur position au moment du crime ou délit ».

Cette hypothèse rentre évidemment dans les termes de l'article 7 de la loi du 26 mars 1891, car il s'agit de poursuites intentées devant les tribunaux militaires. Et les raisons qui ont fait édicter cette disposition s'appliquent également

puisque les prévenus étant tous militaires ou assimilés, il est nécessaire de sauvegarder la discipline par l'énergie de la répression.

4° Poursuites intentées devant les tribunaux militaires contre des individus non militaires dans les cas prévus par les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 77 du Code de justice militaire, c'est-à-dire :

« S'il s'agit de crimes ou de délits commis par des justiciables des conseils de guerre, et par des étrangers ;

« S'il s'agit de crimes ou de délits commis aux armées en pays étranger ;

« S'il s'agit de crimes ou de délits commis à l'armée sur le territoire français en présence de l'ennemi ».

On a soutenu qu'en pareil cas les conseils de guerre pourraient accorder le sursis à l'exécution des peines prononcées contre les inculpés non militaires.

En effet, dit-on, aux termes de l'article 196 du Code de justice militaire, les tribunaux militaires doivent appliquer aux individus non militaires « les peines prononcées par les lois ordinaires ». Ils doivent donc pouvoir les faire bénéficier d'une mesure de faveur qui leur serait accordée par les juridictions de droit commun.

Mais ce raisonnement est expressément condamné par le texte de l'article 7 qui exclut d'une manière générale de l'application du sursis : les condamnations prononcées par les tribunaux militaires sans faire de distinction suivant le caractère des prévenus qui leur sont déférés ni suivant la nature des dispositions légales qu'ils appliquent.

Ainsi donc, des considérations qui précèdent nous pouvons conclure que toutes les fois que la condamnation est prononcée par un tribunal militaire, il ne peut être sursis à son exécution.

Il nous reste à examiner maintenant si les dispositions de l'article 7 ne s'appliquent pas aux tribunaux de droit commun saisis de poursuites contre des militaires.

II. *Poursuites devant une juridiction de droit commun contre des militaires.* — Les juridictions de droit commun sont compétentes pour juger :

1^o Les infractions commises par des militaires aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie.

2^o Les délits de droit commun non prévus par le titre 2, livre IV du Code de justice militaire et commis par des militaires en activité ou en permission (C. just. mil., art. 57).

L'article 7 de la loi ne s'oppose pas ici à l'application du sursis parce que cette disposition ne vise que les condamnations prononcées par les tribunaux militaires et que les juridictions de droit commun sont, en notre hypothèse, seules compétentes soit à raison des infractions commises, soit à raison de la situation particulière des prévenus.

3^o Mais les tribunaux ordinaires sont aussi compétents, aux termes de l'article 76 du Code de justice militaire, pour juger les militaires coupables de délits militaires ou de délits de droit commun commis de complicité avec des non militaires.

Il est évident tout d'abord que les dispositions de la loi du 26 mars 1891 sont applicables au prévenu non militaire. Mais qu'en est-il de l'inculpé militaire ?

Certains auteurs soutiennent que le sursis peut être ordonné. Cette opinion se fonde sur un argument de texte. L'article 7 de la loi n'a écarté l'application du sursis que pour les condamnations prononcées par des tribunaux militaires. Toutes les fois que le jugement émane d'une juridiction différente, le sursis peut être accordé.

Un autre système fait cette distinction : si la poursuite a

pour but la répression d'un fait exclusivement prévu par le Code de justice militaire, le tribunal de droit commun est alors purement et simplement substitué à la juridiction militaire. Pas plus qu'elle, il n'a le pouvoir d'accorder le sursis au prévenu militaire.

S'agit-il, au contraire, d'une infraction de droit commun, le tribunal applique au prévenu militaire les dispositions pénales ordinaires, et par conséquent aussi celles de la loi du 26 mars 1891.

Mais ces deux systèmes soulèvent des objections graves.

Le premier aboutit à cette étrange conséquence de modifier la situation du prévenu militaire par la seule existence de complices civils. Or il résulte de l'article 196 du Code de justice militaire que dans ce cas les tribunaux ordinaires doivent infliger au prévenu militaire la peine que prononcerait le conseil de guerre. La répression est la même, la culpabilité du prévenu est la même; qu'importe la juridiction qui prononce la peine ?

Le second système propose une distinction qui nous semble absolument arbitraire.

Que la juridiction de droit commun applique au prévenu militaire des peines prévues par le Code de justice militaire ou qu'elle prononce des peines édictées par les lois ordinaires, elle n'en est pas moins, dans les deux cas, substituée au tribunal militaire. Elle ne saurait donc avoir un pouvoir plus étendu que ceux que la loi accorde à ce dernier. Elle ne pourrait ainsi, pas plus que celui-ci, accorder le sursis à l'exécution de la peine prononcée contre le prévenu militaire.

Notre conclusion doit donc être, par conséquent, la suivante : toutes les fois que les juridictions de droit commun seront seules compétentes pour juger des prévenus militai-

res, elles pourront ordonner le sursis à l'exécution de la peine prononcée par elles. Mais elles n'auront pas au contraire cette faculté, quand, à raison de la présence de complices non militaires, elles seront simplement substituées aux tribunaux militaires pour juger des militaires. C'est en ce sens que s'est prononcée la Cour de Besançon à la date du 10 juin 1891 (S. 92.2.48) en refusant d'accorder le sursis à l'exécution d'une peine d'emprisonnement prononcée contre un militaire coupable de vol de pain de troupe, qui avait été traduit devant le tribunal correctionnel à raison de la complicité d'un civil.

Nous ne pouvons approuver, au contraire, la décision de la Cour d'assises de la Haute-Savoie qui accordait le sursis à l'exécution de la peine prononcée contre un militaire, pour vol commis de complicité avec un civil. Et c'est à bon droit, croyons-nous, que la Cour de cassation a admis le pourvoi formé par le Garde des Sceaux contre cet arrêt, en se fondant sur la raison suivante : « Lorsqu'un militaire est prévenu d'un crime ou d'un délit, sa situation, quant à l'application de la peine, ne saurait être différente suivant qu'il est jugé par les tribunaux militaires ou exceptionnellement par les tribunaux ordinaires » (Cass., 13 avril 1894, *Journal du minist. public*, t. XXXVI (1894), p. 73).

Ainsi donc, en résumé, toutes les juridictions qui prononcent des peines d'emprisonnement ou d'amende peuvent suspendre l'exécution de leurs sentences. Il n'y a d'exception que pour les condamnations prononcées par les tribunaux militaires d'une façon générale, et par les tribunaux correctionnels dans les cas où ils sont substitués aux premiers par suite de la complicité de prévenus civils.

SECTION III. — **Pouvoir d'appréciation laissé au juge.**

Nous venons de faire connaître les conditions légales nécessaires à l'obtention du sursis.

Mais alors même qu'elles sont remplies, le juge n'est pas obligé d'ordonner cette mesure.

L'article 1^{er} de la loi porte en effet que : « Les Cours et tribunaux *peuvent* ordonner ». C'est précisément pour laisser au magistrat une plus grande latitude d'appréciation que M. Bérenger, et après lui la commission du Sénat, n'ont pas voulu limiter l'application de la mesure nouvelle aux peines de courte durée, comme le fait par exemple la loi belge qui ne permet de suspendre que les peines d'emprisonnement inférieures ou au plus égales à 6 mois.

Et les raisons développées par M. Bérenger, dans son rapport du 6 mars 1890, pour justifier la disposition de la loi française sur ce point, précisent en même temps quel est en cette matière l'office du juge.

Il ne s'agit pas, dit en substance M. Bérenger, d'envisager le degré de gravité de la faute : cette appréciation a dû être faite dans l'application de la peine ; mais de mesurer l'état moral du condamné et le degré de garantie que cet état suppose. Une faute même grave n'implique pas nécessairement chez celui qui l'a commise une véritable dépravation. Elle peut devenir même, pour les natures droites et honnêtes, le point de départ d'une vigilance plus grande qui contribuera puissamment à leur amélioration. Au contraire, une faute, même très légère, peut être l'indice d'un état d'immoralité qui nécessite une inflexion réelle de la peine. Le juge devra donc, avant tout, chercher à connaître l'état moral du délinquant.

Mais de quels éléments devra-t-il tenir compte pour arriver sur ce point à une appréciation exacte ?

La première proposition de M. Béranger portait que le sursis ne pourrait être accordé à un prévenu que si : sa conduite antérieure, sa situation, ses marques de repentir paraissaient offrir des garanties suffisantes.

Cette nomenclature des titres à l'obtention du sursis n'a pas été insérée dans le texte de la loi, non point parce qu'elle était en contradiction avec son esprit, mais bien parce qu'elle était incomplète. Le législateur a pensé qu'il était préférable de laisser au juge une entière liberté d'appréciation plutôt que d'essayer de lui tracer des règles de conduite qui, par la force même des choses, ne pouvaient prévoir toutes les hypothèses.

Seulement si les tribunaux ne sont pas liés par les indications de ce texte qui n'a point été législativement consacré, ils y trouveront cependant des indications utiles pour l'accomplissement de leur mission : ils devront envisager le fait commis non pas tant sous le rapport de sa gravité objective que comme manifestation du caractère de l'agent ; ils rechercheront si la conduite passée du délinquant a été régulière et si, par conséquent, l'infraction n'est qu'un accident dans une vie d'ailleurs honnête ; ils s'efforceront de connaître ses sentiments et de se rendre compte de l'action que pourrait avoir sur lui la menace de l'exécution de la peine substituée à l'infliction réelle du châtiment. Une circonstance indifférente en soi, un fait secondaire qui a passé inaperçu seront pour un juge expérimenté un indice certain du caractère d'un prévenu.

Toutes ces éventualités si variées, si multiples, la loi ne peut les prévoir. Elle doit avoir assez de confiance dans le juge pour lui laisser une liberté suffisante d'appréciation pour pouvoir en tenir compte.

C'est ce qu'a fait la loi française et on ne saurait trop l'en approuver.

L'octroi du sursis est donc pour le juge une faculté : il peut, d'après son appréciation personnelle, l'accorder ou le refuser. Le texte de la loi, comme nous l'avons déjà dit, ne laisse subsister aucun doute sur ce point, et la jurisprudence s'est, sans hésitation, prononcée dans le même sens.

C'est ce qu'ont décidé la Cour de Lyon à la date du 13 juillet 1891 (D. 92.2.256) et la Cour de cassation par arrêt du 3 août 1894 (*Gaz. du Palais*, 1894, 2^e semestre, p. 451).

SECTION IV. — **Forme de la décision de sursis.**

L'article 1^{er}, alinéa 1, *in fine*, porte :

« Les Cours et tribunaux peuvent ordonner par le même jugement et par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution de la peine ».

Et l'article 3 :

« Le président de la Cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné qu'en cas de nouvelle condamnation dans les conditions de l'article 1^{er}, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde, et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal ».

Il résulte de ces dispositions que le sursis à l'exécution de la peine est prononcé par le même jugement que cette peine ; — que cette décision doit être motivée ; — que le président de la Cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé le sursis, adresser un avertissement au condamné.

1. — **Le sursis doit être prononcé par le même jugement que la peine.**

Il en résulte que le sursis doit être expressément pro-

noncé. Si le juge ne le fait pas, la peine sera exécutée. Il doit l'être aussi par le même jugement, et non par une décision postérieure. En effet le jugement épuise le pouvoir du tribunal qui ne peut de nouveau statuer sur la même affaire.

II. — La décision doit être motivée.

Cette règle n'est que l'application du principe général déposé dans l'article 7 de la loi du 20 avril 1840 qui déclare nuls les jugements non motivés.

Mais la simple indication de l'absence de condamnation antérieure suffit-elle pour motiver la décision de sursis ? On l'a soutenu par cette raison que, dès que les conditions légales sont remplies, le juge est souverain. Il n'a pas à rendre compte des motifs de son indulgence.

Nous pensons, au contraire, que le juge doit indiquer les raisons de fait qui l'ont déterminé à prononcer le sursis.

Ne sont-ce pas ces motifs de fait que la loi a eu en vue dans la disposition que nous expliquons ?

Elle n'a pas pour objet de dire que le jugement devait constater que l'inculpé remplissait les conditions légales nécessaires à l'obtention du sursis. Cette obligation s'imposait d'elle-même sans une prescription spéciale, puisque sans son accomplissement la Cour de cassation ne pourrait exercer son droit de contrôle.

Mais si la décision de sursis doit être motivée, en revanche les juges n'ont pas à indiquer les raisons qui les ont engagés à refuser cette faveur à un inculpé. Ils n'ont pas en principe à rendre compte de l'exercice d'une faculté, sauf quand ils y sont obligés, comme pour l'octroi du sursis, par un texte formel.

De ce principe, la Cour de cassation a tiré cette conséquence que l'existence, dans un jugement, de motifs criti-

quables pour refuser le sursis ne pouvait donner ouverture à cassation (Cass., 3 août 1894, *Gaz. Pal.*, 1894, 2^e semestre, p. 451).

III. — Avertissement du président.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 26 mars 1891, le président de la Cour ou du tribunal, après avoir prononcé le sursis, doit avertir le condamné qu'en cas de nouvelle condamnation dans les conditions de l'article 1^{er}, la première peine sera d'abord exécutée sans confusion possible avec la seconde, et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal.

Les deux raisons suivantes ont été données au cours des travaux préparatoires pour justifier cette disposition de notre loi.

A. — L'avertissement fera connaître au public les conditions auxquelles est subordonnée la faveur accordée au condamné. On saura que si ce dernier retombe dans de nouvelles fautes, il sera frappé d'autant plus sévèrement qu'il avait bénéficié d'abord d'une plus grande indulgence. On apprendra aussi qu'on ne lui a pas accordé un pardon définitif, mais qu'il reste pendant un long délai sous la menace d'exécution de la peine. Le tribunal ne paraîtra pas ainsi absoudre le prévenu après l'avoir déclaré coupable.

B. — Mais, pour l'inculpé, l'avertissement aura une plus grande utilité encore.

Il contribuera puissamment à le maintenir dans la voie du bien par la crainte d'un châtiment sévère en cas de récidive. Aussi pensons-nous, bien que le texte ne le dise pas, qu'il est dans l'esprit de la loi que le président fasse connaître au prévenu la récompense offerte à sa bonne conduite pendant cinq ans : c'est-à-dire la dispense définitive d'exécuter la peine et une réhabilitation de plein droit. Le législateur a

voulu en effet agir sur l'esprit du condamné et par la crainte d'un châtiment et par l'espoir d'une récompense. Ce serait donc méconnaître ses intentions que de s'en tenir à la lettre de la loi et de ne mettre en œuvre quel'un des deux moyens qu'elle fournit pour combattre la récidive.

Si l'avertissement adressé par le président au condamné est le complément naturel du sursis à l'exécution de la peine, il n'est cependant pas prescrit par la loi à peine de nullité. C'est donc ajouter au texte que de déclarer nul, comme le font certains auteurs, le jugement de sursis qui ne constate pas l'accomplissement de cette formalité.

Il ne faut même pas dire que cet avertissement soit absolument indispensable ; car on peut accorder le sursis à un prévenu défaillant : la loi ne l'interdit pas, et de nombreuses décisions de ce genre ont été déjà rendues.

Il est vrai que les partisans de l'opinion contraire décident qu'en cette hypothèse le jugement doit indiquer les conditions du sursis.

Sans doute cette disposition sera fort utile, mais nous ne voyons pas qu'elle soit exigée par la loi.

SECTION V. — Nature juridique de la décision de sursis.

Le législateur n'a pas défini quel était le caractère juridique de l'institution nouvelle consacrée par la loi du 26 mars 1891. A cette question, diverses solutions ont été proposées.

Les uns ont voulu voir dans la condamnation avec sursis un acquittement sous condition résolutoire, c'est-à-dire produisant immédiatement ses effets, mais pouvant être rétroactivement anéanti par l'arrivée d'un événement futur et incertain : une condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pendant le délai de cinq ans.

Nous ne croyons pas que ce point de vue soit exact ; car il y a en réalité condamnation : une peine est prononcée, et, comme nous le verrons en étudiant les effets du sursis, les déchéances accessoires ou les incapacités résultant d'une condamnation sont encourues, les dommages-intérêts et les frais du procès doivent être payés.

Le sursis n'est pas non plus une grâce, ni une amnistie, puisque le prévenu qui en a bénéficié peut être obligé, le cas échéant, d'exécuter les condamnations prononcées contre lui.

Mais si c'est une condamnation, n'est-ce pas au moins une condamnation sous la condition résolutoire de l'expiration du délai sans poursuite nouvelle ?

On pourrait le croire puisque, en ce cas, aux termes mêmes de l'article 1^{er}, alinéa 2, « la condamnation sera comme non avenue ». Mais, ainsi que nous le verrons, l'effet de l'échéance du sursis est une réhabilitation de plein droit que le législateur a voulu assimiler à la réhabilitation ordinaire : c'est-à-dire que la condamnation est effacée, il est vrai, mais pour l'avenir seulement. Or l'essence d'une condition n'est-ce pas la rétroactivité ? Cet élément fait défaut en notre espèce puisque la condamnation subsiste avec tous ses effets jusqu'au jour de l'expiration du sursis. On ne peut donc qualifier cette condamnation de condamnation conditionnelle (1).

Pour déterminer la nature juridique exacte de l'institution introduite dans notre législation, il faut distinguer entre deux choses bien différentes : la condamnation, et le sursis

(1) Si l'expression de condamnation conditionnelle employée pour désigner cette institution est ainsi inexacte, celle de sursis conditionnel a l'exécution de la peine, bien que n'indiquant que l'effet principal de la suspension, nous semble préférable.

à l'exécution de cette condamnation. En réalité, une condamnation est prononcée, comme si elle devait être immédiatement exécutée ; le juge, pour en fixer le montant, tient compte des circonstances du fait et des raisons qui peuvent atténuer ou aggraver la culpabilité du prévenu. Au moment où elle est prononcée, elle est pure et simple. Et les événements ultérieurs, tels que la réhabilitation de plein droit, ne pourraient évidemment en modifier le caractère.

Mais, par une disposition spéciale du jugement, le tribunal ordonne qu'il sera sursis à l'exécution de la peine pendant un délai de cinq ans.

La situation du condamné pendant ce temps d'épreuve est celle du coupable qui prescrit sa peine. Et en effet l'expiration de ce délai a pour résultat de mettre obstacle à l'exécution du châtiment, comme au cas de prescription.

Mais le prévenu qui a bénéficié des dispositions de la loi du 26 mars 1891 joint aux avantages de la prescription ceux d'une réhabilitation de plein droit.

SECTION VI. — **Durée du délai de sursis.**

1. — **Durée du délai.**

La durée de la suspension de la peine a été uniformément fixée à cinq ans.

L'article 1^{er}, alinéa 2, de notre loi porte en effet que :

« Si pendant le délai de cinq ans, à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a pas encouru de condamnation nouvelle..... ».

On ne s'est pas arrêté un seul instant à l'idée d'une suspension indéfinie. Il n'eût été ni raisonnable, ni humain de laisser le condamné pendant toute sa vie sous la menace de l'exécution de la peine.

Dès lors, le législateur devait adopter l'une ou l'autre des solutions suivantes : ou bien laisser au juge le soin de déterminer pour chaque cas, dans des limites arrêtées à l'avance, la durée du sursis, ou fixer cette durée d'une manière invariable.

C'est ce second système qui a été consacré par notre loi du 26 mars 1891.

Mais quelles raisons ont conduit les rédacteurs de la loi à adopter cette solution plutôt que l'autre ? C'est ce qu'un rapide exposé des travaux préparatoires nous fera connaître. Le projet de la commission du Sénat ainsi que les diverses autres propositions de loi soumises à cette assemblée fixaient la durée du sursis à cinq ans.

A la séance du Sénat du 3 juin 1890, M. Bozérian proposa de rédiger comme suit l'alinéa 2 de l'article 1^{er} :

« Si pendant un délai qui ne pourra être moindre de 3 mois ni excéder 5 ans, à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru ... »

L'auteur de l'amendement le justifiait par les considérations suivantes. La durée du délai d'épreuve ne doit pas être la même pour le condamné qui a encouru une peine légère que pour celui qui a été frappé très sévèrement. Quelles sont, ajoutait-il, les raisons sur lesquelles se base la commission pour fixer au délai de sursis une durée uniforme dans tous les cas ? Le rapport de M. Béranger les résume ainsi :

Laisser au juge le soin de déterminer cette durée, c'est s'exposer à introduire dans la jurisprudence une infinie diversité, c'est aussi risquer d'énervier la répression par la fixation d'un délai trop court. De plus la loi, substituant à une peine matérielle une pénalité d'ordre moral, la menace de l'exécution du châtiment, il faut laisser le condamné pendant un temps assez long sous cette menace pour assurer à celle-ci quelque efficacité. Enfin on a voulu organiser une sorte de

prescription de la peine par la bonne conduite. Or, le délai de la prescription est invariablement fixé à cinq ans quelle que soit la peine prononcée.

Mais, répondit M. Bozérian, la diversité de jurisprudence se rencontre en toute matière dans une législation comme la nôtre, où le juge a tout pouvoir d'arbitrer les peines, et les inconvénients de cet état de choses ne sont pas bien sensibles.

Quant à l'énervement de la répression, il n'est guère à redouter. Le juge saura bien fixer la durée de l'épreuve de façon à produire sur l'esprit du condamné, par la menace de l'exécution de la peine, une impression assez profonde.

De plus, ajouta M. Bozérian, il est injuste de laisser sous le coup des incapacités qui résultent de la condamnation pendant le même temps des individus dont la culpabilité est cependant bien différente.

M. Bérenger s'opposa à l'adoption de l'amendement en développant de nouveau devant le Sénat les arguments qu'il avait déjà fait valoir dans son rapport et qu'avait réfutés M. Bozérian.

Le rapporteur y ajouta la considération suivante :

Il faut imposer au condamné un délai d'épreuve assez long pour pouvoir se rendre compte d'une façon complète de son retour au bien. D'ailleurs la récompense promise à sa bonne conduite, une réhabilitation de plein droit après cinq ans, est assez précieuse pour qu'on exige de lui de sérieux efforts pour l'obtenir. Et si, pour accorder cette réhabilitation légale, on augmente de deux ans la durée du stage qui est nécessaire pour obtenir la réhabilitation judiciaire, cette prolongation de temps remplace, dans une certaine mesure, les formalités ordinaires par lesquelles on s'assure de l'amendement du condamné et dont la garantie manque en notre matière.

Ces raisons parurent péremptoires au Sénat, et l'amendement de M. Bozérian fut repoussé.

Nous ne croyons pas cependant que le système ainsi consacré par notre loi doive être approuvé, et nous lui préférons celui qui est suivi par certaines législations étrangères (loi belge du 31 mai 1888 et loi genevoise du 29 octobre 1892), qui laissent au juge la faculté de fixer dans des limites déterminées la durée du sursis.

Comme l'a fort bien fait remarquer M. Bozérian, on ne saurait traiter avec la même rigueur des individus dont la culpabilité est différente. La menace de l'exécution de la peine pendant quelques mois produira sur l'un une impression suffisante pour prévenir une rechute de sa part, tandis qu'un autre, pour être affermi dans le bien, devra être soumis à une longue épreuve. Qui, mieux que le juge, saura quelle doit être la durée de cette épreuve ?

La mesure adoptée par les législations étrangères que nous avons citées, nous semble présenter tous les avantages de l'individualisation de la peine, avantages que nous avons indiqués ailleurs et sur lesquels nous n'avons pas à revenir ici.

Quoi qu'il en soit, notre loi a fixé d'une manière invariable le délai de sursis à 5 ans.

Comment se calcule ce délai et quel en est le point de départ ?

II. — Calcul du délai.

Le délai du sursis se calcule, comme celui de la prescription, par jour et non par heures. Le *dies a quo* y est compris et la réhabilitation n'est acquise qu'après l'expiration du dernier jour.

III. — Point de départ du délai.

L'article 1^{er}, alinéa 2, porte : « Si dans un délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt ».

C'est donc, en principe, à partir du jour où est prononcée

la condamnation que commence à courir le délai de sursis.

Mais il faut préciser plus exactement ce point de départ en examinant les diverses hypothèses suivantes :

1^o *Sursis prononcé par une décision contradictoire non attaquée* (Jugement non frappé d'appel. Arrêt de Cour d'assises ou Cour d'appel n'ayant pas fait l'objet d'un pourvoi).

Le délai court évidemment du jour de la décision.

2^o *Sursis prononcé par la Cour d'appel alors qu'il n'avait pas été accordé par le tribunal de 1^{re} instance.*

Cette décision sera rendue le plus souvent sur l'appel du prévenu. Mais elle peut l'être aussi sur appel du ministère public ou sur appel de l'un ou de l'autre. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, si le tribunal correctionnel avait bien jugé, il eût dû accorder le sursis qui eût alors commencé immédiatement à courir. Le prévenu ne doit pas souffrir de cette erreur des premiers juges.

Le point de départ du délai doit donc être la date du jugement de première instance.

3^o *Sursis prononcé par la Cour d'appel confirmant un jugement de 1^{re} instance.*

A. *Appel du ministère public.* — L'article 24 du Code pénal démontre que la loi a voulu que les conséquences de la décision judiciaire remontassent au jour du jugement de 1^{re} instance, au cas où le condamné n'aurait pas exercé de recours. Par conséquent il faut décider ici que le délai du sursis commencera à la date du jugement de 1^{re} instance.

B. *Appel du prévenu.* — Par application du même argument d'analogie tiré de l'article 24, nous déciderons que, si la peine primitivement prononcée a été réduite par la Cour, le délai de sursis commence à courir du jour du jugement de première instance. Le point de départ de ce délai serait

au contraire reporté à la date de l'arrêt si la peine prononcée par les premiers juges avait été augmentée (1).

4° *Décision après cassation.* — Les solutions qui précèdent doivent évidemment s'appliquer au cas où après cassation le bénéfice de la loi est maintenu ou accordé.

5° *Décision par défaut.* — Il est certain tout d'abord que le délai ne peut courir tant que le condamné ignore le jugement rendu contre lui. Ce n'est qu'à partir du moment où il en est averti que l'épreuve à laquelle on veut le soumettre peut réellement commencer, et qu'on peut lui tenir compte de sa bonne ou de sa mauvaise conduite.

En cas d'acquiescement, le délai de sursis doit donc courir du jour de la signification du jugement.

Mais si le condamné fait opposition, le premier jugement tombe. Le second lui est complètement substitué. C'est à dater de ce dernier seulement que court le délai de sursis.

SECTION VII. — Effets du sursis.

Dès que le sursis est prononcé, s'ouvre pour le condamné une période d'épreuve. Cette période peut prendre fin soit par l'expiration du délai de cinq ans sans condamnation nouvelle, soit par la révocation de la faveur accordée au condamné.

Il nous faut successivement examiner quelle sera la situation de ce dernier d'abord pendant la période d'épreuve, puis après l'expiration du délai de cinq ans, enfin après la révocation du sursis.

(1) Il est vrai qu'au cas où le condamné a échoué dans son recours la détention préventive est imputée sur la durée de la peine, si la juridiction d'appel n'en a pas décidé autrement. Mais cette imputation n'étant plus de droit comme dans les autres cas, la situation du prévenu est moins favorable comme nous le disons au texte.

§ 1. — Période d'épreuve.

Il résulte des dispositions des articles 1, 2 et 4 de la loi du 26 mars 1891, que pendant la période d'épreuve les effets du sursis sont les suivants :

L'exécution de la peine d'emprisonnement ou d'amende est suspendue.

Mais sous tous les autres rapports la condamnation produit immédiatement ses effets ordinaires. Ainsi, le condamné encourt toutes les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation. Il reste tenu du paiement des frais et des dommages-intérêts. Enfin sa condamnation est inscrite au casier judiciaire.

A. — *Suspension de la peine principale.*

Comme nous l'avons déjà indiqué, le sursis peut s'appliquer soit aux peines d'emprisonnement, soit aux peines d'amende, soit aux peines cumulatives d'emprisonnement et d'amende. Il nous faut donc examiner successivement les effets de cette suspension en ce qui concerne chacune de ces peines.

I. — *Emprisonnement.* — Diverses hypothèses doivent être distinguées :

a) Ou bien le condamné était en état de liberté absolue au moment du jugement,

b) Ou bien il était en état de liberté provisoire,

c) Ou bien il était détenu préventivement.

a) *Si le condamné a comparu libre devant le tribunal*, il ne peut être incarcéré en vertu d'un jugement, puisque l'exécution de cette décision est suspendue.

b) *Le condamné est-il en état de liberté provisoire lors de sa comparution en justice*, il faut décider comme au cas précé-

dent qu'il ne pourra être incarcéré ; mais le cautionnement, dont le versement aura pu lui être imposé avant sa mise en liberté provisoire, lui sera-t-il restitué ?

Pour résoudre cette question il faut, croyons-nous, distinguer entre les deux parties dont le cautionnement se compose. En effet, aux termes de l'article 114, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, « ce cautionnement garantit :

« 1° La représentation de l'inculpé à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement ;

« 2° Le paiement dans l'ordre suivant :

« 1. Des frais faits par la partie publique ;

« 2. De ceux avancés par la partie civile ;

« 3. Des amendes.

« L'ordonnance de mise en liberté détermine la somme affectée à chacune des deux parties du cautionnement. »

Le condamné peut évidemment obtenir la restitution de la première partie du cautionnement, c'est-à-dire de celle qui garantit sa représentation à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement ; la procédure est close, en effet, et l'exécution du jugement est suspendue ; on ne saurait obliger le condamné à fournir des garanties pour l'exécution d'obligations dont il est désormais affranchi. Mais il reste au contraire tenu, malgré la décision de sursis, au paiement des frais du procès et à celui des dommages-intérêts. Il ne peut donc exiger le remboursement de la portion du cautionnement qui garantit ce double paiement. Cette distinction d'ailleurs doit toujours être suivie quelle que soit la forme du cautionnement, qu'il ait été fourni en espèces ou que, suivant l'article 120, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, une tierce personne se soit portée garante des engagements de l'inculpé. Dans cette dernière hypothèse, la caution ne serait plus tenue des frais du procès et des dommages-intérêts.

c) *Le condamné était lors du jugement en état de détention préventive.* Devra-t-il être mis en liberté immédiatement et nonobstant appel ?

Quelques auteurs l'ont soutenu en se fondant sur les dispositions de l'article 206 du Code d'instruction criminelle, aux termes duquel : « En cas d'acquiescement, le prévenu sera immédiatement, et nonobstant appel, mis en liberté. » En effet, dit-on, la décision de sursis est un acquiescement sous la condition résolutoire d'une condamnation nouvelle dans le délai de cinq ans.

Mais, nous l'avons montré en étudiant la nature juridique du sursis, la décision du juge en pareil cas n'est point un acquiescement. C'est une condamnation pure et simple dont l'exécution seule est suspendue. Du reste, l'article 206 du Code d'instruction criminelle, il ne faut pas l'oublier, est une disposition exceptionnelle. En principe, le délai d'appel et l'appel interjeté suspendant l'exécution du jugement, celui-ci provisoirement n'existe plus ; le prévenu reste sous le coup du mandat décerné contre lui. C'est pourquoi l'article 206 dans sa rédaction primitive décidait que le prévenu, même acquitté, devait être maintenu en état de détention pendant le délai de dix jours pour interjeter appel. Par un motif d'humanité, la loi du 28 avril 1832 a réduit ce délai à trois jours. Enfin la loi du 14 juillet 1865, plus libérale encore, a donné à notre article sa rédaction actuelle ; c'est donc une disposition exceptionnelle qui doit être appliquée à la seule hypothèse en vue de laquelle elle a été édictée. Or le délinquant qui a bénéficié du sursis n'est pas acquitté mais condamné ; il ne peut être mis en liberté nonobstant appel. C'est ce qu'a décidé, du reste, un arrêt de la Cour de Chambéry du 14 juin 1891 (S. 91.2.240 ; D. 91.2.298).

Remarquons au surplus que le prévenu peut demander au

tribunal au moment du jugement, ou ensuite à la Cour sa mise en liberté provisoire et qu'il l'obtiendra certainement s'il est tout à fait digne d'intérêt.

II. *Amende*. — L'amende n'est pas exigible. Le Trésor ne peut exercer de poursuites pour en assurer le recouvrement. C'est dans le but de faire connaître à l'administration des finances la situation spéciale du condamné qu'une circulaire du Garde des Sceaux du 16 janvier 1892 (1) prescrit aux greffiers « de mentionner, dans le corps de l'extrait du jugement, le montant de l'amende encourue ainsi que la suspension prononcée par le tribunal ; mais ils doivent s'abstenir de faire figurer cette amende dans les éléments financiers dont le détail, inscrit en marge de l'extrait, constitue le débet recouvrable sur le condamné ».

De ce principe résultent les deux conséquences suivantes :

a) *Contrainte par corps*. — La contrainte par corps ne saurait être exercée contre le condamné pour le paiement de l'amende, puisque ce n'est qu'une mesure d'exécution et que toute exécution est suspendue.

Mais la contrainte par corps subsisterait pour le recouvrement des frais et des dommages-intérêts, que le condamné, nous le verrons, reste toujours tenu d'acquitter.

« Pour permettre de calculer la durée de la contrainte par corps, dit encore la circulaire du 16 janvier 1892, il importe que les tribunaux déterminent, dans leur jugement, la part de contrainte afférente à l'amende dont le recouvrement est suspendu. Dans le cas cependant où le jugement ne contiendrait pas la répartition dont il s'agit, deux hypothèses sont à envisager : ou le jugement fixera une durée déterminée à la contrainte par corps pour l'ensemble et la totalité des con-

(1) *Recueil officiel du ministère de la justice*, 1892, p. 3.

damnations prononcées, il y aura lieu alors de demander à la juridiction qui l'a prononcée l'interprétation de sa décision ; ou bien le jugement se bornera à fixer au minimum la durée de la contrainte, il conviendra dans ce cas de calculer cette durée en déduisant des sommes à recouvrer le montant de l'amende suspendue. »

Ces instructions du Garde des Sceaux nous semblent devoir être entièrement approuvées. Mais elles ne donnent pas de solution pour deux hypothèses qui cependant se présentent fréquemment.

α) La première est celle où le tribunal a prononcé le maximum de la contrainte par corps. Il est évident que la solution serait la même que pour le cas où il en a fixé la durée au minimum, puisque le maximum et le minimum de la contrainte sont fixés par la loi d'après le chiffre de la dette du condamné. Il suffirait donc de déduire de la somme totale dont celui-ci est redevable envers le Trésor le montant de l'amende. C'est le maximum de la durée de la contrainte par corps, fixé par la loi d'après le nouveau chiffre ainsi obtenu, qui déterminera le temps pendant lequel le condamné pourra être incarcéré en cas de non paiement des frais et dommages-intérêts.

β) La seconde hypothèse est celle où il s'agit de matières spéciales dans lesquelles la loi ne fixe qu'un maximum et qu'un minimum à la durée de la contrainte par corps quelle que soit d'ailleurs la somme due par le condamné. Il en est ainsi notamment pour les délits de pêche et pour les délits de chasse, au sujet desquels le juge est autorisé à fixer la durée de la contrainte par corps dans les limites de huit jours à six mois. Si le tribunal a indiqué le nombre de jours ou de mois pour l'ensemble et la totalité des condamnations pécuniaires, il faudra lui demander d'interpréter sa décision ; s'il

s'est au contraire simplement contenté de prononcer le maximum ou le minimum de la contrainte, il sera inutile de déduire du chiffre total des condamnations l'amende suspendue pour la détermination de la durée de la détention, puisque cette durée du maximum ou du minimum est toujours la même quel que soit le chiffre de la dette. Cependant le sursis à l'exécution de l'amende présentera même en ce cas un sérieux avantage pour le condamné : il n'aura à verser au Trésor que le montant des frais et des dommages-intérêts pour se soustraire à la contrainte par corps.

b) *Solidarité*. — Mais le sursis à l'exécution de la peine d'amende n'a pas seulement pour effet d'empêcher l'exercice de la contrainte par corps pour le recouvrement de cette amende ; il a aussi pour résultat de modifier ou plutôt même d'annihiler les conséquences ordinaires de la solidarité qui, aux termes de l'article 55 du Code pénal, lie les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit.

Nous ne parlons pas, bien entendu, des frais et des dommages-intérêts ; les condamnés qui ont bénéficié des dispositions de la loi de 1891 en restent toujours tenus : la solidarité produit à cet égard tous ses effets ordinaires.

Mais au contraire à l'égard de la solidarité de l'amende, la décision de sursis produit un double effet :

1° Les condamnés qui ont bénéficié du sursis cessent d'être tenus solidairement de ces amendes. La solidarité, en effet, existe de plein droit par le fait seul de la condamnation. Quand le juge prononce une peine d'amende contre chaque inculpé, l'effet est le même que s'il condamnait chacun d'eux à la totalité des amendes ; chacun est tenu comme s'il était seul ; il peut être poursuivi pour le tout. Si, par conséquent, le tribunal ordonne en faveur d'un inculpé le sursis à une peine d'amende, cette mesure doit s'appliquer à la peine tout entière, c'est-à-dire à la solidarité elle-même.

2^o Les condamnés qui n'ont pas bénéficié du sursis profiteront aussi indirectement de cette décision. Ils seront déchargés de la solidarité en ce qui concerne les amendes suspendues.

Leur situation ne peut évidemment se trouver aggravée par l'effet du sursis accordé à leurs co-auteurs ou complices. Et c'est là le résultat qui se produirait si on les déclarait tenus solidairement des amendes suspendues. Après les avoir acquittées, ils n'auraient aucun recours, sauf le cas de déchéance du sursis, contre leurs co-auteurs ou complices, puisque la dette de ceux-ci n'est pas exigible.

C'est pour les mêmes raisons qu'on décide que si, de plusieurs condamnés à l'amende, quelques-uns seulement obtiennent leur grâce, les autres ne sont plus tenus solidairement des peines dont il a été fait remise aux premiers.

c) *Hypothèque judiciaire*. — Les articles 2148, § 4 et 2153, § 3 du Code civil autorisent le créancier à prendre inscription pour la sûreté d'une créance conditionnelle. Les agents du Trésor peuvent donc requérir cette formalité tant en ce qui concerne les frais du procès qu'en ce qui regarde l'amende suspendue.

III. *Condamnation cumulative à l'emprisonnement et à l'amende*. — Ce cas ne peut présenter aucune difficulté nouvelle. Il suffit d'appliquer les solutions que nous avons indiquées, soit aux deux peines, soit à l'une d'elles, selon les cas.

B. — *Survivance des autres effets de la condamnation.*

La loi a spécifié formellement que la condamnation dont l'exécution avait été suspendue continuerait à produire effet aux trois points de vue suivants :

I. — Peines accessoires et incapacités résultant de la condamnation.

II. — Frais du procès et dommages-intérêts.

III. — Inscription de la condamnation au casier judiciaire.

I. *Peines accessoires et incapacités résultant de la condamnation.* — L'article 2, alinéa 2, porte : « Elle (la suspension de la peine) ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation ». Nous remarquerons d'abord que la rédaction de ce texte comporte une redondance inutile : les incapacités qui résultent de la condamnation sont, dans notre législation, des peines accessoires ; le législateur eût donc pu se contenter de ce dernier terme, sans mentionner les incapacités. Cette simple observation présentée, il nous faut déterminer quelle est la raison d'être de cette disposition et quelle en est la portée.

Comment le législateur a-t-il été amené à décider que le sursis à l'exécution de la peine principale ne s'étendrait pas aux peines accessoires ? C'est ce qu'un rapide examen des travaux préparatoires nous fera connaître.

L'article 3 du projet de la commission du Sénat portait que la suspension devait comprendre les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation, à moins qu'il n'en ait été autrement décidé par le jugement ou par l'arrêt.

A la séance du 3 juin 1890, M. Demôle proposa un amendement qui est devenu l'alinéa 2 de l'article 2 ;

« Elle (la suspension de la peine) ne comprend pas non plus les peines accessoires ou incapacités résultant de la condamnation ».

M. Demôle appuya sa proposition par les arguments suivants :

Si c'est, dans certains cas, une faculté, c'est dans d'autres une obligation pour le juge de prononcer les déchéances édictées par le Code. De même pour les incapacités résultant de lois spéciales, les tribunaux n'ont pas le pouvoir d'en

dispenser le condamné. Pourquoi donc la commission propose-t-elle de donner aux magistrats ce droit qu'ils n'avaient point jusqu'alors ? Parce que, dit-on, ces déchéances sont des accessoires de la peine et doivent être suspendues avec elle. Mais ce n'est pas à la peine, répond M. Demôle, que les incapacités sont attachées, c'est à la condamnation, et celle-ci, malgré le sursis, subsiste toujours.

De plus, ajoutait-il, la société comprendrait difficilement qu'un homme qui vient d'être flétri par une condamnation pût, le lendemain même, être, par exemple, choisi comme représentant par ses concitoyens.

M. Humbert et M. Lenoël répondirent que pour les déchéances qui étaient facultatives, l'impossibilité de les suspendre empêcherait naturellement le juge de les prononcer; celui-ci serait ainsi amené à dispenser de ces peines un individu qui, en bonne justice, aurait mérité d'en être frappé. Au point de vue pratique aussi, on relevait dans la disposition proposée par M. Demôle de graves inconvénients. Décider que le condamné restera frappé de certaines déchéances, notamment de celle du droit de vote, c'est lui infliger le déshonneur que la loi a précisément voulu lui éviter par la prononciation du sursis à l'exécution de la peine. C'est le décourager, c'est briser chez lui « le ressort moral sur lequel on était en droit de compter pour le ramener au bien ». Mais le Garde des Sceaux appuya l'amendement de M. Demôle, et le Sénat l'adopta.

A la Chambre des députés, le rapporteur reprit les arguments développés par MM. Humbert et Lenoël, et conclut au vote de la première proposition présentée par la commission du Sénat. Il ajouta aux raisons indiquées plus haut que, si l'on avait assez de confiance dans les tribunaux pour leur permettre de suspendre la peine principale, on ne devait pas

craindre de leur donner le même pouvoir en ce qui concernait les incapacités accessoires. Mais lors de la discussion le 3 mars 1891, le rapporteur déclara que le Garde des Sceaux, entendu par la commission, avait fait ressortir à ses yeux les inconvénients graves qu'il y aurait à suspendre les incapacités résultant de la condamnation. Un homme frappé d'une peine d'emprisonnement pour délit contraire à la probité ou aux bonnes mœurs pourrait ainsi être immédiatement choisi comme tuteur juré, membre d'un conseil de famille. Et M. Barthou proposa d'en revenir à l'amendement de M. Demôle, la Chambre le vota, et il passa définitivement dans la loi.

Mais cette disposition nous semble beaucoup moins heureuse que celle qui figurait dans le projet de la commission du Sénat. Et d'abord nombre de peines accessoires ou d'incapacités résultant de la condamnation sont facultatives pour le juge, et alors celui-ci pour épargner au condamné un châtiment dont il ne pourrait suspendre l'exécution, s'abstiendra de le prononcer; dans les autres cas, il accordera les circonstances atténuantes, ou même ira jusqu'à modifier la nature et la quotité de la peine elle-même. Les tribunaux trouveront souvent ainsi des moyens détournés d'échapper à la prohibition de l'alinéa 2 de l'article 2 de notre loi. N'eût-il donc point été préférable de leur laisser d'une manière générale le pouvoir d'apprécier dans chaque cas particulier si les déchéances ou les incapacités devaient ou non être suspendues? Ils n'eussent certainement pas plus abusé de cette prérogative qu'ils ne font un mauvais usage de la faculté beaucoup plus étendue qu'on leur a donnée de faire surseoir à l'exécution des peines d'emprisonnement ou d'amende.

Du reste, au point de vue pratique, la disposition de notre loi qui exclut du sursis les peines accessoires ou les incapacités

tés nous paraît aussi critiquable. N'aboutit-elle pas, en effet, à infliger au condamné le déshonneur que l'institution du sursis a précisément eu pour but de lui épargner ? M. Lenoël, à la séance du Sénat du 3 juin 1890, dans sa réponse à M. Demôle, caractérisait en ces termes les inconvénients de l'amendement proposé : « Vous ne pourrez, dit-il, quoique vous fassiez, dispenser cet homme (le condamné avec sursis) des incapacités. Vous le noterez d'infamie. Vous comptez sur les remords, sur les regrets du passé perdu, sur l'effroi de l'avenir, comme vous le dit M. le rapporteur dans son remarquable rapport ; vous comptez sur tout cela pour opérer peut-être sur le coupable une révolution véritable qui permettra à la société de le saisir et de l'arrêter sur le bord de l'abîme. Mais, en même temps, vous dites à cet homme : prends bien garde, on va te priver de tes droits civiques, politiques, de famille, tu seras un paria, et il dépendra de toi de te relever.

« Est-ce possible si la faute est ainsi affichée, si ses conséquences apparaissent toujours aux yeux de tous ? » (1).

En tous cas, et quelque fondées que nous paraissent ces critiques, le texte de la loi est formel. Il exclut du bénéfice du sursis les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation.

Mais quelle est la portée exacte de cette disposition ? C'est ce qu'il nous reste à préciser.

Nous avons déjà fait remarquer que les incapacités résultant de la condamnation sont dans notre droit des peines accessoires.

Dans le langage purement juridique, l'expression de peines accessoires désigne des peines qui sont encourues de plein

(1) *Journal officiel*, Sénat, séance du 3 juin 1890, p. 533.

droit, et venant compléter les peines principales et assurer leur efficacité. A côté d'elles se placent les peines complémentaires qui ne sont jamais encourues seules (à la différence des peines principales) mais qui (à la différence des peines accessoires) doivent être expressément prononcées par le juge.

Est-ce avec ce sens technique que l'expression de « peines accessoires » a été employée par le législateur de 1891, en sorte que les peines complémentaires ne seraient pas comprises dans la disposition restrictive de l'article 2, et que le sursis pourrait s'y appliquer ?

Nous ne le pensons pas, et nous croyons que la loi du 26 mars 1891 a entendu désigner par peines accessoires toutes les peines autres que les peines principales. L'article 3 du projet de la commission du Sénat, nous l'avons déjà dit, s'exprimait ainsi : « Elle (la suspension) comprend les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation. »

Et M. Béranger, dans son rapport présenté au Sénat le 3 mars 1890, expliquait en ces termes cette disposition :

« La suspension ne devait porter que sur la peine d'emprisonnement... Mais que devait-il advenir des peines accessoires, privation de certains droits, affiche..., et des incapacités attachées de plein droit à certaines peines d'emprisonnement : inéligibilité, interdiction du droit de voter ?... »

« La commission a pensé que ces peines accessoires et ces incapacités étant une conséquence directe de la peine elle-même devaient être suspendues avec elle. »

Or si M. Béranger oppose les peines accessoires et les incapacités à l'emprisonnement, c'est qu'après avoir indiqué quel serait l'effet du sursis sur l'emprisonnement, peine principale, il a voulu s'occuper des conséquences de la décision du juge au regard de tout ce qui ne serait pas peine princi-

pale, c'est-à-dire tout à la fois des peines accessoires et des peines complémentaires. Et ce qui le prouve, c'est qu'à côté de l'incapacité d'être juré, peine accessoire, il cite l'affiche, peine complémentaire. Or, si l'amendement de M. Demôle a abouti à une disposition contraire à celle du projet de la commission du Sénat, cet amendement était néanmoins conçu dans des termes analogues ; il prévoit les mêmes incapacités puisqu'il emploie les mêmes expressions de « peines accessoires et incapacités résultant de la condamnation ». Cette locution doit donc avoir la même portée que celle que lui donnait M. Bérenger. De plus, lors de la discussion du 3 juin 1890, M. Demôle a expressément cité comme exemples des peines accessoires et des incapacités qu'il demandait de laisser subsister au cas de sursis, les incapacités en matière électorale, peines accessoires, et les déchéances portées par l'article 42 du Code pénal, peines évidemment complémentaires.

Nous aboutissons ainsi à cette conclusion que le législateur a voulu permettre au juge de suspendre l'exécution des peines principales d'emprisonnement et d'amende, mais qu'il a refusé d'étendre les effets de cette mesure à toutes les autres conséquences de la condamnation : peines accessoires, et peines complémentaires.

a) Peines accessoires. — Par application de ce principe nous déciderons donc que le sursis ne s'appliquerait pas aux peines accessoires édictées par les dispositions législatives suivantes :

1^o Loi du 21 novembre 1872, incapacité d'être juré ;

2^o Décret du 2 février 1852 (art. 15), incapacité perpétuelle en matière électorale ;

3^o Loi du 28 décembre 1883 (art. 2), incapacité en matière d'élections consulaires ;

4^o Loi du 17 juillet 1880 (art. 6 et 7), incapacité d'exploiter des débits de boissons ;

5^o Loi du 23 janvier 1873, interdiction du droit de vote, d'élection, d'éligibilité ;

6^o Loi du 3 mars 1844 (art. 6 et 8), incapacité d'obtenir un permis de chasse ;

7^o Loi du 30 octobre 1886 (art. 5), incapacité de tenir une école publique ou privée, et loi du 12 juillet 1875 (art. 8), incapacité d'exercer le professorat ;

8^o Loi du 24 juillet 1889 (art. 1^{er}), déchéance de plein droit de la puissance paternelle ;

9^o Loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

Une note du ministère de la guerre, du 23 novembre 1891, porte expressément que :

« L'incorporation aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique doit être considérée comme une peine accessoire qu'il y a lieu d'exécuter. Mais il va sans dire qu'à l'expiration du délai d'épreuve de cinq ans sans poursuite nouvelle, et si le condamné a déjà mérité par sa bonne conduite d'être réintégré dans un régiment, l'incorporation dans un bataillon d'infanterie légère doit cesser comme toutes les autres peines accessoires ».

Dans les divers exemples que nous venons de citer, l'article 2, alinéa 2 de notre loi s'applique certainement, puisque le point de départ de ces incapacités est le jour où la condamnation est devenue irrévocable.

Mais il en est d'autres qui ne sont encourues que du jour de l'expiration de la peine principale : ainsi, par exemple, les incapacités temporaires d'être électeur (décret 2 février 1852, art. 16), d'être juré (loi 21 novembre 1872, art. 2, al. 11).

Ces déchéances, d'après certains auteurs, ne peuvent jamais être encourues au cas de sursis car on ne peut en déter-

miner le point de départ à cause de l'inexécution de la peine. Nous ne croyons pas cependant que cette opinion doive être suivie. Le législateur a exprimé d'une façon formelle son intention de faire subir au condamné toutes les incapacités accessoires résultant de la condamnation et notamment les déchéances édictées par l'article 42 du Code pénal qui, comme ces incapacités, ne produisent effet que du jour de l'expiration de la peine. Dans l'impossibilité de fixer un point de départ à ces peines accessoires, il faut, croyons-nous, décider qu'elles produiront effet du jour où la condamnation sera devenue définitive.

b) Peines complémentaires. — Le sursis à l'exécution ne s'applique pas non plus aux peines complémentaires :

1° Déchéances de l'article 42 ;

2° Amende honorable ;

3° Affiche de jugement ;

4° Déchéance facultative de la puissance paternelle (art. 1^{er}, loi 24 juillet 1889) ;

5° Confiscation spéciale (art. 41).

La *confiscation* est tantôt une mesure de police, tantôt une sorte de réparation civile, tantôt une véritable peine.

a) Elle est une mesure de police quand elle porte sur des objets dont la possession est illicite soit au regard de celui qui les détient, soit d'une manière absolue. L'ordre public commande alors de saisir ces objets : le condamné ne peut se considérer comme lésé quand on lui enlève ce qu'il n'a jusqu'alors détenu qu'indûment.

b) Elle a le caractère de dommages-intérêts quand les objets saisis sont remis à titre de compensation à la victime de l'infraction (par exemple, en matière de contrefaçon pour atteinte aux droits du propriétaire d'un brevet d'invention (art. 49, loi 5 juillet 1844).

En pareille hypothèse la confiscation ne saurait être suspendue puisqu'aux termes de l'article 2 de notre loi, « la suspension de la peine ne comprend pas le paiement des frais du procès, et des *dommages-intérêts* ».

c) Enfin la confiscation est une peine et rien qu'une peine quand elle porte sur un objet dont la possession est licite et qu'elle a été édictée contre le coupable dans le but exclusif de réprimer l'infraction.

Il en est ainsi notamment dans le cas prévu par l'article 16 de la loi du 3 mai 1844, et c'est pourquoi la Cour de cassation a jugé que la confiscation des armes de chasse ou la condamnation au paiement de leur valeur ne rentre pas dans la classe des condamnations, dont les père, mère, tuteur du prévenu sont déclarés civilement responsables (1). Mais si la confiscation est une peine en cette matière, ce n'est qu'une peine complémentaire.

En effet, à la différence d'une peine accessoire, elle doit toujours être prononcée.

Et, à la différence d'une peine principale, elle n'est jamais encourue seule. Elle accompagne une peine d'emprisonnement ou d'amende.

L'article 16, alinéa 2, de la loi du 3 mai 1844 dit en effet : « Il (le jugement de condamnation) prononcera également la confiscation des armes, excepté..... »

Un jugement de condamnation, portant une peine d'emprisonnement ou d'amende, est prononcé en réparation de délit de chasse. Et complémentirement il doit ordonner la confiscation des armes qui ont servi à commettre ce délit. Il résulte également de l'article 16 que la confiscation doit être expressément prononcée, ce qui ne permet pas de la confondre avec une peine accessoire.

(1) Voir Cass., 6 juin 1850. S. 50.1.815 ; D. 50.5.59.

En résumé la confiscation, lorsqu'elle est une peine, est toujours une peine complémentaire et ne peut pas être par conséquent l'objet d'une déclaration de sursis (1).

A ce principe que les peines complémentaires ne peuvent être suspendues, il faut apporter cependant une double exception.

L'amende, peine complémentaire en matière criminelle, et l'emprisonnement prononcé comme complément à la dégradation civique (art. 35, C. pén.) sont susceptibles, nous l'avons déjà dit, d'être l'objet d'un sursis.

II. *Frais du procès et dommages-intérêts.* — L'article 2 porte :

« La suspension de la peine ne comprend pas le *payement des frais du procès et des dommages-intérêts* ».

Cette disposition se justifie entièrement. Si le législateur a cru devoir édicter la suspension de la peine à cause des avantages qu'une semblable mesure présentait, il s'est gardé de pousser l'indulgence au delà de justes limites. Il n'a pas voulu qu'un condamné fût dispensé de payer les frais que lui-même avait occasionnés par son délit. La société que lèse l'infraction ne doit pas encore en supporter les conséquences pécuniaires.

En ce qui concerne les dommages-intérêts, il faut donner la même solution. Le délinquant doit à la victime du délit réparation du préjudice qu'il lui a causé. La partie civile avait un droit acquis aux dommages-intérêts, que le jugement n'a pas créé mais seulement reconnu. Les tribunaux ne sauraient le lui enlever. Bien plus, une loi elle-même ne pourrait avoir cet effet, puisque l'amnistie, qui efface la condamnation jusque dans le passé, laisse subsister en principe

(1) Cfr. sur ce point une note sous un jugement du tribunal d'Evreux. *Pand. périodiques*, 93.2.25.

les actions en réparation du dommage causé par l'infraction ainsi que les condamnations prononcées de ce chef.

On comprend d'ailleurs que la loi ait mis sur le même pied les frais de justice et les dommages-intérêts ; la doctrine et la jurisprudence sont presque unanimes à accorder aux frais de justice le même avantage qu'aux réparations civiles, en étendant pour eux à trente années le délai de la prescription qui pour les peines n'est que de vingt ans au maximum. Le condamné restant tenu du paiement des frais du procès et des dommages-intérêts, la contrainte par corps pourrait être exercée contre lui de ce chef.

Elle pourrait l'être aussi, nous l'avons vu, en vertu de la solidarité prononcée contre lui. Nous avons du reste indiqué déjà, en traitant des effets du sursis, relativement à l'amende, comment on devait calculer la durée de la contrainte par corps à faire subir au condamné en cas de non-paiement des frais et dommages-intérêts (1).

III. *Inscription au casier judiciaire.* — L'article 4, alinéa 1, porte : « La condamnation est inscrite au casier judiciaire, mais avec la mention expresse de la suspension accordée ».

La mention de la condamnation doit être portée sur tous les extraits à quelque personne ou à quelque autorité qu'ils soient délivrés.

La loi, en effet, ne distingue pas ici, comme elle le fait pour une condamnation effacée par la réhabilitation légale, entre les extraits délivrés aux particuliers et ceux qui sont fournis aux administrations publiques.

Nous ne pouvons nier que cette disposition soit conforme à la rigueur des principes : la décision avec sursis étant une condamnation qui produit immédiatement ses effets, sauf

(1) *Suprà*, page 258.

l'exécution de la peine principale, doit être, comme toute autre condamnation, inscrite au casier judiciaire. Mais cette prescription toute logique qu'elle soit nous semble contraire au but et à l'esprit de la loi. Nous ne faisons pas allusion aux extraits délivrés à l'autorité judiciaire. Ceux-là doivent toujours mentionner la condamnation suspendue : le fonctionnement régulier de l'institution du sursis conditionnel l'exige.

Mais pourquoi cette prescription fâcheuse de porter ainsi cette mention sur les extraits délivrés aux parties mêmes ?

L'ouvrier qui cherche du travail peut être obligé de produire un extrait de son casier judiciaire. La révélation de sa situation véritable sera de nature à lui créer immédiatement un obstacle qui paralysera tous ses efforts pour revenir au bien. Sans doute cet extrait mentionnera le caractère conditionnel de la condamnation, mais il aura d'abord indiqué la condamnation même. Bien peu de patrons consentiront à prendre à leur service un ouvrier qui aura été condamné, fût-ce avec sursis, pour un délit. Or le travail est le moyen de reclassement le plus puissant peut-être. Edicter une mesure qui peut avoir pour effet d'en priver le condamné, c'est aller directement contre le but de la loi. C'est aussi méconnaître absolument son esprit ; car c'est se montrer rigoureux envers des condamnés primaires à l'égard desquels on a voulu, au contraire, user de la plus grande indulgence.

Quoi qu'il en soit, la disposition de la loi est formelle, et il faut l'appliquer. Aussi la circulaire du Garde des Sceaux du 19 décembre 1891, dont nous avons déjà cité les principales dispositions, prescrit-elle un mode de constatation uniforme de la condamnation avec sursis. L'inscription au casier judiciaire, toujours manuscrite, sera faite en ces termes : « Sursis à l'exécution » et placée à la suite de la peine infligée.

C. — Questions spéciales.

Nous avons examiné jusqu'ici ceux des effets du sursis que la loi de 1891 a expressément indiqués. Mais il en est d'autres qui, sans avoir été l'objet d'une disposition formelle dans son texte, ne présentent pas moins un sérieux intérêt. Ce sont ceux-là que nous allons étudier.

Les questions que soulève cet examen peuvent être ainsi formulées :

I. Le sursis à l'exécution a-t-il pour effet de suspendre la prescription de la peine ?

II. La décision de sursis peut-elle faire l'objet d'un recours en grâce ?

III. Le condamné qui a bénéficié des dispositions de la loi de 1891 peut-il demander sa réhabilitation ?

I. *Le sursis à l'exécution a-t-il pour effet de suspendre la prescription de la peine ?* — Cette question présente, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, un intérêt pratique considérable. C'est, en effet, un des arguments les plus sérieux du système qui refuse d'étendre le sursis aux peines de simple police, que la nécessité prétendue d'exécuter, en ce cas, une peine couverte par la prescription. Ce résultat se produirait évidemment si, d'une part, l'on décidait que la prescription de la peine n'est pas suspendue pendant le délai de sursis, et si, d'autre part, la déchéance de cette faveur était encourue plus de deux ans après la condamnation, la prescription de la peine étant de deux ans en matière de simple police.

Or nous estimons que la peine ne continue pas à se prescrire pendant le délai de sursis.

« Les peines, dit M. Garraud, se prescrivent parce qu'elles n'ont pas été exécutées. En effet, c'est le droit d'exécuter la

condamnation qui est menacé d'extinction par la prescription ; c'est donc ce droit même qui doit être exercé dans les délais de deux ans, de cinq ans, de vingt ans pour que la prescription soit interrompue » (1).

Le droit d'exécuter la peine ne peut évidemment se prescrire avant d'être né. Or ce droit ne naît en cas de sursis à l'exécution que le jour où le condamné encourt la déchéance.

Antérieurement le ministère public ne pourrait l'exercer. On ne saurait par conséquent lui opposer les effets de la prescription : *contra non valentem agere non currit præscriptio*.

La jurisprudence n'a pas été appelée encore à trancher cette question en notre matière. Mais on peut invoquer en faveur de notre solution des décisions basées sur le même principe que celui sur lequel elle se fonde. C'est ainsi que la Cour de cassation décide qu'un individu condamné par jugement définitif ne peut invoquer la prescription de la peine encore qu'il se soit écoulé plus de cinq ans depuis la condamnation, si pendant ce délai il a été détenu en vertu d'un jugement postérieur.

« Attendu, dit la Cour de cassation, qu'il suit de tous ces faits et de la mise en contact de deux condamnations qu'un obstacle matériel insurmontable s'est opposé pendant la durée de cinq années à l'exécution, la prescription admise par l'article 636 du Code d'instruction criminelle ne peut être invoquée contre la mise à exécution actuelle d'une peine dont l'intégrité était protégée par la maxime : *contra non valentem agere non currit præscriptio* » (Cass. 26 août 1859. D. 59. 5. 297).

(1) Garraud, *Traité du droit pénal français*, t. II, p. 134.

Si un obstacle matériel à l'exécution de la peine peut avoir pour effet de suspendre la prescription, il doit en être *a fortiori* de même pour un obstacle légal, certainement plus puissant. On ne peut admettre que la loi *défende* à la fois au ministère public d'interrompre la prescription par un acte d'exécution, et décide en même temps que la prescription coure en faveur du condamné.

A côté de l'arrêt de la Cour de cassation que nous venons d'indiquer, il nous faut citer un arrêt de la Cour de Montpellier rendu dans une espèce qui présente beaucoup d'analogie avec notre matière.

Un individu avait été frappé d'une peine d'amende pour contravention aux lois sur l'enregistrement ; puis un second jugement, intervenu sur la contrainte décernée par la régie, avait déclaré que cette amende ne serait exigible qu'après une certaine époque. La Cour, par arrêt du 23 août 1855 (D. 56.2.127), a décidé que la prescription de la peine ne pourrait courir que du jour où la condamnation avait pu être mise à exécution. Or quand un tribunal accorde à un condamné le bénéfice de la loi de 1891, il décide précisément que la peine ne pourra être exécutée qu'à partir du moment où le bénéficiaire du sursis aura encouru la déchéance, c'est-à-dire que le délai de la prescription ne pourra commencer à courir que de cette époque.

Concluons donc que le sursis conditionnel à l'exécution de la peine a pour effet de suspendre le cours de la prescription.

II. *La condamnation avec sursis peut-elle être l'objet d'un recours en grâce ?* — A cette question on doit, croyons-nous, répondre négativement. Et cela pour deux raisons, l'une d'ordre juridique, et l'autre d'ordre pratique.

En effet, au point de vue juridique, la grâce ne peut s'ap-

pliquer qu'aux condamnations devenues irrévocables. Or la condamnation avec sursis n'est pas irrévocable, elle n'est que provisoire. Si l'inculpé subit victorieusement l'épreuve qui lui est imposée, cette condamnation sera considérée comme non avenue.

Au point de vue pratique, la grâce n'a pour effet, on le sait, que de dispenser le condamné de l'exécution de la peine principale. Or ce résultat n'est-il pas précisément atteint par l'application de la loi du 26 mars 1891 ?

Il est vrai qu'on pourrait soutenir que la grâce ne perd pas même en ce cas toute utilité : elle peut aboutir, en effet, à une remise définitive de la peine tandis que le juge par la décision de sursis n'accorde qu'une remise conditionnelle. Mais si le condamné se conduit bien (condition évidemment essentielle pour obtenir sa grâce), qu'a-t-il besoin de demander cette nouvelle faveur puisqu'il est sûr d'aboutir au même résultat par la seule expiration du délai de cinq ans ? Ajoutons que, si une pareille demande était adressée au pouvoir exécutif, elle serait presque certainement repoussée en raison même de son inutilité.

III. *Le condamné bénéficiaire du sursis peut-il demander sa réhabilitation ?* — On s'est demandé si le condamné qui avait bénéficié du sursis à l'exécution de la peine pouvait renoncer à cette faveur, exécuter sa peine et demander ensuite sa réhabilitation. Il peut avoir un intérêt à le faire, notamment quand il s'agit d'une peine d'amende; il se libérerait de cette amende, puis il demanderait sa réhabilitation au bout de trois ans, c'est-à-dire, deux ans plus tôt que s'il avait attendu l'expiration du délai du sursis. Nous ne croyons pas que cette faculté puisse être accordée au condamné.

Il est vrai que pour lui attribuer un droit d'option entre l'exécution ou la non exécution de la peine, on s'est prévalu

des paroles suivantes, prononcées au Sénat par M. Béranger :

« Si quelque circonstance exceptionnelle rend utile une réhabilitation plus prompte, le condamné peut renoncer au bénéfice du sursis et abrégé ainsi le délai. Veut-on rester dans les termes du Code d'instruction criminelle, on subit la peine et au bout de trois ans on peut poursuivre la réhabilitation. Veut-on profiter de la loi de faveur et d'indulgence, on échappe d'abord à la flétrissure de la prison, on échappe ensuite au danger des enquêtes et l'on arrive, par la suppression du casier, à la réhabilitation de plein droit (1) ».

Mais il nous semble difficile de prétendre que le sursis soit une faveur édictée uniquement dans l'intérêt du prévenu. Si le législateur a cru devoir sanctionner cette mesure, c'est qu'il a pensé qu'elle serait un des moyens les plus efficaces de combattre la récidive. L'article premier de notre loi nous semble donc constituer au premier chef une disposition d'ordre public. Les condamnés ne peuvent par conséquent se soustraire à son exécution. Nous ajouterons du reste que le texte même de la loi marque bien ce caractère de l'institution nouvelle. Il dit, en effet : que le tribunal pourra non pas *autoriser* le sursis, mais bien l'*ordonner*. Le bénéficiaire du sursis ne peut donc exécuter la peine au mépris de l'ordre du juge ; il ne peut davantage demander sa réhabilitation puisqu'une des conditions indispensables à la recevabilité de la demande est l'exécution préalable de la peine. Au surplus, si la situation du condamné avec sursis paraît à ce point de vue moins favorable que celle de l'individu frappé d'une peine pure et simple, elle est cependant en réalité meilleure par la dispense qu'on lui accorde de remplir les formalités longues et humiliantes imposées pour l'obtention de la réhabilitation judiciaire,

(1) Sénat, séance du 3 juin 1890, *Journal officiel* du 4 juin, p. 529.

Les explications qui précèdent ont précisé la situation du condamné après la prononciation du sursis. Mais quel est sur cette situation l'effet de l'échéance du sursis qui n'a point été révoqué. C'est ce que nous allons exposer.

§ 2. — Echéance du sursis.

Si le condamné subit victorieusement l'épreuve qui lui est imposée, si pendant le délai de cinq ans il n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation, dit l'article 1^{er}, alinéa 2, de notre loi, sera considérée comme non avenue.

M. Bérenger, dans son rapport du 6 mars 1890 au Sénat, a expliqué que la commission avait voulu accorder au condamné, comme récompense de sa bonne conduite, non seulement la dispense définitive d'exécuter la peine, mais encore une réhabilitation de plein droit.

Le rapporteur l'a du reste répété à maintes reprises dans le cours des travaux préparatoires. C'est par cette considération notamment qu'il a repoussé l'amendement de M. Bozérian tendant à laisser au juge le pouvoir de fixer dans chaque cas particulier la durée du sursis.

Ainsi donc, l'échéance du sursis produit deux effets principaux :

- I. *La peine est réputée purgée ;*
- II. *Le condamné obtient une réhabilitation de plein droit.*

1. — La peine est réputée purgée.

Elle ne peut plus être exécutée. Le condamné à l'emprisonnement ne pourra pas être incarcéré en vertu du jugement. On ne pourra exiger de lui le paiement de l'amende, ni par conséquent exercer contre lui de ce chef la contrainte

par corps. Enfin il ne sera pas exposé à être actionné en paiement par application de la solidarité. En un mot tous les effets du sursis relatifs aux peines principales, lesquels pendant la période d'épreuve n'étaient que conditionnels et provisoires, deviennent définitifs par l'expiration du délai de cinq ans.

Aucune difficulté ne peut s'élever sur ce point.

II. — Réhabilitation de plein droit.

La réhabilitation édictée par l'article 1^{er}, alinéa 2, de notre loi, diffère de la réhabilitation judiciaire organisée par les articles 621 et suivants du Code d'instruction criminelle au point de vue des formalités imposées et des conditions requises pour l'obtenir, mais elle s'en rapproche par ses effets.

1^o *Formalités.* — La réhabilitation de la loi du 26 mars 1891 se produit de plein droit par la seule échéance du délai de cinq ans sans condamnation nouvelle. Par conséquent le condamné n'a pas à adresser de demande au Procureur de la République (art. 622). Ce magistrat n'a pas à faire d'enquête sur la conduite du condamné (art. 624, C. inst. crim.), ni à transmettre aucun renseignement au Procureur général (art. 625). Enfin le condamné n'a pas à comparaître devant la Cour d'appel, qui n'est pas appelée à statuer sur une demande quelconque (art. 628). La dispense de toutes ces formalités constitue pour le bénéficiaire du sursis un avantage considérable. C'est précisément la crainte de voir révéler leur situation véritable par l'enquête préalable à la décision de la Cour qui empêche souvent les condamnés de demander une réhabilitation qu'ils seraient cependant dignes d'obtenir.

La loi du 14 août 1885 avait déjà réalisé à ce point de vue un sérieux progrès sur la législation antérieure en rendant plus simple et plus discrète la procédure de la réhabilitation,

en supprimant notamment l'attestation du conseil municipal.

La loi du 26 mars 1891 devait aller plus loin encore ; et, sans vouloir préjuger de l'avenir, on peut dire que l'espoir d'obtenir aussi facilement la réhabilitation contribuera dans une large mesure à l'amendement du condamné.

2° *Conditions requises pour obtenir la réhabilitation.* — Une seule condition est imposée au condamné qui a bénéficié du sursis et qui veut obtenir sa réhabilitation : c'est de ne pas avoir pendant le délai de cinq ans encouru de poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun. Il n'a donc point comme le condamné qui demande sa réhabilitation à justifier :

1° Ni de l'exécution de la peine principale, puisque l'échéance du sursis implique nécessairement que cette peine n'a pas été exécutée ;

2° Ni du paiement des frais du procès et des dommages-intérêts (art. 633). On ne saurait, en l'absence d'un texte formel, imposer cette obligation au condamné qui a bénéficié des dispositions de la loi de 1891 ;

3° Ni de la résidence prescrite par l'article 621 du Code d'instruction criminelle ;

4° Mais, en revanche, le délai d'épreuve est, pour la réhabilitation judiciaire, de trois ans, tandis qu'il est porté pour la réhabilitation légale à cinq ans.

Cette prolongation du stage imposé au condamné a paru au législateur, comme nous l'avons déjà dit, une juste compensation et de la dispense des formalités et de l'affranchissement des conditions qui sont imposées pour la réhabilitation judiciaire.

3° *Effets.* — Mais si la réhabilitation de plein droit diffère de l'autre aux deux points de vue que nous venons d'examiner, elle lui ressemble cependant par ses effets.

a) Toutes les deux effacent la condamnation.

L'article 634 du Code d'instruction criminelle dit en effet formellement que : « La réhabilitation efface la condamnation ».

L'article 1^{er}, alinéa 2, de notre loi porte que la condamnation sera « comme non avenue ».

b) La réhabilitation judiciaire fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation (art. 634, C. inst. crim.).

Et « ces peines accessoires et ces incapacités cesseront d'avoir effet du jour où, par application des dispositions de l'article précédent, la condamnation aura été réputée non avenue » (art. 2, al. 3, loi 26 mars 1891).

Mais l'assimilation faite par le législateur entre les frais et les dommages-intérêts d'une part, et les peines accessoires et incapacités de l'autre, au point de vue de l'application du sursis ne se poursuit pas, quand il s'agit des effets de la réhabilitation de plein droit.

La loi nous dit seulement que les peines accessoires cessent d'avoir effet par suite de l'échéance du sursis, mais sans mentionner à côté d'elles les frais et dommages-intérêts. Ce silence est significatif. Il indique que le législateur n'a pas voulu que l'échéance du sursis dispensât définitivement le condamné du paiement des frais et des dommages-intérêts. C'est avec raison, croyons-nous : la réhabilitation ordinaire, en effet, loin de dispenser le condamné du paiement des frais et dommages-intérêts, suppose au contraire qu'il s'en est acquitté. A ce point de vue on se montre beaucoup plus libéral pour le condamné qui a bénéficié du sursis, puisqu'il n'est pas obligé d'exécuter les condamnations civiles pour pouvoir bénéficier de la réhabilitation de plein droit. L'en déclarer définitivement quitte eût été, du reste, dépasser les limites de l'indulgence.

De plus, en ce qui concerne spécialement les dommages-intérêts, la loi ne pouvait priver la victime de l'infraction du droit consacré à son profit par le jugement. Quant aux frais du procès, il eût été étrange d'obliger la société, déjà lésée par l'infraction, à en supporter encore les conséquences pécuniaires. Le condamné qui a bénéficié d'une réhabilitation de plein droit reste donc tenu du paiement des frais du procès et des dommages-intérêts. L'État et les particuliers conservent pendant trente ans à dater de la condamnation le droit de poursuivre le recouvrement de ce qui leur est dû, notamment par l'exercice de la contrainte par corps.

c) En cas de réhabilitation judiciaire :

« Les extraits délivrés aux parties ne doivent pas relever la condamnation » (art. 633, C. inst. crim.).

L'article 4, alinéa 2, de la loi du 26 mars 1891 décide que :

« Si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'article 1^{er} n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties ».

La règle est donc la même dans les deux cas, d'où il suit qu'il faut donner au texte de l'article 4, alinéa 2, de notre loi la même interprétation qu'à l'article 633 du Code d'instruction criminelle.

Or on entend généralement cette disposition en ce sens que seuls les extraits du casier délivrés à l'autorité judiciaire doivent mentionner la condamnation effacée par une réhabilitation. Les autres ne la doivent pas porter, même ceux qui sont demandés par les administrations publiques. Sous la dénomination de parties on comprend, en effet, tous autres que l'autorité judiciaire, c'est-à-dire les administrations publiques aussi bien que les particuliers. Tel est aussi le sens qu'il faut donner à cette expression de « parties » dans l'article 4 de notre loi.

Cette disposition doit-elle être absolument approuvée ?

Nous ne le pensons pas. Sans doute il est très utile pour le tribunal et le ministère public de connaître la condamnation avec sursis alors même qu'elle serait effacée. C'est là un élément de moralité qui pourra leur être d'un grand secours pour l'appréciation ultérieure de la culpabilité du délinquant. Mais la même raison ne commandait-elle pas de fournir le même renseignement aux administrations publiques ? Faute de le posséder l'État est exposé à nommer souvent des fonctionnaires qu'il ne devrait pas accueillir, car, malgré la garantie d'une réhabilitation, on ne comprendrait guère qu'un homme, jadis convaincu de vol, par exemple, pût être investi d'une fonction administrative ou judiciaire.

Mais c'est au contraire à juste titre que notre loi a décidé que les extraits délivrés aux particuliers ne mentionneraient plus la condamnation effacée par l'expiration du délai de cinq ans. C'est là l'un des principaux avantages de la réhabilitation. Et en ce cas, il n'y a pas de raisons d'ordre supérieur qui commandent de faire connaître les antécédents de l'individu jadis condamné.

On doit étendre par analogie à la réhabilitation de plein droit la disposition de l'article 633 *in fine* qui permet « au réhabilité de se faire délivrer un extrait du casier judiciaire sans frais ». Cette disposition est le complément indispensable de celle qui défend de porter sur les extraits du casier judiciaire délivré aux parties la mention de la condamnation effacée par la réhabilitation.

Il résulte des considérations qui précèdent que les effets de la réhabilitation de plein droit sont les mêmes que ceux de la réhabilitation judiciaire. D'où il suit (bien que la loi du 26 mars 1891 ne le dise pas) que la condamnation réputée non avenue ne peut :

- 1° Ni servir de base à la récidive ;
- 2° Ni être comptée pour la relégation ;
- 3° Ni mettre obstacle à l'obtention d'un nouveau sursis.

§ 3. — Déchéance du sursis.

« Si pendant le délai de cinq ans, dit l'article 1^{er}, alinéa 2, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue. Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde ».

Et l'article 3 complète ainsi cette disposition :

« Le président de la Cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné qu'en cas de nouvelle condamnation dans les conditions de l'article 1^{er}, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde, et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal ».

Ces articles nous indiquent à la fois les causes et les effets de la déchéance du sursis. Il nous faut les étudier séparément.

A. — Causes de la déchéance.

Les causes de la déchéance sont les suivantes :

- I. Poursuite suivie de condamnation :
- II. A l'emprisonnement ou à une peine plus grave.
- III. Pour crime ou délit de droit commun.

I. *Poursuite suivie de condamnation.* — Il ne suffirait donc pas de la perpétration d'un fait délictueux pour entraîner la déchéance du sursis. Il faut qu'il y ait eu une poursuite et que cette poursuite ait été suivie de condamnation. C'est la condamnation, en effet, qui justifie les poursuites. On ne saurait évidemment déclarer déchu du bénéfice du sursis

l'individu qui a été acquitté par le tribunal ou qui a bénéficié d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu.

II. (*Condamnation*) *A l'emprisonnement ou à une peine plus grave.* — Mais toute condamnation ne peut avoir cet effet. Il faut encore que ce soit une condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave. La loi a donné aux mêmes condamnations l'effet d'empêcher la prononciation du sursis et celui d'entraîner la révocation de cette faveur. Il suffira, en conséquence, pour l'explication de cette seconde condition, de se reporter aux développements que nous avons donnés en traitant des conditions d'application du sursis (1).

III. (*Condamnation*) *Pour crime ou délit de droit commun.* — Cette expression doit être évidemment interprétée dans le même sens que celui que nous avons précisé quand nous avons étudié les conditions d'application du sursis. Il en résulte que l'on doit entendre ici par crime ou délit de droit commun tous les crimes ou délits quels qu'ils soient qui ne sont point des infractions politiques ou militaires. Mais il nous reste cependant une difficulté à résoudre.

A quelle époque doit être remplie cette triple condition pour pouvoir entraîner la déchéance du sursis. Suffit-il que le fait délictueux qui donne lieu aux poursuites ait été commis pendant le délai de cinq ans ? Ou faut-il encore que les poursuites et la condamnation soient intervenues dans cette période ? Ou est-il nécessaire que les poursuites aient été exercées dans les cinq années du sursis, encore que la condamnation ait été prononcée ensuite.

1° En faveur de la première de ces solutions on fait valoir les raisons suivantes :

C'est, dit-on, la nouvelle faute commise par le condamné qui démontre son indignité. Il suffit donc qu'elle ait été com-

(1) Voir sur ce point et le suivant les explications données pages 171 et 174.

mise pendant le délai d'épreuve. Qu'importe que cet acte délictueux n'ait été découvert qu'après l'expiration du sursis. C'est là un accident qui est en quelque sorte étranger au condamné et qui ne modifie en rien sa culpabilité. Du reste, ajoute-t-on, plus le coupable aura mis d'habileté à se soustraire aux recherches de la justice, plus il devra être considéré comme un criminel dangereux, et plus il y aura de raisons de le déclarer déchu du sursis. Ce système serait sans contredit le meilleur en législation. Il est évident que ce qui doit entraîner la déchéance du sursis, c'est la perpétration d'une nouvelle infraction dans le délai de cinq ans. La poursuite et la condamnation n'interviennent que pour constater, officiellement pour ainsi dire, cette indignité qu'elles ne font pas naître, qui existait préalablement.

Mais il ne nous semble pas que le législateur ait voulu adopter cette solution. Le texte de la loi n'attache pas en effet la déchéance à la perpétration d'un acte délictueux ayant motivé une condamnation à l'emprisonnement; il ne vise que des poursuites suivies de condamnation.

2° D'autres auteurs proposent une solution tout à fait opposée. D'après eux, il faut, pour entraîner la déchéance du sursis, que poursuites et condamnation soient intervenues dans le délai de cinq ans.

En effet, disent-ils, le législateur ne dit pas seulement que pour être déchu du bénéfice du sursis le condamné doit avoir encouru pendant le délai de cinq ans des poursuites, mais bien des poursuites *suivies de condamnation*.

Nous ne pensons pas que cette doctrine doive être acceptée. En effet, si le législateur avait eu la pensée qu'on lui prête, pourquoi n'eût-il pas dit plus simplement : « Si l'inculpé n'a pas pendant le délai de cinq ans encouru de condamnation nouvelle » ?

Reste donc le troisième système et c'est celui-là qui nous semble avoir été consacré par notre loi ; il suffit que les poursuites soient intervenues dans le délai de cinq ans si, du moins, elles sont ultérieurement justifiées par une condamnation.

Remarquons d'abord que les travaux préparatoires ne peuvent nous être d'aucun secours pour la solution de la question qui nous occupe. Nulle part, ni dans les rapports, ni dans la discussion on ne découvre d'indication précise d'une intention qu'aurait eue le législateur d'attacher la déchéance à tel fait plutôt qu'à tel autre. Il faut donc s'en référer au texte. Or c'est aux poursuites que ce texte attache la déchéance. Il exige, il est vrai, que ces poursuites soient suivies de condamnation, mais il n'indique pas à quelle époque celle-ci doit intervenir. Elle valide les poursuites alors même qu'elle serait prononcée après l'expiration du délai de cinq ans. Comme nous l'avons déjà dit, si le législateur avait voulu donner à la condamnation et non aux poursuites l'effet de révoquer le sursis, il eût dit simplement : Si pendant le délai de cinq ans le condamné n'a encouru aucune condamnation et non « aucune poursuite suivie de condamnation » ; et nous attachons d'autant plus d'importance à cette dernière expression que le législateur, déterminant dans l'alinéa 1 de notre article les causes d'exclusion du sursis, parle d'une condamnation à l'emprisonnement. Et dans l'alinéa 2 du même article, il spécifie que la déchéance sera encourue par des poursuites suivies de condamnation. L'antithèse semble donc voulue : c'est le fait des poursuites qui opère déchéance du sursis ; c'est le fait de la condamnation antérieure qui met obstacle à l'octroi de cette faveur.

Nous avons ainsi déterminé les causes de déchéance du sursis. Il nous faut maintenant indiquer les effets de cette déchéance.

B. — Effets de cette déchéance.

La déchéance du sursis produit les effets suivants

- I. La première peine est exécutée.
- II. Elle ne peut se confondre avec la seconde.
- III. La peine prononcée en réparation de la seconde infraction est aggravée comme au cas de récidive.
- IV. La condamnation est définitivement inscrite au casier judiciaire.

I. *La première peine est exécutée.* — « Dans le cas contraire, dit l'article 1^{er}, alinéa 3, la première peine sera d'abord exécutée.

En ce qui concerne l'emprisonnement, c'est au ministère public à ordonner l'incarcération de l'inculpé qui a encouru la déchéance. Cette peine est subie en principe dans la maison de correction établie près le tribunal qui a prononcé le sursis. Mais rien n'empêcherait de la faire exécuter dans la maison de correction du lieu de la seconde condamnation quand les circonstances rendent cette manière de procéder préférable, par exemple quand l'inculpé y était préventivement détenu.

En ce qui concerne l'amende, le ministère public près le tribunal qui a prononcé la deuxième condamnation, n'étant pas compétent pour en poursuivre le recouvrement, donne avis de la déchéance au Procureur de la République près le tribunal qui a prononcé la première ; et ce magistrat avertit le receveur des finances, conformément à la circulaire du Garde des Sceaux du 16 janvier 1892 (1).

II. *La première peine ne peut se confondre avec la seconde.* — « La première peine sera d'abord exécutée, dit l'article 1^{er},

(1) *Bulletin officiel du ministère de la justice*, année 1892, p. 3.

alinéa 3, sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde ». Cette disposition spéciale de la loi a pour but de prohiber l'application de la règle du non-cumul des peines.

Ordre à suivre dans l'exécution des deux peines. — La loi ne dit pas seulement que la première peine devra être exécutée sans confusion possible avec la seconde, elle spécifie que cette peine devra être exécutée *d'abord*.

Mais cette disposition de la loi soulève des difficultés pratiques auxquelles le législateur n'a pas songé en l'édicant. Il nous faut les examiner brièvement en parcourant les diverses hypothèses qui peuvent se présenter.

1° *La condamnation cause de la révocation est une condamnation à une peine temporaire*, (emprisonnement, réclusion, travaux forcés à temps).

a) Le sursis était-il accordé pour une peine pécuniaire ? Le texte de notre loi ne pourra pas toujours être appliqué.

1° Si le condamné est solvable et s'il consent à s'acquitter de sa dette immédiatement, la disposition de l'article 1^{er}, alinéa 3, pourra être exécutée : la première peine sera subie avant la seconde.

2° Le condamné solvable fait-il preuve de mauvais vouloir, alors il faudra nécessairement engager contre lui une procédure d'exécution forcée. S'il est en liberté, on pourra sans doute lui faire acquitter cette première peine avant de lui faire subir la seconde. Mais s'il est détenu, il faudra le mettre immédiatement en liberté puisque la seconde condamnation ne peut recevoir son exécution avant l'accomplissement de la première.

3° Enfin dans l'hypothèse où le condamné est insolvable, la disposition de notre loi doit être considérée comme inexistante. La peine, en effet, ne peut être exécutée car la contrainte par corps, l'exercât-on contre lui, ne le libère point de

la dette. Or, on ne peut admettre que le législateur ait voulu donner à la déchéance du sursis, dans le cas qui nous occupe, le singulier effet de dispenser le condamné de subir et la première et la seconde des peines prononcées contre lui. Il faut donc de toute nécessité décider que le texte de notre loi sera ici inapplicable et en revenir aux principes généraux.

b) Si au contraire la suspension affectait une peine d'emprisonnement, la loi du 26 mars 1891 recevrait son application. La première peine pourrait être exécutée avant la seconde.

2° *La condamnation cause de la révocation du sursis est une condamnation à une peine perpétuelle* (mort, travaux forcés à perpétuité).

Tout ce que nous venons de dire précédemment pour le cas où la première peine était une amende, s'applique à l'hypothèse que nous examinons maintenant.

Il faut donc décider qu'on pourra poursuivre le recouvrement de l'amende sur les biens du condamné. Mais on ne pourrait exercer contre lui la contrainte par corps.

En cas de condamnation aux travaux forcés à perpétuité, ce serait en réalité améliorer sa situation, puisqu'il subirait une partie de cette peine sous un régime moins sévère ; et, en cas de condamnation à mort, ce serait infliger au condamné le supplice inutile et barbare d'une longue appréhension du dernier châtiment.

Ce sont ces mêmes raisons qui doivent faire décider qu'on ne saurait, dans ces deux hypothèses, faire subir d'abord au condamné la peine d'emprisonnement primitivement prononcée contre lui.

Dans certains cas donc la disposition de notre loi serait réellement inapplicable, parce qu'elle serait ou trop indulgente ou trop rigoureuse. Il eût mieux valu décider simple-

ment, comme le fait la loi belge, que la première et la seconde peine se cumuleraient, en se référant tacitement aux règles générales pour fixer l'ordre dans lequel elles seraient exécutées.

Le condamné déchu du sursis subit donc en principe la peine dont l'exécution avait été suspendue. Il doit être alors assimilé à un condamné ordinaire ; c'est ainsi qu'il pourra être admis au bénéfice de la libération conditionnelle (loi 14 août 1885), ou demander plus tard sa réhabilitation conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

III. *La peine prononcée en réparation de la seconde infraction est aggravée comme au cas de récidive.* — « Les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal » (art. 3 *in fine*).

Cette sévérité, qui se manifeste à l'égard des condamnés déchus du sursis, tant par la non confusion des peines que par l'application des règles de la récidive, n'est que la contrepartie, pour ainsi dire, de l'indulgence dont ils ont d'abord bénéficié.

En édictant ces dispositions sévères, la loi a voulu, comme nous l'avons déjà fait remarquer, maintenir le condamné dans la voie du bien par la crainte d'un châtiment plus rigoureux en cas de rechute.

IV. *Inscription au casier judiciaire.* — Il résulte par *a contrario* des dispositions de l'article 4, qu'après la déchéance du sursis, la première condamnation est inscrite définitivement sur les extraits du casier judiciaire délivrés aux parties, c'est-à-dire, comme nous l'avons déjà expliqué, aux administrations publiques et aux particuliers.

La mention de la suspension de la condamnation doit-elle subsister sur ces extraits ?

Nous ne le pensons pas. Elle ne présente aucun intérêt

pratique, puisque le sursis a été révoqué ; pourquoi perpétuer la trace d'une faveur qui doit être considérée désormais comme n'ayant jamais existé ? C'est comme un reproche tacite qu'on fait au condamné de ne s'être pas montré digne de cet acte d'indulgence.

Les effets que nous venons d'indiquer se produisent de plein droit par le seul fait de la condamnation nouvelle.

Le second jugement n'a pas à prononcer cette déchéance.

C'est ce que porte d'ailleurs la circulaire du 16 janvier 1892 qui décide que l'extrait du jugement n'a pas à mentionner la première condamnation.

Nous avons terminé l'étude du sursis conditionnel à l'exécution de la peine. Il nous reste maintenant à comparer notre loi du 26 mars 1891 avec les principales lois étrangères.

CHAPITRE V

DROIT COMPARÉ.

Nous avons déjà fait connaître que trois systèmes principaux étaient mis en pratique par les législations étrangères pour réaliser la substitution des pénalités d'ordre moral à des peines matérielles à l'égard des délinquants primaires.

Ce sont : le système de l'admonition, celui du sursis à la condamnation, celui du sursis à l'exécution de la peine.

Nous allons passer rapidement en revue dans ce chapitre les principales législations étrangères, en les distinguant en trois groupes.

SECTION I. — Législations qui consacrent le système de l'admonition.

A. *Russie*. — Le Code pénal russe de 1866 autorise le juge à prononcer une admonition ou réprimande dans les cas suivants :

- a) Pour les délits commis par les fonctionnaires ;
- b) Pour certains délits de droit commun déterminés ;
- c) Pour les contraventions de simple police.

B. *Espagne*. — En Espagne la réprimande a un double caractère. Prononcée en audience publique elle constitue une peine correctionnelle ; adressée à l'inculpé dans l'enceinte du tribunal, mais les portes fermées, c'est une peine de simple police.

C. *Allemagne*. — L'article 57 du Code pénal pour l'Empire d'Allemagne du 31 mai 1870 porte :

Art. 57 : « Lorsqu'un individu âgé de plus de 12 ans et de moins de 18 ans sera condamné pour avoir commis dans cet intervalle un acte punissable avec le discernement nécessaire pour en comprendre le caractère délictueux, il y aura lieu de lui appliquer les dispositions suivantes :

1^o »

4^o « En cas de délit ou de contravention le tribunal pourra dans les cas les moins graves se contenter d'infliger une réprimande au prévenu » (1).

De ce texte il résulte que :

a) La réprimande ne peut être prononcée que pour les délits et les contraventions, c'est-à-dire pour les infractions les moins graves.

b) Elle ne peut être adressée qu'aux délinquants dont le jeune âge fait excuser la faute, c'est-à-dire à ceux qui sont mineurs de 18 ans.

c) Le juge jouit en cette matière d'une grande liberté d'appréciation puisqu'il peut ou non prononcer la réprimande et que, d'ailleurs, les cas d'application de cette pénalité ne sont pas limitativement déterminés par la loi.

D. *Appenzel*. — Le Code du canton d'Appenzel dans ses articles 12 et 16 consacre le même système. La réprimande peut être prononcée contre les jeunes gens de 12 à 16 ans, qui ont commis avec discernement une infraction de peu de gravité.

En laissant un instant de côté les critiques que l'on peut adresser au système de l'admonition, on peut reprocher à la loi allemande et à celle du canton d'Appenzel de n'avoir per-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1872, p. 97, 98

mis l'emploi de la réprimande qu'à l'égard d'une catégorie restreinte de délinquants. Sans doute on pourra par ce moyen agir plus facilement sur l'esprit des jeunes gens que sur celui de tous autres inculpés. Mais ne se peut-il qu'un prévenu plus âgé, qui a commis un délit dans un moment d'oubli, se montre sensible, lui aussi, à l'avertissement du juge ? Pourquoi donc ne pas permettre à celui-ci d'user de cette faculté dans des cas exceptionnellement favorables ?

Mais il est d'autres critiques que l'on peut adresser non plus à telle ou telle législation en particulier, mais au système lui-même de l'admonition.

Bien que nous les ayons déjà indiquées, (1) il nous faut les rappeler sommairement ici parce que c'est précisément le désir de corriger les défauts inhérents à cette institution qui a inspiré les dispositions de la législation italienne sur cette matière.

On peut reprocher au système de l'admonition de manquer d'efficacité véritable.

Le délinquant, nous l'admettons, recevra avec soumission la réprimande que lui adressera le juge, et ce moment même, il sera bien résolu à faire tous ses efforts pour éviter toute rechute.

Mais exposé de nouveau aux tentations auxquelles il a déjà succombé, pourra-t-il enfin résister ? Il ne sera pas comme le condamné qui a bénéficié du sursis maintenu dans la voie du bien par l'espoir d'une récompense en cas de bonne conduite et par un châtimement sévère en cas de nouvelle faute.

On peut aussi légitimement craindre que le public considère la réprimande comme un véritable acquittement prononcé en faveur d'un prévenu dont le juge vient de déclarer

(1) Cfr., pages 152 et suiv.

la culpabilité, et qu'il puisse croire qu'avec un repentir adroitement simulé on peut désarmer la justice.

E. *Italie*. — Le Code pénal italien de 1889 (1) a remédié dans une large mesure aux inconvénients que nous venons de signaler; et le système qu'il consacre mérite que nous nous y arrêtions quelques instants, dans cette rapide revue des législations étrangères.

Le système consacré par les articles 26 et 27 du Code pénal italien peut se résumer ainsi : La condamnation est prononcée suivant les règles ordinaires du droit commun. Mais, dans certains cas, le juge peut substituer à la peine prononcée une réprimande judiciaire. Si, durant un délai fixé par le jugement dans certaines limites, l'individu qui a bénéficié de cette faveur commet une nouvelle infraction, il sera tenu, et au besoin, dans certaines hypothèses, ses cautions avec lui, de payer une certaine somme à titre d'amende, conformément à l'engagement que lui-même et les autres ont contracté lors du prononcé de l'admonition.

Telle est, rapidement esquissée, l'institution italienne. Mais il nous faut en étudier le fonctionnement avec plus de détails, en examinant successivement :

I. Les conditions auxquelles est subordonnée la substitution de la réprimande à la peine prononcée.

II. Les cas dans lesquels le juge peut user de cette faculté.

III. Les formes de la réprimande.

IV. Sa teneur.

V. Les garanties qui en assurent l'efficacité.

1. *Conditions auxquelles est subordonnée la substitution de la réprimande à la peine prononcée*. — L'article 26 du Code pénal les indique en ces termes :

(1) *Code pénal d'Italie* (30 juin 1889), traduit et annoté par J. Lacointa. Paris, 1890.

« A la condition que le coupable n'ait jamais encouru de condamnation pour délit et n'ait pas été atteint, à raison d'une contravention, d'une peine supérieure à un mois d'arrêt ».

La réprimande ne peut donc être prononcée, comme le sursis à l'exécution de la peine, qu'en faveur du délinquant primaire. Mais remarquons que le Code italien est plus sévère que notre loi française, puisqu'il attache à toutes les condamnations correctionnelles et à certaines peines de simple police une indignité que n'entraînent chez nous que les seules condamnations à la prison pour délit.

II. *Cas dans lesquels le juge peut prononcer la réprimande.*

— Il résulte de l'article 26 que le juge ne peut user de cette faculté que si :

« La peine édictée par la loi n'excède pas un mois de détention ou d'arrêt, trois mois de confinement et 300 livres de l'une ou de l'autre espèce d'amende ».

Et si en outre :

« Les circonstances atténuantes ont été admises ».

Cette dernière disposition ne se retrouve pas dans notre loi.

Quant à la première, elle a pour effet de ne faire bénéficier de l'institution nouvelle que les individus condamnés à des peines de courte durée. On peut aussi lui reprocher de n'avoir pas une portée assez large. Comme nous l'avons déjà fait remarquer ailleurs, une faute grave punie d'une peine sévère n'implique pas chez son auteur une perversité qui nécessite une infliction réelle de la peine. Une réprimande aurait peut-être, en pareil cas, une action suffisante pour empêcher le condamné de commettre de nouveaux délits.

Il eût été préférable de laisser au juge une plus grande latitude d'appréciation, afin de lui permettre d'appliquer cette

mesure dans tous les cas où il la jugerait d'une efficacité suffisante.

III. *Formes dans lesquelles la réprimande est prononcée.* — L'article 8 du décret royal du 1^{er} décembre 1889 réglant l'application du nouveau Code pénal porte, alinéa 1 :

« Dans le cas de l'article 26, le président de la Cour ou du tribunal, ou le préteur qui a prononcé la condamnation fixe, dans les trois jours où la sentence est devenue irrévocable, l'audience à laquelle le condamné doit se présenter pour recevoir la réprimande judiciaire ».

C'est donc le juge qui, après avoir prononcé la peine, fixe une audience ultérieure, au cours de laquelle la réprimande sera adressée au condamné.

Il résulte implicitement de ce texte et explicitement de l'alinéa 2 de l'article 26 que cette infliction de la réprimande a lieu en audience publique. Le tribunal ne peut du reste la prononcer que quand la sentence est devenue irrévocable. Il doit donc attendre l'expiration des délais des divers recours.

Le condamné invité par le juge à se présenter de nouveau devant lui peut ou bien obtempérer à cette injonction, ou bien faire défaut.

« Si le condamné (dit l'article 26, alinéa 3) ne se présente pas à l'audience fixée pour la réprimande, ou s'il ne la reçoit pas avec respect, la peine portée par la sentence à raison de l'infraction commise devient applicable ».

Il n'y a pas en effet d'autre solution possible. La substitution de la réprimande à la peine est basée sur cette présomption que l'avertissement du juge aura sur le délinquant assez d'action pour prévenir de sa part la perpétration de nouveaux délits. S'il ne se présente pas, on ne peut évidemment tenter cette expérience. D'ailleurs, le fait même de ne pas tenir compte

de l'ordre du juge est d'un fâcheux augure pour l'avenir. Mais il se peut cependant qu'un empêchement légitime n'ait pas permis au condamné de se présenter devant le magistrat. Aussi « le condamné qui ne comparait pas peut faire opposition à la décision qui déclare qu'il a encouru la peine à laquelle la réprimande avait été substituée, et ce dans les 3 jours de la notification de cette décision » (art. 8, al. 2, décret réglementaire du 1^{er} déc. 1889).

IV. *En quoi consiste la réprimande.* — L'article 26, alinéa 2, répond à la question :

« La réprimande judiciaire consiste dans un avertissement approprié à la situation particulière de la personne, et aux circonstances du fait, avertissement qu'au sujet des prescriptions de la loi violée et aux conséquences de l'infraction commise, le juge adresse au coupable en audience publique ».

En somme nous constatons déjà que le système de la réprimande organisé par la législation italienne diffère de celui qu'adoptent les autres législations analogues en ce que l'admonition y est une peine subsidiaire et non une peine principale ou accessoire.

Une peine est prononcée en réparation de l'infraction commise. Ainsi est satisfait ce sentiment de justice qui dit à chacun de nous que toute faute mérite un châtiment, ainsi le juge ne paraît pas acquitter le prévenu après avoir reconnu sa culpabilité. Il le condamne et ce n'est qu'ensuite qu'il substitue à la peine une admonition.

Mais ce qui fait surtout l'originalité de l'institution italienne, c'est l'organisation de garanties destinées à assurer l'efficacité de la réprimande :

V. *Garanties qui complètent la réprimande.* — L'article 27, alinéa 1, du Code pénal italien porte :

« Dans le cas prévu à l'article précédent, le condamné doit s'obliger personnellement et, lorsque le juge l'estime opportun, même avec le concours d'une ou plusieurs cautions idoines et solidaires, à payer une somme déterminée à titre d'amende, au cas où dans un délai fixé par la sentence, délai non supérieur à deux ans, quant aux délits, et à un an quant aux contraventions, le condamné commettrait une autre infraction, sauf l'application à raison de la nouvelle infraction de la peine édictée par la loi.

« Il appartient au juge de statuer sur l'idonéité des cautions ».

Et l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1889 ajoute :

« L'obligation prescrite par la première partie de l'article 27 du Code pénal est contractée par un acte dressé en même temps que le procès-verbal constatant la réprimande devant le juge qui la prononce.

« Le juge statue sur l'idonéité des cautions et, dans le cas prévu au dernier paragraphe du même article, déclare que le condamné a encouru la peine à laquelle la réprimande a été substituée ».

Ainsi donc au moment où la réprimande est prononcée le condamné doit s'engager à payer une certaine somme à titre d'amende pour le cas où il commettrait une nouvelle infraction dans un certain délai. Cet engagement peut être garanti par des cautions solidaires.

Il est contracté par un acte dressé devant le juge, en même temps que le procès-verbal constatant la réprimande. C'est aussi le juge criminel à qui la loi a laissé le soin de statuer sur l'idonéité des cautions, c'est-à-dire sur leur solvabilité. Ces deux dernières dispositions ont pour but d'éviter les lenteurs et les frais qu'eût causés le renvoi de l'affaire à une juridiction civile pour l'organisation du cautionnement.

On voit immédiatement quelle peut être l'efficacité des garanties que nous venons d'indiquer.

Si le juge a fixé un chiffre assez élevé à l'amende que le condamné aurait à payer en cas de nouvelle infraction, la crainte de perdre une somme d'argent, peut-être considérable, sera pour lui un frein énergique.

Mais la garantie du cautionnement aura peut-être plus d'efficacité encore. Les cautions sont solidaires, c'est-à-dire que chacune d'elles est tenue éventuellement de payer la totalité de l'amende fixée par le juge. Chacun des co-obligés a donc le plus grand intérêt à ce que le condamné ne commette pas de nouvelle infraction : il veillera sur sa conduite, lui procurera du travail, emploiera tous ses efforts à lui faire reconquérir sa place parmi les honnêtes gens. Ce dernier ne sera plus ainsi abandonné à lui-même. Il aura dans les cautions des protecteurs et des conseillers d'autant plus empressés à le bien diriger, qu'ils seront plus intéressés à son amélioration morale.

Telle est l'institution organisée par le Code pénal italien. Nous avons déjà fait remarquer qu'elle est beaucoup plus parfaite que les divers systèmes de réprimande consacrés par les législations étrangères. Elle a cherché à remédier au plus grave inconvénient que présente l'admonition : l'absence de sanction sérieuse.

Mais ce qu'on peut reprocher au Code italien, c'est de ne pas avoir donné à la disposition de l'article 26 une portée assez large et, en outre, de ne pas tenir suffisamment compte des principes d'égalité qui doivent être à la base de toute loi pénale.

a) En ce qui concerne l'application même de la réprimande, nous avons déjà fait remarquer qu'il eût mieux valu ne pas la restreindre aux peines de courte durée.

N'oublions pas cependant que le législateur italien se montre libéral en déclarant cette mesure applicable aux peines de simple police. Cela résulte implicitement de l'article 27 qui fixe à un an le délai d'épreuve imposé à l'individu condamné pour contravention.

b) Quant au second des inconvénients que nous venons de signaler, c'est la conséquence même du mécanisme de l'institution. Le condamné, pour jouir du bénéfice de la loi, doit s'engager à payer une certaine somme ou présenter des cautions idoines qui s'obligent à sa place.

Si le juge se trouve en présence d'un individu qui n'a que son travail pour vivre, il exigera évidemment la garantie d'un cautionnement. Le condamné, victime de la pénurie de ses ressources, trouvera difficilement des coobligés.

Il y a donc à craindre qu'en pratique la réprimande ne puisse être prononcée en faveur des inculpés les plus pauvres, tandis qu'au contraire elle le sera pour les plus fortunés.

C'est là une inégalité regrettable que ne consacre pas notre loi française, puisque tous les inculpés peuvent remplir la condition qu'elle leur impose d'avoir pendant cinq ans une conduite à l'abri du reproche.

F. *Projet du Code pénal français*. — A côté des dispositions des législations étrangères que nous venons d'indiquer, nous devons citer l'article 66 du projet de révision du Code pénal français aux termes duquel :

« Dans tous les cas où, soit en vertu des dispositions de la loi pénale, soit par suite de la déclaration de circonstances atténuantes, le juge serait autorisé à n'appliquer qu'une amende, il pourra, si le prévenu n'a pas encore été condamné pour crime ou délit, ne pas prononcer de condamnation. Il avertira le prévenu qu'en cas de nouvelle infraction, il ne

devra plus compter sur l'immunité pénale. Le prévenu absous sera condamné aux dépens et, s'il y a lieu, à tous dommages-intérêts au profit de la partie civile. »

Cette institution que le législateur a désignée sous le nom de *pardon* est une véritable admonition, puisque le juge, après avoir constaté la culpabilité du prévenu, ne prononce pas contre lui de condamnation, mais l'avertit seulement qu'en cas de rechute, il ne pourrait plus compter sur l'immunité pénale.

On peut légitimement penser que c'est là une menace bien peu sérieuse et qui n'est pas de nature à faire sur le prévenu une impression durable.

On peut reprocher aussi à l'article 66 d'avoir un champ d'action bien limité, puisque le pardon ne s'applique qu'aux peines d'amende.

Mais ces inconvénients sont singulièrement atténués par la disposition du même projet de Code pénal qui organise le sursis à l'exécution de la peine : le pardon, par conséquent, ne jouera qu'un rôle tout à fait accessoire dans la répression des infractions commises par les délinquants primaires.

SECTION II. — Deuxième groupe : législations qui appliquent le système du sursis à la condamnation.

Nous avons indiqué déjà le système consacré par ces législations :

Le juge, après avoir constaté la culpabilité du prévenu, ne prononce pas immédiatement la condamnation. Il soumet le délinquant à une épreuve dont il fixe la durée. Si celui-ci la supporte victorieusement, s'il revient à une vie honnête, les faits délictueux qu'il a commis sont mis en oubli. Sa conduite, au contraire, donne-t-elle lieu à des plaintes ? il est

traduit de nouveau devant le tribunal qui prononce alors la condamnation.

Passons rapidement en revue les principales législations qui ont organisé cette institution.

A. *Massachussets*. — L'origine de l'institution remonte à une procédure suivie à l'égard des jeunes délinquants depuis 1869 dans l'Etat de Massachussets.

Suivant cette procédure, un fonctionnaire spécial, le *State agent*, a mission de surveiller l'exécution des mesures prises à l'égard des jeunes délinquants de moins de 17 ans. Il reçoit communication de toutes les plaintes portées contre ceux-ci, étudie les circonstances du fait incriminé et les conditions d'existence du prévenu. Puis, le jour où celui-ci comparait devant le tribunal, le *State agent* ou son délégué peut proposer l'adoption des mesures suivantes :

Si le fait est sans gravité, il demande au tribunal d'adresser au jeune délinquant une simple réprimande. Au cas contraire il requiert le renvoi du prévenu dans une des deux maisons de correction : l'*Human School for boys* à Wartborough, ou la *Staat industriel School for girls* à Lancaster.

Dans l'hypothèse où le délit, sans être insignifiant, n'est cependant pas très grave, le *State agent* demande la « mise en état d'épreuve » (« *on probation* ») de l'inculpé.

Pendant ce délai d'épreuve le *State agent* doit être à la fois le surveillant et le protecteur du jeune délinquant. Si celui-ci supporte victorieusement l'épreuve qui lui est imposée, les faits délictueux qu'il a commis sont mis en oubli. Sinon il est traduit devant le tribunal qui l'envoie en correction (1).

Ce système donna, dans la pratique, de si heureux résultats qu'une loi de 1878 l'étendit à tous les délinquants. Elle

(1) Conf. sur ce sujet une communication à la Société des prisons de M. G. Dubois d'après M. Aschrott (*Revue pénitentiaire*, 1890, p. 195).

institua à Boston un fonctionnaire spécial, le *probation officer*, qui joue à l'égard des adultes le même rôle que le *State agent* auprès des mineurs de 17 ans.

Si le *probation officer* estime, d'après les résultats d'une enquête personnelle sur les circonstances du fait incriminé, le caractère, les habitudes, la moralité du délinquant, que celui-ci est susceptible d'amendement, il demande au tribunal de surseoir au prononcé de la condamnation pendant un délai de 3, 6, 9 ou 15 mois.

Pendant ce temps d'épreuve, le *probation officer* doit surveiller la conduite du délinquant. A cet effet il peut se faire adresser par celui-ci des communications plus ou moins fréquentes. Il se constitue en même temps son protecteur et son conseil ; il lui procure les moyens de pourvoir à son existence ; il l'aide à reprendre sa place dans la société. Et si le prévenu se montre indigne de la faveur qui lui est accordée, il est, par les soins du *probation officer*, traduit devant le tribunal qui prononce la condamnation.

Suivant les rapports officiels publiés à Boston, capitale du Massachussets, l'application de ce système aurait donné les résultats les plus satisfaisants. C'est ainsi que de 1879 à 1888, le *probation officer* de Boston a fait mettre en épreuve 7250 délinquants, sur lesquels 580 seulement, ont été, par la suite, condamnés. Donc, 92 0/0 des prévenus ont justifié, par leur bonne conduite, la faveur qui leur avait été accordée.

L'institution inaugurée dans l'État de Massachussets fut introduite en 1886 dans la Nouvelle-Zélande et au Queensland (act du 6 octobre 1886), et, un peu plus tard, dans la Nouvelle-Galles du Sud et l'Australie méridionale (1).

(1) Cfr. Worms, *Les condamnations conditionnelles suivant la loi française et les lois étrangères*, Paris, Giard, 1891.

Remarquons cependant que le système consacré au Queensland par l'act du 6 octobre 1886 semble se rapprocher beaucoup de celui de la loi française du 26 mars 1891. Suivant l'act de 1886, la peine est provisoirement supprimée au cas de premier délit mineur (c'est-à-dire punissable après jugement sommaire ou bien entraînant la peine de la servitude pénale ou un emprisonnement de moins de 3 ans).

En cas de mauvaise conduite, le prévenu est conduit en prison pour y subir sa peine (1).

B. *Angleterre*. — Le colonel Howard Vincent, qui avait pu se rendre compte par lui-même des excellents résultats produits par le système appliqué à Boston, voulut l'introduire en Angleterre; et c'est sur sa proposition que fut votée la loi du 8 août 1887 intitulée: *to permit the conditional release of first offenders in certain cases* (Loi pour l'épreuve d'individus qui ont commis pour la première fois un délit) (2).

1° Les conditions auxquelles est subordonnée la suspension de la condamnation sont les suivantes :

a) Le prévenu ne doit pas avoir subi de condamnation antérieure quelle qu'elle soit. « Dans tous les cas..... où cet individu n'aura pas subi de condamnation antérieure » dit l'article 1^{er} de la loi.

b) La peine applicable au prévenu ne doit pas dépasser deux ans d'emprisonnement. Peu importe d'ailleurs l'infraction qui a motivé la poursuite. Ce n'est qu'à titre d'exemple que le texte cite le vol et l'escroquerie, car il ajoute immédiatement « ou tout autre délit ».

2° L'article 1^{er} de la loi indique en ces termes en quoi consiste cette suspension de la condamnation :

(1) Cfr. *Revue pénitentiaire*, 1892, p. 177.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 52.

« Le tribunal pourra, au lieu de lui infliger une peine, ordonner qu'il sera laissé en liberté moyennant l'engagement par lui souscrit, avec ou sans caution, et pour telle période que le tribunal jugera convenable, de comparaître pour être jugé à première réquisition, et pendant ce délai, d'observer une bonne conduite ».

3^o Mais de quels éléments le juge devra-t-il tenir compte pour accorder cette faveur au prévenu ?

Du peu de gravité du délit, des circonstances atténuantes, de la jeunesse, du caractère, des antécédents de l'inculpé : ainsi s'exprime le texte de la loi. Mais nous ne croyons pas que cette énumération soit limitative. Le législateur a voulu indiquer seulement que le juge devrait se rendre compte de l'état moral du délinquant, et examiner si la menace de la condamnation aurait sur son esprit une action suffisamment efficace pour prévenir la réitération de l'infraction.

4^o Les effets de cette suspension de la condamnation sont les mêmes que ceux que nous avons indiqués jusqu'ici au sujet des autres institutions analogues.

Il résulte en effet de l'article 2 que : « Si un tribunal acquiert la conviction que le délinquant a manqué à l'une des conditions de son engagement, il pourra délivrer contre lui un mandat d'arrêt ».

Puis l'article, après avoir indiqué les formalités de pure procédure à accomplir en pareil cas, ajoute :

« Le mandat ordonnera qu'il sera conduit devant le tribunal devant lequel il était tenu de comparaître pour être jugé ou pour répondre de sa conduite depuis la décision qui l'a laissé en liberté ».

L'article 3 de la loi porte :

« Le tribunal avant d'ordonner qu'un délinquant sera laissé en liberté en vertu de la présente loi devra s'assurer que le

délinquant ou sa caution a un domicile fixe ou un lieu d'occupation régulière dans le comté ou le lieu où siège ce tribunal ou dans lequel ce délinquant doit vivre pendant la période fixée pour l'observation des conditions prescrites ».

Ces garanties toute morales de comparution sont complétées par la garantie en quelque sorte matérielle d'un cautionnement comme l'indique l'article 1^{er}.

M. Howard Vincent, le promoteur de la loi anglaise, avait proposé de soumettre l'individu, ainsi mis en liberté, à la surveillance de fonctionnaires spéciaux semblables au *probation officer*. Mais l'article contenant cette proposition fut rejeté après une assez vive discussion.

C. *Canton de Neuchâtel*. — Le Code pénal du canton de Neuchâtel du 29 mai 1891 consacre dans ses articles 399 et suivants le système du sursis à la condamnation (1).

1^o Les conditions auxquelles est subordonnée cette mesure sont fort nombreuses :

- a) Le prévenu ne doit jamais avoir été condamné ;
- b) Il doit être mineur de 25 ans ;
- c) Il faut qu'il ait fait des aveux complets devant le juge d'instruction ou le tribunal ;
- d) Le délit ne doit pas avoir été accompagné de certaines circonstances aggravantes et le préjudice causé ne doit pas excéder cent francs ;

e) Enfin il faut que la poursuite soit motivée par l'un des trois délits suivants : vol, escroquerie, abus de confiance.

2^o Quand toutes ces conditions se trouvent réunies, le tribunal adresse au coupable une réprimande et ordonne qu'il

(1) Voir sur le Code pénal de Neuchâtel une étude de M. G. Leloir dans le *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1892, p. 537 et suivantes.

soit sursis au prononcé de son jugement pour un délai qui ne peut excéder 3 ans.

3° Si ce délai s'écoule sans poursuite nouvelle, l'action publique est éteinte. Et cependant si, pendant une période de dix ans à partir de sa comparution devant le tribunal, le prévenu commet un délit de même nature, il est réputé être en état de récidive.

4° Enfin pendant le délai d'épreuve l'inculpé est placé sous la même surveillance que les détenus libérés.

En laissant un instant de côté cette dernière question de la surveillance du prévenu, à laquelle nous reviendrons quand nous exposerons les avantages et les inconvénients généraux du système du sursis à la condamnation, on peut reprocher au Code neuchatelois de n'avoir donné à cette institution qu'une portée trop restreinte. Si le juge estime que la menace de la condamnation pourra faire sur un prévenu une impression assez vive pour prévenir le retour de nouvelles infractions, pourquoi ne pas lui permettre de substituer cette menace à l'infliction d'un châtiment dans toute hypothèse ? Pourquoi aussi exiger pour l'exercice de cette faculté la réunion de conditions si nombreuses ?

Mais, après cet examen sommaire des législations qui consacrent le système du sursis à la condamnation, il nous faut indiquer quels sont les avantages et les inconvénients que présente cette institution.

Nous avons dit déjà qu'elle nous paraissait, au point de vue théorique, inférieure à celle organisée par notre loi française : la menace d'une condamnation éventuelle aura sur le prévenu un pouvoir d'intimidation beaucoup moins énergique que la menace de l'exécution d'une peine déterminée. Le prévenu pourra espérer voir atténuer sa peine future par suite de la disparition des preuves de sa culpabilité et de

l'amointrissement de l'impression primitivement produite sur la société par la perpétration de l'infraction. Au contraire, avec le système de sursis à l'exécution de la peine, le condamné ne peut se faire aucune illusion sur la rigueur du châtement qui doit le frapper en cas de récidive.

Mais il est un point par lequel l'institution consacrée par les législations que nous venons d'indiquer ou plus exactement par la loi de Massachussets nous semble supérieure à la nôtre. Nous voulons parler de la surveillance organisée pour les individus qui ont bénéficié de la faveur de la loi.

En effet le prévenu n'est pas comme chez nous abandonné à lui-même et réduit à ses propres forces pour lutter contre des tentations auxquelles, sa culpabilité le prouve, sa seule énergie ne pourra pas toujours résister.

Au contraire la législation américaine lui donne, dans le *probation officer*, un protecteur expérimenté qui le préserve des rechutes, l'aide de ses conseils, aplanit toutes les difficultés qui pourraient l'empêcher de reprendre sa place dans la société.

Mais là ne se borne pas, du reste, le rôle du *probation officer* : il doit avant le jugement se livrer à une enquête approfondie sur les circonstances dans lesquelles le fait délictueux a été commis, sur les antécédents, la conduite, la moralité du délinquant, les chances de relèvement qu'il présente. Les renseignements ainsi fournis par ce fonctionnaire sont des éléments d'appréciation on ne peut plus précieux pour le juge : c'est en pleine connaissance de cause que le magistrat prononce le sursis à la condamnation et les erreurs d'appréciation sont réduites au strict minimum.

Les résultats si remarquables obtenus au Massachussets sont au témoignage de tous principalement l'œuvre de la sagacité et du zèle avec lesquels le *probation officer* s'acquitte de ses délicates fonctions.

Remarquons que le système anglais et celui du Code de Neuchâtel ne peuvent pas produire d'aussi sérieux avantages.

Et d'abord ces deux législations n'ont pas organisé ces garanties, antérieures même au jugement, desquelles nous venons de parler.

De plus la surveillance des inculpés pendant le délai d'épreuve n'est pas assurée d'une façon aussi parfaite.

Le Code de Neuchâtel place les prévenus « sous la même surveillance que les condamnés libérés ».

Or on ne peut appliquer aux uns le même traitement qu'aux autres. Il faut nécessairement prendre à l'encontre des seconds des mesures de précaution qui pourraient, à juste titre, paraître vexatoires à l'égard des premiers.

En sens inverse, la loi anglaise ne donne le soin de veiller sur le prévenu qu'à des cautions, c'est-à-dire à de simples particuliers qui n'auront, on peut légitimement le craindre, ni l'autorité, ni les aptitudes que possède un fonctionnaire rompu à toutes les difficultés d'une aussi délicate mission.

Mais si, comme nous l'avons dit, l'institution consacrée par la loi du Massachussets présente des avantages si sérieux, faudrait-il donc s'empresse de l'adopter dans notre législation ? Nous ne le pensons pas.

Les contrées dans lesquelles elle fonctionne sont si différentes de notre pays qu'il serait à craindre qu'une organisation qui donne là de si heureux résultats ne soit ici d'une réalisation à peu près impossible.

En effet dans l'État de Massachussets la criminalité est fort peu développée. Le *probation officer* n'a à s'occuper que d'un nombre restreint de délinquants. Il peut consacrer à l'examen de chaque situation particulière un temps assez considérable pour réunir des informations suffisamment précises et complètes.

Mais pour suffire à cette tâche dans notre pays où le nombre des délinquants est considérable, il faudrait créer une légion de fonctionnaires.

Il faudrait aussi que le délai d'épreuve eût une assez longue durée pour permettre une observation approfondie du prévenu : et cette exigence ne serait-elle pas de nature à retarder encore le cours de la justice que fréquemment déjà on considère comme trop lent ?

SECTION III. — Législation appliquant le système du sursis à l'exécution de la peine.

Nous voulons, dans cette section, comparer avec notre loi française les principales lois étrangères et les projets les plus récents qui consacrent le même système.

Ce sont la loi belge du 31 mai 1888, la loi genevoise du 29 octobre 1892, la loi portugaise du 6 juillet 1893, le projet de Code pénal fédéral suisse (art. 46), le projet de révision du Code pénal français, le projet de loi sur les condamnations conditionnelles déposé par le ministre de la justice à la Chambre des députés de Buda-Pesth le 18 mai 1892, le projet d'une loi italienne sur la condamnation conditionnelle publié dans le *Gerichstaal*, XLIX, p. 52 et suivantes (1).

(1) Conf. sur la loi belge : Prins, La loi sur la libération conditionnelle et la condamnation conditionnelle en Belgique (*Revue pénitentiaire*, 1888, p. 934, 1889, p. 183. Worms, *op. cit.*, p. 205, *Ann. de lég. étrangère*, 1888, p. 598).

Sur la loi genevoise et le projet italien : Note sur le sursis à l'exécution de la peine d'après quelques lois et projets récents (*Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1895, p. 26 à 45).

Sur le projet hongrois, *Revue pénitentiaire*, 1892, p. 1106.

Sur la loi portugaise : une étude de M. Daguin dans la *Revue pénitentiaire* de 1894, p. 406.

Sur le projet français, *Revue pénitentiaire* de 1893, p. 151 (Étude de M. le Poittevin) et p. 188. Texte du projet.

Sur le projet français et le projet suisse : *La réforme pénale en France et en Suisse* par M. Gautier (Berne, Staempfli, 1894).

Il ne peut y avoir, on le comprend, que des différences de détail entre les institutions organisées par ces diverses lois.

Un exposé successif des dispositions de chaque loi nécessiterait donc des redites. Il nous a semblé préférable de les rapprocher en nous plaçant successivement aux points de vue suivants :

- I. Conditions d'application du sursis.
- II. Condamnations auxquelles il s'applique.
- III. Formes de la décision de sursis.
- IV. Durée du sursis.
- V. Effets du sursis.

I. *Conditions d'application du sursis.* — 1° D'une manière générale, le sursis n'est accordé qu'aux délinquants primaires. Mais les différentes législations se montrent plus ou moins libérales à cet égard.

Par une très large indulgence, le projet de loi italien (art. 3) n'exclut du bénéfice du sursis que les récidivistes. Avec un libéralisme sage, la loi française, la loi genevoise (art. 1^{er}), le projet hongrois sur les condamnations conditionnelles, déclarent exclus de cette faveur les individus antérieurement condamnés à l'emprisonnement pour crimes ou délits. La loi genevoise décide même qu'une peine d'emprisonnement motivée par une infraction non intentionnelle ne pourrait avoir cet effet.

Remarquons aussi à ce sujet que cette loi donne, au point de vue de l'exclusion du sursis, le même effet aux condamnations prononcées à l'étranger qu'à celles qui émanent des tribunaux nationaux.

Moins larges que les législations précédentes, la loi belge du 31 mai 1888, article 3, la loi portugaise du 6 juillet 1893, article 8, regardent comme une cause d'indignité toutes les condamnations pour crime ou délit.

Enfin, véritablement rigoureuses, les dispositions du projet de Code pénal suisse (art. 46) et celles du projet français (art. 67) n'entendent favoriser que les délinquants primaires, au sens strict du mot, c'est-à-dire ceux-là seuls qui n'ont encouru aucune peine, fût-ce de simple police.

Pour nous, il nous semble que la disposition de la loi française tient un juste milieu entre la rigueur trop grande des deux derniers projets que nous venons de citer et le libéralisme peut-être imprudent du projet italien. Nous serions cependant assez disposé à admettre, comme le fait la loi genevoise, que les peines d'emprisonnement prononcées pour infractions non intentionnelles ne sauraient entraîner exclusion du sursis.

Leur perpétration ne révèle pas chez leurs auteurs de véritables instincts criminels.

2° L'absence d'antécédents judiciaires d'un caractère déterminé est la seule condition à l'obtention du sursis imposée par la loi française et la loi belge. Les autres législateurs ont cru devoir mentionner d'autres conditions :

Le projet italien (art. 3) déclare que cette faveur doit être refusée quand la nature du délit et les antécédents de l'inculpé rendent le repentir invraisemblable, ou quand les prévenus sont des vagabonds, des mendiants ou des individus dangereux.

La loi genevoise (art. 1^{er}) exige que le délinquant justifie de son identité et d'un domicile certain, et qu'en outre il paraisse digne de cette faveur.

La législation portugaise veut que le prévenu n'ait, en dehors du fait incriminé, mérité jusqu'à la condamnation aucun reproche et que les circonstances du délit permettent une certaine indulgence.

Le projet hongrois impose au condamné non domicilié l'obligation de fournir caution.

Enfin le projet suisse subordonne la prononciation du sursis aux conditions suivantes :

1° Le délinquant ne doit pas avoir été poussé au délit par des mobiles bas.

2° Il doit avoir indemnisé la victime de l'infraction.

De ces diverses dispositions les unes nous semblent inutiles et les autres critiquables.

Sont inutiles, toutes celles qui ont trait à l'appréciation de la culpabilité de l'agent, comme par exemple la nature des mobiles, la dignité ou l'indignité, les circonstances du fait. Il suffit de laisser au juge un large pouvoir d'appréciation, comme dans la législation française, pour lui permettre de tenir compte de tous ces éléments. Et d'ailleurs ces règles ainsi posées par les législations étrangères seront en pratique lettre morte. Si le juge estime que le sursis doit être accordé à un délinquant, il motivera son jugement de manière à satisfaire aux prescriptions de la loi : il dira par exemple que les circonstances du fait ne rendent pas le délinquant indigne de la faveur qu'on lui accorde ou bien qu'il n'a pas été poussé au délit par des mobiles bas. Il y aura ainsi dans les jugements de sursis un certain nombre de clauses de style, telles que cette phrase qui est devenue pour ainsi dire partie intégrante de tous les jugements des tribunaux correctionnels : « Attendu qu'il existe en la cause des circonstances atténuantes ».

Mais d'autres conditions exigées par les lois étrangères que nous avons citées nous semblent donner prise à la critique. Pourquoi exclure du sursis les vagabonds comme le fait le projet italien ? Ne se peut-il qu'un délinquant qui n'est qu'un vagabond d'accident mérite toute l'indulgence du tribunal ? Nous ne saurions approuver non plus l'obligation imposée au prévenu par le projet hongrois de fournir caution

ou par le projet suisse de réparer le préjudice causé à la victime du délit. Un inculpé sans ressources peut cependant mériter le sursis, et on le lui refusera à cause de l'impossibilité où il sera d'indemniser immédiatement la personne lésée ou de trouver une caution.

Notre conclusion est donc qu'il est préférable de laisser au juge en cette matière les plus larges pouvoirs d'appréciation comme le fait, du reste, notre loi du 26 mars 1891.

II. *Condamnations auxquelles s'applique le sursis.* — La loi française (art. 1^{er}) et la loi genevoise (art. 1^{er}) décident que toute peine d'emprisonnement ou d'amende peut être suspendue. La loi portugaise ne déclare le sursis applicable qu'à l'emprisonnement correctionnel ; moins libérales encore, les autres législations fixent même une limite au-dessus de laquelle l'emprisonnement ne peut être suspendu : le maximum est d'un an dans le projet hongrois et dans le projet italien quand, suivant ce dernier, les inculpés sont des femmes ou des mineurs ; de six mois dans la loi belge, le projet suisse et le projet italien, quand, d'après celui-ci, les inculpés sont des hommes majeurs ; de trois mois seulement dans le projet français.

En ce qui concerne l'extension du sursis aux peines d'amende, nous avons déjà exposé les raisons qui, à nos yeux, la justifient : les inculpés qui en sont frappés, étant moins coupables que ceux qui sont condamnés à l'emprisonnement, sont plus dignes d'obtenir cette faveur. Nous avons dit aussi qu'il est préférable ne pas restreindre l'application du sursis aux courtes peines d'emprisonnement. La perpétration d'un délit même grave et entraînant une peine de longue durée n'implique pas nécessairement chez son auteur l'existence d'une tendance criminelle véritable qui nécessite une infliction réelle du châtimement.

III. *Formes de la décision de sursis.* — Les diverses lois étrangères ordonnent comme la nôtre que le sursis soit prononcé par le même jugement que la condamnation et que cette décision soit motivée.

Notons seulement les particularités suivantes :

1^o La loi genevoise et la loi française obligent seules le juge à adresser un avertissement au condamné.

2^o La loi genevoise prescrit au procureur général de prendre des conclusions formelles à ce sujet. Le sursis est ainsi accordé dans une sorte de débat accessoire à l'action principale.

3^o Le projet hongrois donne en outre au juge la faculté d'exiger du condamné bénéficiaire du sursis la prestation d'une caution ; et le projet italien autorise le tribunal à imposer au prévenu l'obligation de résider dans un lieu déterminé ou à lui faire défense de paraître dans certains autres.

IV. *Délai du sursis.* — Certaines lois fixent le délai du sursis d'une façon uniforme pour tous les cas. Ainsi la loi française (5 ans), le projet suisse (5 ans), le projet de Code pénal français, article 67 (3 ans), le projet hongrois (3 ans).

Mais nous avons déjà dit qu'à notre sens il était préférable de laisser au juge le soin de fixer le délai du sursis dans certaines limites. Le magistrat pourra ainsi tenir un compte plus exact du caractère particulier de chaque délinquant et donner à la période d'épreuve la durée qu'il jugera nécessaire pour produire sur l'esprit de celui-ci une salutaire influence.

C'est ce système qui a été consacré par les lois suivantes : loi genevoise, article 3 : la durée du sursis peut être fixée par le juge dans les limites de deux à cinq ans ; projet italien : de six mois à cinq ans ; loi portugaise : de deux à cinq ans. La loi belge, laissant aux tribunaux un pouvoir d'appréciation

plus étendu encore, fixe seulement à 5 ans le maximum du délai, sans indiquer de minimum.

V. *Effets du sursis.* — A. *Période d'épreuve.* — a) Les peines principales ne sont pas provisoirement exécutées. C'est là une règle commune à toutes les législations que nous étudions. Remarquons que la loi genevoise déclare expressément que la prescription de la peine est suspendue pendant le délai d'épreuve. C'est précisément la solution que nous avons donnée pour la loi française.

b) D'une manière générale aussi, le sursis ne s'applique pas aux frais, dommages-intérêts et restitutions.

c) Qu'en est-il des peines accessoires ou des incapacités résultant de la condamnation ?

La loi française et le projet italien (art. 9) décident que ces peines accessoires sont encourues pendant le délai d'épreuve. C'est une disposition critiquable, nous l'avons vu, parce qu'elle est de nature à mettre obstacle au reclassement du condamné dans la société.

C'est donc avec raison que la loi genevoise a décidé que le sursis s'appliquerait aux peines accessoires.

La loi belge est muette sur ce point. Mais lors de la discussion de la loi, le Ministre de la justice, M. Le Jeune, déclara que les incapacités résultant de la condamnation n'étant que l'accessoire des peines principales devaient être suspendues comme celles-ci, et cette solution a été suivie dans la pratique. Le même raisonnement commanderait la même interprétation des projets hongrois, français et suisse et de la loi portugaise qui, comme la loi belge, ne contiennent aucune disposition sur ce point.

d) La loi française, la loi genevoise, la loi portugaise, la loi italienne décident que, pendant la période d'épreuve, la condamnation sera portée au casier judiciaire avec la men-

tion de la suspension accordée. Les autres lois sont muettes à cet égard.

B. *Déchéance du sursis.* — a) Les causes de déchéance sont très variables avec les législations ; il nous semble préférable de les indiquer successivement pour chacune d'elles.

1° Dans la loi française les mêmes causes ont le double effet d'empêcher l'octroi du sursis et d'amener la révocation de cette mesure ;

2° Le projet hongrois déclare déchu du bénéfice du sursis le condamné frappé d'une peine privative de liberté ;

3° La loi genevoise (art. 7) attache la déchéance à toute condamnation pour délit intentionnel de droit commun. En ne voyant pas une cause de révocation dans le délit non intentionnel, ce système est plus libéral que celui de notre loi, mais il est plus rigoureux en faisant produire aux condamnations à l'amende le même effet qu'aux condamnations à l'emprisonnement.

De plus cette loi assimile, au point de vue de la déchéance, les condamnations prononcées à l'étranger à celles qui émanent des tribunaux nationaux ;

4° Dans la loi belge les causes d'exclusion et de révocation du sursis sont les mêmes : une condamnation pour crime ou délit ;

5° La loi portugaise attribue la déchéance non à la perpétration d'un fait délictueux pendant le délai d'épreuve, mais à sa constatation judiciaire quelle qu'elle soit pendant ce même délai ;

6° Plus conforme à la réalité des choses, le projet français (art. 68) envisage seulement l'infraction commise. Mais cette infraction doit avoir été punie d'une peine d'emprisonnement ou de détention ;

7° Le projet suisse (art. 46, al. 7) renferme une disposition

plus heureuse encore en ce qu'il fait une exception pour les délits non intentionnels.

Toutes ces législations admettent la révocation du sursis de plein droit, sauf le projet hongrois qui exige qu'elle soit prononcée à la suite de la nouvelle condamnation par un jugement exprès ;

8° Le projet italien attache la déchéance du sursis aux faits suivants :

α) Non-paiement des frais et dommages-intérêts dans le délai imparti par le juge au condamné, sauf la faculté pour celui-ci de faire constater son indigence ;

β) Mauvaise conduite du condamné ou infraction aux conditions qui lui ont été imposées, par exemple à l'interdiction de séjour ;

γ) Perpétration d'une infraction quelconque. Cette dernière disposition est à notre avis beaucoup trop large puisqu'elle permet de prononcer la déchéance du sursis pour une simple contravention.

Toutefois la révocation n'a pas eu lieu de plein droit. Elle doit être prononcée : dans les deux premiers cas précités, par le tribunal qui a accordé le sursis, dans le dernier, par celui de qui émane la nouvelle condamnation.

b) Quant aux *effets* de la déchéance d'une façon générale, ils sont partout les mêmes.

D'une part la première peine est exécutée sans pouvoir se confondre avec la seconde. Cependant dans les deux premiers cas énumérés par la loi italienne une seule peine est subie.

Et, d'autre part, la condamnation devient alors définitive : les déchéances accessoires continuent à frapper le délinquant. La mention de la peine reste définitivement au casier judiciaire.

C. *Échéance du sursis*. — Les effets de l'expiration du sur-

sis sans déchéance se produisent de plein droit. Seul le projet hongrois prescrit aux tribunaux de constater, si le condamné le demande, qu'il a victorieusement subi l'épreuve à lui imposée.

Suivant la manière dont les diverses législations que nous étudions organisent les effets de l'échéance du sursis, elles peuvent se grouper en deux catégories :

a) Les unes : loi française, loi genevoise, loi belge, loi portugaise considèrent la condamnation comme non avenue.

Il se produit alors une réhabilitation de plein droit. D'où il suit que :

1° La mention de la condamnation doit disparaître du casier judiciaire. Les lois genevoise et portugaise la suppriment expressément. Seule, la loi française la laisse subsister, mais seulement d'ailleurs dans les extraits délivrés au ministère public.

2° Les déchéances accessoires et les incapacités doivent cesser d'être encourues, c'est ce que disent expressément la loi française et la loi genevoise.

3° Le condamné ainsi réhabilité peut obtenir dans la suite un nouveau sursis : la loi genevoise le constate formellement.

b) Les autres : projet français (art. 69), projet suisse (art. 46), projet italien (art. 8), projet hongrois, considèrent seulement la peine comme subie.

L'échéance du sursis n'a guère dans ce système que l'effet de la grâce.

D'où des conséquences inverses de celles que nous venons d'indiquer :

1° La mention de la condamnation doit être maintenue au casier judiciaire.

2° Les peines accessoires et les incapacités résultant de

la condamnation continueront à subsister. Seul le projet italien décide qu'elles cesseront d'avoir effet.

3° La condamnation devient irrévocable, peut servir de base à la récidive et reste pour l'avenir un obstacle à l'obtention d'un nouveau sursis.

Cette rapide comparaison des principales lois étrangères avec la nôtre nous a permis de constater que le système du sursis conditionnel à l'exécution de la peine est supérieur soit à celui de l'admonition, soit à celui du sursis à la condamnation. De toutes ces législations la loi française est, il faut bien le reconnaître, l'une des plus parfaites. C'est elle qui s'est montrée, à juste titre, la plus libérale en donnant à cette institution une portée très large. Elle a su aussi assurer l'efficacité de cette mesure en proposant au condamné une récompense de nature à stimuler vivement ses efforts vers le bien, et en le menaçant en même temps d'une plus grande rigueur en cas de rechute.

On ne pourrait guère lui reprocher que des imperfections de détail dont la plus grave, à notre avis, est la persistance pendant le délai d'épreuve des peines accessoires résultant de la condamnation ; leur maintien peut devenir un véritable obstacle au reclassement du condamné. Peut-être serait-il à souhaiter aussi, dans le même ordre d'idées, de voir disparaître des extraits du casier judiciaire délivrés aux parties la mention de la condamnation suspendue.

Mais quels que soient les mérites pour ainsi dire théoriques de l'institution, ils ne doivent avoir qu'une importance secondaire à côté de ses avantages pratiques. Le fonctionnement du système de la loi du 26 mars 1891 a-t-il donc produit les résultats sur lesquels on avait pu légitimement compter ?

C'est là une question d'un haut intérêt qu'il nous reste maintenant à examiner.

CHAPITRE VI

RÉSULTATS PRATIQUES DE L'APPLICATION DE LA LOI.

Le sursis conditionnel à l'exécution de la peine peut être appliqué d'une manière générale, nous l'avons vu, par toutes les juridictions répressives prononçant des peines d'emprisonnement ou d'amende. Mais les renseignements fournis par la statistique, sur l'application de la loi du 26 mars 1891, ne concernent que les Cours d'assises et tribunaux correctionnels, les juridictions répressives par excellence.

Ces renseignements nous sont fournis par deux rapports adressés par le Directeur des affaires criminelles et des grâces au Président de la République.

L'un, du 26 août 1892, se réfère à l'année 1891 ; l'autre, du 13 octobre 1894, est relatif aux années 1892 et 1893. (1)

Nous ferons remarquer que pour se rendre un compte exact de la valeur des chiffres qui vont suivre il ne faut pas oublier que la loi n'a été appliquée, en 1891, que pendant les trois quarts de l'année, d'avril à décembre.

Par conséquent, pour pouvoir comparer entre eux les divers tableaux relatifs à l'application de la loi du 26 mars 1891 pendant les années 1891, 1892 et 1893, il faudra augmenter du quart les chiffres relatifs à l'année 1891.

1. — Cours d'assises.

Les tableaux annexés aux rapports démontrent que les Cours d'assises ont appliqué le sursis d'une manière générale, sans distinction soit de la peine prononcée, soit de l'infraction commise.

(1) *Journal officiel* du 27 août, p. 4338 et du 14 octobre 1894, p. 4957.

En 1891, les Cours d'assises ont accordé au total 39 sursis pour neuf mois, c'est-à-dire pour toute l'année 48 environ. Elles avaient eu à prononcer dans cette année 1527 condamnations à des peines correctionnelles (1), ce qui fait une proportion de 31 sursis pour 1000 condamnations.

En 1892, nous trouvons 61 sursis sur 1482 condamnations à des peines correctionnelles, ou 41 sur 1000 condamnations.

En 1893, les Cours d'assises ont accordé 36 sursis. Mais on ne peut indiquer quelle est pour cette année la proportion des condamnations suspendues, le compte général de la justice criminelle en 1893 n'ayant pas encore été publié.

Ce qu'il serait intéressant de rechercher, c'est le nombre des sursis révoqués par rapport aux sursis accordés. Cette comparaison permettrait seule en effet de se rendre un compte certain de l'efficacité de la loi : mais les rapports que nous analysons ne fournissent à cet égard aucun renseignement.

II. — Tribunaux correctionnels.

Les 359 tribunaux correctionnels ont appliqué le sursis en 1891 à 11.766 condamnés, en 1892 à 17.849, en 1893 à 20.404.

En voici le détail :

DURÉE	1891			1892			1893		
DE									
L'EMPRISONNEMENT	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
Moins de 6 jrs.	877	237	1114	1269	309	1578	1499	385	1884
6 jrs à 1 m. incl.	3335	921	4256	4827	1678	6505	6006	1722	7728
1 à 3 m. inclus.	1098	236	1334	1637	337	1974	1595	322	1917
3 à 6 m. inclus.	469	71	540	613	79	692	513	95	608
6 mois à 1 an.	97	12	109	96	30	126	108	17	125
Plus d'un an	8	1	9	28	3	31	20	2	22
Totaux...	5884	1478	7362	8470	2436	10906	9741	2543	12284

(1) Rapport sur les travaux de la justice criminelle en France en 1892. *Journal officiel* du 16 mai 1895, p. 2753.

QUOTITÉ DE L'AMENDE	1891			1892			1893		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
Moins de 16 fr.	529	128	657	899	483	1082	1075	174	1249
16 à 25 fr.....	4989	344	2333	3126	670	3796	3714	748	4462
26 à 100 fr....	1139	176	1315	1649	228	1877	2034	243	2277
101 à 500 fr....	93	5	98	159	22	181	110	10	120
501 à 1000 fr...	3	»	3	3	4	7	7	4	11
Plus de 1000 fr.	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Totaux...	3753	653	4406	5836	1107	6943	6941	1179	8120

En 1891, les tribunaux correctionnels avaient prononcé contre les délinquants primaires 135.647 condamnations susceptibles de sursis. Il faut prendre les trois quarts de ce chiffre pour avoir le nombre de condamnations correspondant aux neuf mois d'application de la loi du 26 mars 1891, soit 108.518 sur lesquelles 11.768 sursis ont été accordés, soit 108 sursis pour 1.000 condamnations.

En 1892 sur 161.461 condamnations de ce genre, il y avait eu 17.849 sursis accordés, soit 110 pour 1.000 condamnations. Enfin en 1893 sur 160.015 condamnations 20.399 avaient été suspendues, soit 127 pour 1.000.

Ces chiffres respectifs nous apprennent que d'une manière générale le sursis conditionnel à l'exécution de la peine est de plus en plus appliqué par les tribunaux correctionnels. On ne peut évidemment que se féliciter d'un semblable résultat. Mais la question la plus intéressante qu'il nous reste à examiner est de savoir si la loi du 26 mars 1891 a contribué à combattre la récidive et dans quelle mesure elle l'aurait fait.

En 1891, après neuf mois d'application, il y a eu 201 sursis révoqués sur 11.766 accordés, soit 17 sur 1.000; en 1892 665 sursis sur le total formé par les 17.849 accordés dans

cette année, et par ceux prononcés en 1891 et non révoqués à la fin de cette dernière année 11.766 moins 201 ou 11.565, c'est-à-dire sur 29.414 sursis d'où la proportion de 17 sursis sur 1.000 accordés.

En 1893 il y a eu 885 sursis révoqués sur 20.399, la proportion calculée de la même manière est de 18 révoqués sur 1.000 accordés.

Or sur 1.000 condamnés primaires qui n'ont pas bénéficié du sursis, combien ont récidivé dans l'année de leur condamnation ? Les statistiques de la récidive ne l'indiquent pas. Et cependant ce renseignement, on le conçoit, est indispensable pour déterminer d'une façon précise quelle est l'influence du sursis sur la récidive.

Cependant, d'après le rapport du 13 octobre 1894, on peut estimer approximativement que 80 sur 1.000 condamnés primaires récidivent dans l'année de leur condamnation. Et le rapporteur ajoute que cette proportion est de beaucoup supérieure à celle des condamnés bénéficiaires du sursis qui récidivent dans une même année. Ces derniers ne représenteraient en effet d'après-lui qu'un chiffre de 20 pour 1.000 en moyenne par année.

Il est permis de conclure de ces constatations que le sursis conditionnel à l'exécution de la peine possède une efficacité certaine pour prévenir la récidive.

Nous remarquerons cependant qu'il faudrait, pour arriver à des conclusions absolument certaines, comparer le nombre des condamnés primaires qui récidivent dans les cinq ans de leur condamnation avec ceux qui sont dans le même délai déchus du bénéfice du sursis. Cette comparaison n'est pas possible aujourd'hui par cette circonstance capitale que cinq ans ne se sont pas encore écoulés depuis la mise en

vigueur de notre loi. Formulons en terminant le vœu de voir désormais la statistique organisée dans des conditions qui permettent de constater dans l'avenir avec une rigoureuse exactitude l'influence du sursis conditionnel à l'exécution de la peine sur les progrès de la récidive.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

L'étude du sursis à l'exécution de la peine nous a fait connaître l'un des moyens employés par notre loi pour obtenir l'amendement du condamné et assurer par là même son reclassement dans la société.

Mais déjà auparavant le législateur avait, dans le même but d'enrayer les progrès de la récidive, cherché à faire tourner l'infliction de la peine à l'amendement du condamné. S'occupant des détenus, il avait voulu encourager leurs efforts pour revenir au bien par l'espoir d'une libération anticipée. Cette mise en liberté elle-même ne devait être que provisoire. C'est une sorte de stage pendant lequel le libéré fera un nouvel apprentissage de la vie en société. Mais il devra lutter contre des tentations, auxquelles, sa faute antérieure même le prouve, il n'aura pas toujours la force de résister. Aussi, comme pour le condamné qui a bénéficié du sursis à l'exécution de la peine, le législateur a-t-il songé à stimuler son énergie par l'espoir d'une récompense : une dispense définitive de subir le reste de sa peine ; et par la crainte d'un châtimement : la réintégration en prison.

C'est dans ce but que la loi du 14 août 1883, votée sur l'initiative de M. Bérenger comme devait l'être celle du 26 mars 1891, a organisé dans notre législation l'institution de la libération conditionnelle.

Mais, par une sage prévoyance, le législateur n'a pas voulu laisser abandonné à ses propres forces le détenu libéré. Il a cherché à lui assurer l'appui matériel et moral des sociétés de patronage, et pour permettre à celles-ci de remplir ce rôle avec efficacité, il a, dans le titre II de la loi, décidé qu'elles recevraient des secours pécuniaires de l'État.

Enfin s'occupant aussi des individus antérieurement libérés qui avaient tenu une bonne conduite, il leur a facilité l'obtention d'une réhabilitation dont ils étaient dignes, en simplifiant les formalités exigées à cet effet par le Code d'instruction criminelle.

En un mot, toutes ces mesures : sursis conditionnel à l'exécution de la peine, libération conditionnelle, extension du patronage, réhabilitation ont le même but : faciliter au délinquant qui fait de sérieux efforts pour revenir au bien son reclassement dans la société. Le sursis conditionnel à l'exécution de la peine qui, de toutes ces mesures, a été introduit le dernier dans notre législation est cependant, dans l'ordre des choses, le premier dont l'application s'impose. Ce n'est qu'au cas où le délinquant en est exclu soit par la volonté de la loi, soit par celle du juge, qu'il peut bénéficier de la libération conditionnelle, laquelle suppose nécessairement la mise à exécution de la peine. Puis comme complément de cette mesure, intervient la protection des sociétés de patronage ; et enfin si la conduite du condamné a continué après l'expiration de sa peine à être exempte de reproche, la réhabilitation lui permet d'anéantir jusqu'à la condamnation elle-même.

Nous voulons dans ce travail étudier seulement le fonctionnement de la libération conditionnelle.

Nous avons déjà dit que c'était à raison des analogies qui rattachent cette institution à celle du sursis conditionnel à

l'exécution, que nous les avons réunies dans une même étude.

Toutes deux en effet sont basées sur un même principe : faire tourner l'infliction de la peine à l'amendement du condamné, l'intéresser à son propre relèvement par l'appât d'une récompense et la crainte d'une punition, enfin à l'exécution matérielle du châtiment substituer totalement par le sursis, partiellement par la libération conditionnelle, une peine d'ordre moral.

Division. — Conformément au plan général que nous nous sommes tracé, nous exposerons d'abord à grands traits le fonctionnement des institutions qui, dans notre législation, présentent des analogies avec la libération conditionnelle.

Nous indiquerons ensuite les diverses phases de l'élaboration de la loi.

Puis nous examinerons au point de vue théorique le système de la libération conditionnelle. Les détails du fonctionnement de cette institution dans notre droit suivront cet exposé théorique.

Enfin une comparaison rapide avec les législations étrangères révélera les améliorations dont la loi française serait susceptible.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE.

Le principe de la libération conditionnelle est depuis longtemps connu et mis en pratique en France. Avant la loi du 14 août 1885, il avait été appliqué aux jeunes détenus des colonies pénitenciaires, aux condamnés aux travaux forcés, aux déportés et aux individus frappés de la relégation.

I. — Jeunes détenus.

Ce sont les jeunes détenus envoyés en correction en vertu de l'article 66 du Code pénal ou condamnés par application des articles 67 et 68 qui furent les premiers bénéficiaires de la libération conditionnelle.

Une circulaire du 5 décembre 1832 autorisait l'administration à placer les jeunes détenus en apprentissage, soit chez des particuliers, cultivateurs ou artisans, soit dans des établissements spéciaux comme celui qu'organisèrent près de Tours MM. Demetz et de Courteilles et qui est devenu la célèbre colonie agricole de Mettray.

En 1836 fut fondée la maison cellulaire de la Petite Roquette où étaient enfermés les mineurs de 16 ans. On leur appliqua le système de la libération conditionnelle. M. Bonneville de Marsangy, dans son *Traité des diverses institutions complémentaires du régime pénitenciaire* (1), nous fait connaître que

(1) Bonneville de Marsangy, *Traité des diverses institutions complémentaires du régime pénitenciaire*, Paris, 1847, p. 201 à 724.

la mise en liberté était accordée par le Garde des Sceaux sur la proposition de la famille du détenu ou de la Société de patronage. La commission d'enquête de cette société examinait au préalable le dossier de l'enfant, les notes qu'il avait obtenues pendant sa détention, et s'enlourait de tous les renseignements propres à éclairer le Ministre sur l'opportunité de la mesure sollicitée.

La mise en liberté était entourée d'une certaine solennité destinée à frapper l'imagination de l'enfant. Devant la commission de surveillance, réunie à cet effet, le Président, en confiant le détenu à son père ou à son futur patron, lui faisait remarquer de quelle bienveillance il était l'objet : il l'avertissait en même temps d'avoir à justifier cette mesure de faveur par sa bonne conduite, sous peine d'être immédiatement réintégré en prison.

L'application de ce système produisit des résultats inespérés : le nombre des jeunes détenus récidivistes qui avant 1836 était de 75 0/0 tomba en quelques années à 7 0/0.

Aussi M. Bonneville de Marsangy demandait-il instamment que l'on étendit la libération conditionnelle aux condamnés adultes. Il a fallu près de quarante ans pour que le législateur fit complètement droit à une aussi juste requête.

La loi du 5 août 1850, reproduisant dans son article 9 une disposition du projet voté en 1843 par la Chambre des députés, a consacré législativement la pratique suivie à la prison de la Petite Roquette :

« Les jeunes détenus des colonies pénitenciaires, dit l'article 9, peuvent obtenir, à titre d'épreuve, et sous des conditions déterminées par le règlement d'administration publique, d'être placés provisoirement hors de la colonie ».

Cette libération provisoire ne peut être prononcée que par décision ministérielle après une enquête sur la situation des

pupilles, et sur les conditions de surveillance, d'apprentissage, de travail et d'existence qui leur sont réservées à leur sortie de la colonie.

L'administration peut faire réintégrer le pénitencier au libéré qui se conduit mal.

II. — Condamnés aux travaux forcés.

Pour ces condamnés, une sorte de libération conditionnelle a été organisée par l'article 4 du décret des 27 mars-16 avril 1852, la loi du 30 mai 1854 et le décret du 18 juin 1880 aujourd'hui remplacé par le décret du 4 septembre 1891.

L'article 4 du décret du 27 mars 1852 porte : « Les condamnés des deux sexes qui auront subi deux années au moins de leur peine, tant en France que dans la colonie, et qui se seront rendus dignes d'indulgence par leur bonne conduite et leur repentir, pourront obtenir :

« 1^o L'autorisation de travailler aux conditions déterminées par l'administration, soit pour les habitants de la colonie, soit pour les administrations locales ;

« 2^o L'autorisation de contracter mariage ;

« 3^o La concession d'un terrain et la faculté de le cultiver pour leur propre compte.

« Cette concession ne pourra devenir définitive qu'après dix années de possession.

« Un règlement déterminera : 1^o les conditions sous lesquelles ces concessions pourront être faites, soit à titre provisoire, soit à titre définitif ; 2^o l'étendue des droits des tiers, de l'époux survivant ou des héritiers du concessionnaire sur les terrains concédés ».

Et la loi du 30 mai 1854 reproduit dans son article 11 à peu près la même disposition. Elle en diffère seulement en ce qu'elle n'exige plus que les condamnés aient subi au moins deux années de leur peine.

Le décret du 18 juin 1880, rendu par application de l'article 14 de la loi du 30 mai 1854, organisait une sorte de libération conditionnelle pour les condamnés aux travaux forcés. Il divisait les condamnés aux travaux forcés en cinq classes d'après leur situation pénale, leur conduite, et leur assiduité au travail. Après six mois de séjour dans une classe, le condamné pouvait, s'il avait des notes suffisamment bonnes, passer à une classe supérieure où il trouvait une amélioration à son sort. Il était ainsi encouragé à se bien conduire, et ses efforts étaient récompensés. Les condamnés de la première classe pouvaient seuls, sur leur demande, être employés par les habitants de la colonie ou obtenir une concession de terrain. Ces deux mesures étaient révocables pour diverses causes, notamment pour inconduite. Le décret du 18 juin 1880 a été abrogé par celui du 4 septembre 1891. Mais si nous avons cru devoir en rappeler les dispositions, c'est, comme nous le verrons, parce que le rapporteur de la loi de 1885 s'est basé sur leur existence même pour déclarer que la libération conditionnelle ne serait pas applicable aux condamnés aux travaux forcés qui subissent leur peine dans les colonies.

Le décret du 4 septembre 1891 a, du reste, appliqué le même principe que celui qui avait inspiré le décret du 18 juin 1880. Le système qu'il consacre ne diffère du précédent que par les détails d'organisation. Le décret du 4 septembre 1891 divise les condamnés non plus en 5, mais en 3 classes seulement. Cette classification s'opère suivant la situation pénale, la conduite et le travail des condamnés. Il est établi pour chacun d'eux une notice individuelle qui fait connaître son état civil, son signalement, sa situation de famille, et sur laquelle on inscrit chaque mois les renseignements relatifs à sa conduite et à son travail, ainsi que les punitions

ou les récompenses dont il a été l'objet. Les condamnés qui ont obtenu des notes suffisamment bonnes peuvent, après une durée variable suivant les cas, être placés dans la classe supérieure à celle où ils se trouvent, en vertu d'une décision du directeur de l'administration pénitentiaire rendue sur l'avis d'une commission spéciale instituée par le même décret. Les condamnés de la 1^{re} classe peuvent seuls obtenir une concession de terrain dans les termes de l'article 11 de la loi du 30 mai 1854 ou être employés chez les habitants de la colonie.

Le décret de 1891, à l'instar de celui de 1880, a donc organisé un système disciplinaire de punitions et de récompenses basé sur la constatation de la conduite et du travail du condamné, comme la loi du 14 août 1885 a prescrit la mise en vigueur dans les établissements pénitentiaires d'un régime d'amendement analogue.

Le décret de 1891 offre comme récompense aux efforts du condamné le placement dans une classe supérieure à celle où il se trouve. Sa situation s'améliore ainsi de jour en jour jusqu'à ce que, parvenu à la 1^{re} classe, il puisse obtenir, conformément aux dispositions du décret du 27 mars 1852 et de la loi du 30 mai 1854, une concession de terrain ou l'autorisation de travailler chez des particuliers. Il est alors, en réalité, dispensé d'exécuter sa peine. Cette mesure toutefois est révocable et, en cas de mauvaise conduite, le condamné peut être réintégré dans le pénitencier. N'y a-t-il pas une évidente analogie entre cette institution et la libération conditionnelle, récompense la plus élevée que puisse obtenir un détenu amendé, entraînant également une dispense d'exécuter la peine et révocable aussi au cas d'inconduite (1) ?

(1) Remarquons que les condamnés aux travaux forcés peuvent, aux

III. — Condamnés à la déportation.

On peut encore citer comme application du principe de la libération conditionnelle l'article 15 de la loi des 25-28 mars 1873 aux termes duquel : « Le gouverneur a le droit d'autoriser l'établissement, en dehors du territoire affecté à la déportation, de tout condamné qui se sera fait remarquer par sa bonne conduite. La même faveur pourra être accordée à tout déporté dans une enceinte fortifiée, lorsque sa conduite aura été irréprochable pendant cinq ans.

« Cette autorisation pourra toujours être révoquée par le gouverneur en conseil ».

La peine est ici réellement suspendue puisque la déportation consiste précisément dans l'obligation de résider en un lieu déterminé et qu'on autorise le déporté à s'en éloigner.

Cette mesure, comme la libération conditionnelle, doit d'ailleurs être justifiée par la bonne conduite de celui qui en est l'objet. De plus, de même que la loi du 14 août 1885 impose un stage plus long aux récidivistes qui veulent bénéficier de ces dispositions qu'aux délinquants primaires, de même la loi de 1873 exige que les condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée aient subi cinq ans de leur peine avant d'être autorisés à s'éloigner de leur résidence.

Enfin, cette faveur, qu'elle soit accordée à l'une ou à l'autre classe de déportés, est, comme la liberté provisoire, toujours révocable.

IV. — Condamnés à la relégation.

Aux termes de l'article 13 de la loi du 27 mai 1885 : « Le relégué pourra momentanément sortir du territoire de relégation en vertu d'une autorisation spéciale de l'autorité su-

termes du décret du 4 septembre 1891, être admis aussi à la libération conditionnelle.

périeure locale. Le ministre seul pourra donner cette autorisation pour plus de six mois ou la réitérer. Il pourra seul aussi autoriser, à titre exceptionnel et pour six mois au plus, le relégué à rentrer en France. »

C'est là encore une sorte de libération provisoire. Et par conséquent aussi, bien que la loi ne le dise pas, cette faveur ne doit être accordée aux condamnés que comme une récompense de leur bonne conduite. Mais il ne faudrait pas pousser plus loin l'analogie entre les deux institutions ; l'on ne doit pas oublier que la dispense de la relégation diffère essentiellement de la libération conditionnelle en ce qu'elle reste toujours provisoire tandis que la libération devient définitive par l'expiration de la durée de la peine sans révocation.

Du rapide exposé qui précède il résulte que si le principe de la libération conditionnelle était depuis longtemps connu en France, il n'y était du moins appliqué qu'à certaines catégories particulières de condamnés.

Un dernier progrès devait être réalisé en cette matière par la loi du 14 août 1885 qui en étendit le bénéfice à tous les individus frappés d'une peine privative de liberté.

CHAPITRE II

ÉTUDE DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI.

Le 27 décembre 1882, M. Béranger présentait au Sénat une proposition de loi relative aux moyens de prévenir la récidive (libération conditionnelle, patronage, réhabilitation). L'exposé des motifs indique quels sont ces moyens.

En premier lieu, il est nécessaire d'éviter au condamné les dangers de la promiscuité des prisons par l'application plus complète et plus sérieuse du système cellulaire organisé par la loi du 5 juin 1875. L'auteur de la proposition demande donc que l'on rende les dépenses de transformation des prisons obligatoires pour les départements, mais en leur permettant de s'exonérer de cette obligation par la rétrocession de leurs prisons à l'État. La loi du 4 février 1893 est enfin venue donner satisfaction aux desiderata exprimés par M. Béranger.

Il faut aussi s'efforcer de faire tourner l'infliction de la peine à l'amendement du condamné, d'où l'organisation dans les établissements pénitentiaires d'un régime de punitions et de récompenses basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail de celui-ci. Ce système doit avoir comme but et comme couronnement la libération conditionnelle, c'est-à-dire la mise en liberté provisoire du condamné avant l'expiration de sa peine sous réserve de révocation de cette mesure en cas de mauvaise conduite. Du reste M. Béranger veut assurer au libéré la protection des sociétés de patronage,

dont on doit s'efforcer de rendre le rôle plus actif et l'intervention plus efficace.

Enfin l'auteur de la proposition, toujours dans le but de faciliter aux condamnés qui font des efforts sérieux pour revenir au bien leur reclassement dans la société, demande la simplification de la procédure de la réhabilitation.

En conséquence la proposition de M. Béranger était divisée en cinq titres :

Titre I^{er}. — Modification de la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons.

Titre II. — Régime disciplinaire des établissements pénitentiaires.

Titre III. — Libération conditionnelle.

Titre IV. — Patronage.

Titre V. — Réhabilitation.

Nous ne commenterons ici que les titres II et III, l'examen du titre I^{er} ayant été ajourné par la commission du Sénat et les titres IV et V ne rentrant pas dans le cadre de cette étude.

TITRE II

Régime disciplinaire des prisons.

ART. 5. — « Un régime disciplinaire de punitions et de récompenses basé sur la conduite et le travail particulier du condamné sera établi par l'administration dans les divers lieux de répression.

« Tout condamné qui aura satisfait aux conditions réglementaires fixées à cet égard pourra être admis, après avoir subi la durée de la peine déterminée dans les articles suivants, à la libération conditionnelle ».

TITRE III

Libération conditionnelle.

ART. 6. — « Tout condamné à une peine emportant priva-

tion de la liberté qui s'est rendu digne d'indulgence par sa bonne conduite, ses témoignages de repentir et son travail peut, à titre d'épreuve être mis conditionnellement en liberté, si la durée de la peine prononcée est d'au moins six mois et s'il en a subi plus de la moitié. Cette mise en liberté peut être révoquée en tout temps, si le condamné se conduit mal, ou s'il commet une infraction aux conditions spéciales exprimées dans son permis de libération.

ART. 7. — « Les arrêtés de mise en liberté sous condition et de révocation sont pris par le ministre de l'Intérieur, après avoir pris l'avis du directeur de la prison, du conseil de surveillance et du chef du Parquet près la juridiction qui a prononcé la condamnation.

ART. 8. — « L'arrestation du libéré conditionnel qui se conduit mal ou qui commet une infraction aux conditions de son permis peut être ordonnée dans l'intérêt de l'ordre public, par l'autorité administrative ou judiciaire du lieu où il se trouve.

« Le ministre de l'Intérieur prononce la révocation, s'il y a lieu.

« L'effet de la révocation remonte au jour de l'arrestation.

ART. 9. — « La réintégration a lieu pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération. Le temps pendant lequel le libéré peut y être soumis ne peut être inférieur à une année. Il est de toute la durée de la partie non subie de la peine, si elle est supérieure à un an.

ART. 10. — « Un règlement d'administration publique déterminera la forme du permis de libération, les conditions auxquelles il peut être soumis et le mode de surveillance des libérés conditionnels.

« L'administration peut se substituer les sociétés de patronage reconnues pour la surveillance des libérés ».

Cette proposition fut prise en considération par le Sénat

sans discussion le 21 avril 1883, sur les conclusions d'un rapport présenté le 20 mars par M. le Guem.

Le 22 décembre, M. Béranger déposa, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition dont il était l'auteur, un rapport qui indique, comme le faisait l'exposé des motifs, mais d'une façon plus complète encore, quel est le but de la loi nouvelle et par quels moyens on peut l'atteindre. La conclusion de ce travail est le projet de la commission.

Dans ce projet ne figure plus le titre I^{er} relatif à l'application de la loi du 5 juin 1875. Le directeur de l'administration pénitentiaire avait déclaré qu'on ne devait pas voter sans un examen approfondi des dispositions législatives de cette importance. Il avait ajouté que le gouvernement avait prescrit une enquête pour déterminer les moyens d'opérer, de la manière la plus rapide et la moins onéreuse, le transfert de la propriété des prisons des départements à l'État, et il avait exprimé l'espoir que le Parlement serait bientôt saisi, à ce sujet, d'une proposition de loi mûrement étudiée. Sur ces assurances, la commission consentit à ajourner l'examen et le vote du titre I^{er} de la proposition de M. Béranger.

Quant aux titres II et III, la commission en conserva d'une manière générale les dispositions. Elle y apporta seulement les modifications suivantes :

Elle décida que le droit de révocation de la libération prendrait fin à la date d'expiration normale de la peine, et que, contrairement au texte primitif de l'article 9, alinéa 2, il ne subsisterait point nécessairement pendant une année après la mise en liberté provisoire.

Elle spécifia aussi dans l'article 8 que l'arrestation du libéré par l'autorité administrative ou judiciaire du lieu de sa résidence ne serait que provisoire : par ces mots elle voulait faire comprendre que, dans sa pensée, le Ministre de l'Inté-

rieur devait avoir seul le pouvoir de révoquer la libération. Enfin, pour éviter de faire revivre sous une autre forme la surveillance de la haute police supprimée par la loi du 27 mai 1885, la commission précisa que le libéré serait soumis à une surveillance *spéciale*.

La rédaction même du projet de M. Bérenger fut rendue plus brève et plus concise.

Le titre II, qui ne comprenait d'ailleurs qu'un seul article, fut compris dans le titre III, qui, par la suppression des dispositions relatives à la loi de 1875, devint ainsi le titre I^{er} sous cette rubrique : *Régime disciplinaire des prisons et libération conditionnelle*.

Le 13 mars 1884, M. Bérenger présenta un rapport supplémentaire sur l'article 4 ainsi conçu :

« L'arrestation du libéré conditionnel peut être provisoirement ordonnée *dans l'intérêt de l'ordre public* par l'autorité administrative ou judiciaire du lieu où il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de l'Intérieur. Le Ministre prononce la révocation s'il y a lieu ».

Ce rapport concluait à la suppression des mots : « dans l'intérêt de l'ordre public ». On voulait ainsi empêcher que le libéré pût être arrêté par simple mesure de précaution : il ne devait être l'objet de cette mesure que si sa conduite en justifiait incontestablement l'emploi.

A la séance du Sénat du 21 mars 1884, M. Gayot attaqua vivement le système cellulaire : il lui déniait tous les avantages qu'on a coutume de lui reconnaître et il lui reprochait de produire les résultats les plus fâcheux : il conduirait, disait-il, le détenu à la folie ou au suicide, et, au lieu de contribuer à son amendement, il ne fait que développer en lui contre la société des sentiments de haine qu'il essaiera de satisfaire dès sa mise en liberté. Or l'application de ce système étant

le préliminaire indispensable de la libération conditionnelle, M. Gayot se prononçait énergiquement contre l'adoption de cette dernière mesure.

A ces critiques M. Bérenger répondit en faisant connaître les résultats favorables, au point de vue de la diminution de la criminalité, qu'avait produits l'application du régime cellulaire à l'étranger.

Le 23 mars 1884 vint en discussion l'article 1^{er} suivant :

« Un régime disciplinaire de punitions et de récompenses basé sur la conduite et le travail journalier des condamnés sera établi par l'administration dans les divers lieux de répression ».

M. Bérenger proposa à ce texte deux modifications :

1^o Suppression des mots : « établi par l'administration » ;

2^o Et adjonction de ceux-ci : « (dans les divers lieux de répression) *autres que ceux consacrés à l'exécution de la peine des travaux forcés* ».

Le rapporteur justifiait la première de ces modifications en faisant remarquer que les règlements disciplinaires avaient toujours été l'objet de décrets rendus par le chef de l'État sous la forme de règlements d'administration publique. Il était inutile de donner en notre matière à l'administration pénitentiaire une compétence contraire aux règles générales. Quant à l'adjonction des mots « autres que ceux consacrés à l'exécution des travaux forcés », elle avait pour but d'exclure de la libération conditionnelle les condamnés aux travaux forcés. Ceux-ci, en effet, pouvaient bénéficier d'une mesure analogue, organisée par un décret du 18 juin 1880 dont l'existence avait échappé à la commission. Or l'amendement proposé avait précisément pour but de laisser subsister complètement le régime organisé par ce décret.

L'article 1^{er} fut adopté sans opposition tel qu'il avait été proposé par le rapporteur.

L'article 2 fut également voté sans discussion, avec le texte arrêté par la commission du Sénat : « Tout condamné à une peine emportant privation de la liberté pendant 6 mois au moins peut, après avoir subi la moitié de sa peine, être mis conditionnellement en liberté, s'il a satisfait aux conditions réglementaires fixées en vertu de l'article 1^{er}.

« La mise en liberté peut être révoquée en cas d'inconduite notoire ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération ».

M. Herbet, commissaire du gouvernement, avait demandé, il est vrai, que le bénéfice de la loi fût étendu aux condamnés qui devaient subir deux peines inférieures chacune par leur quotité particulière, mais supérieures par leur total à six mois de prison. Il avait critiqué aussi l'expression d'inconduite notoire employée par l'article 2 à laquelle il reprochait d'être trop vague et de laisser trop de place à l'arbitraire des appréciations. Mais sur la demande du rapporteur, le Sénat ne s'arrêta pas à ces observations et il vota l'article 2 avec le texte que nous venons de transcrire.

Sur l'article 3, reproduction exacte de l'article 9 du projet du 27 décembre 1882, M. Brunet proposa un amendement ayant pour objet de donner au Président de la République seul le pouvoir d'accorder la libération conditionnelle par décret, rendu sur la proposition du Ministre de l'Intérieur, après avis conforme du Garde des Sceaux.

L'auteur de cette proposition faisait valoir, en faveur du système qu'elle consacrait, l'analogie presque absolue qui, suivant lui, existait entre la grâce et la libération conditionnelle, et il en concluait que la même autorité devait pouvoir accorder l'une comme l'autre.

M. Brunet critiquait en même temps le pouvoir arbitraire laissé en cette matière au Ministre de l'Intérieur, et il expri-

mait la crainte de voir, à propos de l'application de cette mesure, des conflits regrettables s'élever entre l'administration pénitentiaire et le Ministère de la Justice. Il demandait enfin que la révocation de la libération conditionnelle ne pût être prononcée que par l'autorité judiciaire.

Après une discussion approfondie à laquelle prirent part le rapporteur de la loi et le commissaire du Gouvernement et sur laquelle nous aurons plus tard à revenir, l'amendement de M. Brunet fut rejeté.

Mais le texte de l'article 3, tel qu'il avait été établi par la commission du Sénat (ancien art. 7 de la proposition du 27 déc. 1882), reçut une autre modification sur la demande de M. Bérenger. Celui-ci fit judicieusement remarquer que les autorités compétentes pour juger de l'opportunité de la libération pouvaient ne pas être les mêmes (comme le suppose le texte de l'art. 3) que celles qui devaient logiquement statuer sur la révocation de cette mesure. Il proposait, en conséquence le texte suivant qui fut adopté :

« Les arrêtés de mise en liberté sous condition et de révocation sont pris par le Ministre de l'Intérieur après l'avis, s'il s'agit de la mise en liberté, du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire, de la commission de surveillance de la prison et du Parquet près le tribunal ou la Cour qui a prononcé la condamnation, et, s'il s'agit de la révocation, du Préfet et du procureur de la résidence du libéré ».

L'article 4 du projet de la commission du Sénat fut adopté sans opposition, mais avec la suppression des mots : « dans l'intérêt de l'ordre public » comme l'avait demandé la commission elle-même à la séance du 13 mars 1884.

L'article 5 fut de même voté dans le texte du projet de la commission du Sénat (anc. art. 9 de la proposition du 27 décembre 1882) :

« La réintégration a lieu pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération ».

M. Brunet avait demandé, mais en vain, que l'on spécifiât dans un paragraphe additionnel que la révocation de la liberté provisoire ne pourrait intervenir après l'expiration de la peine.

L'article 6, alinéa 2 (anc. art. 10 de la proposition de M. Bérenger), fut modifié et soumis dans la forme suivante à l'approbation du Sénat :

« L'administration peut se substituer des sociétés de patronage pour la surveillance des libérés qu'elle leur désigne spécialement et dans les conditions qu'elle détermine ».

On voulait indiquer ainsi que l'État ne pourrait déléguer son droit de surveillance aux sociétés de patronage d'une manière générale, mais seulement par une décision particulière pour chaque libéré.

Entre la première et la deuxième délibération, le 2 avril 1884, la commission modifia sur certains points le projet adopté le 23 mars :

L'article 1^{er} reçut une rédaction nouvelle :

Art. 1^{er}. — « Un régime disciplinaire basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail sera institué dans les divers établissements pénitentiaires de France et d'Algérie, en vue de favoriser l'amendement des condamnés et de les préparer à la libération conditionnelle ».

Dans l'alinéa 2 de l'article 2, les mots : « en cas d'inconduite notoire », furent remplacés par ceux-ci : « en cas d'inconduite habituelle et publique dûment constatée », sans que le rapporteur eût indiqué les motifs de ce changement. De plus, pour donner satisfaction à la demande formée par M. Brunet lors de la discussion de l'article 5, on ajouta au texte de l'article 2 un alinéa ainsi conçu : « Si la révocation

n'est pas intervenue avant l'expiration de la durée de la peine, la libération est définitive ».

L'article 5 reçut aussi l'addition d'un alinéa portant que si l'arrestation provisoire n'était pas suivie de la révocation de la libération conditionnelle, sa durée serait comptée dans l'exécution de la peine et ce par *a fortiori* de la disposition de l'article 4 décidant que : « L'effet de la révocation remonte au jour de l'arrestation » (anc. art. 8. al. 2, de la proposition du 27 décembre 1882), disposition déjà adoptée du reste en première lecture.

Enfin, dans l'article 6, alinéa 2, les mots « l'administration peut se substituer des sociétés de patronage » furent remplacés par ceux-ci : « L'administration peut charger des sociétés de patronage ».

Le texte ainsi amendé de l'ensemble du projet fut voté par le Sénat le 2 avril 1884 et transmis le 20 à la Chambre des députés.

Le 18 novembre suivant, M. Gomot déposa un rapport au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi.

Le rapport, reproduisant les mêmes considérations que celles que M. Bérenger avait déjà fait valoir devant le Sénat, concluait à l'adoption du texte voté par cette assemblée. Il proposait seulement de modifier l'alinéa 2 de l'article 5. Au lieu de dire : « Si l'arrestation provisoire n'est pas suivie de révocation », le texte porte : « Si l'arrestation provisoire est maintenue », modification qui, nous le verrons, a plus d'importance que ne le pensait le rapporteur.

A la séance du 16 mai 1885 M. Camescasse présenta, sur le projet, des observations importantes.

La proposition de loi, dit-il en substance, permet d'accorder la libération conditionnelle à un trop grand nombre de

détenus. Il faut faire entre eux un choix et n'accorder le bénéfice de cette faveur qu'à ceux-là seuls qui sont encore capables de s'amender. Ensuite le pouvoir discrétionnaire donné en cette matière au Ministre de l'Intérieur présente peut-être certains inconvénients ; et ne serait-il pas préférable d'imiter sur ce point la législation anglaise en faisant de la libération conditionnelle un droit pour le condamné ? D'ailleurs, ajoutait M. Camescasse, la libération conditionnelle, d'après l'auteur du projet lui-même, n'est que le couronnement du système cellulaire. Or des difficultés d'ordre financier bien sérieuses peuvent faire craindre que pendant de longues années encore on ne puisse le mettre en pratique. La question de la surveillance des libérés est aussi très délicate à résoudre. Si on leur laisse trop d'indépendance, on expose la société à de graves dangers ; si on veut soumettre leur conduite au contrôle incessant de la police, on risque de faire revivre la surveillance de la haute police que le Parlement vient précisément de supprimer en raison de ses inconvénients (1).

Enfin l'argument tiré de l'excellence des résultats obtenus par l'application de la libération conditionnelle aux jeunes détenus n'a pas toute la valeur qu'on pourrait lui attribuer au premier abord. L'enfant, en effet, est beaucoup plus susceptible d'éducation, de redressement, que l'homme fait ; et l'administration exerce sur lui un droit de tutelle qu'elle n'a pas sur les détenus plus âgés. La libération conditionnelle a donc été jusqu'ici appliquée dans des conditions exceptionnellement favorables.

M. Freppel exprima, après M. Camescasse, le regret d'avoir vu la commission du Sénat ajourner le vote du titre I^{er} du

(1) Loi du 27 mai 1835, art. 19, § 2.

projet relatif à l'application de la loi de 1875. La mise en pratique du système cellulaire est en effet un des moyens les plus efficaces de combattre la récidive.

La discussion générale ainsi close, l'urgence demandée par le gouvernement et par la commission fut votée par la Chambre.

L'article 1^{er} du projet du Sénat fut adopté sans discussion.

L'article 2 portait : « Tous condamnés ayant à subir une ou plusieurs peines emportant privation de la liberté pendant 6 mois au moins, pourront..... ». M. Freppel proposa un amendement tendant à la suppression des mots : « pendant 6 mois au moins », afin de permettre à l'administration d'accorder la libération conditionnelle aux détenus frappés de peines moins graves et par conséquent plus dignes d'intérêt.

Malgré l'opposition du rapporteur, cet amendement fut pris en considération.

M. Ténot demanda à son tour l'adjonction après l'alinéa 1^{er} de l'article 2 d'un paragraphe ainsi conçu :

« Toutefois les condamnés à moins de 6 mois, mais à plus de 3 mois d'emprisonnement pourront, après l'accomplissement des 3 premiers mois de leur peine, jouir du bénéfice de la libération conditionnelle ».

Cet amendement fut renvoyé à la commission sur sa demande.

Enfin M. Gomot proposa à la Chambre d'adopter la disposition suivante additionnelle à l'article 2 et rendue nécessaire par le vote de la loi sur les récidivistes :

« Au cas où la peine qui aurait fait l'objet d'une décision de libération conditionnelle devrait être suivie de la relégation, il pourra être sursis à l'exécution de cette dernière mesure et le condamné sera en conséquence laissé en France, sauf le droit de révocation ainsi qu'il est dit au présent article.

« Le droit de révocation prendra fin s'il n'en a pas été fait usage pendant les dix années qui auront suivi la date d'expiration de la peine principale ».

Cet amendement fut aussi renvoyé à la commission.

La Chambre adopta les articles 3, 4, 6 tels qu'ils avaient été votés par le Sénat et l'article 5 avec la modification apportée à l'alinéa 2 par sa propre commission. Enfin le 18 mai 1885, elle adopta aussi l'amendement de M. Freppel (suppression des mots : « pendant 6 mois au moins dans l'al. 1 de l'art. 2) et le paragraphe additionnel relatif au sursis à l'exécution de la relégation.

Ces modifications nécessitèrent le renvoi du projet au Sénat, et, le 4 juin 1885, M. Béranger présenta un nouveau rapport. Il fit valoir les inconvénients qu'il y aurait à autoriser l'administration à mettre en liberté tout condamné ayant subi la moitié de sa peine, quelque courte qu'ait été sa détention. Il faut, au contraire, fixer un minimum de peine que le condamné doit nécessairement subir. Le rapporteur demanda en conséquence qu'on en revint au système préconisé à la Chambre par M. Ténot : le condamné devra pour être mis en liberté subir, si l'emprisonnement est de 6 mois au moins, la moitié de sa peine et dans tous les autres cas, 3 mois de détention. Le rapporteur proposa aussi de modifier le paragraphe additionnel relatif à l'application de la libération conditionnelle à la relégation. Le texte adopté par la Chambre, dit-il, solidarise pour ainsi dire la peine principale et la relégation. Si, par suite de difficultés d'application, il est nécessaire de surseoir à la transportation des condamnés, n'est-il pas à craindre que l'administration n'accorde trop facilement la libération conditionnelle dans le seul but de conserver le relégué plus longtemps en France ?

Aussi la commission du Sénat voulut-elle spécifier que la

libération conditionnelle porterait ou sur la peine principale, ou sur la relégation :

« S'il s'agit, dit l'article 2 *in fine*, d'une peine qui doive être suivie de la relégation, la libération conditionnelle peut porter ou sur la peine principale ou sur la relégation. Dans le premier cas elle ne peut être accordée qu'aux condamnés qui ont subi 6 mois d'emprisonnement si les peines sont inférieures à 9 mois ou les deux tiers dans le cas contraire ».

A la séance du 20 juin 1885, le Sénat vota bien la disposition relative à la durée de l'emprisonnement que doit subir le condamné avant d'obtenir sa libération provisoire, mais en ce qui concerne la relégation il en revint purement et simplement, et sans qu'on puisse en trouver le motif dans les travaux préparatoires, au texte voté par la Chambre des députés.

C'est avec ces modifications, adoptées du reste par M. Gomot, dans son rapport du 29 juin 1885, que la loi fut votée sans discussion par la Chambre le 17 juillet, et promulguée le 14 août 1885.

CHAPITRE III

EXAMEN GÉNÉRAL DU SYSTÈME DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

La libération conditionnelle, nous l'avons déjà dit, est l'un des moyens employés pour combattre la récidive en faisant tourner l'infliction de la peine à l'amendement du condamné. Le législateur a pensé que pour un détenu le bien le plus ardemment désiré devait être la liberté, et il a assigné comme la plus haute récompense à ses efforts pour revenir au bien une libération anticipée. Pour permettre de constater si le condamné est digne de cette faveur, la loi a prescrit la mise en vigueur, dans les établissements pénitentiaires, d'une sorte de comptabilité morale ouverte au nom de chaque détenu. Tous les jours on y inscrira une note pour la conduite, une autre pour le travail. Et c'est quand la moyenne de ces notes sera suffisamment élevée que le condamné pourra obtenir sa mise en liberté anticipée. L'établissement de ce régime n'a pas seulement pour but de constater d'une façon absolument certaine les progrès du condamné, il doit aussi contribuer puissamment à son amélioration morale. Celui-ci sait en effet que toutes ses actions bonnes ou mauvaises lui seront comptées. Ni aucune de ses fautes, ni aucun de ses efforts louables ne seront oubliés par ce témoin qui ne perdra la mémoire de rien : le registre de notes. Et la conscience qu'il aura de ne pas travailler en vain à son amélioration morale sera de nature à stimuler son énergie.

Mais cette mise en liberté qu'il doit ainsi gagner n'est ce-

pendant que provisoire. Il doit en assurer le maintien par sa bonne conduite : s'il se montre indigne de cette faveur il est réintégré dans la prison. La loi a voulu par cette menace agir sur l'esprit du libéré et l'engager à faire tous ses efforts pour résister aux tentations auxquelles il sera exposé dans la vie libre. Elle a voulu aussi éviter les inconvénients d'une libération définitive accordée à un condamné qui en serait réellement indigne. Si la présence de celui-ci dans la société constitue pour elle un danger même léger, le libéré peut être immédiatement mis dans l'impossibilité de nuire.

L'application du système de la libération conditionnelle présente des avantages incontestables pour le condamné dont elle favorise le reclassement dans la société, sans entraîner pour celle-ci d'inconvénients graves.

Cependant le principe même de l'institution a été critiqué. On a élevé contre lui des objections de deux sortes : les unes, théoriques, sont tirées du respect de la chose jugée et des nécessités de la répression qu'on énerverait en enlevant à la peine son caractère d'intimidation ; les autres, pratiques, sont basées sur la difficulté de constater d'une manière certaine l'amendement du condamné. Tout d'abord, dit-on, la libération conditionnelle est contraire au respect dû à la chose jugée. Peut-on admettre que l'administration pénitentiaire mette à néant, ne fût-ce que partiellement, la décision rendue par un tribunal en libérant le détenu avant l'époque fixée par le jugement ? De plus l'exercice de cette faculté ne serait-il pas d'un déplorable effet sur les délinquants ? Quand ils sauront que l'on peut obtenir une réduction de la peine, celle-ci perdra beaucoup de son pouvoir d'intimidation.

Ce premier argument nous paraît pouvoir être facilement écarté. Sans doute l'infliction de la peine doit donner satisfaction au sentiment de justice qui veut que toute faute

reçoive un châtiment. Ce n'est pas là cependant son but principal. Elle doit, avant tout, prévenir le retour de l'infraction. Or, l'un des moyens les plus efficaces pour y parvenir, c'est évidemment l'amendement du condamné. Ramener un homme au bien, est-il besoin de le dire ? c'est l'arracher au mal. Et pour encourager le condamné à travailler lui-même à son amélioration morale, on propose comme récompense à ses efforts une réduction de peine.

Loin donc de porter atteinte à l'autorité de la chose jugée, loin d'annuler les effets du jugement, la libération conditionnelle ne fait que les compléter en permettant d'atteindre plus sûrement le but principal de toute répression, qui est d'empêcher le retour du délit. La séparation absolue entre l'action de la justice et celle de l'administration a été dans le passé trop inféconde pour qu'on ^{ne} puisse espérer de plus heureux résultats de la collaboration de ces deux pouvoirs. Quant à l'argument tiré de la nécessité de laisser à la peine toute sa puissance d'intimidation, il nous touche moins encore. Le système de l'intimidation, nous l'avons déjà dit, semble définitivement condamné par l'expérience.

Mais à cette première objection contre le système de la libération conditionnelle on ajoute la suivante : le fonctionnement de cette institution présente des difficultés pratiques extrêmement graves. Comment constater avec certitude l'état moral du détenu ? Les habitués des prisons sont ceux qui s'y conduisent le mieux : la liberté deviendra la récompense de l'hypocrisie.

La Cour de Bordeaux consultée lors de l'enquête prescrite sur la libération conditionnelle en 1872 répondait ainsi à cette objection : « En supposant que la bonne conduite du condamné soit quelquefois le fruit d'un calcul intéressé plutôt que le signe d'une amélioration morale, elle n'en constituera

pas moins un bien et une chose utile. Après s'être assoupli et dominé lui-même, le condamné pourra continuer cette habitude d'obéissance pendant le temps d'épreuve de la liberté préparatoire (1) ».

Nous ajouterons que l'observation efficace du détenu n'est pas aussi difficile à faire qu'on veut bien le dire. C'est elle précisément qui a servi de base jusqu'à ce jour aux propositions de grâce, et il ne semble pas que l'octroi de cette faveur ait jamais fait courir à la société de sérieux dangers.

Et d'ailleurs en admettant même que certains condamnés indignes bénéficient de la libération conditionnelle, cette erreur d'appréciation ne saurait avoir de bien graves conséquences puisque cette mesure est révocable dès que le libéré cesse de la mériter.

Il nous semble donc que, pas plus au point de vue pratique qu'au point de vue théorique, l'adoption du système de la libération conditionnelle ne peut rencontrer d'objections sérieuses.

Aussi le principe même en est-il généralement accepté. C'est ainsi par exemple que, dès 1847, nous l'avons vu, M. Bonneville de Marsangy demandait l'extension aux condamnés adultes de la libération conditionnelle déjà appliquée aux jeunes détenus.

Plus récemment, lors de l'enquête prescrite en 1872 par l'Assemblée nationale sur notre régime pénitentiaire, la Cour de cassation émit un avis favorable à l'adoption de cette institution par notre législation. Mais le reste de la magistrature se montra beaucoup plus réservé et douze Cours d'appel seulement se prononcèrent dans le même sens.

(1) Cité par M. Soret de Boisbrunet dans son discours de rentrée prononcé devant la Cour de Caen, *Revue pénitentiaire*, 1880, p. 884

En revanche le Congrès pénitentiaire international de Stockholm de 1878 adopta une résolution ainsi conçue :

« La libération conditionnelle n'étant pas contraire aux principes du droit pénal, ne portant aucune atteinte à la chose jugée, présentant d'ailleurs des avantages pour la société comme pour les condamnés, doit être recommandée à la sollicitude des gouvernements. Cette institution devrait néanmoins être entourée de toutes les garanties pour prémunir contre les inconvénients d'une libération anticipée (1). »

Enfin la proposition de M. Bérenger a été discutée par la Société générale des prisons dans ses séances d'avril et de mai 1884 (2) ; et si des divergences d'opinion se sont produites sur les détails d'organisation de l'institution, du moins tout le monde a-t-il été d'accord pour en accepter le principe comme le constatait, en ces termes, M. Lacointa à la séance du 21 mai 1884 : « L'accord est donc complet sur le principe du projet de loi (3) ».

Après avoir ainsi exposé et justifié le système général de la libération conditionnelle, il nous faut étudier le fonctionnement de cette institution tel qu'il a été organisé par notre loi du 14 août 1885.

(1) Cité par M. Soret de Boisbrunet, *loc. cit.*, p. 883.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1884, p. 325 et 469.

(3) *Ibid.*, p. 471.

CHAPITRE IV

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 14 AOÛT 1885.

Nous suivrons dans cette étude des dispositions de la loi de 1885 l'ordre même dans lequel les faits se produisent dans la pratique.

Quand un individu est frappé d'une peine privative de liberté, on doit se demander d'abord s'il n'est pas exclu par la loi du bénéfice de la libération conditionnelle. Si on reconnaît qu'elle peut lui être appliquée, il faudra successivement déterminer les conditions qu'il devra remplir pour l'obtenir ; rechercher quelle autorité est appelée à la prononcer ; indiquer à la suite de quelles formalités elle est accordée ; puis en étudier les effets.

SECTION I. — **Condamnés auxquels peut être accordée la libération conditionnelle.**

La loi du 14 août 1885 a voulu étendre le bénéfice de la libération conditionnelle à tous les individus frappés de peines privatives de liberté.

Mais ce principe général a reçu certaines exceptions, dont les unes, résultant du mécanisme même de l'institution, subsistent encore aujourd'hui, et dont les autres ont disparu avec les textes d'où on les faisait dériver.

§ 1. — Principe général.

« Tous condamnés, dit l'article 2, ayant à subir une ou plusieurs peines emportant privation de la liberté peuvent être mis conditionnellement en liberté ».

Cette disposition est absolument générale. Elle permet d'accorder la libération conditionnelle :

I. — Aux condamnés à l'emprisonnement ou à la réclusion.

Ils peuvent en bénéficier quelle que soit d'ailleurs la durée de la peine prononcée, sauf une restriction que nous examinerons plus loin, et alors même qu'ils seraient en état de récidive. L'article 2 prévoit en effet formellement le cas où le détenu est en état de récidive, soit en vertu des articles 56 et 57 du Code pénal, soit par application des dispositions de la loi du 27 mai 1885.

II. — Aux jeunes détenus condamnés comme ayant agi avec discernement par application de l'article 67 du Code pénal.

L'existence d'une libération conditionnelle spéciale organisée par la loi du 5 août 1850 ne permet pas, croyons-nous, de les exclure du bénéfice des dispositions de la loi du 14 août 1885 : ni dans le texte, ni dans les travaux préparatoires, on ne trouve aucun indice d'une semblable prohibition.

III. — Aux condamnés à la détention.

On a prétendu (1), il est vrai, que la libération conditionnelle ne pouvait s'appliquer à ces condamnés pour les raisons suivantes : ils ne sont pas astreints au travail ; ils ne

(1) M. Blache, dans son discours prononcé à la Cour de Besançon en 1889. *Revue pénitentiaire*, 1889, p. 318.

sont pas soumis à un régime de surveillance qui doit préparer la mise en liberté provisoire. De plus ce ne sont pas des délinquants ordinaires, qu'il faut chercher à ramener au bien, mais des gens honnêtes généralement qui ont commis un crime ou un délit politique sous l'impulsion de mobiles plus ou moins généreux.

Mais ces raisons ne nous paraissent pas devoir prévaloir contre le texte de la loi qui vise d'une manière générale toutes les peines privatives de liberté. Or, la détention est certainement une de ces peines. Du reste on ne saurait exclure les condamnés de cette catégorie du bénéfice de la loi de 1885 parce qu'ils sont moins criminels que les autres. Cette raison nous semblerait plutôt devoir imposer la solution contraire. Enfin pourquoi ne pas récompenser la bonne conduite de ces condamnés comme celle des autres par une libération anticipée ? Ils pourraient incontestablement bénéficier d'une grâce. On doit donc pouvoir leur accorder aussi, le cas échéant, la libération conditionnelle dont les conséquences sont moins graves. Au surplus, notre solution est consacrée par la pratique : le rapport présenté par le Ministre de l'Intérieur sur le fonctionnement de la libération conditionnelle du 23 février 1888 au 1^{er} janvier 1890 indique que trois individus frappés d'une peine de détention de 5 à 10 ans ont bénéficié de cette mesure pendant cette période (1).

IV. — Aux condamnés aux travaux forcés à temps qui exécutent leur peine dans les établissements pénitentiaires de France et d'Algérie (2).

M. Herbette commissaire du Gouvernement, a déclaré à la

(1) Conf. ce rapport et les documents y annexés dans le *Journal officiel* du 15 juin 1890, p. 2802 et suivantes.

(2) Nous examinerons plus loin la situation de ceux qui sont transportés dans les colonies.

séance de la Chambre des députés du 18 mai 1885 qu' « il demeure entendu que la libération conditionnelle s'applique même à la peine des travaux forcés à temps subie en France et en Algérie ».

Il faisait du reste remarquer que l'on ne pouvait sans injustice exclure ces condamnés de cette mesure puisque le décret du 18 juin 1880 permettait d'accorder à ceux qui étaient transportés dans les colonies une faveur analogue. Le législateur enfin semble avoir voulu consacrer cette solution quand il a ordonné dans l'article 1^{er} qu'un régime disciplinaire spécial serait institué dans les établissements pénitentiaires de France et d'Algérie, sans distinguer suivant la nature des peines qui y sont subies.

Les forçats qui exécutent leurs peines dans les établissements pénitentiaires de France et d'Algérie sont les femmes qui ne sont presque jamais transportées (art. 16, C. pén., loi 30 mai 1854, art. 4), et les individus des deux sexes qui sont condamnés pour crime commis dans une prison (loi 25-27 décembre 1880). En pratique du reste la libération conditionnelle est appliquée aux détenus de cette catégorie. Il résulte, en effet, des *Renseignements* annexés au rapport précité du Ministre de l'Intérieur sur le fonctionnement de cette institution, que du 23 février 1888 au 1^{er} janvier 1890, 195 condamnés aux travaux forcés détenus dans les maisons centrales ont été conditionnellement mis en liberté.

V. — Aux condamnés à la relégation.

« Au cas où la peine qui aurait fait l'objet d'une décision de libération conditionnelle, dit l'article 2, alinéa 5, devrait être suivie de la relégation, il pourra être sursis à l'exécution de cette dernière mesure, et le condamné sera, en conséquence, laissé en France, sauf droit de révocation, ainsi qu'il est dit au présent article. »

Ce texte accorde à l'administration pénitentiaire la faculté d'étendre, pour ainsi dire, à la relégation les effets de la libération conditionnelle appliquée à la peine principale.

M. Bérenger, dans son rapport du 5 juin 1885, a prévu les objections que l'on serait tenté d'adresser à cette disposition de la loi : « On pourrait objecter, dit-il, que la relégation est de sa nature perpétuelle et que, ainsi que le Gouvernement l'a fait observer devant l'autre Chambre, les peines perpétuelles ne peuvent profiter de la libération anticipée dont la condition fondamentale est que la moitié de la peine ait été préalablement exécutée (1) ».

M. Bérenger ajoutait que donner à l'administration la faculté de surseoir à l'envoi du relégué aux colonies, pourrait paraître faire échec à la règle qui exige un commencement d'exécution à la peine. Enfin la loi du 27 mai 1885 n'a-t-elle pas organisé une sorte de libération conditionnelle en faveur des relégués par la faculté accordée à l'administration coloniale de permettre aux condamnés de sortir momentanément de la colonie et même de rentrer en France sous certaines conditions ?

A ces objections, M. Bérenger formulait cette réponse : « Ces considérations, si importantes qu'elles soient, n'ont point paru décisives à la majorité de la commission ». Et, pour le démontrer, le rapporteur spécifie qu'il ne s'agit pas d'une véritable libération conditionnelle de la relégation, mais bien d'un sursis à l'exécution de cette dernière peine. L'administration a reçu le pouvoir de conserver en France le relégué dont la bonne conduite, qui avait déjà mérité une libération anticipée, pouvait faire espérer le retour au bien. Le condamné a montré ainsi qu'il n'était pas absolument

(1) *Journal officiel*, Sénat. Documents parlementaires, 1885, p. 184, annexe n° 171.

incorrigible et par conséquent la transportation, cette peine qui ne doit, dans la pensée du législateur, s'appliquer qu'aux incorrigibles peut être au moins provisoirement suspendue en sa faveur. Ajoutons que le sursis à la relégation, n'étant pas une libération conditionnelle, n'a pas besoin d'être précédé de l'exécution d'une partie de la peine, et que le caractère de perpétuité de la relégation ne constitue pas non plus un obstacle à l'application de ce sursis.

Cette mesure ne fait pas du reste double emploi avec celles qui sont édictées par la loi du 27 mai 1885, puisque la première s'applique à l'individu qui est encore en France, et a pour but d'empêcher l'exécution de la peine, et que les secondes ne concernent que les condamnés déjà transportés dans les colonies et ont pour effet de faire cesser une peine en cours d'exécution.

Mais si ces raisons nous semblent justifier en principe la disposition de notre loi sur ce point, nous estimons aussi, avec le rapporteur du Sénat, que la Chambre des députés, en introduisant cette disposition dans la loi, a eu le tort de solidariser, pour ainsi dire, la peine principale et la relégation.

« Cette disposition, dit fort justement M. Bérenger, présente ce grave inconvénient qu'on ne saurait dispenser de la relégation sans commencer par accorder une réduction de la peine. D'où la conséquence que si les sursis de départ devaient, par suite des difficultés que peut rencontrer l'exécution de la relégation, devenir fréquents, le grand mouvement d'opinion qui dans les Chambres et au dehors a produit, dans le but d'augmenter les rigueurs pénales contre les récidivistes, la loi du 27 mai 1885, risquerait d'aboutir, en définitive, à un affaiblissement habituel de la répression à leur égard » (1).

(1) *Ibid.*, p. 184.

Le rapporteur avait, en conséquence, proposé, comme nous l'avons vu en étudiant les travaux préparatoires de la loi, de spécifier que la libération conditionnelle porterait ou sur la peine principale, ou sur la relégation, ce qui permettrait en même temps de faire subir au condamné toute sa peine, si on l'estimait nécessaire dans l'intérêt de la répression, et aussi de surseoir ultérieurement à la transportation, si la conduite du condamné justifiait cette mesure.

Mais par une erreur que l'on peut difficilement s'expliquer, le texte voté fut, non celui de la commission du Sénat, mais bien celui qu'avait déjà adopté la Chambre et qui passa ainsi dans la loi.

Cette disposition a présenté un inconvénient sérieux quoique tout différent de celui qu'avait prévu M. Béranger. Elle a eu pour résultat de rendre le sursis à la relégation inapplicable en fait à des condamnés qui paraissaient dignes cependant de cette faveur. En effet suivant les divers rapporteurs qui chaque année rendent compte de l'exécution de la loi sur la relégation, beaucoup de propositions de libération conditionnelle, concernant des individus frappés de courtes peines d'emprisonnement et devant être ensuite relégués, n'ont pu être examinées en temps utile, à cause précisément de la brièveté du délai qui restait à courir jusqu'à l'expiration de la peine. Les condamnés n'ayant point, par suite, pu bénéficier de cette mesure ont dû être transportés (1).

Des considérations qui précèdent il résulte qu'en principe tous les individus frappés d'une peine privative de liberté peuvent obtenir la libération conditionnelle.

M. Camescasse, à la séance de la Chambre des députés du

(1) Voir ces divers rapports dans la *Revue pénitentiaire* de : 1887, p. 444 ; 1888, p. 857 ; 1889, p. 642 ; 1890, p. 671.

16 mai 1885, a reproché à notre loi d'avoir une portée trop considérable (1).

On ne peut, dit-il, autoriser le Gouvernement à mettre provisoirement en liberté tous les condamnés sans aucune distinction. Il faut diviser les détenus en deux catégories comprenant : l'une, ceux qui sont emprisonnés pour la première fois, en quelque sorte par accident ; et l'autre, les délinquants d'habitude. Aux premiers on peut, on doit même accorder autant que possible la libération conditionnelle. On ne se montrera jamais à leur égard trop indulgent. Mais sur les seconds, il faut agir par la sévérité de la peine ; il faut les effrayer par la rigueur du châtiment. N'y aurait-il pas d'ailleurs beaucoup d'imprudence à remettre en liberté des criminels que leur passé rend extrêmement suspects ? M. Camescasse exprimait aussi la crainte de voir la surveillance des libérés s'exercer avec peu d'efficacité, au grand détriment de la société, à raison même du grand nombre d'individus sur la conduite desquels des autorités auraient à veiller.

Cette critique de l'honorable député contient tout à la fois des aperçus judicieux et des arguments qui ne portent pas. M. Camescasse demande avec raison que l'on distingue, dans la répression, entre les délinquants primaires et les malfaiteurs d'habitude. C'est là, nous l'avons vu, une distinction désormais fondamentale dans la science pénale ou pénitentiaire. Que pour les premiers on use d'indulgence, cela s'impose et la loi du 26 mars 1891 devait plus tard donner satisfaction à ce desideratum si légitime de M. Camescasse ; qu'il y ait aussi des malfaiteurs au regard desquels sont nécessaires des mesures d'élimination, nous n'y contredisons pas. Mais,

(1) Chambre des députés. Débats, *Journal officiel* du 17 mai 1885, p. 826.

du moins, on ne doit en venir à cette extrémité que quand la pratique a démontré l'inefficacité de tout autre moyen. Et puis, et surtout, il est beaucoup d'autres délinquants qui, malgré plusieurs condamnations, ne sont cependant pas des incorrigibles. Les premiers exceptionnellement, ces derniers le plus souvent, peuvent encore être ramenés au bien. Or il suffit que ce résultat soit possible pour qu'on essaie de l'atteindre par la libération conditionnelle. Une semblable expérience ne présente pas de danger sérieux, si l'on prend soin du moins d'imposer d'abord au condamné un stage assez long pour pouvoir s'assurer aussi sûrement que possible de son retour au bien, et ensuite de le soumettre, après sa mise en liberté, à une surveillance discrète mais vigilante, qui permette de le réintégrer dans la prison si sa présence est de nature à troubler l'ordre dans la société.

C'est d'ailleurs aux récidivistes avant tous autres que la libération conditionnelle doit être appliquée, et cela non seulement parce que ce sont ceux qui ont le plus besoin d'être amendés, mais encore parce qu'ils subissent généralement une détention de longue durée pendant laquelle ils peuvent être soumis à ce régime d'amendement que prévoit l'article 1^{er} de notre loi et qui a pour couronnement la libération conditionnelle.

Les législations étrangères n'accordent, du reste, la libération conditionnelle qu'aux individus frappés de peines de longue durée, c'est-à-dire aux récidivistes ou aux malfaiteurs dangereux. C'est ainsi, par exemple, que cette mesure est applicable aux peines de cinq ans de servitude pénale en Angleterre, à celles de plus de deux ans d'emprisonnement en Italie, à celles de l'emprisonnement et de la réclusion en Allemagne, à celles des travaux forcés à temps en Danemark, à celles des travaux forcés à perpétuité en Suède.

C'est donc, croyons-nous, à juste titre que le législateur a déclaré la libération conditionnelle applicable à tous les individus qui ont été frappés de peines privatives de liberté, fussent-ils des récidivistes.

§ 2. — Exceptions au principe.

Si général que soit le principe posé par l'article 2 de notre loi il comporte cependant certaines exceptions qui résultent du mécanisme même de la libération conditionnelle. Une autre exception y était naguère apportée en ce qui concernait les condamnés aux travaux forcés, mais elle n'existe plus, comme nous le verrons, depuis la promulgation du décret du 4 septembre 1891.

1. — Peines perpétuelles.

Les peines perpétuelles privatives de liberté sont, dans notre législation, au nombre de deux seulement : les travaux forcés à perpétuité et la déportation. Les individus qui les subissent ne peuvent évidemment obtenir la libération conditionnelle puisqu'ils sont dans l'impossibilité de justifier de l'exécution de la moitié ou des trois quarts d'une peine qui ne se divise pas, condition indispensable cependant pour bénéficier de cette mesure.

Mais si cet obstacle de fait disparaissait, c'est-à-dire si la peine devenait temporaire, par suite d'une grâce, par exemple, la libération conditionnelle serait alors applicable.

En ce qui concerne les travaux forcés, nous ferons un peu plus loin une étude spéciale de cette question, qui a soulevé des difficultés particulières. Mais quant à la déportation il nous semble incontestable que la libération conditionnelle doit s'y appliquer.

On pourrait, il est vrai, objecter que la loi n'établit de régime spécial préparatoire à la libération conditionnelle que

dans les établissements pénitentiaires de France et d'Algérie.

Mais l'article 41 de la loi du 14 août 1885 porte que : « la présente loi est applicable aux colonies sous réserve des dispositions des lois et règlements spéciaux relatifs à l'exécution de la peine des travaux forcés ». Quant à la déportation aucune exception n'est faite par la loi. Et cette dernière peine est sans nul doute privative de liberté ; elle rentre donc dans les termes mêmes de l'article 1^{er}.

On ne pourrait non plus refuser aux condamnés à la déportation le bénéfice de la libération conditionnelle sous le prétexte que l'article 15 de la loi du 25 mars 1873 a organisé en leur faveur une mesure analogue. Si, en effet, ces deux institutions ont le même but : encourager l'amendement du condamné, elles diffèrent néanmoins, et dans leurs conditions d'application et dans leurs résultats.

Dans leurs conditions d'application : car l'octroi de la libération conditionnelle doit être préparé par l'application d'un régime spécial destiné à constater précisément si le condamné en est digne, tandis que l'autorisation donnée par le gouverneur de résider hors du lieu de déportation n'a pas pour base une présomption aussi sérieuse de l'amélioration morale du déporté.

Et dans leurs résultats : car la libération conditionnelle entraîne pour celui qui en est l'objet, sous la réserve naturelle d'une bonne conduite obligatoire, une liberté à peu près complète. Elle donne notamment, sauf l'interdiction du séjour de quelques villes, la faculté de choisir à son gré le lieu de sa résidence, tandis que le déporté ne peut s'établir que dans le lieu fixé par le gouverneur.

II. — Peines d'emprisonnement inférieures à trois mois.

Par suite du mécanisme même de la libération condition-

nelle, la règle générale formulée dans l'article 1^{er} a reçu, nous venons de le voir, une première exception en ce qui concerne les peines perpétuelles. Pour la même raison elle en a subi une seconde au sujet des condamnés à une peine d'emprisonnement inférieure à trois mois. Nous verrons, en effet, en étudiant les conditions requises pour obtenir la libération conditionnelle, qu'on ne peut bénéficier de cette faveur que si l'on a subi trois mois d'emprisonnement au moins. Il est donc impossible d'appliquer aux individus frappés de peines inférieures à cette durée les dispositions de la loi de 1885.

III. — Travaux forcés à temps.

La libération conditionnelle peut-elle être accordée aux condamnés aux travaux forcés ?

Nous devons d'abord mettre hors de cause ceux qui subissent exceptionnellement leur peine dans les maisons centrales : ils peuvent, nous l'avons dit, être conditionnellement libérés.

Mais qu'en est-il de ceux qui ont été transportés dans les colonies ?

L'article 1^{er} de la proposition de la commission du Sénat portait « qu'un régime disciplinaire préparatoire à la libération conditionnelle devait être établi dans les *divers lieux de répression* ». Lors de la discussion de cet article au Sénat le 23 mars 1884, M. Bérenger au nom de la commission proposa de remplacer ces derniers mots par ceux-ci : « dans les établissements pénitentiaires autres que ceux consacrés à l'exécution des travaux forcés ». En effet, dit le rapporteur, il existe déjà, en faveur des condamnés aux travaux forcés transportés dans les colonies, une sorte de libération conditionnelle, instituée par un décret du 18 juin 1880, dont l'existence avait échappé à la commission. L'amendement proposé

a précisément pour but de laisser tout son effet au décret du 18 juin 1880, qui doit seul régler la situation de ces condamnés.

Nous devons ajouter, il est vrai, que l'article 1^{er} a été ensuite, entre la première et la seconde délibération du Sénat, modifié dans ses termes ; mais les travaux préparatoires n'indiquent pas la raison de ce changement de mots, qui, en tous cas, ne doit point avoir eu pour but d'affecter l'idée même. On peut donc conclure que le législateur avait voulu exclure de la libération conditionnelle les condamnés aux travaux forcés transportés dans les colonies.

Mais ces derniers sont aujourd'hui admis au bénéfice de la loi de 1885 en vertu du décret du 4 septembre 1891. Ce décret qui, comme nous l'avons vu, organise pour les forçats un système disciplinaire analogue à celui qu'avait consacré le décret du 18 juin 1880, abroge expressément ce dernier, et il porte dans son article 4 :

« Les condamnés placés à la première classe peuvent seuls être compris dans les propositions de remise, de réduction de peine, *ou de libération conditionnelle* transmises par le gouverneur de la colonie. Toutefois des propositions exceptionnelles peuvent être faites en faveur des condamnés de deuxième ou de troisième classe, qui auraient accompli des actes de courage ou de dévouement. »

Ajoutons, du reste, que le décret du 5 octobre 1889 a institué pour les condamnés aux travaux forcés, transportés dans les colonies, les peines spéciales de la réclusion cellulaire pendant six mois au moins et cinq ans au plus, et de l'emprisonnement pour six mois au moins et cinq ans au plus. Ces peines, qui se subissent dans la colonie même, peuvent donner lieu à l'application de la libération conditionnelle : « Les condamnés à la réclusion cellulaire et à l'emprison-

nement, dit l'article 5 du décret du 5 octobre 1889, peuvent obtenir la faveur de la libération conditionnelle dans les conditions déterminées par la loi du 14 août 1885 ».

Et l'article 11 du décret du 4 septembre 1891 ajoute que le libéré conditionnel est, « lors de sa réintégration sur un établissement de transportation, placé à la troisième classe et y est maintenu au moins pendant un an. »

Il résulte donc des dispositions des décrets du 5 octobre 1889 et du 4 septembre 1891 que les condamnés aux travaux forcés à temps sont admis au bénéfice de la libération conditionnelle soit en ce qui concerne la peine principale, soit en ce qui concerne la réclusion ou l'emprisonnement qu'ils ont pu encourir aux termes du décret de 1889.

Cette solution doit être évidemment étendue aux condamnés aux travaux forcés à perpétuité, dont la peine a été commuée en une peine temporaire.

Ainsi, pour conclure, la libération conditionnelle peut être accordée à tous les individus frappés d'une peine privative de liberté qui n'a qu'une durée temporaire.

Mais quelles conditions ceux-ci doivent-ils remplir pour être admis au bénéfice de la loi du 14 août 1885 ? C'est ce qu'il nous faut maintenant déterminer.

SECTION II. — Conditions requises pour obtenir la libération conditionnelle.

M. Bonneville de Marsangy, dans son *Traité des diverses institutions complémentaires du régime pénitentiaire*, proposait d'exiger pour l'obtention de la libération conditionnelle, dont il réclamait l'extension à toutes les peines privatives de liberté, trois conditions : l'amendement complet du condamné ; un certain temps d'expiation ; la caution morale de personnes honorables.

Les deux premières conditions sont seules exigées par la loi du 14 août 1885.

§ 1. — Première condition : amendement du condamné.

I. — La libération conditionnelle a été, nous l'avons déjà dit, considérée par le législateur comme le couronnement même du système pénitentiaire. Elle est la récompense la plus élevée que puisse obtenir un détenu repentant et amendé.

II. — Mais qui constatera si le condamné a donné des preuves suffisantes de son retour au bien ? Naguère quand il s'agissait de la grâce, cette appréciation était laissée au pouvoir discrétionnaire de l'administration qui n'avait elle-même, pour se renseigner à ce sujet, que le témoignage des agents de la prison. Le législateur a pensé que ce mode d'information n'était pas assez sûr, et il a estimé qu'il y aurait tout avantage à le remplacer par un système disciplinaire analogue à celui dit *des marques*, qui fonctionne depuis longtemps en Angleterre. Ce système consiste à inscrire tous les jours au nom de chaque détenu deux notes, l'une pour la conduite, l'autre pour le travail. On a ainsi la constatation pour ainsi dire matérielle des efforts tentés par le condamné, et on peut tracer en quelque sorte sa marche ascendante vers le bien. Outre les avantages que présente l'application d'un pareil régime au point de vue de la moralisation des condamnés, il permet de n'accorder la libération conditionnelle qu'aux plus méritants. Il n'est pas, en effet, de procédé d'information plus sûr que la constatation par des chiffres de la conduite et du travail journaliers du détenu : le registre de notes est un témoin dont on ne peut révoquer en doute la sincérité. L'application d'un pareil système était une mesure de précaution nécessaire pour éviter les dangers que pourrait faire naître l'extension si considérable que l'on

donnait à la libération conditionnelle. Tels sont les motifs qui ont conduit le législateur à exiger que les détenus, pour pouvoir être conditionnellement libérés, aient « satisfait aux prescriptions réglementaires fixées en vertu de l'article 1^{er} » et l'article 1^{er} porte que : « Un régime disciplinaire, basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail, sera institué dans les divers établissements pénitentiaires de France et d'Algérie en vue de favoriser l'amendement des condamnés et de les préparer à la libération conditionnelle. »

En ce qui concerne l'application même de ce régime, M. Herbette, commissaire du Gouvernement, fit remarquer qu'on ne devrait pas exclure du bénéfice de la libération conditionnelle le détenu qui, par suite de chômage dans les ateliers de la prison, ou de maladie, ne pourrait se livrer au travail. Le rapporteur et le président de la commission reconnurent immédiatement le bien-fondé de cette observation. C'est là un cas de force majeure, pour ainsi dire, indépendant de la volonté du détenu, dont on ne saurait le rendre responsable. D'ailleurs l'administration pourrait dans ces cas exceptionnels trouver dans la conduite seule de cet individu des éléments suffisants d'appréciation.

Le législateur n'a fait qu'indiquer le caractère général du régime disciplinaire préparatoire à la libération conditionnelle. Il a laissé à un règlement d'administration publique le soin de fixer le mode de fonctionnement de ce régime. Il s'est contenté d'édicter dans l'article 9 une disposition transitoire ainsi conçue :

« Avant qu'il ait pu être pourvu à l'exécution des articles 1, 2 et 6, en ce qui touche la mise en pratique du régime d'amendement et le règlement d'administration publique à intervenir, la libération conditionnelle pourra être prononcée à l'égard des condamnés qui en auront été reconnus

dignes dans les cas prévus par la présente loi, trois mois au plus tôt après sa promulgation ».

Cette disposition nous régit encore aujourd'hui, et le règlement d'administration publique prévu par la loi de 1885 est encore à intervenir. Son élaboration est cependant nécessaire : un régime spécial d'amendement est le préliminaire, pour ainsi dire obligé, de la libération conditionnelle. Son fonctionnement permettra de donner à cette institution toute l'extension désirable sans nuire en rien à la société. Aussi est-ce avec raison, croyons-nous, que M. Bovier-Lapierre a, lors de la discussion du budget pénitentiaire à la Chambre des députés, le 19 février 1895, demandé instamment au Gouvernement « de faire procéder sans délai à l'étude du règlement d'administration publique qui était la conséquence et le corollaire indispensable de la loi du 14 août 1885 » (1).

III. — Mais le bon fonctionnement de ce régime d'amendement établi par la loi du 14 août 1885 ne nécessite-t-il pas l'exécution de la peine en cellule ? Beaucoup de criminalistes l'ont pensé. Avant de chercher à moraliser le détenu, il faut le soustraire au contact dépravant des pires criminels.

Comment veut-on qu'un régime d'amendement ait quelque action sur un individu qui ne peut manifester de bons sentiments sans devenir la risée de ses camarades ? Une sorte de respect humain empêchera la réalisation de toutes ses bonnes résolutions. L'action du milieu corrompu où il se trouve l'emportera toujours sur celle des quelques personnes qui essaieront de le ramener au bien. Ce qu'il faut, avant tout, c'est le soustraire à cette influence. La cellule par son isolement, par les réflexions qu'elle lui inspirera,

(1) Chambre des députés, *Débats parlementaires, Journal officiel* du 20 février 1895, p. 427.

le préparera à recevoir avec soumission les bons conseils qu'on pourra lui donner : il les méditera, pourra en apprécier toute la justesse. Rien ne viendra contrarier leur action sur son esprit : il deviendra peu à peu aussi désireux de bien faire qu'il se serait laissé facilement aller au mal, au milieu de codétenus qui sont souvent de trop habiles conseillers.

Telles sont, brièvement indiquées, les raisons qui ont fait voir dans la mise en pratique du régime cellulaire le préliminaire indispensable de la libération conditionnelle. Ces raisons sont certainement très sérieuses. Le système cellulaire, n'eût-il que ce mérite, empêche du moins que l'infliction de la peine ne soit une cause de perversion pour le condamné. Il rend plus facile l'action d'un régime d'amendement. Il permet aussi une observation plus directe, plus attentive, plus sûre du détenu. Tous ces avantages sont incontestables. M. Béranger lui-même l'a reconnu, lors de la discussion de son projet de loi par la Société générale des prisons, à la séance du 23 avril 1884 : « Il est certain, dit-il, qu'on ne fera rien de bien sérieux, tant qu'on n'aura pas plus réellement appliqué la loi de 1875 (1) ».

Et c'est dans cette pensée aussi qu'il avait introduit dans son premier projet des dispositions ayant pour effet d'assurer l'exécution de cette dernière loi. Mais ce qu'il importe de rechercher, c'est si le fonctionnement du système cellulaire est absolument indispensable à la mise en pratique du régime d'amendement préparatoire à la libération conditionnelle. Nous ne le pensons pas.

Il est, en effet, des condamnés qui se corrigent et qui reviennent au bien sans cependant avoir exécuté leur peine en cellule. Le nombre relativement considérable des arrêts de réha-

(1) *Revue pénitentiaire*, 1884, p. 363.

bilisation prononcés chaque année par les Cours d'appel prouve que beaucoup de condamnés sortent de la prison, non pas pervertis, mais amendés, puisque la condition essentielle pour obtenir la réhabilitation est la preuve d'une bonne conduite pendant trois ou même cinq ans depuis l'expiration de la peine.

L'observation du détenu n'est pas non plus impossible avec le système de la détention en commun.

La plupart des décisions de grâce sont en effet fondées, en partie tout au moins, sur les résultats de cet examen.

En résumé l'application du système cellulaire n'est pas indispensable au fonctionnement du régime d'amendement préparatoire à la libération conditionnelle, mais elle le faciliterait cependant dans une large mesure, permettrait d'appliquer la libération conditionnelle à un plus grand nombre de détenus, et contribuerait ainsi à diminuer dans de notables proportions les progrès de la récidive. Aussi ne peut-on qu'émettre le vœu de voir le système cellulaire recevoir de la loi du 4 février 1893 une application plus large que celle qu'on lui a donnée depuis 1875.

La première condition pour obtenir la libération conditionnelle est donc la preuve d'un amendement suffisant. La seconde, qu'il nous reste à étudier, c'est l'exécution de la peine pendant un certain temps.

§ 2. — Deuxième condition : exécution de la peine pendant un certain temps.

I.— Divers motifs ont engagé le législateur à ne mettre provisoirement en liberté que les condamnés qui auraient subi une certaine portion de leur peine.

Il a voulu laisser à l'administration pénitentiaire le temps

de se rendre compte de l'amendement du détenu. Il a cherché aussi à préparer celui-ci, par l'application d'un système disciplinaire spécial, à supporter sans défaillance le régime de la liberté. Il a craint enfin, en accordant la libération conditionnelle trop peu de temps après la condamnation, d'affaiblir la répression.

1^o Il faut laisser à l'administration pénitentiaire le temps de faire du détenu une étude suffisamment approfondie, de se rendre compte de sa valeur morale, de son degré d'amendement, de la fermeté de ses bonnes résolutions, toutes choses qui ne peuvent se constater en un jour. Si l'épreuve était de trop courte durée, il serait à craindre qu'elle ne donnât des résultats mensongers. Un détenu habile à maîtriser ses mauvais instincts pourrait, par un repentir simulé, faire croire qu'il est réellement digne d'être mis en liberté. La libération conditionnelle ne serait alors qu'une prime offerte à l'hypocrisie la plus adroite. Mais le condamné ne saurait soutenir ce rôle bien longtemps. Un jour ou l'autre sa véritable nature se dévoilera et les occasions de constater quel est son vrai caractère seront d'autant plus nombreuses qu'il sera soumis plus longtemps à la surveillance immédiate de l'administration.

2^o Le législateur a voulu aussi préparer le détenu à supporter sans défaillance le régime de la liberté. Quand il sera sorti de la prison, soustrait à l'action de la discipline, privé de la tutelle des prescriptions d'un règlement qui le gardait et le soutenait pour ainsi dire pas à pas, il sera tenté de se laisser aller à ses mauvais instincts et d'écouter les pernicieux conseils de ses anciens compagnons de captivité. Il faut le prémunir contre tous ces dangers ; il faut refaire son éducation d'honnête homme ; il faut raviver chez lui les bons sentiments, étouffer les mauvais instincts, rendre à sa vo-

lonté l'énergie qu'elle a perdue; il faut lui donner tous les moyens de triompher des difficultés qui ne manqueront pas de se dresser devant lui, lors de sa mise en liberté. Et cette œuvre n'est pas l'œuvre d'un jour. Il faut que le détenu ait été soumis au régime d'amendement pendant un temps assez long pour que l'impression produite sur son esprit par les bons conseils qu'il a reçus soit efficace et durable.

3^o Une dernière considération enfin a conduit le législateur à exiger que le condamné ait subi une certaine portion de sa peine.

On a toujours considéré en effet qu'il existe dans la durée du châtiment un minimum au-dessous duquel on ne pourrait descendre sans risquer d'énervier la répression. C'est dans cette pensée que l'on n'accorde jamais la grâce au condamné qu'après un certain temps d'expiration et que la loi du 5 juin 1875 ne fait bénéficier le détenu, qui subit son emprisonnement en cellule, de la réduction du quart qu'au delà de trois mois. Un minimum d'exécution de la peine est donc également exigé avant la mise en liberté sous condition : le bénéfice de la loi de 1885 ne doit pas être, pour le délinquant, un moyen d'échapper au châtiment qu'il a mérité.

II. — Mais quel est ce minimum de peine fixé par le législateur ?

Le projet de la commission du Sénat était ainsi conçu : « Tout condamné ayant à subir une ou plusieurs peines emportant privation de la liberté pendant six mois au moins, peut, après avoir subi la moitié de sa peine, être mis conditionnellement en liberté ».

Mais à la Chambre des députés cette disposition a été vivement critiquée, notamment par M. Freppel. Il a fait remarquer qu'elle consacrait une véritable injustice au détriment des condamnés les plus méritants. Un individu frappé de

six mois d'emprisonnement pourra être mis en liberté après trois mois de détention, alors qu'un autre, puni seulement de cinq mois et par conséquent moins coupable, devra être privé de la liberté pendant un temps plus long. Et M. Freppel proposa en conséquence la suppression des mots : « pendant six mois au moins », de façon à permettre à l'administration d'accorder la libération conditionnelle à tous les détenus, quelque courte que soit la durée de leur peine.

M. Ténot, à la même séance du 18 mai 1885, demanda qu'on ajoutât à l'article 1^{er} un alinéa ainsi conçu :

« Toutefois les condamnés à moins de six mois mais à plus de trois mois d'emprisonnement pourront, après l'accomplissement des trois premiers mois de leur peine, jouir du bénéfice de la libération conditionnelle. »

L'amendement de M. Freppel fut voté par la Chambre des députés. Mais la commission du Sénat craignit que l'application de cette disposition ne supprimât dans certains cas la garantie nécessaire d'une épreuve imposée au condamné avant la mise en liberté, et n'énervât la répression en réduisant une peine déjà courte dans une trop large mesure. La commission, partageant cependant la pensée qui avait inspiré la modification introduite au projet par la Chambre, proposa d'accorder la libération conditionnelle aux individus frappés de peines inférieures à six mois, à la condition qu'ils aient subi au moins trois mois de détention. C'était consacrer l'amendement de M. Ténot. Et cette disposition, en quelque sorte transactionnelle, passa définitivement dans la loi : « Tous condamnés, dit en effet l'article 2, ayant à subir une ou plusieurs peines emportant privation de la liberté peuvent, après avoir accompli trois mois d'emprisonnement, si les peines sont inférieures à six mois, ou dans le cas contraire la moitié de leurs peines, être mis conditionnellement en

liberté, s'ils ont satisfait aux dispositions réglementaires fixées en vertu de l'article 1^{er}. »

Il est vrai qu'on pourrait faire à l'article 2 dans sa rédaction nouvelle le même reproche qu'à l'ancien. La libération conditionnelle est accordée aux condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement et non à ceux qui, frappés d'une peine moins grave, sont moins coupables et plus dignes d'indulgence. Mais c'est là un inconvénient inhérent à la fixation d'une limite quelconque. On ne peut l'éviter dès qu'on n'étend pas, et avec raison selon nous, le système de la libération conditionnelle à toutes les peines privatives de liberté, quelque minime qu'en soit la durée.

Mais pourquoi le législateur a-t-il décidé que la réduction opérée par la libération conditionnelle s'étendrait à la moitié de la peine, et non au tiers ou au quart seulement, comme le décident les législations étrangères ? C'est par analogie avec la grâce qui peut remettre au condamné jusqu'à la moitié de sa peine ; et l'on n'a pas voulu, à juste titre, donner une efficacité moindre à la libération conditionnelle généralement mieux justifiée.

Mais si la loi a jugé qu'il était suffisant d'imposer aux condamnés ordinaires une détention de trois mois avant de les mettre en liberté, elle s'est au contraire montrée plus sévère à l'égard des délinquants d'habitude.

« Toutefois, dit l'article 2, alinéa 2, s'il y a récidive légale, soit aux termes des articles 56 à 58 du Code pénal, soit en vertu de la loi du 27 mai 1885, la durée de l'emprisonnement est portée à six mois, si les peines sont inférieures à neuf mois, et aux deux tiers de la peine dans le cas contraire ».

Comme il s'agit des pires délinquants, il était nécessaire de s'assurer par une plus longue épreuve de leur amendement réel. Il fallait aussi se montrer plus rigoureux à leur

égard qu'envers les autres condamnés, si l'on ne voulait pas que l'aggravation de peine édictée contre la récidive par la loi du 27 mai 1885 et par les articles 57 et 58 du Code pénal restât lettre morte.

Il semble donc résulter de notre article que les récidivistes doivent toujours subir, avant d'être libérés conditionnellement, un emprisonnement de six mois au moins.

L'application de cette disposition ne peut présenter aucune difficulté, quand la peine prononcée contre un récidiviste est supérieure à six mois d'emprisonnement.

Mais supposons, comme il arrive assez souvent, qu'elle soit inférieure à ce chiffre, qu'elle soit de cinq mois par exemple ? Faudra-t-il appliquer en ce cas les dispositions de l'article 2, alinéa 1, relatives aux peines d'emprisonnement inférieures à six mois et décider qu'après trois mois la libération conditionnelle pourra être accordée, ou bien faudra-t-il exclure le récidiviste frappé de cette peine du bénéfice des dispositions de la loi du 14 août 1885 ?

Nous adoptons sans hésitation cette dernière solution, quelque rigoureuse qu'elle puisse paraître. L'alinéa 2 de l'article 2 exige expressément que le récidiviste subisse toujours au moins six mois d'emprisonnement avant d'être mis en liberté provisoire.

Sans doute et par la force même des choses, cette disposition ne pourra pas s'appliquer quand la peine sera inférieure à cette durée, mais elle devra recevoir son exécution autant que cela sera possible.

Le législateur a jugé avec raison que la durée de six mois était un minimum absolument nécessaire pour assurer la répression de la récidive. Permettre de libérer le condamné après trois mois serait se mettre en opposition formelle avec l'esprit de la loi.

La rédaction même de notre article semble confirmer cette solution, puisque après avoir décidé dans l'alinéa 1^{er} que la durée de la peine subie avant la mise en liberté ne doit pas être inférieure à trois mois, il ajoute : « *Toutefois*, s'il y a récidive légale, la durée de l'emprisonnement est portée à six mois ». C'est dire que l'alinéa 1^{er} de notre article ne sera jamais applicable aux récidivistes et qu'après trois mois de détention ils ne sauraient être conditionnellement libérés.

Les règles que nous venons d'indiquer sont relatives non seulement aux peines d'emprisonnement, mais à toutes les peines privatives de liberté. « Tous condamnés ayant à subir une ou plusieurs peines emportant privation de la liberté » dit l'article 2, alinéa 1^{er}. Par conséquent les condamnés à la réclusion, à la détention, aux travaux forcés à temps doivent, avant d'être mis conditionnellement en liberté, avoir subi la moitié de chacune de ces peines si ce sont des délinquants primaires et les deux tiers si ce sont des récidivistes.

Il résulte donc des dispositions de la loi de 1885 que la libération conditionnelle s'applique à toutes les peines temporaires supérieures à trois ou à six mois d'emprisonnement.

On a trouvé que ce minimum était trop peu élevé et on a fait remarquer qu'un stage d'une aussi courte durée ne permettait pas de se rendre suffisamment compte du degré d'amendement du condamné : on risquerait ainsi de rendre la liberté provisoire à un détenu qui en serait indigne.

Mais M. Bérenger, à la séance de la Société générale des prisons du 21 mai 1884, a déclaré que la commission du Sénat avait voulu, par cette disposition, permettre d'accorder la libération conditionnelle aux délinquants d'occasion qui, dans notre législation, ne sont frappés que de courtes peines d'emprisonnement. Ces délinquants, on ne pouvait logiquement les exclure d'une faveur que l'on accordait à des dé-

tenus beaucoup moins dignes d'indulgence, les récidivistes.

Nous ajouterons que cette extension de la libération conditionnelle ne peut présenter d'inconvénients bien sérieux puisqu'elle constitue pour le condamné non un droit, mais une faveur que l'administration ne lui accordera pas si elle ne l'en juge pas digne. Et en supposant même qu'à raison de la brièveté du délai d'épreuve, on commette quelques erreurs d'appréciation et qu'on libère un détenu qui n'est point corrigé, on pourra lui faire réintégrer la prison si cette mesure paraît nécessaire.

Après avoir ainsi indiqué quelle est la durée de la peine que doit avoir subi le détenu avant d'être conditionnellement libéré, il nous reste à faire connaître comment se calcule cette durée et quel en est le point de départ.

III. — Il résulte des explications données par M. Herbette au cours des travaux préparatoires que, pour calculer la durée de la peine à subir par le condamné avant la libération conditionnelle, il faut prendre pour base la peine qui doit être exécutée effectivement et non celle qui est prononcée par le jugement. Ainsi on en déduira d'abord le quart si le condamné a subi sa peine en cellule (loi 5 juin 1875, art. 4) ; on tiendra compte aussi des réductions résultant de la grâce. C'est ce que décide d'ailleurs la circulaire du Garde des Sceaux du 20 juillet 1888 relative à l'application de la libération conditionnelle.

« Il a semblé, dit cette circulaire, que d'une façon générale et pour tous les cas, le calcul devait se faire en prenant pour base le jour à partir duquel la condamnation est devenue définitive, en déterminant la date de la libération, quelle qu'en soit la cause (réduction, commutation ou application de la loi du 5 juin 1875 sur l'emprisonnement cellulaire), et

en se référant ensuite aux dispositions de l'article 2 de la loi du 14 août 1885 (1) ».

IV. — Le point de départ du délai de la peine que doit subir le condamné avant d'être mis en liberté est évidemment le point de départ de l'exécution de celle-ci. Il nous faut donc rappeler sommairement les règles consacrées sur ce point par notre droit, en tenant compte des modifications qui y ont été apportées par la loi des 15-17 novembre 1892.

Si le condamné était en liberté au moment du jugement, la durée de la peine ne commencera à courir que du jour où il est écroué en vertu de la condamnation devenue définitive. Mais s'il était en état de détention préventive, il faut distinguer deux hypothèses principales : ou bien le condamné n'a point exercé de recours contre la décision qui l'a frappé, ou bien il a exercé un recours.

A. *Le condamné n'a exercé aucun recours.* — Cette hypothèse se subdivise ainsi : ou bien la décision n'a pas été attaquée, ou bien le ministère public a exercé un recours.

a) *La décision n'a pas été attaquée.* — En ce cas la durée de la détention préventive sera imputée sur celle de la peine, si le juge n'en a pas autrement ordonné. Le point de départ de la peine est le jour de l'arrestation.

b) *La décision a été attaquée par le ministère public.* — En ce qui concerne la détention préventive antérieure au jugement, il faut donner la même solution que précédemment. Quant à la détention qui s'écoule entre la date du jugement ou de l'arrêt et le jour où la condamnation devient irrévocable, elle devra s'imputer sur la durée de la peine quel que soit le résultat du recours exercé par le ministère public (art. 24, C. pén.). Le point de départ de la peine sera encore ici le jour de l'arrestation.

(1) *Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, 1888, p. 185.

B. *Le condamné a exercé un recours.* — Deux cas particuliers doivent être distingués dans cette hypothèse :

a) *Le condamné triomphe dans son recours.* — La détention préventive, subie depuis le jugement ou l'arrêt jusqu'au jour où la condamnation est devenue irrévocable, doit être imputée sur la durée de la peine. Il en est de même de celle antérieure au jugement si le juge n'en a pas décidé autrement.

b) *Le condamné échoue dans son recours.* — En pareil cas, on admet que l'imputation, tout en étant légale, n'est plus obligatoire ; c'est-à-dire que si le juge devant lequel a été porté le recours ne statue pas expressément sur la détention qui a été subie entre les deux décisions, la durée de cette détention sera imputée sur la durée de la peine.

Les solutions précédentes relatives à la durée et au point de départ de la peine doivent évidemment s'appliquer à la durée et au point de départ de la période de la peine que doit subir le condamné avant d'être admis à la libération conditionnelle.

Nous avons ainsi déterminé quels étaient les condamnés qui étaient susceptibles de bénéficier de la libération conditionnelle et à quelles conditions ils pouvaient obtenir cette faveur.

Il nous faut indiquer maintenant quelle est l'autorité chargée de l'accorder.

SECTION III. — **Autorité compétente pour accorder la libération conditionnelle.**

Nous étudierons dans cette section quelle est l'autorité compétente pour accorder la libération conditionnelle et quelles personnes sont appelées à donner leur avis sur l'opportunité de cette mesure.

**§ 1. — Autorité compétente pour accorder la
libération conditionnelle.**

Art. 3, al. 1. — « Les arrêtés de mise en liberté sous conditions et de révocation sont pris par le Ministre de l'Intérieur ».

C'est donc le Ministre de l'Intérieur qui, dans notre législation, est seul compétent pour accorder la libération conditionnelle.

Cette disposition a été critiquée, soit à la Société générale des prisons dans les séances d'avril et mai 1884, notamment par M. Lacointa, soit au sein de la commission du Sénat par M. Bardoux, soit enfin lors de la première délibération de cette assemblée par M. Brunet.

Les arguments qu'on a fait valoir contre la compétence du Ministre de l'Intérieur en cette matière sont : les uns d'ordre général, les autres spéciaux à la libération conditionnelle.

On a critiqué d'une manière générale l'attribution du service pénitentiaire au Ministre de l'Intérieur.

L'exécution des peines devrait, dit-on, être confiée au pouvoir judiciaire. Elle est comme la suite nécessaire de la condamnation ; celle-ci pourra perdre beaucoup de son efficacité par la manière dont elle sera mise à exécution. Du reste les magistrats ont déjà un droit de surveillance sur les prisons. Ils sont investis par notre législation de la mission de statuer sur les difficultés soulevées par l'exécution des peines.

La mesure la plus logique, ce serait de transférer de l'autorité administrative à l'autorité judiciaire le pouvoir de régler le service pénitentiaire, de fixer la situation de chaque condamné et de déterminer les modifications qui devraient y être apportées. On supprimerait ainsi une dualité d'action qui ne peut avoir que de fâcheux effets.

Ces critiques sont évidemment sérieuses ; elles ont été bien souvent formulées et l'on peut dire qu'elles sont en principe appuyées par les criminalistes. C'est ainsi par exemple qu'en 1878, le Conseil supérieur des prisons a émis un vœu recommandant précisément au Ministre de l'Intérieur la proposition de M. Babinet ayant pour objet de faire passer les services pénitentiaires dans les attributions du Ministère de la Justice (1). C'est ainsi encore que l'Union internationale de droit pénal a décidé dans le cinquième de ses statuts que (2) :

« Comme les tribunaux répressifs et l'administration pénitentiaire concourent au même but et que la condamnation ne vaut que par son mode d'exécution, la séparation consacrée par notre droit moderne entre la fonction répressive et la fonction pénitentiaire est irrationnelle et nuisible ».

Enfin M. Béranger, lui-même, reconnaissait, en réponse aux observations présentées par M. Lacointa, à la séance de la Société générale des prisons du 21 mai 1884, « qu'il se conçoit qu'on veuille remettre l'intégralité de ce service (l'administration des prisons) à la Justice. C'est ce qui a été fait presque partout à l'étranger, et ce que la logique des principes pourrait peut-être conseiller (3) ».

En résumé, au point de vue théorique tout au moins, cette question du transfert de l'administration pénitentiaire au Ministère de la Justice est aujourd'hui résolue dans le sens de l'affirmative. Nous n'insisterons donc pas sur ce premier argument en reconnaissant tout ce qu'il a de fondé.

Mais comme l'a fort bien fait remarquer M. Béranger, ce qu'il importe pour nous de savoir c'est si, en l'état actuel de notre législation, il faut ou non donner au Ministre de l'In-

(1) *Revue pénitentiaire*, 1878, p. 689.

(2) *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 1889, p. 4.

(3) *Revue pénitentiaire*, 1884, p. 484.

térieur le pouvoir de prononcer la libération conditionnelle.

Cette question a été l'objet de vives discussions. Les raisons principales que l'on a fait valoir contre la compétence du Ministre de l'Intérieur sont tirées de l'analogie qu'on veut établir entre la libération conditionnelle et la grâce.

Ces deux mesures, dit-on, ont l'une et l'autre le même effet, celui de réduire la peine. Comme la grâce, la libération conditionnelle est une mesure de faveur, puisqu'elle peut être refusée au détenu que sa conduite en rendrait cependant digne. Enfin on voit dans la grâce un moyen d'amendement : c'est la récompense accordée au condamné qui se conduit bien. Or la libération conditionnelle doit, dans le système pénitentiaire, avoir le même caractère et les mêmes effets.

Il faut donc logiquement attribuer la faculté de statuer sur cette mesure à l'autorité même chargée des grâces. Et c'est ainsi que M. Brunet proposait à la séance du Sénat du 23 mars 1884 l'amendement suivant à l'article 3 : « La mise en liberté sous condition est prononcée par décret du Président de la République, rendu sur la proposition du Ministre de l'Intérieur après avis conforme du Garde des Sceaux ».

Mais cette assimilation qu'on essaie d'établir entre la grâce et la libération conditionnelle ne nous paraît pas exacte.

Les deux institutions n'ont ni le même caractère, ni les mêmes conséquences.

Elles n'ont pas le même caractère :

Le droit de grâce, en effet, est un remède extraordinaire applicable à des situations anormales ; on y aura recours, par exemple, quand l'intérêt supérieur de la société commandera d'user de clémence plutôt que de sévérité à l'égard de certains individus, ou bien encore quand on voudra réparer ainsi des erreurs juridiquement irréparables.

On tiendra compte, sans doute, pour l'octroi de la grâce,

de la conduite et du travail du détenu. Mais il pourra y avoir beaucoup d'autres motifs qui détermineront le chef de l'État à accorder une remise ou une réduction de peine.

Au contraire, la libération conditionnelle doit être, si l'on peut s'exprimer ainsi, mieux justifiée que la grâce. Elle ne peut être accordée qu'au détenu qui a donné des preuves certaines d'amendement ; elle ne doit être que la récompense d'une série d'efforts continus pour revenir au bien. On pourrait presque dire que la grâce est l'œuvre du chef de l'État et que la libération conditionnelle est celle du condamné.

Ces deux mesures, nous l'avons dit, différent aussi dans leurs effets :

La grâce est une remise irrévocable de la peine. Quelle que soit la conduite ultérieure du condamné, le résultat lui en est désormais acquis. Elle est d'ailleurs accordée sans condition ; elle a pour effet d'annuler partiellement la condamnation. La libération conditionnelle, au contraire, est essentiellement provisoire. Loin d'être définitivement affranchi, le libéré reste sous la surveillance de l'administration et de la justice, et à la première faute un peu grave il est réintégré en prison. La libération conditionnelle est donc, en quelque sorte, un mode d'exécution de la condamnation.

Cette dernière raison justifie, nous semble-t-il, la compétence accordée en cette matière par notre législation actuelle au Ministre de l'Intérieur, puisque c'est lui qui est chargé d'assurer l'exécution des peines.

Mais à cette raison théorique il s'est joint un motif d'intérêt pratique pour décider le Sénat à repousser l'amendement de M. Brunet et à adopter le système proposé par la commission. La libération conditionnelle ne doit être accordée qu'au détenu qui a donné des preuves certaines de son retour au bien et cet amendement ne peut être constaté que

par l'application d'un système disciplinaire organisé dans les prisons. Or c'est le Ministre de l'Intérieur qui, ayant la haute surveillance des prisons, pourra se procurer les renseignements les plus exacts sur la conduite et le travail des condamnés. M. Brunet d'ailleurs le reconnaissait implicitement puisque, d'après son amendement, le décret du Président de la République devait être rendu sur la proposition du Ministre de l'Intérieur ; n'est-il pas préférable de donner à ce dernier même le pouvoir de prendre cette décision ? L'intervention du chef de l'État se justifie en matière de grâce par la nécessité de sauvegarder le principe de la séparation des pouvoirs. Mais ici ce principe n'est pas en jeu. La libération conditionnelle ne porte pas atteinte au jugement ; elle est un des modes de son exécution. Exiger qu'elle soit accordée par un décret du Président de la République, ce serait compliquer inutilement la procédure et retarder sans aucun profit l'application d'une mesure dont l'utilité est incontestable.

Mais avant de prendre cette décision et pour n'agir qu'en connaissance de cause, le Ministre de l'Intérieur est obligé par la loi de consulter certaines autorités.

§ 2. — Quelles autorités sont consultées sur l'opportunité de la libération conditionnelle.

L'article 3, alinéa 2, porte : « S'il s'agit de la mise en liberté, après avis du préfet, du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire, de la commission de surveillance de la prison et du parquet près le tribunal ou la Cour qui a prononcé la condamnation ».

I. — Avis du préfet.

Le préfet est en effet le représentant du Ministre de l'Intérieur dans le département. Il exerce un droit de surveillance sur le régime des prisons. Au cours de ses visites dans ces établissements, il a pu se rendre compte des progrès réalisés par certains détenus dans la voie du bien. A raison de ses fonctions il est en mesure de donner des indications utiles sur l'opportunité d'une mise en liberté anticipée.

Il pourra aussi, dans l'avis qu'il a à émettre, se prononcer sur la question de la résidence du libéré. En relation avec les maires et les sous-préfets, il sera informé des inconvénients que pourrait entraîner le retour du condamné dans tel lieu déterminé. Il pourra appeler sur ce point l'attention du Ministre afin de permettre à celui-ci de prendre à cet égard toutes les dispositions utiles dans l'arrêté de libération.

II. — Avis du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire.

Nous ne parlons pas ici des renseignements administratifs sur le détenu que doit transmettre le directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire au ministre de l'Intérieur par l'intermédiaire du préfet. Nous examinerons ce point en détail quand nous étudierons dans la section suivante la procédure de la libération conditionnelle.

Mais la loi a voulu que le directeur donnât, en quelque sorte, son avis personnel sur l'opportunité de la mise en liberté du détenu.

Par sa situation, le directeur a été à même de faire une étude approfondie du condamné, il a pu se rendre compte de sa valeur morale, des chances de relèvement qu'il présente,

des efforts dont il est capable pour résister aux tentations sans nombre auxquelles il sera exposé dans la vie libre.

Ce sont là des éléments de décision d'une extrême importance, et leur appréciation échappe, on le comprend, à l'action, mécanique en quelque sorte, du règlement disciplinaire. Elle exige, chez le fonctionnaire chargé de cette mission, une grande pénétration d'esprit, une finesse et une sûreté de jugement qu'on ne rencontre guère que chez les hommes à qui une longue expérience a appris à discerner le véritable caractère d'un condamné.

C'est d'ailleurs en ce sens qu'on a toujours compris la mission du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire. Les instructions adressées aux directeurs des diverses circonscriptions par le directeur de l'administration pénitentiaire le 7 septembre 1885 l'indiquent expressément :

« Vous n'aurez pas, y est-il dit, à borner vos observations sur chaque détenu dans les limites du service pénitentiaire. Vous aurez à pressentir durant la peine, et peut-être à suivre après libération la conduite du condamné. Vous aurez à faire preuve de discernement, de prévoyance, de discrétion scrupuleuse, d'investigation patiente » (1).

III. — Avis de la commission de surveillance.

Les commissions de surveillance ont pour mission de veiller au bon fonctionnement du régime intérieur des prisons : organisation matérielle des lieux de détention, instruction et travail des prisonniers. Elles doivent jouer aussi un rôle prépondérant dans l'amendement des détenus ; leurs membres doivent visiter souvent les condamnés, leur donner

(1) *Exposé général concernant la mise en pratique de la libération conditionnelle*. Melun, Imprimerie administrative, 1890, p. 32.

des conseils, les encourager, en un mot, faire tous leurs efforts, employer toute leur influence pour les ramener dans la voie du bien. Ils doivent s'enquérir aussi de la situation qui attend le libéré à sa sortie de prison, des moyens d'existence qu'il pourra trouver, des personnes qui voudraient s'intéresser à lui (1). On comprend donc que le législateur ait exigé que le Ministre avant d'accorder la libération conditionnelle prît l'avis de la commission de surveillance établie près de la prison où le détenu subit sa peine.

Mais cette disposition de notre loi est à peu près lettre morte en pratique : en effet les commissions de surveillance près les maisons centrales, dont l'organisation avait été prescrite par une ordonnance du 5 novembre 1847, n'ont jamais été constituées. Quant à celles établies pour les prisons départementales par une ordonnance de 1819, elles n'ont pas été organisées partout, et là où elles existent leur rôle est, paraît-il, à peu près insignifiant (2).

IV. — Avis du Parquet près la juridiction qui a prononcé la condamnation.

Certains auteurs trouvent regrettable la nécessité imposée par la loi au Ministre de l'Intérieur de prendre l'avis du Parquet.

D'une part, ils considèrent que les magistrats du ministère public ne sont pas compétents pour décider si un détenu est ou non amendé ; de l'autre ils craignent de les voir paralyser, en donnant souvent un avis défavorable, le jeu d'une institution qui, dans leur pensée, pourrait avoir pour résultat d'abréger la durée des peines prononcées sur leurs réquisitions.

(1) Voir à ce sujet notamment la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 17 décembre 1878 dans le *Code pénitentiaire*, t. VII, p. 365.

(2) Garraud, *Traité du droit pénal français*, t. I, p. 512.

Nous croyons cependant que l'intervention du Parquet est ici justifiée.

Et d'abord les magistrats doivent visiter souvent les prisons et s'enquérir de la conduite et du travail des détenus. Ils peuvent donc se rendre compte, dans une certaine mesure au moins, de l'amendement des condamnés. L'étude des faits qui ont motivé la condamnation peut aussi fournir des indices précieux sur le caractère du condamné; elle peut suggérer la pensée de prendre certaines précautions, d'imposer certaines conditions spéciales au libéré. C'est d'ailleurs ce que fait très justement observer la circulaire du Garde des Sceaux (28 juin 1888) sur l'extension du système de la libération conditionnelle (1) : « Les magistrats du ministère public ne devront pas se borner, y est-il dit, à donner leur avis sur la mesure de libération conditionnelle; leur devoir est également de rechercher et de faire connaître les conditions spéciales qui sembleront devoir être imposées au condamné appelé à bénéficier de cette mesure, les lieux dont il pourrait être utile de lui interdire le séjour, en raison des inconvénients que présenterait son retour anticipé au milieu de ses victimes ou des témoins de ses fautes. »

Quant à la crainte de voir le ministère public entraver le développement de cette institution parce qu'elle diminuerait à ses yeux les peines prononcées sur ses réquisitions, elle ne nous semble pas absolument fondée. Les magistrats se rendent facilement compte de la véritable nature et de la portée exacte de la libération conditionnelle : ils savent que ce n'est qu'une sorte d'exécution de la peine qu'elle laisse subsister dans son intégralité, à la différence de la grâce qui, elle, porte réellement atteinte au jugement. Or même

(1) Voir cette circulaire dans le *Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, année 1888, p. 102.

quand il s'agit de la grâce, on demande toujours au ministère public qui a requis la condamnation son avis sur l'opportunité de la mesure, et cette pratique n'a pas donné lieu, semble-t-il, jusqu'à présent, à des inconvénients sérieux.

Il faut, au contraire, à notre sens, approuver le législateur d'avoir voulu par ce moyen intéresser plus encore que par le passé le ministère public à l'exécution des condamnations prononcées sur ses réquisitions. N'a-t-on pas pu lui reprocher quelquefois un peu trop d'indifférence à cet égard ? (1)

Nous avons ainsi déterminé quels avis devait prendre le Ministre de l'Intérieur avant de statuer sur une proposition de libération conditionnelle. Mais il a du reste tout pouvoir de l'accorder ou de la refuser. La libération conditionnelle, en effet, n'est pas un droit pour le détenu comme dans certains pays étrangers, notamment en Angleterre ; elle est simplement une faveur, et quelque bonnes que soient les notes qu'il ait obtenues par sa conduite et son travail, un condamné ne peut jamais en exiger l'octroi.

L'article 2 de notre loi ne peut du reste laisser aucun doute à cet égard, puisqu'il porte expressément : les condamnés *peuvent* obtenir. Par cette disposition M. Béranger l'indique nettement dans son rapport du 22 décembre 1883, la commission du Sénat a voulu empêcher que l'administration ne fût obligée de mettre en liberté un malfaiteur avéré qui cependant aurait mérité pendant sa détention de bonnes notes pour son travail et sa conduite.

Nous croyons qu'on pouvait, en effet, sans aucun inconvénient, laisser sur ce point une entière liberté d'appréciation

(1) Une circulaire du Garde des Sceaux du 16 décembre 1893 (*Bulletin officiel*, 1894, p. 3), constate les heureux résultats de l'intervention du Parquet en cette matière. — Elle prescrit de plus aux Procureurs Généraux de se faire adresser par leurs substituts, des relevés trimestriels des demandes de libération, indiquant l'avis formulé pour chacune d'elles. Ces états doivent être transmis à la chancellerie par les Procureurs Généraux.

à l'administration. Celle-ci tiendra compte sans doute de la conduite et du travail, mais elle s'inspirera encore d'autres considérations qu'il ne faut point négliger quand il s'agit de mettre un détenu en liberté. Un condamné peut, par exemple, se soumettre fort docilement aux règlements pénitentiaires et mériter les meilleures notes ; et cependant la faiblesse de son caractère, son défaut d'énergie peuvent légitimement faire craindre qu'il ne soit pas en état de supporter les difficultés d'une existence en liberté, alors que lui manqueront le guide sévère d'un règlement et la tutelle étroite de l'administration. Cette latitude d'appréciation accordée à l'autorité administrative ne peut, du reste, donner lieu à des abus à raison de la garantie qui résulte de la multiplicité des avis exigés pour la mise en liberté provisoire.

Après avoir ainsi déterminé quelle est l'autorité chargée d'accorder la libération conditionnelle et quels sont ses pouvoirs, il nous faut indiquer quelle est la procédure suivie pour y aboutir.

SECTION IV. — **Procédure de la libération conditionnelle.**

Cette procédure est réglée par les circulaires que le Ministre de l'Intérieur a adressées aux préfets le 25 mai 1886 et le 10 juillet 1888 ; et aux directeurs de circonscriptions pénitentiaires à cette dernière date (1) ; enfin par celles du Garde des Sceaux des 28 juin et 20 juillet 1888 (2).

Nous examinerons successivement les points suivants :

- I. — Qui prend l'initiative de la libération conditionnelle.
- II. — Quel est le mode d'instruction des demandes.

(1) Voir ces circulaires dans l'*Exposé général concernant la mise en pratique de la libération conditionnelle*, pp. 36, 51, 52 et suiv.

(2) *Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, année 1888, pp. 102 et 181.

III. — Quelle est la teneur de l'arrêté de libération conditionnelle.

IV. — Comment est mis à exécution cet arrêté.

V. — En quoi consiste le permis de libération.

I. — Qui prend l'initiative de la libération conditionnelle.

Le condamné lui-même peut adresser sa demande, soit au directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire où il est détenu, soit au Ministre de l'Intérieur. Celui-ci la renvoie au directeur à fin d'instruction.

De plus les circulaires du Garde des Sceaux des 28 juin et 20 juillet 1888 invitent les magistrats du Parquet à signaler au Ministre de l'Intérieur, comme celui-ci en avait du reste exprimé le désir, la situation des détenus qui leur sembleraient mériter la libération conditionnelle.

Mais c'est en général le directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire qui propose d'office la mise en liberté sous condition des détenus qui lui semblent dignes de cette faveur.

II. — Instruction des demandes de libération conditionnelle.

Jusqu'à la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 10 juillet 1888, les formes à suivre pour l'instruction des demandes de libération conditionnelle n'étaient pas expressément déterminées.

« Il était nécessaire et utile, dit ce document, qu'une certaine latitude d'action fut laissée aux autorités intervenantes et la pratique ne pouvait que faire ressortir les meilleures méthodes ».

Cette circulaire a fixé définitivement la procédure à suivre. Elle a fait parvenir en même temps aux directeurs des circonscriptions pénitentiaires des modèles d'imprimés qui ont

été également adressés aux parquets avec la circulaire du Garde des Sceaux du 20 juillet 1888.

Nous donnons en appendice à ce chapitre le modèle des plus importantes de ces pièces (1).

Leurs diverses énonciations se comprennent d'ailleurs aisément et quelques brèves explications suffiront pour indiquer l'usage auquel elles sont destinées.

Le dossier d'une demande de libération conditionnelle comprend d'abord une notice individuelle sur le condamné (pièce n° 1).

Cette notice est divisée en deux colonnes. Dans la première colonne sont demandés les renseignements de nature à éclairer le Ministre sur l'opportunité de la décision sollicitée ; la seconde est réservée aux réponses à ces questions.

Ce questionnaire concerne l'état civil du détenu, sa profession, son domicile, sa situation au point de vue militaire, sa situation pénale (condamnations en cours, mesures gracieuses dont il a pu bénéficier, date de libération, antécédents judiciaires), sa situation pénitentiaire (santé, conduite, travail, moralité, degré d'instruction, pécule).

Cette notice contient aussi des observations et indications spéciales relatives à l'éventualité de la mise en liberté conditionnelle (conduite à prévoir dans la vie libre, moyens d'existence, résidence éventuelle du libéré, engagements souscrits par les tiers et la famille).

Enfin elle est complétée par l'avis de la commission de surveillance et par celui du directeur de la prison ou de la circonscription pénitentiaire.

(1) Nous ferons remarquer que le modèle de l'arrêté de libération et celui du procès-verbal ont été établis par la circulaire de 1886.

Si nous avons cru devoir reproduire ces pièces à la fin seulement du chapitre consacré au commentaire de notre loi, c'est afin de ne pas rompre l'unité de l'exposition.

Cette notice est établie en double expédition dont l'une est adressée au procureur de la République près la Cour ou le tribunal qui a prononcé la condamnation et l'autre au préfet du département où est situé le siège de la direction.

En ce qui concerne l'avis à émettre par le ministère public, la circulaire du Garde des Sceaux prescrit de faire connaître les circonstances des faits qui ont motivé la condamnation comme en cas de recours en grâce. Les magistrats doivent aussi contrôler les renseignements fournis par les directeurs sur l'éventualité de la mise en liberté et consigner dans leur rapport les observations que leur aurait suggéré cet examen (Circ. 20 juillet 1888).

Quant à la notice adressée au préfet, elle doit être accompagnée des extraits du casier judiciaire, des notices délivrées par les parquets lors de la condamnation et résumant les faits qui l'ont motivée, enfin de toutes notes et pièces justificatives telles que demandes émanant du condamné ou de sa famille, offres ou engagements de travail, attestations et certificats des maires, commissaires de police, etc.

Le préfet d'une part, et le procureur de la République de l'autre, après avoir consigné leur avis sur la notice, l'adressent directement au Ministre de l'Intérieur : 1^{er} bureau pour tous condamnés détenus en Algérie ; 2^e bureau pour tous condamnés détenus dans les prisons départementales ; 3^e bureau pour tous condamnés détenus dans les maisons centrales du continent et dans les pénitenciers de la Corse.

Les demandes sont examinées par un comité consultatif spécial constitué depuis le 23 février 1888 et composé de huit membres, représentants des services de l'administration pénitentiaire, de la Sûreté générale et du Ministre de la Justice.

Après décision du Ministre (rejet, ajournement ou déci-

sion), avis en est donné au préfet et au parquet qui ont été consultés, et au préfet et au parquet du lieu où le condamné va résider.

En cas d'admission, une notice individuelle spéciale (pièce n° 2) est adressée du Ministère de l'Intérieur au préfet et au Parquet du lieu de résidence du libéré. Elle fait connaître l'état civil et la situation pénale du libéré, et les conditions spéciales de l'arrêté de libération (les conditions générales étant les mêmes pour tous les cas).

III. — Arrêté de libération conditionnelle.

Ampliation de cet arrêté est adressée au directeur de la circonscription pénitentiaire.

Cet arrêté, dont nous donnons plus loin le modèle (pièce n° 3), contient les dispositions générales suivantes :

L'article 1^{er} prononce l'admission à la libération conditionnelle, l'article 2 indique les formalités de la levée de l'écrou.

Les articles 3, 5, 6 et 7 ont trait aux conditions de résidence imposées aux libérés. Leurs dispositions peuvent se résumer ainsi :

Lors de la remise du permis de libération, le condamné doit indiquer le lieu de sa résidence et l'itinéraire qu'il a l'intention de suivre pour s'y rendre.

Il doit également, dans les deux jours de son arrivée, aviser le préfet et le directeur de la circonscription pénitentiaire de sa présence en ce lieu.

S'il est dans la nécessité de changer de domicile ou de résidence, il doit en donner avis au préfet un certain nombre de jours avant son départ, pour permettre de contrôler ses allégations.

Enfin le séjour de certains lieux est interdit au libéré

conditionnel d'une façon permanente : Paris et les départements avoisinants, Lyon et l'agglomération lyonnaise, Bordeaux, etc. Mais si on a cru devoir imposer ainsi aux libérés des conditions spéciales qui semblaient des garanties nécessaires, on a voulu du moins que la surveillance fût le moins possible ostensible ou humiliante.

Aussi a-t-on écarté autant qu'on le pouvait l'intervention des agents subalternes dont le zèle parfois un peu exagéré pourrait désigner trop clairement le libéré à la défiance publique. C'est ainsi que l'arrêté donne aux préfets ou sous-préfets seuls le droit d'exiger du libéré la preuve de moyens honnêtes d'existence (art. 8). C'est aux mêmes fonctionnaires qu'est confiée la mission de recevoir les réclamations de l'intéressé, et d'examiner toutes les questions relatives à la mise en pratique de la libération conditionnelle, à charge d'en référer au Ministre de l'Intérieur.

L'intervention des préfets et des sous-préfets sera plus discrète et aussi plus efficace que celle d'agents subalternes.

Enfin l'arrêté rappelle les conditions dans lesquelles pourra s'effectuer l'arrestation provisoire du libéré. Nous reviendrons sur ce point quand nous étudierons les effets de la libération conditionnelle.

Dès que le directeur de la circonscription pénitentiaire a reçu ampliation de l'arrêté de libération, il doit le mettre à exécution.

IV. — Mise à exécution de l'arrêté de libération conditionnelle.

Le directeur de l'administration pénitentiaire dresse un procès-verbal de libération conditionnelle (pièce n° 4) en présence de deux témoins qui doivent être des personnes étrangères et au libéré et à l'administration : leur indépendance assure la sincérité de leur déclaration. Le procès-ver-

bal constate l'accomplissement des formalités suivantes :

1^o Lecture de la loi du 14 août 1885 et de l'arrêté ministériel de libération conditionnelle. La circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 mai 1886 prescrit fort judicieusement d'appeler l'attention du détenu sur toutes les conditions qui lui sont imposées, de lui faire comprendre quels seront dans l'avenir les avantages de sa situation nouvelle et les obligations qui vont lui incomber.

2^o Demande adressée au détenu sur le point de savoir s'il entend bien bénéficier des avantages de la libération conditionnelle et réponse affirmative de sa part (1).

3^o Désignation faite par lui du lieu de sa résidence et injonction à lui adressée de s'y rendre sans délai.

4^o Accomplissement des formalités de la levée d'écrou.

5^o Enfin remise d'un permis de libération.

V. — Permis de libération.

Le permis de libération est un livret dont voici brièvement résumé le contenu :

A l'extérieur de la couverture est inscrit le nom seul du libéré. On n'a pas voulu par l'indication du contenu de cette pièce dévoiler la véritable situation de celui qui en est porteur.

La première page porte le nom et le signalement anthropométrique du condamné.

Puis sont relatés sur les pages suivantes : l'état civil du libéré ; le texte de la loi du 14 août 1885 ; une copie de l'arrêté ministériel de libération, une reproduction du procès-verbal de libération conditionnelle.

A la fin sont réservées un certain nombre de pages blan-

(1) Il résulte de la nécessité de cette formalité que la libération conditionnelle peut être refusée par le condamné.

ches où doivent être inscrites les décisions postérieures à la libération conditionnelle.

Ajoutons qu'un double du procès-verbal de libération doit être adressé avec le signalement anthropométrique du libéré au Ministère de l'Intérieur, et que le directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire doit aviser le préfet de la résidence du condamné de la mise à exécution de l'arrêté de libération conditionnelle.

Enfin, aux termes de la circulaire du Garde des Sceaux du 28 juin 1888, cette décision doit être, comme la grâce, mentionnée au casier judiciaire (1).

Après avoir indiqué ainsi quelles formalités accompagnent l'octroi de la libération conditionnelle, il nous faut maintenant déterminer les effets de cette mesure.

SECTION V. — Effets de la libération conditionnelle.

Nous devons étudier les effets de la libération conditionnelle en envisageant successivement la situation du libéré :

I. — Jusqu'à l'époque de l'expiration du délai de sa peine ou jusqu'au moment de la révocation de la liberté conditionnelle ;

II. — Après la révocation de cette mesure ;

III. — A l'expiration du délai de sa peine sans révocation.

§ 1. — Situation du condamné en état de libération conditionnelle.

La situation du libéré doit être envisagée successivement à deux points de vue :

(1) La circulaire du Garde des Sceaux du 20 juillet 1888 prescrit de faire figurer la mention de la libération conditionnelle en marge des jugements ou arrêts de condamnation (*Bul. Off.* du Min. de la Justice, 1888, p. 184).

1° Au point de vue pénal ;

2° Au point de vue pénitentiaire.

A. — *Au point de vue pénal.*

Le libéré conditionnel est-il, au point de vue de sa situation au regard de la loi pénale, assimilé au détenu ou bien à l'individu qui a été mis définitivement en liberté après l'exécution de sa peine ?

La réponse, à notre avis, ne peut faire de doute. La libération conditionnelle n'a pas, comme la grâce, pour effet de remettre au condamné une partie de sa peine. Elle n'est qu'un mode spécial d'exécution du châtiment. Il faut donc assimiler le libéré conditionnel à l'individu qui exécute sa peine. D'où ces conséquences :

1° Le libéré conditionnel continue à encourir les incapacités et déchéances qui sont attachées à l'exécution même de la condamnation. C'est ainsi, par exemple, qu'il reste sous le coup de l'interdiction légale. Cette peine accessoire est en effet la conséquence légale et forcée des condamnations aux travaux forcés à temps, à la détention, à la réclusion, condamnations qui peuvent donner lieu à l'application de la loi du 14 août 1885.

2° Le libéré conditionnel peut former un recours en grâce.

La grâce, en effet, nous l'avons vu, n'a pas les mêmes effets que la libération conditionnelle ; elle aurait pour le condamné le double avantage de rendre définitive sa libération, et de le relever des déchéances attachées à l'exécution de la condamnation.

3° La libération conditionnelle n'étant qu'un mode d'exécution de la peine, la prescription ne court pas pendant le délai de la liberté provisoire, mais elle commence à courir évidemment du jour où le libéré se soustrait par la fuite à

l'exécution de ses engagements, en quittant par exemple le lieu de sa résidence sans autorisation.

B. — *Au point de vue pénitentiaire.*

Nous voulons indiquer ici quelle est la situation du libéré conditionnel au moment de son élargissement, c'est-à-dire quelles sont les obligations qui lui incombent, comment est surveillée l'exécution de ces obligations, et quelle en est la sanction.

I. *Obligations du libéré.* — Le détenu reçoit à son élargissement un permis de libération qui mentionne les conditions qui lui sont imposées.

Ces conditions sont ou générales ou spéciales.

Les conditions générales sont celles qui sont reproduites dans l'arrêté de libération conditionnelle dont nous avons donné une brève analyse dans la section précédente et dont nous reproduisons le texte en appendice à ce chapitre.

Ces conditions ont trait, nous l'avons dit :

a) A l'obligation de résider dans un lieu déterminé avec faculté de s'en éloigner en en informant le préfet du département un certain temps à l'avance ;

b) A l'interdiction de paraître dans certains autres ;

c) A l'obligation de faire connaître, sur toutes réquisitions du préfet ou des sous-préfets, quels sont ses moyens d'existence.

Les conditions spéciales varient évidemment avec chaque individu. Nous ne pouvons donc en donner l'énumération : il est facile de comprendre que, d'une manière générale, elles doivent être édictées dans le but de compléter celles imposées par l'arrêté de libération et que par conséquent elles sont conçues dans le même esprit.

II. *Mode de surveillance des libérés.* — L'article 6, alinéa 1,

porte « qu'un règlement d'administration publique déterminera le mode de surveillance des libérés ».

Dans son rapport présenté au Sénat le 22 décembre 1883, M. Béranger a déclaré que la commission n'avait pas voulu régler dans ses détails le mode de surveillance des libérés, pour ne pas empiéter sur les attributions de l'administration. Mais il reconnaissait en même temps, et à juste titre, que c'était là cependant une question délicate de la solution de laquelle pouvait dépendre le succès ou l'échec de l'institution nouvelle.

Et, en effet, il faut éviter en cette matière un double écueil. Une surveillance trop peu efficace risque de ne pas donner à la société toutes les garanties de sécurité désirables, en permettant au condamné de faire un mauvais usage de sa liberté. Une surveillance trop étroite peut devenir tracassière et désigner à la méfiance publique l'individu qui en est l'objet en révélant à tous sa véritable situation. Il y a là, semble-t-il, un problème qui est assez difficile et assez important à résoudre pour que le législateur s'en soit occupé avec un soin tout particulier.

On peut ajouter aussi que laisser au pouvoir exécutif le soin de régler les détails d'application d'une loi, c'est trop souvent en ajourner la mise en vigueur. Nous en avons déjà trouvé la preuve en notre matière : le régime disciplinaire prévu par l'article 1^{er} de la loi n'a pas encore été organisé. Il en est de même d'ailleurs du mode de surveillance des libérés.

Cependant si cette abstention du législateur mérite à notre sens d'être critiquée, du moins faut-il approuver la disposition de l'article 6, alinéa 2, qui autorise « l'administration à charger les sociétés ou institutions de patronage à veiller sur la conduite des libérés qu'elle désigne spécialement et dans les conditions qu'elle détermine ».

La surveillance des sociétés de patronage serait certainement de beaucoup préférable à celle de la police. Ce sont les inconvénients de l'intervention de cette dernière qui ont fait supprimer la surveillance de la haute police par la loi du 27 mai 1885. C'est pour éviter de la faire revivre, nous l'avons vu, que le législateur a spécifié dans l'alinéa 1^{er} de notre article que le libéré serait soumis à une surveillance *spéciale*.

La police, par la force même des choses, ne pourrait exercer à l'égard du libéré sa mission avec toute la discrétion désirable. Dans l'intention très louable de protéger la société, elle serait tentée d'obliger le condamné à l'accomplissement de formalités qui le désigneraient rapidement à l'attention et à la méfiance publiques. Lui imposerait-elle, par exemple, l'obligation de se présenter à des époques déterminées à un commissariat pour y justifier de sa présence à son lieu de résidence et de ses moyens d'existence? ces démarches périodiques seraient bientôt remarquées et la cause en serait tout au moins soupçonnée, sinon même connue. Que si, pour éviter cet inconvénient, un agent de police se rend assez souvent au domicile du libéré, le résultat sera bientôt le même et plus regrettable encore peut-être, car la situation du libéré sera dévoilée à ceux-là mêmes au milieu desquels il vit, qui lui donnent du travail et qui, du jour où ils sauront qu'il est, lui retireront peut-être l'aide matérielle et morale qu'ils lui prêtaient jusque-là.

L'intervention des sociétés de patronage, au contraire, au lieu de nuire ainsi au libéré, sera pour lui une recommandation puissante. Leurs membres ne seront pas seulement les surveillants de sa conduite, ils seront aussi et surtout ses protecteurs. Ils encourageront les efforts qu'il fait pour s'amender, le mettront en garde contre les périls de toute nature

qui le menacent, lui donneront conseil et appui pour éviter l'oisiveté, les fréquentations mauvaises ; ils lui épargneront les affronts, l'isolement, le mépris qu'il pourrait trouver parmi les honnêtes gens à qui il viendrait sincèrement demander du travail, toutes choses qui feraient évanouir ses meilleures résolutions. Le libéré ne risquera plus d'être repoussé par la société, où il cherche à reprendre sa place ; il obtiendra d'elle au contraire un peu de crédit moral, parce qu'il aura la caution morale de personnes honorables que M. Bonneville de Marsangy regardait déjà en 1847 comme une condition essentielle de la libération conditionnelle.

Mais il est évident que ce rôle de protection ne doit pas faire négliger aux sociétés de patronage les fonctions de surveillance qui leur sont imparties. Aussi le législateur n'a-t-il pas voulu que l'administration abandonnât d'une façon absolue aux sociétés de patronage un droit dont l'exercice peut avoir des conséquences si importantes au point de vue de la sécurité sociale. Il a décidé, en conséquence, que pour chaque libéré l'administration accorderait une délégation particulière, délégation qui pourrait d'ailleurs être subordonnée aux conditions spéciales jugées nécessaires. Mais si en théorie la surveillance des libérés peut ainsi être confiée aux sociétés de patronage, il ne semble pas qu'elle l'ait été en réalité dans la pratique. D'après le modèle de l'arrêté de libération (art. 8) que nous transcrivons plus loin, cette mission serait confiée aux préfets et aux sous-préfets, et la circulaire du 25 mai 1886 recommande aux divers agents de l'administration pénitentiaire de remplir dans le présent le rôle des sociétés de patronage, dont l'organisation n'a pu être suffisamment développée, et de la compléter dans l'avenir. Sans doute les préfets et les sous-préfets et certains fonctionnaires de l'administration pénitentiaire

pourront avoir toute la compétence et toute l'autorité nécessaires pour exercer comme il convient cette surveillance. Mais leurs multiples occupations leur laissent-elles aux uns et aux autres tous les loisirs qu'il faut pour mener à bien une tâche aussi délicate et aussi complexe ? Il est permis d'en douter et il nous semblerait préférable de chercher les moyens pratiques de donner au patronage toute l'extension qu'il peut comporter.

III. *Arrestation provisoire.* — De quelque façon que fût organisée la surveillance des libérés, il fallait lui donner une sanction. L'autorité chargée de veiller sur la conduite du condamné ne devait point rester désarmée quand elle constaterait que celui-ci faisait un mauvais usage de sa liberté.

La sanction qui s'imposait, c'était l'arrestation :

« L'arrestation du libéré conditionnel peut toutefois être provisoirement ordonnée par l'autorité administrative ou judiciaire du lieu où il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de l'Intérieur » (art. 4, al. 1).

Le premier texte de la commission du Sénat portait que l'arrestation du libéré pourrait être ordonnée « *dans l'intérêt de l'ordre public* ».

M. Béranger, dans son rapport du 13 mars 1884, a demandé la suppression de ces derniers mots pour bien indiquer que cette arrestation ne pourrait être opérée que pour des motifs imputables au condamné et non pour satisfaire aux nécessités de l'ordre public. Et, comme nous l'avons indiqué dans notre étude des travaux préparatoires, il a été fait droit à cette demande.

Il semble cependant qu'en pratique on méconnaisse formellement l'intention du législateur, puisque l'article 9 de l'arrêté de libération conditionnelle porte expressément :

« Le nommé..... pourra être mis en état d'arrestation provisoire, soit pour manquement grave aux conditions spécifiées au présent arrêté, soit en cas d'urgence *par nécessité de sécurité publique* ».

Mais qui peut faire opérer cette arrestation? La loi donne ce droit à l'autorité administrative ou judiciaire du lieu où se trouve le libéré.

Et le même article 9 de l'arrêté de libération nous semble avoir donné à ce texte une interprétation exacte en décidant que « cette arrestation pourra être effectuée sur l'ordre écrit et motivé par lettre ou au besoin par télégramme, soit du préfet ou sous-préfet, du procureur général ou du procureur de la République, du maire ou du juge de paix du lieu où se trouvera le nommé.... » (c'est-à-dire le libéré).

Ainsi donc le droit d'arrestation appartient au préfet, au sous-préfet et au maire d'une part, et de l'autre au procureur général, au procureur de la République et au juge de paix.

En ce qui concerne ces magistrats, la circulaire du Garde des Sceaux du 28 juin 1888, arrêtée de concert avec le Ministre de l'Intérieur, leur reconnaît ce droit. Mais, plus conforme à l'esprit de la loi que l'arrêté de libération conditionnelle, elle leur enjoint de n'user de ce pouvoir qu'avec une extrême réserve « et seulement dans les cas susceptibles, aux termes de l'article 2, d'entraîner la révocation de la mise en liberté ».

Mais cette arrestation du libéré est toujours provisoire. Elle ne saurait entraîner *ipso facto* la révocation de la libération conditionnelle. Le Ministre de l'Intérieur, qui seul a compétence pour accorder cette mesure de faveur, peut seul aussi en retirer le bénéfice au condamné. Aussi, la loi ordonne-t-elle aux diverses autorités qui ont procédé à l'arres-

tation du libéré d'en donner immédiatement avis au Ministre de l'Intérieur.

L'article 10 de l'arrêté de libération prescrit aux fonctionnaires de l'administration de transmettre cet avis par l'intermédiaire des préfets dans les deux jours de l'arrestation, en faisant connaître en même temps les circonstances de cette arrestation, les motifs qui l'ont provoquée, et les personnes qui y ont procédé. La circulaire du Garde des Sceaux du 28 juin 1888 impose la même obligation aux magistrats. Elle ne fixe pas de délai dans lequel ils doivent s'en acquitter, mais elle leur prescrit de le faire « immédiatement et sans aucun retard. »

Le Ministre, à la réception de cet avis, peut, ou bien ordonner que la libération conditionnelle sera révoquée, ou bien que le détenu sera remis en liberté soit aux mêmes conditions que celles primitivement imposées, soit à des conditions nouvelles.

Il nous faut examiner chacune de ces deux hypothèses.

§ 2. — Révocation de la libération conditionnelle.

Nous étudierons successivement :

- A. Quelles sont les causes de la révocation ;
- B. Dans quel délai elle peut intervenir ;
- C. Quelle autorité est chargée de la prononcer ;
- D. Quels en sont les effets.

A. — Causes de la révocation.

L'article 2, alinéa 3, porte :

« La mise en liberté peut être révoquée en cas d'inconduite habituelle et publique dûment constatée ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération ».

La liberté est accordée au condamné sous la double con-

dition qu'il remplira les engagements contractés lors de son élargissement et consignés dans le permis de libération, et qu'en outre il tiendra une bonne conduite.

S'il manque à la première de ces conditions il doit être déchu d'une faveur qui était attachée à l'accomplissement même de ses engagements. D'ailleurs ces obligations n'ont été imposées au libéré que parce que leur exécution a paru nécessaire au maintien du bon ordre et à la sécurité de la société.

Cette condition est, du reste, imposée par presque toutes les législations étrangères.

La seconde cause de révocation de la libération conditionnelle, c'est une « *inconduite habituelle et publique dûment constatée* ».

Cette disposition de la loi nous semble tout aussi justifiée que la précédente. Il est évident qu'on ne saurait tolérer que la conduite du libéré fût dans la société une cause de trouble ou de scandale. En se conduisant mal, il se montre indigne de l'indulgence qu'on lui avait témoignée ; il doit être privé d'une liberté dont il fait un si mauvais usage.

Mais que faut-il exactement entendre par *inconduite habituelle et publique* ?

La première rédaction proposée par la commission du Sénat portait : « *inconduite notoire* ».

M. Herbette commissaire du Gouvernement, ayant fait remarquer que cette expression était trop vague et laissait trop de place à l'arbitraire, le rapporteur expliqua qu'on avait voulu dire par là qu'un seul fait d'inconduite ne suffirait pas pour entraîner la révocation de la libération, et qu'il faudrait pour amener ce résultat une sorte de continuité, d'habitude de nature à causer du scandale. Entre la première et la seconde délibération du Sénat les mots : *d'inconduite habituelle et publique* furent substitués à ceux d'*inconduite notoire*,

sans qu'on trouve d'ailleurs dans les travaux préparatoires aucune explication de cette modification. Il faut donc entendre cette disposition dans le sens qu'avait indiqué le rapporteur.

La loi ajoute que cette inconduite habituelle et publique doit avoir été dûment constatée.

Quelle est l'utilité de cette disposition ? Il serait bien difficile de le dire. Il est évident que l'inconduite qui serait ignorée ne pourrait, par la force des choses, entraîner révocation de la libération conditionnelle, il faut qu'elle soit connue, établie.

Mais qu'a voulu dire le législateur par cette expression : *dûment* constatée ; quelle autorité est chargée d'établir l'existence de cette cause de révocation ? Le silence absolu des travaux préparatoires à cet égard ne permet pas de faire une réponse précise à cette question.

B. — *Dans quel délai elle peut intervenir.*

Nous devons distinguer ici suivant qu'il s'agit de la peine principale ou de la peine accessoire de la relégation.

1. *Peine principale.* — « Si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de la durée de la peine, la libération est définitive » (art. 3, al. 4).

Cet alinéa fut ajouté à l'article 2 sur la proposition de M. Brunet. Il exposa que faire survivre le droit de révocation à la durée de la peine serait se montrer d'une injuste rigueur. Le condamné qui n'a pas obtenu d'être mis en liberté serait soustrait à l'autorité de l'administration quand celui, plus méritant, qui a été jugé digne de la libération conditionnelle resterait soumis à sa surveillance.

Il en résulte que le temps pendant lequel la révocation peut être prononcée se mesure par la durée qui s'écoule entre

la mise en liberté du condamné et la date d'expiration de sa peine. On devra, du reste, tenir compte, en pareil cas, des réductions de peine résultant de la grâce, ou de l'application de la loi du 5 juin 1875 (réduction du quart).

II. *Peine de la relégation.* — Lorsque la peine principale qui aura fait l'objet de la libération conditionnelle devrait être suivie de la relégation, il pourra être sursis, nous l'avons vu, à l'exécution de cette dernière mesure.

« Le droit de révocation, dit l'article 2, alinéa 6, prendra fin en ce cas, s'il n'en a été fait usage pendant les dix années qui auront suivi la date d'expiration de la peine principale ».

Le délai pendant lequel la libération conditionnelle peut être révoquée est donc de dix ans. Il faut en effet s'assurer par une expérience plus longue de l'amendement d'un condamné dont les antécédents rendent ce retour au bien plus douteux.

Le point de départ de ce délai a été fixé par la loi à la date d'expiration de la peine principale. La disposition proposée au Sénat par M. Bérenger faisait courir ce délai soit de la libération définitive, soit de la libération conditionnelle.

Nous avons indiqué en effet dans notre étude des travaux préparatoires que le rapporteur avait demandé à ce que la libération s'appliquât soit à la peine principale, soit seulement à la relégation. C'est ce qui explique l'assignation de deux points de départ différents au délai de dix ans.

Quoi qu'il en soit, sous l'empire de la disposition actuelle qui ne permet de surseoir à la transportation du relégué que si la peine principale a été elle-même l'objet d'une décision de libération conditionnelle, il nous semblerait plus logique de faire partir ce délai de dix ans de la date de cette libération même. C'est en effet de ce jour que commence pour le condamné l'épreuve à laquelle il doit être soumis.

C. — *Autorité compétente pour prononcer la révocation
de la libération.*

L'article 3, alinéa 3, porte : « s'il s'agit de la révocation, après avis du préfet et du procureur de la République de la résidence du libéré ».

Comme nous l'avons fait quand nous avons étudié la question de savoir par qui était prononcée la libération conditionnelle, nous devons successivement rechercher quelle est l'autorité compétente pour statuer sur la révocation de cette mesure, et quels avis elle doit préalablement recueillir.

1. *Autorité compétente pour prononcer la révocation de la libération conditionnelle.* — C'est le Ministre de l'Intérieur qui par arrêté prononce la révocation de la libération conditionnelle. Cette disposition de la loi a été vivement critiquée au Sénat par M. Brunet et dans la commission de cette assemblée par M. Bardoux.

Il est, disaient-ils, extrêmement dangereux d'accorder à l'autorité administrative le droit de faire ainsi réintégrer la prison au libéré. Le Ministre de l'Intérieur pourra être tenté d'user de cette prérogative dans un but politique.

La justice seule en principe a le droit de décider des questions relatives à la liberté individuelle. C'est donc à elle qu'il faudrait confier le soin de statuer sur la révocation de la libération conditionnelle. M. Brunet déposa du reste un amendement en ce sens.

Si nous estimons, comme nous l'avons déjà dit, qu'il serait préférable de donner à la justice la mission de faire exécuter la peine et par conséquent le pouvoir de statuer sur l'octroi de la libération conditionnelle et sur la révocation de cette mesure, nous pensons cependant que, dans l'état actuel de notre législation, il est préférable d'accorder sur ce point compétence au Ministre de l'Intérieur.

Au point de vue théorique, la disposition de notre loi se justifie par cette considération que la libération conditionnelle, étant un mode d'exécution de la peine, il est naturel de donner au chef de l'administration pénitentiaire le pouvoir de modifier ce mode même d'exécution quand il vient à présenter dans certains cas des dangers pour la sécurité de la société.

Au point de vue pratique, il faut bien reconnaître que le Ministre de l'Intérieur sera renseigné mieux que tout autre sur l'opportunité de la révocation de la libération conditionnelle, car c'est à ses représentants, à ses subordonnés directs, les préfets, qu'incombe actuellement la surveillance des libérés. Cette révocation, du reste, n'a pour effet que de continuer l'exécution du jugement de condamnation ; c'est en vertu d'une décision première de la justice que le libéré est réintégré dans la prison ; et si une atteinte est portée à sa liberté, on ne peut certainement l'imputer au chef de l'administration pénitentiaire.

II. *Avis que doit recueillir le Ministre de l'Intérieur avant de statuer sur la révocation de la libération conditionnelle.* — Le Ministre de l'Intérieur ne doit, aux termes de la loi, statuer sur la révocation de la libération conditionnelle qu'après avoir recueilli l'avis du préfet et du procureur de la République de la résidence du libéré.

1^o *Avis du préfet.* — Le préfet est, en effet, le représentant du Ministre de l'Intérieur dans le département. Il est, par les moyens d'investigation dont il dispose, plus à même que personne d'être exactement renseigné sur la conduite du libéré et sur la nécessité de la révocation de la libération conditionnelle.

2^o *Avis du procureur de la République.* — Le procureur de la République est informé par la police et par la gendarme-

rie de tous les faits qui peuvent être contraires à la loi pénale. Il a, de plus, une autorité directe sur les officiers de police judiciaire : maires, commissaires de police, juges de paix, qui pourront lui fournir tous renseignements utiles sur la conduite du libéré. Il pourra ainsi éclairer le Ministre sur l'opportunité d'une mesure à prendre à l'égard de celui-ci.

D. — *Effets de la révocation de la libération conditionnelle.*

Nous indiquerons successivement les effets de la libération conditionnelle, au point de vue de la peine principale et au point de vue de la peine accessoire de la relégation (1).

I. *Au point de vue de la peine principale.* — Le condamné qui a été déclaré déchu de la faveur qu'on lui avait accordée est réintégré en prison, ou, pour indiquer sa situation d'une manière plus générale, il doit reprendre l'exécution de la peine. « La réintégration a lieu pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération » (art. 5, al. 1).

Cette disposition de notre loi se justifie aisément. On ne saurait admettre en effet que le condamné qui a fait un si mauvais usage de la liberté soit considéré comme ayant en même temps subi sa peine. Il jouirait ainsi indûment de tous les avantages d'une mesure de clémence dont cependant il s'est montré indigne.

L'article 5, alinéa 2, porte que : « Si l'arrestation provisoire est maintenue, le temps de sa durée compte pour l'exécution de la peine ».

Et l'article 4 ne fait qu'exprimer la même idée quand il

(1) Nous ajouterons que les arrêtés de révocation doivent être mentionnés en la même forme et la même manière que les arrêtés de libération (circ. du garde des Sceaux du 20 juillet 1888), c'est-à-dire sur les extraits du casier judiciaire et en marge des jugements ou arrêtés de condamnation.

décide dans son alinéa 3 que : « L'effet de la révocation remonte au jour de l'arrestation ».

On ne saurait en effet faire pâtir le condamné des retards qui peuvent être apportés dans la révocation de la libération conditionnelle.

Cette solution de notre loi a été, pour ainsi dire, confirmée par la loi des 15-17 novembre 1892 qui a introduit dans notre législation la règle de l'imputation de la détention préventive sur la durée des peines.

L'arrestation du libéré n'est du reste qu'une sorte de détention préventive, et, en l'absence même d'une disposition formelle de la loi du 14 août 1885 à cet égard, la seule application des principes, actuellement en vigueur dans notre législation, eût conduit désormais au même résultat.

Mais si le libéré avait été antérieurement déjà arrêté sans que le Ministre de l'Intérieur eût cru alors devoir révoquer la libération conditionnelle, le temps pendant lequel le condamné aurait été temporairement privé de sa liberté devrait-il être imputé sur la durée de la peine qu'il lui reste à subir après la révocation ? Cette hypothèse était prévue par l'alinéa 2 de l'article 5 tel qu'il avait été voté par le Sénat, et la solution en était donnée en ces termes : « Si l'arrestation provisoire n'est pas suivie de révocation (de la libération conditionnelle), le temps de sa durée compte pour l'exécution de la peine ».

Mais dans la pensée erronée que cette disposition visait la révocation, non de la libération conditionnelle, mais de l'arrestation, la Chambre des députés estima qu'il était plus juridique de dire : « est maintenue », que « n'est pas suivie de révocation ». D'où ce double résultat : d'abord l'alinéa 3 de l'article 4 qui exprime la même pensée en d'autres termes

devient inutile ; et ensuite la question que nous examinons n'est plus tranchée par la loi.

Néanmoins dès qu'on fait compter la durée de l'arrestation dans la durée de la peine lorsqu'il y a révocation de la libération conditionnelle, il faut décider de même, et par *a fortiori*, dans le cas évidemment plus favorable où le condamné est remis en liberté.

II. *Au point de vue de la relégation.* — Quand la peine principale doit être suivie de la relégation, la révocation de la libération conditionnelle peut avoir un double effet :

1° Si elle intervient avant l'expiration du délai de la peine, elle a pour effet non seulement de faire subir au condamné la portion de la peine non exécutée au moment de sa libération provisoire, mais encore de rendre définitivement exécutoire contre lui la peine accessoire de la relégation.

2° Si elle intervient après l'expiration du délai de la peine, mais moins de dix ans après, elle ne peut sans doute avoir pour résultat de faire exécuter au condamné le reste de la peine principale laquelle, nous allons le voir, est considérée comme subie, mais elle aura pour effet de le faire déchoir du bénéfice du sursis à la transportation.

§ 3. — Expiration du délai de la peine sans révocation.

Si la libération conditionnelle n'est pas révoquée c'est-à-dire si, pendant le délai de la peine, le condamné a exactement rempli les conditions de bonne conduite et autres à lui imposées, la peine est réputée purgée. C'est ce qu'indique expressément l'article 2, alinéa 4 : « Si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de la durée de la peine, la libération est définitive ».

Le but de la libération conditionnelle est en effet de récompenser les efforts du détenu pour revenir au bien par une

abréviation de son incarcération. Autant il est légitime, quand il manque à ses engagements, de le déclarer déchu d'une faveur qu'il a cessé de mériter, autant il est juste de lui accorder une récompense quand il a victorieusement subi l'épreuve qui lui était imposée.

Nous avons dit que si la libération conditionnelle s'applique à une peine qui doit être suivie de la relégation, l'administration pénitentiaire est autorisée à laisser provisoirement le relégué en France. En pareil cas, l'expiration sans révocation du délai de dix ans rend ce sursis définitif, c'est-à-dire que le condamné ne peut plus être transporté dans les colonies.

« Le droit de révocation prendra fin en ce cas, s'il n'en a été fait usage, pendant les dix années qui auront suivi la date d'expiration de la peine principale » (art. 6, al. 6).

Il y a en pareil cas une sorte de prescription de la peine par la bonne conduite.

Après avoir ainsi étudié en détail le fonctionnement de la libération conditionnelle dans notre législation, il nous faut comparer cette institution avec celles analogues qu'ont organisées les principales législations étrangères.

APPENDICE AU CHAPITRE IV

PIÈCES PRINCIPALES DE LA PROCÉDURE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION
DE
l'Administration pénitentiaire

L nommé
détenu à
département d
direction d

Pièce n° 1.

QUESTIONS, PROPOSITIONS

ET DEMANDES D'ADMISSION
à la

LIBÉRATION CONDITIONNELLE
(Loi du 14 août 1885)

NOTICE INDIVIDUELLE

I

Indications générales

<i>Nom</i> (en ajoutant les prénoms et surnoms)	{	
<i>Filiation</i>	{	Fils de et de
<i>Age et lieu de naissance</i>	{	Né le à département d arrondissement d
<i>Nationalité</i> (française ou étrangère et de quel pays)	{	
<i>Lieu de domicile ou de résidence</i> (à l'époque de la dernière condamnation)	{	A arrondissement d département d

<i>Etat civil. — Famille.</i>	{ Célibataire, marié, veuf, séparé, divorcé. Enfants (nombre, sexe, âge, etc.). Situation de la famille.
<i>Profession</i> (métiers, occupations, { travaux dans la vie libre). . . {	
<i>Obligations militaires</i> (situation { au point de vue de ces obliga- tions) }	

II

Situation pénale.

<i>Condamnation en cours.</i>	Condamné le à par pour
<i>Contrainte par corps</i> (Y a-t-il contrainte par corps et recom- mandation sur écou ?)	
<i>Interdiction de séjour</i> (Indiquer si elle a été prononcée et pour combien de temps).	
<i>Commutations ou réductions par voie de grâce des peines en cours</i> (Dates des décrets, etc.).	
<i>Réduction éventuelle d'un quart du temps de peine subi</i> (Noter le temps de peine à déduire, s'il y a lieu, par application de la loi du 5 juin 1875 sur l'emprisonne- ment individuel, en s'arrêtant pour ce calcul à la date que porte la notice).	
<i>Date du commencement de la peine.</i>	
<i>Date de la libération définitive.</i>	

Antécédents judiciaires (Donner l'énumération des condamnations antérieurement encourues, avec les dates, l'indication des peines prononcées et les motifs.

III

Notes et renseignements pénitentiaires.

Santé (Etat physique constaté durant la détention. Maladies, infirmités. — Possibilité de travail dans la vie libre, etc.).

Travail (Occupations, industries ou métiers exercés par l'intéressé dans les établissements pénitentiaires. — Activité, assiduité, habileté au travail, etc.).

Caractère, moralité, conduite (Noter spécialement les preuves et indices soit de retour au bien, soit de persistance dans le mal, les actes et faits particulièrement méritoires ou reprochables. — Relater le nombre, la nature et les motifs des punitions disciplinaires, les mesures de précaution ou de sévérité reconnues nécessaires. Mentionner, d'autre part, les récompenses, marques de confiance et encouragements obtenus).

Degré d'instruction (Noter spécialement à cet égard les résultats acquis pendant la détention).

Relations avec la famille et les tiers (Signaler ces relations au

point de vue de la correspondance, des visites, des secours pécuniaires envoyés ou reçus, des marques d'intérêt et souvenirs témoignés, spécialement pour l'appréciation des chances de relèvement et de l'appui qui serait donné dans la vie libre).

Pécule (Inscrire le montant du pécule, en distinguant la partie disponible et la partie réservée ; marquer l'origine des sommes, etc.).

Frais de justice, amendes, dommages-intérêts (Préciser s'il en était dû, s'ils ont été acquittés en tout ou en partie, et par quels moyens. — Conclusions favorables à tirer ou non de ces faits).

IV

Observations et indications spéciales pour l'éventualité de la mise en liberté conditionnelle.

Conduite à prévoir dans la vie libre (Indiquer les probabilités présumées de rechute ou d'amendement définitif, ainsi que les motifs de cette présomption).

Moyens d'existence après la libération (Aptitudes à une profession déterminée ; emplois, occupations ou travail assurés ; avoir personnel et ressources de la famille ; appui des sociétés ou œuvres de patronage, etc.).

Résidence éventuelle après libération (Citer les lieux où avaient

été commis les crimes ou délits. Signaler les inconvénients présumés du retour dans ces lieux, les sentiments et dispositions probables de la population. — S'expliquer sur les possibilités de retour dans la famille, sur l'accueil qu'elle ferait, les services qu'elle rendrait à l'intéressé. Avis sur la résidence annoncée par l'intéressé, sur le secours, les bons exemples, conseils, appuis et moyens d'existence qu'il y trouverait).

Attestations, intervention et engagements de tiers (Noter ceux qui émaneraient de la famille, de patrons, d'autorités locales, de sociétés de patronage, de personnes quelconques, en faveur de l'intéressé et qui se réfèreraient à sa mise en liberté conditionnelle).

Observations particulières (Signaler, par exemple, les effets éventuels de la faveur sollicitée sur la population détenue, les motifs spéciaux d'accorder, de différer ou de refuser la libération, et tout ce qui semblerait devoir influencer à titre quelconque sur la décision ministérielle).

AVIS DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

AVIS DU DIRECTEUR

Vu et adressé, le 48. . . . à M. le

(Signature du Directeur.)

AVIS DE M. LE

Vu et transmis à M. le Ministre de l'Intérieur le 48.

(Signature.)

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

Pièce n° 2.

DIRECTION
DE
l'Administration pénitentiaire
° Bureau

RENSEIGNEMENTS

CONCERNANT LES PERSONNES ADMISES A BÉNÉFICIER

de la

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

(Loi du 14 août 1885)

Nom, prénoms et surnoms . . .	{	L. nommé	
	{	Né le	
Age et lieu de naissance . . .	{	à	
	{	arrondissement d	
	{	département d	
Condamnation.	{	Condamné le	
	{	à	
	{	par	
	{	pour	
Commutations de peines, réductions de durée qui étaient acquises par grâce ou par l'effet de la loi sur l'emprisonnement individuel.	{		
Etablissement où l'intéressé était détenu en dernier lieu . . .	{		
Date du commencement de la peine.	{		
Epoque de la libération définitive.	{		
Date de l'arrêt de libération conditionnelle.	{		
Lieu indiqué pour domicile ou résidence	{	arrondissement d	
	{	département d	
Délai fixé pour arriver à destination.	{		jours
Lieux où il est interdit au condamné de résider ou de paraître	{		

AUTRES DISPOSITIONS SPÉCIALES
DE L'ARRÊTÉ DE
LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Paris, le

18 .

VU :

Le Conseiller d'Etat,
Directeur de l'Administration pénitentiaire.

Pièce n° 3.

MODÈLE D'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

prononçant la mise en liberté conditionnelle.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 14 août 1885, titres I et II ;

Sur la proposition du conseiller d'Etat, directeur de l'administration pénitentiaire,

ARRÊTÉ :

ART.

Le nommé
détenu en dernier lieu à
condamné pour
par
en date du à
est admis à bénéficier des dispositions de la loi susvisée relative à la libération conditionnelle.

En conséquence, après notification et lecture faites du présent arrêté et après remise d'un permis de libération qui en relatera les dispositions, l'intéressé sera mis en liberté et pourra y être laissé jusqu'à l'expiration de la peine ici mentionnée, sous les conditions et réserves déterminées ci-après.

ART.

La levée de l'écrou devra être opérée au registre réglementaire avec mention écrite de la décision emportant libération conditionnelle, ainsi que des jour et heure de la notification accomplie, de la remise faite du permis de libération et de la mise en liberté effectuée. L'intéressé recevra lecture de cette mention et sera invité à la contresigner, ainsi que son permis.

Ces formalités seront accomplies en présence de deux personnes majeures n'appartenant ni à la famille ni aux subordonnés du fonctionnaire ou agent chargé d'opérer la mise en liberté. Elles signeront au registre avec indication de leurs qualité, profession et demeure, en certifiant l'accomplissement desdites formalités et constatant, lorsqu'il y aura lieu, l'impossibilité de faire figurer la signature de l'intéressé.

ART.

Avant la remise du permis de libération, l'intéressé devra donner connaissance de l'itinéraire qu' il compte suivre afin de se rendre dans la localité qu' il aura précédemment indiquée pour y fixer son domicile ou sa résidence.

Il devra parvenir à sa destination dans le délai de . . . à partir de sa sortie de l'établissement pénitentiaire, et dans les deux jours qui suivront son arrivée, faire connaître sa présence et sa demeure au . . . ainsi qu'au directeur de . . .

En cas de retard ou de modifications à l'itinéraire se produisant pour une cause quelconque, . . . devra informer sur le champ le maire de la commune où . . . se trouvera et envoyer avis explicatif au directeur de . . .

ART.

Sans préjudice des rapports et renseignements à fournir, selon les cas, procès-verbal relatant l'exécution du présent arrêté et contenant copie des mentions qui auront été inscrites au registre d'écrou, devra être envoyé au Ministère de l'Intérieur, direction de l'administration pénitentiaire, dans le délai de quarante-huit heures à dater de la mise en liberté.

ART.

Dans tous les cas où, pour cause quelconque, le nommé aurait à changer de domicile ou de résidence, . . . devra donner avis de ce changement . . . jours au moins avant qu'il s'effectue, au . . .

Lorsque le nouveau domicile ou la nouvelle résidence devra être dans un autre département, l'avis sera donné . . . jours au moins avant que le changement s'effectue.

Tout avis préalable de changement devra être transmis d'urgence au Ministère de l'Intérieur, direction de l'administration pénitentiaire, avec conclusion et avis, selon les cas, et l'accomplissement des conditions mentionnées à l'article . . . ci-dessus pourra être exigé de l'intéressé, . . . par décision ministérielle.

ART.

Il n'est pas préjudicié par les dispositions ci-dessus aux déplace-

ments purement temporaires qui seraient entraînés par l'exercice d'une profession ou d'un métier, par nécessités et convenances personnelles, sans qu'il en résulte absence définitive ou prolongée hors du lieu choisi pour domicile ou résidence habituelle.

L nommé ne sera, en conséquence, astreint à faire connaître les déplacements de ce genre, soit avant, soit après les avoir effectués, que dans les cas où. . . . y serait obligé par décision spéciale du préfet soumise à l'approbation du ministre.

ART.

Sauf cas d'autorisation spéciale ou exceptionnelle donnée pour une durée déterminée ou indéterminée, par décision ministérielle (direction de la sûreté générale), il est et demeure interdit au nommé de résider et de paraître dans les lieux ci-après déterminés, jusqu'à l'époque de l'expiration de la durée de sa peine :

Paris et le département de la Seine ; — les départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne ; — Bordeaux et banlieue : Bègles, Talence, Caudéran, Le Bouscat, Bruges ; — Nantes ; — Le Creusot ; — Lyon et l'agglomération lyonnaise, savoir : les communes de Lyon, Caluire et Cuire, Oullins, Sainte-Foy, Saint-Rambert, Villeurbanne, Vaux-en-Velin, Bron, Venissieux et Pierre-Bénite, du département du Rhône, et celle de Sathonay du département de l'Ain ; — Lille et les communes suburbaines de Saint-André, La Madeleine, Hellemmes et Loos ; Roubaix, Tourcoing et Armentières ; — Saint-Etienne ; — Pau ; — Marseille ; — Nice ; — Cannes ; — et l'Algérie.

ART.

L nommé pourra être tenu de justifier, sur toute réquisition émanant du préfet ou du sous-préfet, des moyens d'existence honorables dont disposerait, soit par son travail ou ses occupations, soit par ressources à propres, soit par l'assistance de sa famille, de sociétés ou institutions de bienfaisance ou de patronage, soit par le concours de personnes s'intéressant à

ART.

L nommé pourra être mis en état d'arrestation provisoire, soit pour manquement grave aux conditions spécifiées au présent arrêté, soit, en cas d'urgence, par nécessité de sécurité publique.

Cette arrestation pourra être effectuée sur l'ordre écrit et motivé par lettre ou au besoin par télégramme, soit du préfet ou sous-préfet, du procureur général ou du procureur de la République, du maire ou du juge de paix où se trouvera le nommé .

Néanmoins, sauf cas d'urgence par nécessité de sécurité publique, il ne sera procédé à l'arrestation par les soins du maire ou du sous-préfet qu'après avis donné au préfet et par ce dernier au ministre (Direction de l'administration pénitentiaire).

ART.

Toute arrestation provisoire devra être portée à la connaissance du Ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire du préfet, dans le délai de deux jours, avec indication des circonstances qui l'auront provoquée, des motifs par lesquels elle aura été justifiée et des personnes qui l'auront ordonnée.

ART.

Lorsque l'arrestation provisoire aura été ordonnée par l'autorité administrative, le maintien de cette mesure ou la mise en liberté seront prononcés par décision ministérielle après instruction, selon les cas, sur la question de révocation de la libération conditionnelle ou de détermination des conditions auxquelles elle devrait être subordonnée.

Si l'arrestation provisoire a été ordonnée par l'autorité judiciaire, il sera statué par décision du ministre de l'intérieur, soit sur le maintien en détention provisoire au nom de l'autorité administrative et en vertu de ses pouvoirs propres, soit sur la révocation de la libération conditionnelle et la réintégration dans l'établissement pénitentiaire où aura lieu l'exécution de la peine, soit sur la mise en liberté dans les conditions prescrites au présent arrêté ou sous telles autres conditions qui seraient jugées nécessaires.

ART.

La présente décision pourra être rapportée et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré par arrêté ministériel a nommé soit pour inconduite habituelle et publique dûment constatée, soit pour infraction aux conditions auxquelles est subordonné son maintien en liberté.

ART.

L'effet de la révocation, lorsqu'elle sera prononcée, remontera au jour de l'arrestation.

La réintégration dans les établissements pénitentiaires aura lieu pour toute la durée de la peine non écoulee au moment de la libération, la durée de la détention provisoire comptant néanmoins pour l'exécution de la peine.

ART.

Toutes demandes et réclamations présentées par l'intéressé, ainsi que toutes questions qui se poseraient pour la mise en pratique de la libération conditionnelle, devront nous être soumises sans délai, par l'intermédiaire du préfet et avec ses conclusions, selon les cas.

ART.

Le conseiller d'Etat, directeur de l'administration pénitentiaire, le directeur de la sûreté générale et le préfet de police à Paris sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le

Le Ministre de l'Intérieur.

Pour copie conforme :

Le Conseiller d'Etat,

Directeur de l'administration pénitentiaire.

APPLICATION DE LA LOI DU 14 AOÛT 1885 SUR LA
LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

PROCÈS-VERBAL DE LIBÉRATION.

Double du document figurant au permis délivré à nommé. . .

Le. 189 ,

En présence de.

Nous, soussigné.

avons fait comparaître au greffe
dudit établissement 1 nom-
mé.

Après constatation de l'identité
et vérification du signalement
ci-contre, dont un double a été
gardé par nous pour être inscrit
ou joint au registre d'écrou,
lecture a été faite à l'intéressé
du texte ci-dessus relaté de la
loi du 14 août 1885, avec invita-
tion par nous de faire connaître
s'il entendait bien bénéficier des
avantages et se soumettre aux
obligations résultant de la libé-
ration conditionnelle.

Sur sa réponse affirmative,
notification et lecture intégrale
lui ont été données de l'arrêté
ministériel en date du
reproduit ci-dessus et son atten-
tion a été appelée sur les résér-
ves et clauses formulées dans cet
arrêté.

L nommé. ayant pré-
cédemment déclaré l'intention
de fixer son domicile ou sa rési-
dence à., a été invité
à s'y rendre sans retard aussitôt
après sa mise en liberté.

Les formalités prévues aux ar-
ticles 2 et 3 dudit arrêté ayant
été dûment remplies nous avons
complété les mentions à inscrire
au présent permis.

La mention spéciale exigée par
l'article 2, § 1, de l'arrêté minis-
tériel ayant été inscrite au re-
gistre réglementaire et l'écrou
ayant été levé, le présent permis
a été définitivement remis a
nommé. qui a été dé-
claré mis en liberté, ce même
jour, à. . . heure du.

L nommé. a été in-
vité à signer ci-dessous.

Ont signé ci-dessous les deux
personnes précédemment dé-
nommées.

Le.

CHAPITRE V

DROIT COMPARÉ.

L'idée première de la libération conditionnelle paraît avoir été conçue dès 1832 en France, et c'est M. Bonneville de Marsangy qui le premier en 1847 en a réclamé l'extension à tous les condamnés. Mais elle a été mise en pratique d'abord en Angleterre et en Irlande (Acts des 20 août 1853 ; 25 juillet 1864 ; 21 août 1871 ; 12 juillet 1877 ; 5 août 1891).

Elle a été ensuite appliquée successivement en Serbie (loi du 22 mai 1869), en Allemagne (Code pénal du 31 mai 1870, art. 23 et 24), en Danemark (loi du 13 février 1873), en Croatie (loi du 22 avril 1875), en Suède, en Hollande (Code pénal du 3 mars 1881, art. 15 et 16), au Japon (Code pénal de 1881, art. 53 à 58), en Bosnie (loi du 5 novembre 1887), en Belgique (loi du 31 mai 1888), en Italie (Code pénal de 1889, art. 16 et 17) ; enfin en Portugal (loi du 6 juillet 1893).

Le projet de révision du Code pénal français, dans ses articles 70 à 76, organise aussi la libération conditionnelle. Les législations que nous venons de citer représentent non l'ensemble mais les principales de celles qui ont consacré cette institution.

Une comparaison rapide de leurs dispositions avec celles de notre loi du 14 août 1885, permettra de se rendre compte des mérites et des imperfections de cette dernière et des améliorations qui pourraient y être apportées.

Le système général consacré par les lois que nous venons

de citer est le même ; seuls les détails d'organisation varient. L'étude successive des dispositions de chacune de ces lois nous obligerait à des redites. Il nous semble préférable, pour en faire utilement la comparaison, de rechercher successivement de quelle manière ont été résolues par chacune d'elles les questions suivantes :

I. — Condamnés qui peuvent obtenir la libération conditionnelle, et fraction de la peine qu'ils doivent subir avant d'être mis en liberté.

II. — Régime préparatoire à la libération conditionnelle.

III. — Autorité compétente pour accorder et révoquer cette mesure.

IV. — Effets de la libération conditionnelle.

§ 1. — Condamnés qui peuvent obtenir la libération conditionnelle, et fraction de la peine qu'ils doivent subir avant d'être mis en liberté.

Suivant la manière dont elles résolvent cette question, les législations que nous avons citées peuvent se diviser en deux groupes.

Les unes se contentent d'indiquer les peines dont l'exécution pourra donner lieu à la libération conditionnelle, sans distinguer entre les individus qui en sont frappés, soit quant à leurs antécédents, soit quant aux infractions qui ont motivé la condamnation. Les autres au contraire excluent de ce bénéfice certaines catégories de condamnés.

1^{er} groupe. — Le Code pénal du Japon, dans son article 53, décide que « les condamnés pour crime ou délit qui ont subi les trois quarts de leur peine et ont donné par une bonne conduite des preuves d'amendement, peuvent être préparatoirement mis en liberté par une décision administrative.

Il en est de même pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité qui ont subi leur peine pendant 15 ans » (1).

Cette disposition est très libérale puisqu'elle admet au bénéfice de la liberté conditionnelle tous les individus frappés d'une peine privative de liberté, quelle que soit la durée de cette peine.

Il en est du reste de même dans le projet de Code pénal français (art. 70) (2), avec cette différence seulement que si la peine est perpétuelle le condamné ne peut être libéré qu'après 20 ans.

La loi belge (3) permet d'accorder cette faveur aux condamnés à plus de 3 mois d'emprisonnement. La portion de la peine qui doit avoir été préalablement subie est égale au tiers de la durée totale, mais sans jamais être au-dessous de trois mois. Cette durée est portée aux deux tiers si le condamné est en état de récidive ; en cas de peine perpétuelle, le délai est de 10 ou 14 ans.

L'article 23 du Code allemand (4) édicte que : « Les condamnés à la réclusion ou à un emprisonnement de longue durée pourront, s'ils y consentent, obtenir leur libération provisoire lorsqu'ils auront subi les trois quarts, et en tout cas au moins une année de leur peine et qu'ils se seront bien conduits pendant ce temps ».

Au pénitencier central de Zénica (Bosnie) (5) peuvent être libérés conditionnellement les détenus qui ont subi les trois

(1) *Revue pénitentiaire*, 1884, p. 585 (traduction de M. Onoda, directeur des prisons de Tokio).

(2) *Revue pénitentiaire*, 1893, p. 200.

(3) Frins, La loi sur la libération et la condamnation conditionnelles en Belgique (*Revue pénitentiaire*, 1888, p. 934, 1889, p. 183. *Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 598 et suiv.

(4) *Annuaire de législation étrangère*, 1872, p. 85 et suiv.

(5) Cfr. un article de M. Georges Dubois dans la *Revue pénitentiaire* de 1888, p. 152 et suiv.

quarts de leur peine et au moins un an. Cette durée est portée à huit ans à l'égard des condamnés pour crimes et à quinze ans à l'égard de ceux frappés de la réclusion perpétuelle.

En Hollande « Tout condamné à l'emprisonnement peut être mis en liberté sous condition, s'il a passé en prison les trois quarts de la durée de sa peine, et au moins trois ans (1) » (art. 15, al. 1).

En Angleterre et en Irlande (2), la libération conditionnelle est applicable à tous les condamnés frappés de plus de cinq ans de servitude pénale. Le condamné subit, suivant la durée de la peine prononcée, des deux tiers aux trois quarts de cette peine.

En Danemark (3), ne peuvent en bénéficier que les condamnés à sept ans de travaux forcés et au-dessus. La durée de la peine qui peut être remise aux condamnés varie de un an à cinq ans et quatre mois pour les peines de sept à seize ans, suivant une proportion indiquée par la loi.

Enfin, en Suède (4), la liberté sous condition est accordée aux seuls condamnés aux travaux forcés à perpétuité et après dix ans d'expiation.

2^e groupe. — D'autres législations, plus rigoureuses que les précédentes, non seulement fixent un minimum de durée que doit atteindre la peine pour pouvoir être l'objet d'une décision de libération conditionnelle, mais encore n'étendent point cette faveur à tous ceux qui sont frappés de ces peines.

(1) *Code pénal des Pays-Bas*, traduit par William-Johan Wintgens, Paris. Imprimerie nationale, 1883 (p.4).

(2) *Revue pénitentiaire*, 1884, p. 328 et suiv. (Enquête de la Société générale des prisons sur la libération conditionnelle dans les législations étrangères.)

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

En Serbie (1), la loi du 22 mai 1869 déclare la libération conditionnelle applicable aux peines supérieures à un an quand il s'agit de l'emprisonnement et à deux ans quand il s'agit des travaux forcés.

Le condamné doit avoir subi les deux tiers ou la moitié de la peine suivant qu'il est ou non en état de récidive.

Sont exclus du bénéfice de la loi :

a) Les fonctionnaires ecclésiastiques qui ont commis des abus de pouvoir ou violé les lois religieuses.

b) Le libéré qui a déjà dû être réintégré en prison.

c) Les condamnés en état de seconde récidive.

En Croatie, la loi du 22 avril 1875 impose au détenu l'obligation d'exécuter d'abord les trois quarts de sa peine sans que la durée de cette incarcération puisse être inférieure à un an. De plus elle déclare indignes de la libération conditionnelle les étrangers et les individus condamnés pour attentat à la vie ou à la propriété, disposition qui restreint considérablement les cas d'application de cette mesure.

Le Code pénal italien (2) décide dans son article 16 que :

« Les condamnés à la réclusion ou à la détention pour un temps supérieur à trois ans, qui ont subi les trois quarts de leur peine, et non moins de trois années, s'il s'agit de la détention, et qui ont tenu une conduite de nature à faire présumer leur amendement, peuvent, sur leur demande, obtenir la libération conditionnelle, toutes les fois que le surplus de la peine n'excède pas trois ans ».

Mais la portée du principe ainsi posé est immédiatement

(1) Sur la libération conditionnelle en Serbie et en Croatie, voir l'enquête précédemment citée et un article de M. Rivière dans la *Revue pénitentiaire* de 1885, p. 232.

(2) *Code pénal d'Italie*, traduit et annoté par J. Lacointa, Paris, Imprimerie nationale, 1890.

restreinte par la loi elle-même qui décide que la libération conditionnelle ne peut être accordée :

1° « Aux condamnés à raison de l'un des délits énoncés à l'article 248 et aux articles 406 à 410 ; (c'est-à-dire, les crimes ou délits suivants : association de plus de cinq personnes ; fait d'enlever quelque chose ou d'arracher un engagement à une personne par violence) ;

2° « Aux condamnés à la réclusion dans le cas de l'article 59 (cette peine est substituée à celle de l'*ergastolo* par l'admission des circonstances atténuantes) ;

3° « Aux récidivistes à raison de l'un des délits énoncés dans les articles 364 à 368 (homicide) et 404 (vols qualifiés) ;

4° « Aux récidivistes pour la seconde fois à raison de quelque délit que ce soit, quand ils ont été condamnés à une peine excédant cinq ans ».

Enfin la nouvelle loi portugaise (1) du 6 juillet 1893 décide que la libération conditionnelle peut être accordée aux détenus qui ont subi les deux tiers de la durée totale de la peine.

Mais sont exclus de cette faveur : les condamnés à une peine majeure : prison majeure cellulaire, déportation (*degredo*), bannissement (*expulsao de reino*), privation de droits politiques pendant une durée de quinze à vingt ans.

Sans vouloir examiner en détail les dispositions si variées que nous venons d'indiquer seulement, nous remarquerons d'abord que la majorité des législations étrangères se montre moins libérale que la nôtre en n'appliquant la libération conditionnelle qu'aux peines d'une certaine durée.

Il est vrai que cette rigueur a une raison d'être dans les pays où, comme en Angleterre, la libération conditionnelle est un droit. Mais dans ceux où ce n'est qu'une faveur

(1) Sur la loi portugaise voir un article de M. Daguin dans la *Revue pénitentiaire* de 1894, pp. 406 et suiv.

laissée à la discrétion de l'administration, on pourrait sans inconvénient en étendre l'application aux peines de courte durée.

Il nous semble aussi que l'on ne saurait approuver les dispositions trop sévères qui excluent certains condamnés de la libération conditionnelle à raison de leurs antécédents. S'il peut être nécessaire d'imposer au malfaiteur d'habitude un stage plus long avant de le mettre conditionnellement en liberté, c'est pousser trop loin la rigueur que de l'en déclarer absolument indigne. Il est possible en effet que l'auteur d'infractions graves ou l'individu frappé de nombreuses condamnations puisse revenir au bien. Pourquoi ne pas chercher à atteindre ce résultat par l'application de la libération conditionnelle ?

C'est cette dernière raison aussi qui justifie l'extension de la libération conditionnelle, aux peines perpétuelles, et il nous paraît désirable que la législation française imite sur ce point celle du Japon, par exemple. C'est d'ailleurs en ce sens, nous l'avons dit, qu'est conçu le projet de révision de notre Code pénal.

§ 2. — Régime préparatoire de la libération conditionnelle.

Toutes les législations qui admettent la libération conditionnelle exigent que, pour l'obtenir, les détenus aient fait preuve d'amendement. Mais tandis que les unes se contentent d'énoncer cette condition, les autres ont organisé une sorte de régime disciplinaire spécial où le condamné, à mesure que sa conduite et son travail font présumer qu'il se corrige, s'avance comme par degrés vers la liberté. Il est ainsi encouragé à revenir au bien par la conscience qu'il a de l'utilité de ses efforts. De plus ce système a l'avantage de rendre peu à peu au détenu l'exercice de la liberté. Il l'y habitue, et

c'est presque sans transition qu'il reprendra sa place ensuite dans la société.

Cette idée a été mise en pratique notamment dans quatre des législations que nous étudions :

I. — *En Angleterre*, la peine se divise en trois périodes et *en Irlande* en quatre.

a) Au début, le condamné est mis en cellule pendant un temps qui ne peut excéder neuf mois.

b) Le condamné qui se conduit bien peut abréger la durée de cette première épreuve et être soumis à une seconde. Il couche et prend ses repas en cellule, mais il en sort pour se rendre dans des ateliers où le travail se fait en commun.

Les détenus sont, pendant le second stage, divisés en quatre classes. La conduite et le travail sont évalués en marques (*marks*) (on peut en obtenir au maximum neuf par mois) et le condamné passe d'une classe à l'autre suivant le nombre de marques qu'il a obtenues. A sa sortie de la cellule, il est placé dans la troisième classe. Puis il passe quand il a dix-huit marques dans la seconde classe ; 54, dans la première ; 108 (c'est le maximum d'une année) dans la classe A. Arrivé à cette dernière classe, le convict est employé à des travaux spéciaux et séparé des autres. Tout écart de conduite fait du reste perdre des marques et rétrograder le détenu vers les classes inférieures.

c) En Irlande, le condamné sortant de la classe A est placé dans des *prisons intermédiaires* où il jouit d'une demi-liberté. Il vient seulement prendre ses repas et coucher à la prison. Il peut du reste être employé, à certaines conditions, chez les habitants.

d) Enfin à ces divers stages succède la période de la libération conditionnelle. Le condamné reçoit un *ticket of leave*, brevet qui le met provisoirement en possession de sa

liberté et qui détermine à quelles conditions elle lui est accordée (1).

II. — A *Neufchâtel*, un système identique est en vigueur. Seulement les divers stages sont accomplis au pénitencier même (2).

III. — En *Danemark*, la peine se divise en quatre périodes :

a) *Période préparatoire*. — Elle dure toujours trois mois et est passée en cellule.

b) *Période des travaux forcés*. — Les condamnés sont divisés en cinq classes : ceux qui dans l'épreuve précédente ont obtenu la note mensuelle *bien* pour le travail et la conduite sont placés directement dans la seconde. Sinon ils entrent dans la première, où ils sont astreints aux travaux les plus pénibles.

A mesure que les condamnés avancent d'une classe grâce aux bonnes notes qu'ils ont obtenues, ils voient s'adoucir pour eux le régime de la peine.

c) *Période transitoire*. — Les condamnés ne sont plus astreints au port du costume pénal. Ils travaillent au dehors sous la surveillance des gardiens.

d) *Période de grâce conditionnelle*. — Les condamnés à sept ans de travaux forcés au moins et qui ont subi une portion, variable suivant les cas, de leur peine, peuvent obtenir une grâce conditionnelle (*betingede benadnung*).

IV. *Bosnie*. — Le règlement du 5 novembre 1887 divise la peine en quatre périodes :

a) *Emprisonnement cellulaire*. — Il dure en principe trois mois. La bonne conduite du condamné peut le réduire à deux.

(1) Sur le système irlandais, voir notamment Molinier, *Traité de Droit pénal*, annoté par G. Vidal, Paris, Rousseau, 1893, tome I^{er}, p. 506.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1883, p. 362 (article de M. Skousès).

mois, quand la peine est celle de la réclusion rigoureuse, à un mois, quand c'est la réclusion simple.

La durée peut au contraire être augmentée si la perversité du détenu l'exige. Toute décision l'étendant à plus d'une année doit être approuvée par le gouvernement local.

Le condamné est isolé pendant le jour et la nuit, sauf pour les leçons, le service divin, la promenade, les visites du personnel de garde et des contre-maitres (2 fois par jour) et celles des médecin, aumônier et instituteur (une fois par semaine au moins).

b) *Emprisonnement en commun.* — Le condamné, en principe, reste en cellule, mais il en sort pour travailler en commun dans les ateliers.

Les condamnés sont divisés en trois classes :

α. Détenus âgés de moins de 24 ans ;

β. Détenus âgés de plus de 24 ans ;

γ. Incorrigibles.

Les détenus qui soit par leur âge, soit par leur santé physique ou morale ne peuvent supporter le séjour de la cellule sont soumis à l'emprisonnement en commun.

c) *Prison intermédiaire.* — Cette prison est située hors de l'enceinte du pénitencier et le régime en est beaucoup moins sévère. Les condamnés ne peuvent y être placés qu'après avoir tenu une bonne conduite pendant la moitié de leur peine.

d) Enfin les condamnés qui ont subi la fraction de leur peine que nous avons déterminée précédemment peuvent obtenir la libération conditionnelle et révocable.

En résumé, le régime disciplinaire organisé par les lois neufchâteloise, danoise et par le règlement du pénitencier de Zenica ne sont que des modifications du système progressif introduit en Irlande par Sir W. Crofton et de là en Angleterre.

Ce régime présente des avantages incontestables : il permet de soumettre le détenu à une longue série d'épreuves et de n'accorder la libération conditionnelle qu'en pleine connaissance de cause. Les récompenses successives accordées au détenu sont un puissant stimulant à ses efforts pour revenir au bien. Enfin il est graduellement habitué à user de sa liberté et il peut ainsi supporter sans défaillance la vie en société.

Si l'organisation d'un semblable régime n'est pas indispensable au fonctionnement de la libération conditionnelle qu'il n'accompagne point partout, il faut reconnaître cependant qu'il permet de faire bénéficier de cette institution un plus grand nombre de détenus, et que par conséquent il est à souhaiter qu'il se généralise.

§ 3. — Autorité compétente pour accorder la libération conditionnelle et pour révoquer cette mesure.

En général, la même autorité est chargée de prononcer et de révoquer la libération conditionnelle ; c'est pourquoi nous devons examiner ensemble ces deux questions.

a) Certaines législations accordent en cette matière compétence au Ministre de la Justice. C'est ainsi qu'en Serbie la libération conditionnelle est accordée par le Ministre de la Justice après avis d'une commission spéciale. Elle est révoquée par l'administration de la police ou l'administration pénitentiaire. Le Ministre n'intervient que si le condamné conteste la validité de cette décision.

L'article 25, alinéa 1, du Code pénal allemand porte :

« Les arrêtés sur la mise en liberté provisoire ou sur la révocation de cette mesure sont du ressort de l'administration supérieure de la justice (*Obersten Justiz-Aufsichts-Behaerde*). L'arrêté de libération ne sera rendu qu'après avis préalable du directeur de la prison ».

De même aux termes de l'article 16, alinéa 1, du Code pénal des Pays-Bas : « Les arrêtés de mise en liberté sous condition et de révocation sont pris par le chef du Ministère de la Justice. La décision est prise, dans le premier cas, sur la proposition faite ou d'après les renseignements fournis par la direction de la prison. »

En Belgique, c'est le Ministre de la Justice qui prononce la mise en liberté sous condition et la révocation de cette mesure, après avis : au premier cas, du parquet qui a exercé les poursuites, de la commission de surveillance et du directeur de l'établissement pénitentiaire ; et au second, du parquet et des autorités de la résidence du libéré.

Il résulte des dispositions de l'arrêté réglementaire rendu le 1^{er} décembre 1889 « pour assurer l'application du Code pénal d'Italie » que les demandes de libération conditionnelle sont adressées par le condamné ou le directeur de l'établissement pénitentiaire au procureur général près la Cour dans le ressort de laquelle a été prononcée la condamnation.

Le procureur général fait une enquête puis provoque l'avis de la section d'accusation qu'il transmet avec son rapport au Ministre de la Justice qui statue.

Des formalités analogues sont suivies pour la révocation. Seulement c'est l'autorité de sûreté publique qui saisit le procureur général de la demande de révocation.

La nouvelle loi portugaise du 6 juillet 1893 donne au Ministre de la Justice compétence pour accorder ou révoquer la libération conditionnelle ; mais elle laisse à un règlement ultérieur le soin de fixer la procédure.

b) Parmi les autres législations, les unes donnent le pouvoir d'accorder ou de révoquer la libération à l'autorité administrative, les autres à des autorités variant suivant chaque loi particulière.

C'est ainsi qu'en Angleterre la libération conditionnelle est prononcée par le secrétaire d'Etat de l'Intérieur et révoquée soit par lui, soit par le magistrat d'une cour de *Summary jurisdiction*, quand il est prouvé sous serment que le porteur du permis a violé les conditions qui lui étaient imposées.

En Suède, la libération conditionnelle est accordée sous forme de grâce royale. Mais ce sont les tribunaux qui décident que le libéré reprendra l'exécution de sa peine.

La loi croate du 22 avril 1875 donne au *Ban* seul compétence en cette matière (Le *Ban* est une sorte de gouverneur de la province).

En Bosnie, la libération conditionnelle est accordée par le Ministre de la monarchie austro-hongroise sur la proposition du gouvernement local.

Ce dernier a seul compétence pour faire réintégrer le pénitencier au libéré.

L'article 17 du règlement du 13 février 1873 qui a institué la libération conditionnelle en Danemark porte : « Le détenu... est remis au maître de police de l'endroit où d'avance un gagne pain lui est assuré ».

Dans le canton de Neuchâtel, c'est le conseil cantonal qui est compétent pour statuer sur les demandes de libération conditionnelle.

Au Japon, ces mêmes demandes sont adressées par le directeur de la prison aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice qui, après en avoir délibéré, lui communiquent leur décision. La révocation de cette mesure a lieu de plein droit quand le libéré commet un délit pendant la durée de la libération provisoire.

Enfin le projet de révision du Code pénal français donne compétence sur ce point au Ministre de l'Intérieur qui doit prendre l'avis du Ministre de la Justice. Pour les établisse-

ments d'outre-mer (sauf l'Algérie), les arrêtés sont pris par le gouverneur de la colonie.

De tous les systèmes ainsi consacrés par les législations étrangères, il nous semble que le plus parfait est le système belge qui donne au Ministre de la Justice le soin de prononcer la libération conditionnelle. Nous avons dit, en effet, combien il nous paraît désirable de confier à l'exemple de la législation belge, la surveillance des prisons à l'autorité judiciaire. Du reste, le Ministre de la Justice en Belgique ne statue au sujet de la libération conditionnelle qu'après s'être éclairé des avis du directeur de l'établissement pénitentiaire, de la commission de surveillance et du parquet près la juridiction de qui émane la condamnation et ne prononce la révocation qu'après avoir consulté les autorités locales et le procureur de la résidence du libéré.

C'est là qu'il peut trouver en effet des éléments d'information aussi sûrs que précis.

§ 4. — Effets de la libération conditionnelle.

Nous étudierons successivement les effets de la libération conditionnelle suivant qu'elle est révoquée ou qu'elle est maintenue.

I. — Révocation de la libération conditionnelle.

A. — Causes.

Dans la presque totalité des législations, la libération conditionnelle est révoquée pour inconduite du libéré ou pour infraction aux conditions spéciales qui lui ont été imposées.

C'est ce que décident les lois anglaise, allemande, danoise, hollandaise, japonaise, belge, portugaise, le règlement du pénitencier de Zénica (Bosnie) et le projet de Code penal français.

Les lois serbe et croate se montrent très rigoureuses en attachant la révocation au soupçon seul de la mauvaise conduite, lequel doit cependant présenter un caractère sérieux de vraisemblance. Au contraire le Code pénal italien ne fait pas de la mauvaise conduite une cause de révocation de la libération : il n'attache cet effet qu'à la perpétration d'un crime ou d'un délit ou à la non-exécution, par le libéré, des conditions qui lui sont imposées.

La loi suédoise, plus libérale encore, n'admet la déchéance de cette faveur qu'au cas de crime ou de délit commis par le libéré ; c'est pourquoi cette révocation est prononcée par les tribunaux.

B. — *Délai dans lequel elle peut intervenir.*

En ce qui concerne le délai dans lequel la révocation peut intervenir, il faut mettre à part la loi suédoise et loi belge.

La loi suédoise n'appliquant la libération conditionnelle qu'aux travaux forcés à perpétuité, il s'ensuit que la révocation de cette mesure peut intervenir pendant toute l'existence du libéré.

Quant à la loi belge, elle décide que le délai d'épreuve imposé au condamné est égal au double de la portion de la peine qu'il lui reste à subir au moment de sa mise en liberté anticipée.

Dans toutes les autres législations le délai pendant lequel la révocation peut intervenir prend fin à la date de l'expiration normale de la peine.

Nous avons dit déjà que ce système nous semblait préférable à celui qui est adopté par la loi belge.

C. — *Effets de la révocation.*

D'après les législations suédoise, croate, neufchâteloise,

allemande, danoise, serbe, hollandaise, japonaise, belge, italienne, portugaise, le règlement du pénitencier de Zénica (Bosnie) et le projet de révision du Code pénal français, le libéré qu'on déclare déchu de la faveur qui lui a été accordée, doit subir la portion de la peine qu'il lui restait à exécuter au moment de sa mise en liberté. La législation anglaise non seulement retire le bénéfice de la libération conditionnelle aux condamnés qui n'ont pas rempli les obligations à eux imposées, mais encore les frappe d'une peine de prison avec travail pénal dont la durée peut être, suivant les cas, de trois ou de douze mois.

II. — Échéance du délai d'épreuve.

Quand le condamné bénéficiaire de la libération conditionnelle n'a pas encouru la déchéance de cette faveur pour les causes et pendant le délai que nous avons indiqués, sa peine est réputée exécutée. C'est là la solution adoptée par l'unanimité des lois que nous avons citées.

Cette comparaison rapide des législations étrangères avec la nôtre nous permet d'apercevoir les mérites et les défauts de cette dernière.

Au point de vue théorique, notre loi du 14 août 1885 a donné avec raison à la libération conditionnelle un champ d'action très étendu. Elle a entouré l'octroi de cette faveur de toutes les garanties désirables en obligeant le Ministre de l'Intérieur à prendre l'avis des autorités les plus compétentes pour éclairer sa religion.

Le régime disciplinaire dont elle prévoit l'organisation, encore qu'il soit moins parfait que le système irlandais, permettrait cependant de se rendre sérieusement compte de l'amendement du condamné.

Mais en revanche, on peut reprocher à notre loi de ne pas

avoir permis de libérer conditionnellement, après un temps d'expiation suffisamment prolongé, les condamnés à des peines perpétuelles.

Il serait désirable aussi, comme nous l'avons dit, qu'à l'exemple de la loi belge, on chargeât le pouvoir judiciaire de la surveillance des prisons et qu'on lui confiât en même temps le soin de décider de l'octroi et de la révocation de la libération conditionnelle.

Au point de vue pratique, il serait nécessaire d'organiser au plus tôt le régime disciplinaire prévu par l'article 1^{er}. Sa mise en vigueur permettrait, en effet, d'apprécier avec plus de certitude le degré d'amendement des condamnés et de les admettre avec moins de timidité à la libération conditionnelle.

On peut souhaiter enfin de voir donner au patronage une extension qui assurera largement et efficacement la surveillance et le reclassement des libérés.

Quoi qu'il en soit, si elle a présenté théoriquement quelques imperfections, si elle n'a pas reçu en pratique l'application complète dont elle est susceptible, la loi du 14 août 1885 n'a pas moins produit déjà de très heureux résultats, dont on ne peut que se féliciter.

CHAPITRE VI

RÉSULTATS PRATIQUES DE L'APPLICATION DE LA LOI.

Nous indiquerons successivement les résultats pratiques de l'application de la loi en ce qui concerne les peines principales et en ce qui concerne la peine accessoire de la relégation.

I. — Peines principales.

Deux périodes doivent être distinguées : l'une qui s'étend depuis le jour où la loi a été mise en vigueur jusqu'au 23 février 1888, date à laquelle le comité de libération conditionnelle a commencé à exercer ses fonctions, et l'autre qui va du 23 février 1888 au 1^{er} janvier 1890 (1).

Pendant la première période il a été formé 3.488 demandes de libération conditionnelle. 861 ont été accueillies dont 552 de longues peines et 309 de courtes peines (inférieures ou au plus égales à un an). Sur ce nombre, deux seulement ont été révoquées.

La proportion des demandes favorablement accueillies est donc de 24 0/0 environ. Et la proportion des révocations sur les libérations accordées est de 0,23 0/0.

Du 23 février 1888 au 1^{er} janvier 1890 il a été formé 4.078 demandes de libération dont 1.500 par des condamnés à de courtes peines et 2.578 par des condamnés à de longues

(1) Les renseignements qui suivent sont empruntés aux rapports du Directeur de l'administration pénitentiaire publiés au *Journal officiel* du 20 juin 1888 et du 15 juin 1890.

peines ; sur ce nombre 2838 ont été accordées, soit 1132 pour de courtes peines et 1706 pour de longues peines.

Donc 69 0/0 des demandes ont été accueillies.

Sur les 2838 libérations accordées 25 seulement ont été suivies de révocation soit : 0,88 0/0 environ.

Il résulte de ces chiffres que la libération conditionnelle prend un développement de plus en plus marqué. Mais en revanche le nombre des révocations intervenues s'est accru dans une proportion supérieure.

Ainsi, tandis que le rapport des libérations accordées aux demandes faites est d'environ 2,8 fois plus élevé, celui des révocations est au contraire de 3,8 plus considérable.

Quoi qu'il en soit, il faut se féliciter des résultats obtenus. Malgré sa progression, le nombre des révocations de la libération conditionnelle est encore extrêmement minime, par rapport à celui des libérations accordées. Dans la dernière période qui est la moins favorable, il n'atteint pas même 1 0/0.

II. — Relégation.

Nous avons déjà indiqué qu'il ne pouvait être sursis que très rarement à la relégation, parce que les décisions accordant la libération conditionnelle pour la peine principale n'intervenaient pas assez tôt.

Ainsi la commission de classement des relégués n'a proposé pour cette mesure en 1886 qu'un seul condamné, une femme.

En 1887, 7 condamnés (2 femmes et 5 hommes) ont été l'objet de propositions. Mais aucun sursis n'a été accordé par suite de l'indignité des condamnés ou du peu de temps dont on disposait pour statuer sur ces demandes.

En 1888, 9 condamnés (hommes) dont 8 ont été provisoirement laissés en France.

En 1889, 8 condamnés (3 hommes et 5 femmes); 2 décisions favorables sont intervenues.

En 1890, une femme a bénéficié de cette mesure.

En ce qui concerne la relégation, il serait donc désirable que l'on activât désormais la procédure de libération, de manière à faire bénéficier du sursis un plus grand nombre de condamnés.

Quoi qu'il en soit, l'application de la libération conditionnelle en France semble avoir donné les résultats les plus satisfaisants.

Et nous ne pouvons, en terminant cette étude, qu'exprimer le vœu de voir se développer dans les proportions les plus larges la pratique d'une institution qui exerce une action si puissante ~~pour~~ la moralisation des condamnés.

Nancy, le 7 juin 1895.

Vu :

Le Président de la thèse,
E. GARDEIL.

Vu :

Le Doyen,
E. LEDERLIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Nancy,
GASQUET.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I ^{er} . — Système du Code pénal français	10
CHAPITRE II. — Théories nouvelles sous l'action desquelles s'est modifiée la science pénale.	24
SECTION I. — L'École de Lombroso	24
SECTION II. — Développement et transformation de l'anthropologie criminelle	37
SECTION III. — Fusion de l'école nouvelle et de l'école classique. — L'Union internationale de droit pénal	54
CHAPITRE III. — Réformes proposées par la science pénale moderne.	68
SECTION I. — Mesures préventives	68
SECTION II. — Mesures répressives	76
§ 1. — <i>Classification des délinquants et détermination des peines applicables à chaque catégorie</i>	76
I. Criminels d'habitude	79
A. Malfaiteurs d'habitude incorrigibles	79
B. Malfaiteurs d'habitude corrigibles	81
II. Criminels d'occasion	88
A. Extension de la peine pécuniaire	92
B. Privation des droits électoraux	97
C. Résidence obligée	97
D. Peines d'ordre moral	98
§ 2. — <i>Individualisation de la peine</i>	102
I. Individualisation dans l'application de la peine	103
II. Individualisation dans l'exécution de la peine	105
§ 3. — <i>Latitude laissée au juge dans la détermination de la peine et à l'administration dans l'exécution</i>	106
I. Latitude laissée au juge dans la détermination de la peine	106
II. Latitude laissée à l'administration dans l'exécution de la peine	112
DIVISION	116

PREMIÈRE PARTIE

DU SURSIS CONDITIONNEL A L'EXÉCUTION
DE LA PEINE.

CHAPITRE I ^{er} . — Historique	119
A. Ancien droit	119
I. Admonition.	119
II. Condamnation conditionnelle	121
B. Droit actuel.	123
I. En matière disciplinaire	123
II. A l'égard des jeunes délinquants	125
CHAPITRE II. — Étude des travaux préparatoires de la loi	129
CHAPITRE III. — Examen théorique du système de la condamnation conditionnelle	137
SECTION I. — Critiques adressées au système de la condamnation conditionnelle.	139
I. Enervement de la répression.	143
II. Extension exagérée des pouvoirs du juge	146
A. Au point de vue théorique	147
B. Au point de vue pratique	150
SECTION II. — Institutions analogues à la condamnation conditionnelle.	152
I. Admonition.	152
II. Sursis à la condamnation.	155
CHAPITRE IV. — Commentaire de la loi du 26 mars 1891.	
DIVISION.	158
SECTION I. — Conditions d'application du sursis.	158
§ 1. — 1 ^{re} condition : <i>Absence de condamnation antérieure.</i>	159
A. Absence de condamnation ou condamnation effacée par : a) Réhabilitation. — b) Amnistie. — c) Révision. — d) Cas d'une condamnation motivée par des faits qui actuellement ne constituent plus des infractions	159
B. Antérieure	161
C. Caractères que doit avoir la condamnation pour mettre	

obstacle au sursis. — a) Définitive. — b) Prononcée par un tribunal français.	168
§ 2. — 2 ^e condition : A l'emprisonnement	171
a) Cas d'une condamnation antérieure à l'amende. — b) Envoi en correction des mineurs acquittés. — c) Mineurs condamnés antérieurement à la prison	171
§ 3. — 3 ^e condition : Pour crime ou délit de droit commun. . .	174
A. Pour crime ou délit.	174
B. De droit commun. Sens et portée de cette expression. . .	175
SECTION II. — Cas d'application du sursis.	187
§ 1 ^{er} . — Peines auxquelles peut s'appliquer le sursis	187
I. Emprisonnement	187
II. Amende.	190
III. Emprisonnement et amende	195
§ 2. — En quelle matière le sursis peut-il être accordé ? . . .	196
I. Principe général (Le sursis est applicable en toute matière. Jurisprudence).	197
II. Exceptions au principe	202
A. Infractions aux lois fiscales : a) Emprisonnement ; — b) Amende.	202
B. Infractions forestières : a) Emprisonnement ; — b) Amende.	211
C. Autres infractions spéciales.	215
I. Cas de responsabilité pénale dérivant du défaut de surveillance.	215
II. Amendes civiles	216
§ 3. — Quelles juridictions peuvent ordonner le sursis	220
A. Juridictions qui peuvent ordonner le sursis	220
1 ^o Tribunaux correctionnels	220
2 ^o Cours d'appel (I. Chambre correctionnelle. II. Chambre civile).	221
3 ^o Cours d'assises	224
4 ^o Tribunaux civils.	226
5 ^o Juridictions d'exception : a) Haute Cour de justice ; — b) Tribunaux consulaires ; — c) Tribunaux maritimes commerciaux ; — d) Autorités sanitaires ; — e) Conseils de préfecture.	227
B. Juridictions qui ne peuvent prononcer le sursis.	229
1 ^o Tribunaux de simple police	229
2 ^o Tribunaux militaires (art. 7)	235
I. Poursuites devant un tribunal militaire	237

II. Poursuites exercées contre des militaires ou assimilés devant une juridiction de droit commun.	239
SECTION III. — Pouvoir d'appréciation laissé au juge.	242
SECTION IV. — Forme de la décision de sursis :	244
I. Le sursis est prononcé par le même jugement que la con- damnation.	244
II. La décision doit être motivée	245
III. Avertissement du président.	246
SECTION V. — Nature juridique de la décision de sursis.	247
SECTION VI. — Durée du délai de sursis	249
I. Durée du délai.	249
II. Calcul du délai.	252
III. Point de départ du délai	252
SECTION VII. — Effets du sursis.	254
§ 1 ^{er} . — <i>Période d'épreuve</i>	255
A. Suspension de la peine principale	255
I. Emprisonnement ; condamné : <i>a</i>) libre au moment du jugement ; <i>b</i>) en liberté provisoire ; <i>c</i>) en état de dé- tention préventive	255
II. Amende ; <i>a</i>) contrainte par corps ; <i>b</i>) solidarité ; <i>c</i>) hy- pothèque judiciaire	258
III. Condamnation cumulative à l'emprisonnement et à l'a- mende.	261
B. Survivance des autres effets de la condamnation	261
I. Peines accessoires et incapacités résultant de la con- damnation (Peines accessoires et peines complé- mentaires, confiscation).	262
II. Frais du procès et dommages-intérêts	271
III. Inscription au casier judiciaire.	272
C. Questions spéciales	274
I. Le sursis à l'exécution a-t-il pour effet de suspendre la prescription de la peine ?	274
II. La condamnation avec sursis peut-elle être l'objet d'un recours en grâce ?	276
III. Le condamné bénéficiaire du sursis peut-il demander sa réhabilitation ?	277
§ 2. — <i>Echéance du sursis</i>	279
I. La peine est réputée purgée.	279

II. Le condamné obtient une réhabilitation de plein droit (Comparaison avec la réhabilitation judiciaire)	280
§ 3. — <i>Déchéance du sursis</i>	285
A. Causes de la déchéance	285
I. Poursuite suivie de condamnation	285
II. A l'emprisonnement ou à une peine plus grave.	286
III. Pour crime ou délit de droit commun. — A quelle époque doit être remplie cette triple condition pour entraîner déchéance du sursis.	286
B. Effets de la déchéance.	289
I. La première peine est exécutée	289
II. Elle ne peut se confondre avec la seconde. — Ordre à suivre dans l'exécution des peines.	289
III. La peine prononcée en réparation de la seconde in- fraction est aggravée comme au cas de récidive.	292
IV. Inscription au casier judiciaire	292
CHAPITRE V. — Droit comparé	294
SECTION I. — Législations qui consacrent le système de l'admoni- tion. — A. Russie. — B. Espagne. — C. Allema- gne. — D. Appenzel. — E. Italie (étude spéciale de cette législation). — F. Projet de Code pénal français	294
SECTION II. — Législations qui appliquent le système du sursis à la condamnation. — A. Massachussets. Nou- velle-Zélande. Queensland. — B. Angleterre. C. — Canton de Neuchâtel	304
SECTION III. — Législations appliquant le système du sursis à l'exécution de la peine (lois belge, genevoise, portugaise, projet de Code pénal fédéral suisse, projet de révision du Code pénal fran- çais, projet hongrois sur les condamnations conditionnelles, projet de loi italien sur la condamnation conditionnelle)	313
I. Conditions d'application du sursis.	314
II. Condamnations auxquelles s'applique le sursis.	317
III. Formes de la décision de sursis.	318
IV. Délai du sursis	318
V. Effets du sursis	319
A. Période d'épreuve.	319
B. Déchéance du sursis	320
C. Echéance du sursis.	321

CHAPITRE VI. — Résultats pratiques de l'application de la loi	324
I. Cours d'assises	324
II. Tribunaux correctionnels	325

DEUXIÈME PARTIE

DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

DIVISION	331
CHAPITRE I ^{er} . — Historique	332
I. Jeunes détenus	332
II. Condamnés aux travaux forcés	334
III. Condamnés à la déportation	337
IV. Condamnés à la relégation	337
CHAPITRE II. — Etude des travaux préparatoires de la loi	339
CHAPITRE III. — Examen général du système de la libération conditionnelle	353
CHAPITRE IV. — Commentaire de la loi du 14 août 1885	
DIVISION	358
SECTION I. — Condamnés auxquels peut être accordée la libération conditionnelle	358
§ 1. — <i>Principe général</i>	359
I. Condamnés à l'emprisonnement ou à la réclusion	359
II. Jeunes détenus condamnés comme ayant agi avec discernement	359
III. Condamnés à la détention	359
IV. Condamnés aux travaux forcés à temps qui exécutent leur peine dans les établissements pénitentiaires de France et d'Algérie	360
V. Condamnés à la relégation	361
§ 2. — <i>Exceptions au principe</i>	367
I. Peines perpétuelles	367
II. Peines d'emprisonnement inférieures à trois mois	368
III. Travaux forcés à temps	369
SECTION II. — Conditions requises pour obtenir la libération conditionnelle	371

§ 1. — <i>Première condition : Amendement du condamné</i> . . .	372
I. Raison d'être de cette condition	372
II. Régime disciplinaire spécial	372
III. Libération conditionnelle et système cellulaire	374
§ 2. — <i>Deuxième condition : Exécution de la peine pendant un certain temps</i>	376
I. Raison d'être de cette condition	376
II. Durée du délai de la peine à subir	378
III. Calcul du délai	383
IV. Point de départ du délai	384
SECTION III. — <i>Autorité compétente pour accorder la libération conditionnelle</i>	385
§ 1. — <i>Autorité compétente pour accorder la libération conditionnelle</i>	386
§ 2. — <i>Autorités consultées sur l'opportunité de la libération conditionnelle</i>	390
I. Avis du préfet	391
II. Avis du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire	391
III. Avis de la commission de surveillance	392
IV. Avis du parquet près la Cour ou le tribunal qui a prononcé la condamnation	393
SECTION IV. — <i>Procédure de la libération conditionnelle</i>	396
I. Qui prend l'initiative de la libération conditionnelle . . .	397
II. Instruction des demandes de libération	397
III. Arrêté de libération conditionnelle	400
IV. Mise à exécution de l'arrêté de libération conditionnelle .	401
V. Permis de libération	402
SECTION V. — <i>Effets de la libération conditionnelle</i>	403
§ 1. — <i>Situation du condamné en état de libération conditionnelle</i>	403
A. Au point de vue pénal	404
B. Au point de vue pénitentiaire	405
I. Obligations du libéré	405
II. Mode de surveillance des libérés	405
III. Arrestation provisoire	409
§ 3. — <i>Révocation de la libération conditionnelle</i>	411
A. Causes de la révocation	411
B. Dans quel délai elle peut intervenir	413
C. Autorité compétente pour prononcer la révocation de la libération conditionnelle	415

I. Autorité compétente pour prononcer la révocation de la libération conditionnelle.	415
II. Avis que doit recueillir le Ministre de l'Intérieur avant de statuer sur la révocation de la libération (Avis du Préfet et du Procureur de la République)	416
D. Effets de la révocation de la libération conditionnelle	417
I. Au point de vue de la peine principale.	417
II. Au point de vue de la relégation.	419
§ 3. — <i>Expiration du délai de la peine sans révocation.</i>	419
APPENDICE AU CHAPITRE IV. — Pièces principales de la procédure de la libération conditionnelle. — (Pièce 1. Notice individuelle. — Pièce 2. Renseignements sur les individus admis à la libération. — Pièce 3. Arrêté de libération. — Pièce 4. Procès-verbal de libération.)	421
CHAPITRE V. — Droit comparé.	435
(Angleterre et Irlande. — Serbie. — Allemagne. — Danemark. — Croatie. — Suède. — Hollande. — Japon. — Belgique. — Italie. — Portugal).	
§ 1. — <i>Condamnés qui peuvent obtenir la libération conditionnelle et fraction de la peine qu'ils doivent subir avant d'être mis en liberté.</i>	436
§ 2. — <i>Régime préparatoire à la libération conditionnelle</i>	441
I. Angleterre	442
II. Neuchâtel.	443
III. Danemarck	443
IV. Bosnie	443
§ 3. — <i>Autorité compétente pour accorder la libération conditionnelle et pour révoquer cette mesure.</i>	445
§ 4. — <i>Effets de la libération conditionnelle</i>	448
I. Révocation de la libération conditionnelle.	448
A. Causes.	448
B. Délai dans lequel elle peut intervenir	449
C. Effets	449
II. Echéance du délai d'épreuve.	450
CHAPITRE VI. — Résultats pratiques de l'application de la loi	452
I. Peines principales.	452
II. Peine de la relégation.	453

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. THEVENOT, successeur, St-Dizier (Haute-Marne).
